A°. 1929.  N°. 33.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 5den Maart 1929, No. 257, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 29sten Juli 1926 (Staatsblad No. 237), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 29 October 1925 te Parijs tot stand gekomen Internationaal Telegraafreglement, strekkende tot vervanging van het op 11 Juni 1908 te Lissabon vastgesteld reglement (in welk Koninklyk besluit ook de Internationale Telegraafovereenkomst van St. Petersburg van 1875 is opgenomen).*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 19 Juli 1928, 5de Afdeeling, No. 9/510, waaruit blijkt, dat volgens verklaring van de Nederlandsche aan de Fransche Regeering, Nederland met ingang van den 24sten Februari 1928 voor Curaçao is toegetreden tot de Internationale Telegraafovereenkomst van St. Petersburg van 1875.

Herlezen de missive van den Minister van Koloniën van 24 Augustus 1928, 5de Afdeeling, No. 17/378.

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat het Koninklijk besluit van den 29sten Juli 1926 (Staatsblad No. 237), bepalende de bekendmaking in het Staadsblad van het op 29 October 1925 te Parijs tot stand gekomen Internationaal Telegraafreglement, strekkende tot vervanging van het op 11 Juni 1908 te Lissabon vastgesteld reglement (in welk Koninklijk besluit ook de Internationale Telegraafovereenkomst van St. Petersburg van 1875 is opgenomen) nevens afschrift dezer beschikking in het Publicatieblad zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,
L. A. FRUYTIER.

Uitgegeven den 5n. April 1929.
De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

[illegible] de Internationale [illegible] Telegraafreglement, tot vervanging van het op 11 Juni 1908 te Lissabon vastgestelde reglement, van welk eerste reglement een afdruk en een vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Op de voordracht van Onzen Minister van Waterstaat van den 19 Juli 1928, n° 4, Afdeeling Posterijen en Telegrafie;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bedoeld Reglement, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door plaatsing van dit besluit in het Staatsblad.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen bij dit besluit wordt verordend.

Soestdijk, den 20sten Juli 1928.

WILHELMINA.

De Minister van Waterstaat,
H. v. D. VEGTE.

Uitgegeven den *drie en twintigsten Augustus* 1928.
De Minister van Justitie,
J. DONNER.

Wij WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het op 29 October 1925 te *Parijs* tot stand gekomen Internationaal Telegraafreglement, strekkende tot vervanging van het op 11 Juni 1908 te *Lissabon* vastgesteld reglement, van welk eerste reglement een afdruk en een vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Op de voordracht van Onzen Minister van Waterstaat van den 10 Juli 1926, n^{0} 9, Afdeeling Posterijen en Telegrafie;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bedoeld Reglement, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Soestdijk, den 29sten Juli 1926.

WILHELMINA.

De Minister van Waterstaat,

H. V. D. VEGTE.

Uitgegeven den *drie en twintigsten* Augustus 1926.

De Minister van Justitie,

J. DONNER.

CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE

ET RÈGLEMENT Y ANNEXÉ

REVISION DE PARIS (1925).

MCMXXVI

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE V.

Télégrammes d'Etat.

CHAPITRE VI.

Télégrammes de service.

CHAPITRE VII.

Compte des mots.

CHAPITRE VIII.

Tarifs et taxations.

CHAPITRE IX.

Perception des taxes.

Pages

CHAPITRE XIV.

Arrêt des télégrammes.

CHAPITRE XV.

Remise à destination.

CHAPITRE XVI.

Télégrammes spéciaux.

CHAPITRE XVII.

Télégrammes maritimes.

CHAPITRE XXV.

Archives.

CHAPITRE XXVI.

Détaxes et remboursements.

CHAPITRE XXVII.

Comptabilité.

CHAPITRE XXVIII.

Réserves..

CHAPITRE XXIX.

Bureau international. Communications réciproques.

CHAPITRE XXX.

Conférences.

CONVENTION DE SAINT-PÉTERSBOURG.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Article 2.

Elles s'engagent à pendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

Article 3.

Toutefois, elles déclarent n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

Article 4.

Chaque Gouvernement s'engage à affecter au service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des télégrammes.

Ces fils seront établis et desservis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

Article 5.

Les télégrammes sont classés en trois catégories :

1. Télégrammes d'Etat : ceux qui émanent du Chef de l'Etat, des Ministres, des Commandants en chef des forces de terre et de mer et des Agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements contractants, ainsi que les réponses à ces mêmes télégrammes.

2. Télégrammes de service : ceux qui émanent des Administrations télégraphiques des Etats contractants et qui sont relatifs, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objects d'intérêt public déterminés de concert par les dites Administrations.

3. Télégrammes privés.

Dans la transmission, les télégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

Article 6.

Les télégrammes d'Etat et de service peuvent être émis en langage secret, dans toutes les relations.

Les télégrammes privés peuvent être échangés en langage secret entre deux Etats qui admettent ce mode de correspondance.

Les Etats qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret, au départ et à l'arrivée, doivent les laisser circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'Article 8.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat ou qui serait contraire aux lois du Pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Article 8.

Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire jouir tout expéditeur des différentes combinaisons arrêtées de concert par les Administrations télégraphiques des Etats contractants, en vue de donner plus de garanties et de facilités à la transmission et à la remise des correspondances.

Elles s'engagent également à le mettre à même de profiter des dispositions prises et notifiées par l'un quelconque des autres Etats, pour l'emploi de moyens spéciaux de transmission ou de remise.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes déclarent adopter, pour

la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après : La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des Etats contractants sera uniforme. Un même Etat poura toutefois, en Europe, être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus.

Le taux de la taxe établi d'Etat à Etat, de concert entre les Gouvernements extrêmes et les Gouvernements intermédiaires. Les taxes des tarifs applicables aux correspondances échangées entre les Etats contractants pourront, à toute époque, être modifiées d'un commun accord.

Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Article 11.

Les télégrammes relatifs au service des télégraphes internationaux des Etats contractants sont transmis en franchise sur tout le réseau des dits Etats.

Article 12.

Les Hautes Parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chaque d'elles.

Article 13.

Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un Règlement, dont les prescriptions peuvent être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par les Administrations des Etats contractants.

Article 14.

Un organe central, placé sous la haute autorité de l'Administration supérieure de l'un des Gouvernements contractants désigné à cet effet, par le Règlement, est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la télégraphie internationale, d'instruire les demandes de modifications aux Tarifs et au Règlement de service, de faire promulguer les change-

ments adoptés, et, en général, de procéder à toutes les études et d'exécuter tous les travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de la télégraphie internationale.

Les frais auxquels donne lieu cette institution sont supportés par toutes les Administrations des Etats contractants.

Article 15.

Le Tarif et le Règlement prévus par les Articles 10 et 13 sont annexés à la présente Convention. Ils ont la même valeur et entrent en vigueur en même temps qu'elle.

Ils seront soumis à des revisions où tous les Etats qui y ont pris part pourront se faire représenter.

A cet effet, des Conférences administratives auront lieu périodiquement, chaque Conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

Article 16.

Ces Conférences sont composées des délégués représentant les Administrations des Etats contractants.

Dans les délibérations, chaque Administration a droit à une voix, sous réserve, s'il s'agit d'Administrations différentes d'un même Gouvernement, que la demande en ait été faite par voie diplomatique au Gouvernement du Pays où doit se réunir la Conférence, avant la date fixée pour son ouverture, et que chacune d'entre elles ait une représentation spéciale et distincte.

Les revisions résultant des délibérations des Conférences ne sont exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de tous les Gouvernements des Etats contractants.

Article 17.

Les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers de toute nature sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des Etats.

Article 18.

Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des Etats contractants au sein duquel la dernière Conférence aura été tenue, et par cet Etat à tous les autres. Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les advantages stipulés par la présente Convention.

Article 19.

Les relations télégraphiques avec des Etats non adhérents ou avec les exploitations privées sont réglées dans l'intérêt général du développement progressif des communications, par le Règlement prévu à l'Article 13 de la présente Convention.

Article 20.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du ler Janvier 1876, nouveau style, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'a fait. Pour les autres Parties contractantes, la Convention reste en vigueur.

Article 21 et dernier.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St. Pétersbourg dans le plus bref délai possible.

Fait à St-Pétersbourg, le 10/22 Juillet 1875.

(Suivant les signatures.)

Règlement de service international

annexé

à la Convention télégraphique internationale

de Saint Pétersbourg.

(Article 13 de la Convention.)

Revision de Paris (1925).

Article premier.

En tant que ce Règlement n'en dispose pas autrement, les prescriptions applicables aux communications par fil le sont aussi aux communications par sans fil.

CHAPITRE I.

Réseau international.

(Article 4 de la Convention.)

Article 2.

Constitution du réseau.

Les bureaux entre lesquels l'échange des télégrammes est continu ou très actif sont, autant que possible, reliés par des voies de communication directes présentant les garanties mécaniques, électriques et techniques suffisantes.

Article 3.

Constitution du réseau. Fonctionnement des voies de communication.

§ 1. Les voies de communication internationales sont établies en nombre suffisant pour satisfair à tous les besoins du service de transmission entre les bureaux reliés directement.

§ 2. L'exploitation de ces voies de communications fait l'objet d'un accord entre les Administrations intéressées.

§ 3. (1) En cas de dérangement, les fils internationaux

peuvent être détournés de leur affectation spéciale, mais il doivent être ramenés à cette affectation dès que le dérangement a cessé.

(2) Chacune des Administations intéressées s'engage à remplacer, dans la mesure du possible et dans le plus bref délai, la section défectueuse qui se trouve sur son territoire.

(3) Les sections nationales des fils internationaux non employées peuvent être utilisées par les Administrations, à la condition de les rendre à leur affectation normale dès que la demande en est faite.

§ 4. Les transmissions par les fils internationaux ne sont effectuées, en règle générale, que par les bureaux tête de ligne. Les Administrations prennent, chacune en ce qui la concerne, des dispositions pour que, sur chaque fil international important, un ou plusieurs bureaux du parcours puissent se substituer au bureau désigné comme point extrême, lorsque le travail direct entre les deux bureaux tête de ligne devient impossible.

Article 4.

Entretien des voies de communication.

§ 1. Les Administrations concourent, dans les limites de leur action respective, à la sauvegarde des voies de communication internationales, (fils, câbles, bureaux, stations de télégraphie sans fil); elles combinent, pour chacune de ces voies, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.

§ 2. En cas de dérangement des voies de communication internationales, les bureaux intéressés se communiquent les résultats de leurs recherches, en vue de déterminer la nature du dérangement et de faire disparaître celui-ci dans le moindre délai.

§ 3. Les bureaux tête de ligne des fils internationaux à grand trafic mesurent l'état électrique (isolement, résistance, etc.) de ces fils chaque fois qu'ils le jugent utile. Il s'entendent sur le jour et l'heure de ces mesures, se communiquent les résultats de celles-ci et font procéder le plus promptement possible à l'élimination des défauts constatés.

CHAPITRE II.

Durée du service. Ouverture des bureaux.

Article 5.

Ouverture et clôture des service.

§ 1. Entre bureaux correspondants importants, le service est, autant que possible, permanent le jour et la nuit, sans interruption.

§ 1. Chaque Administration fixe, les heures pendant lesquelles les bureaux doivent rester ouverts au public.

§ 3. Les bureaux dont le service n'est point permament ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs télégrammes internationaux à un bureau dont le service est plus prolongé.

§ 4. Entre deux bureaux d'Etats différentes communiquant directement, la clôture est demandée par celui qui se ferme à celui qui demeure ouvert et donnée par ce dernier. Lorsque les deux bureaux en relation se ferment au même moment, la clôture est demandée par celui qui appartient à l'Etat dont la capitale a la position la plus orientale et donnée par l'autre bureau.

§ 5. Dans les bureaux à service permanent, les séances journalières vont de minuit à minuit, sauf autre arrangement établi par les Administrations intéressées.

§ 6. La même heure est adoptée par tous les bureaux d'un même Pays. L'heure légale adoptée par une Administration est notifiée aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureaux international.

Article 6.

Notations indiquant la nature de l'étendue du service des bureaux.

(1) Les notations suivantes sont adoptées pour indiquer la nature du service et les heures d'ouverture des bureaux ;

N bureaux à service permanent (de jour et de nuit) ;

$\frac{N}{2}$ bureau à service de jour prolongé ;

C bureau à service de jour complet ;

F station de chemin de fer ouverte à la correspondance

des particuliers ;

P bureau appartenant à un particulier ;

R station radiotélégraphique sur terre ferme ou à bord d'un navire ancré à demeure ;

S bureau sémaphorique ;

T bureau téléphonique ouvert à la correspondance télégraphique privée ;

K bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie et qui n'accepte à l'arrivée que ceux à remettre „télégraphe restant" ou à distribuer dans l'enceinte d'une gare ;

VK bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie ou seulement ceux des voyageurs ou du personnel résidant dans la gare et qui n'accepte aucun télégramme à l'arrivée ;

E bureau ouvert seulement pendant le séjour du Chef de l'Etat ou de la Cour ;

B bureau ouvert seulement pendant la saison des bains ;

H bureau ouvert seulement pendant la saison d'hiver.

* bureau fermé.

(2) Les notations qui précèdent peuvent se combiner entre elles.

(3) Les notations B et H sont complétées, autant que possible, par l'indication des dates d'ouverture et de fermeture des bureaux temporaires dont il s'agit.

CHAPITRE III.

Dispositions générales relatives à la correspondance.

(Articles 1, 2, 3, 5, 7 et 8 de la Convention.)

CHAPITRE IV.

Rédaction et dépôt des télégrammes.

(Articles 5 et 6 de la Convention.)

Article 7.

Langage clair et langage secret. Acceptation de ces langages.

§ 1. Le texte des télégrammes peut être rédigé en langage clair ou en langage secret, ce dernier se distinguant en

langage convenu et en langage chiffré. Chacun de ces langages peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme.

§ 2. Toutes les Administrations acceptent, dans toute leurs relations, les télégrammes en langage clair. Elles peuvent n'admettre ni au départ ni à l'arrivée les télégrammes privés rédigés totalement ou partiellement en langage secret, mais elles doivent laisser ces télégrammes circulier en transit, sauf le cas de suspension défini à l'Article 8 de la Convention.

Article 8.

Langage clair.

§ 1. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans l'une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale.

§ 2. On entend par télégrammes en langage clair, ceux dont le texte est entièrement rédigé en langage clair. Toutefois, la présence d'adresses conventionnelles, de marques de commerce, de cours de bourse, de lettres représéntant les signaux du Code international de signaux, employées dans les télégrammes maritimes, d'expressions abrégées d'un usage courant dans la correspondance usuelle ou commerciale, comme fob, cif, caf, svp ou toute autre analogue, dont l'appréciation appartient au Pays qui expédie le télégramme, d'un mot de contrôle placé en tête du texte dans les télégrammes de banque et ceux analogues, ne change pas le caractère d'un télégramme en langage clair.

§ 3. Chaque Administration désigne, parmi les langues usitées sur le territoire de l'Etat auquel elle appartient, celles dont elle autorise l'emploi dans la correspondance télégraphique internationale en langage clair. L'usage du latin et de l'esperanto est également autorisé.

Article 9.

Langage convenu.

§ 1. Le langage convenu est celui qui se compose de mots ne formant pas des phrases compréhensibles dans une ou

plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair.

§ 2. Les mots, qu'ils soient réels ou artificiels, doivent être formés de syllabes pouvant se prononcer selon l'usage courant d'une des langues allemande, anglaise, espagnole, française, hollandaise, italienne, portugaise ou latine. Les mots artificiels ne doivent pas continir les lettres accentuées ä, á, å, é ñ, ö ü.

§ 3. Les mots du langage convenu ne peuvent avoir une longueur supérieure à dix caractères selon l'alphabet Morse, les combinaisons ae, aa, ao, oe, ue, étant comptées chacune pour deux lettres. La combinaison ch est également comptée pour deux lettres dans les mots artificiels.

§ 4. Les combinaisons qui ne remplissent pas les conditions des deux paragraphes qui précèdent sont considérées comme appartenant au langage en lettres ayant une signification secrète et taxées en conséquence. Toutefois, celles qui seraient formées par la réunion de deux ou plusieurs mots du langage clair contraire à l'usage de la langue ne sont point admises.

Article 10.

Langage chiffré.

§ 1. Le langage chiffré est celui qui est formé:

1° Soit de chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète, soit de lettres (à l'exclusion des lettres accentuées ä, á, å, é, ñ, ö, ü), de groupes ou de séries de lettres ayant une signification secrète;

2° De mots, noms, expressions ou réunions de lettres ne remplissant pas les conditions du langage clair (Art. 8) ou du langage convenu (Art. 9).

§ 2. Le mélange, dans un même groupe, de chiffres et de lettres ayant une signification secrète n'est pas admis.

§ 3. Ne sont pas considérés comme ayant une signification secrète les groupes visés à l'Article 8, § 2.

Article 11.

Rédaction des télégrammes. Caractères pouvant être employés.

§ 1. La minute du télégramme doit être écrite lisiblement en caractères qui ont leur équivalent dans le tableau ci-dessous des signaux télégraphiques et qui sont en usage dans le Pays où le télégramme est présenté.

§ 2. Ces caractères sont les suivants :

Lettres.

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z, Ä, Á, Å, É, Ń, Ö, Ü.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

Point (.), virgule (,), point et virgule (;), deux points (:), point d'interrogation (?), point d'exclamation (!), apostrophe ('), trait d'union ou tiret (—), parenthèses (), guillemets („), barre de fraction (/), souligné.

Indications de service taxées et leur abréviations.

Urgent	D
Partiellement urgent	PU
Réponse payée x	RPx
Collationnement	TC
Accusé de réception télégraphique (télégramme avec)	PC
Accusé de réception télégraphique urgent (télégramme avec)	PCD
Accusé de réception postal (télégramme avec)	PCP
Faire suivre	FS
Poste	--
Poste recommandée	PR
Poste restante	GP
Poste restante recommandée	GPR
Poste avion	PAV
Télégraphe restant	TR

Exprès	—
Exprès payé	XP
Mains propres	MP
Ouvert	—
Jour	—
Nuit	—
x adresses	TMx
Communiquer toutes adresses	CTA
x jours	Jx
Presse	—
Télégramme différé en langue française	LCF
Télégramme différé en langue du Pays d'orgine ou désignée par ce Pays	LCO
Télégramme différé en langue du Pays de destination ou désignée par ce Pays	LCD
Télégramme sémaphorique	SEM

§ 3. Tout renvoi, interligne, rature ou surcharge doit être approuvé par l'expéditeur on par son représentant.

§ 4. (1) Les chiffres romains sont admis tels quels, mais ils sont transmis en chiffres arabes.

(2) Le signe de multiplication (×) quoique n'ayant pas son équivalent dans le tableau réglementaire, est admis. La lettre X le remplace dans la transmission, elle est comptée pour un mot.

(3) Les expressions telles que 30^{a}, 30me, 30^{ne}, 1^{0}, 2^{0}, ⟨E⟩ etc. ne peuvent être reproduites par les appareils ; les expéditeurs doivent leur substituer un équivalent pouvant être télégraphié, soit, par exemple, pour les expressions citées ci-dessus : 30 exposant a (ou 30 a), trentiême, trentaine, primo, secundo, B dans losange, etc.

(4) Toutefois, les expressions 30a, 30b, etc. 30*bis*, 30*ter*, etc, 30I, 30II, etc. 30^{1}, 32^{2}, etc., indiquant le numéro d'habitation dans une adresse, même quand il s'agit d'une adresse figurant dans le texte ou dans la signature d'une télégramme, sont acceptées telles quelles, mais elles sont transmises en séparant le numero de son exposant ou des lettres ou chiffres qui l'accompagnent par une barre de fraction. La même règle est

appliquée dans la transmission des numéros d'habitation tels que 30 A, 30 B, etc. Au point de vue du compte des mots suivant les règles de taxation, la barre de fraction n'est pas comptée pour un caractère dans le groupe de chiffres ou de chiffres et de lettres constituant le numéro d'habitation en question alors même que l'expéditeur l'aurait écrite sur sa minute. Les expressions envisagées seront, par conséquent, transmises sous la forme ci-après : 30/A, 30/B, etc. 30/bis, 30/ter, etc. 30/1, 30/2, etc. 30/1, 30/2, etc. 30/A, 30/B, etc.

Article 12.

Ordre de rangement des diverses parties d'un télégramme.

Les diverses parties, qu'un télégramme peut comporter doivent être libellées dans l'ordre suivant : 1° les indications de service taxés ; 2° l'adresse ; 3° le texte ; 4° la signature.

Article 13.

Libellé des indications de service taxées.

§ 1. (1) Toute indication de service taxée prévue par le Règlement dont l'expéditeur désire faire usage doit être écrite sur la minute, immédiatement avant l'adresse.

(2) En ce qui concerne les télégrammes multiples, l'expéditeur doit inscrire ces indications avant l'adresse de chaque destinataire qu'elles peuvent concerner. Toutefois, s'il s'agit d'un télégramme multiple urgent, d'un télégramme multiple différé ou d'un télégramme multiple avec collationnement, il suffit que les indications correspondantes soient incrites une seule fois et avant la première adresse.

§ 2. Les indications de service taxées peuvent être écrites dans une forme quelconque admise par le Règlement, mais elles ne sont taxées et transmises que dans la forme abrégée prévue par le dit Règlement. Eventuellement, l'agent taxateur biffe l'indication inscrite par l'expéditeur et la remplace par l'abréviation correspondante, mise entre deux doubles traits (*exemple* : = TC =).

§ 3. L'expéditeur peut donner des instructions pour l'acheminement de son télégramme, en observant les prescriptions des Articles 26, § 6, 27, § 2, et 42.

Article 14.

Libellé de l'adresse.

§ 1. (1) Toute adresse doit, pour être admise, contenir au moins deux mots : le premier désignant le destinataire, le second indiquant le nom du bureau télégraphique de destination.

(2) Pour les télégrammes à destination de la Chine, l'emploi de groupes de quatre chiffres est admis pour désigner le nom et le domicile du destinataire.

§ 2. (1) L'adresse doit comprendre toutes les indications nécessaires pour assurer la remise du télégramme au destinataire, sans recherches ni demandes de renseignements.

(2) Elle doit, pour les grandes villes, faire mention de la rue et du numéro ou, à défaut de ces indications, spécifier la profession du destinataire ou donner tous autres renseignements utiles.

(3) Même pour les petites localités, le nom du destinataire doit être, autant que possible, accompagné d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée en cas d'altération du nom du destinataire.

§ 3. Les indications de l'adresse doivent être écrites dans la langue du Pays de destination ou en français ; toutefois, le nom, les prénoms, la raison sociale et le lieu de remise sont acceptés tels que l'expéditeur les a libellés.

§ 4. (1) L'adresse peut être formée par le nom du destinataire suivi du mot „téléphone" et de l'indicatif d'appel de son raccordement téléphonique, ce qui n'implique pas nécessairement la transmission téléphonique du télégramme au destinataire. Dans ce cas, l'adresse est libellée comme suit : „Pauli téléphone Passy 5074 Paris".

(2) L'adresse peut aussi être formée par le nom du destinataire et le numéro de sa boîte postale. Dans ce cas, l'adresse est libellée comme suit : „Pauli boîte postale 275 Paris".

§ 5. Lorsqu'un télégramme est adressé à une personne chez une autre, l'adresse doit comprendre, immédiatement après la désignation du véritable destinataire, l'une des mentions „chez", „aux soins de" ou toute autre équivalente.

§ 6. Le nom du bureau télégraphique de destination doit

être placé à la suite des indications de l'adresse qui servent à désigner le destinataire et, le cas échéant, son domicile ; il doit être écrit tel qu'il figure dans la première colonne de la Nomenclature officielle des bureaux. Ce nom ne peut être suivi que du nom de la subdivision territoriale ou de celui du Pays, ou bien de ces deux noms. Dans ce dernier cas, c'est le nom de la subdivision territoriale qui doit suivre immédiatement celui du bureau destinataire.

§ 7. (1) Lorsque le nom de la localité donnée comme destination n'est pas mentionné dans la Nomenclature officielle, l'expéditeur doit obligatoirement écrire à la suite de ce nom, soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du Pays de destination ou toute autre indication qu'il juge suffisante pour l'acheminement de son télégramme. Il en est de même lorsqu'il existe plusieurs bureaux du nom indiqué et que l'expéditeur n'est pas en mesure de donner des renseignements positifs permettant de définir la désignation officielle de la localité.

(2) Dans l'un comme dans l'autre cas, le télégramme n'est accepté qu'aux risques et périls de l'expéditeur.

§ 8. L'adresse peut être écrite sous une forme conventionnelle ou abrégée. Toutefois, la faculté pour un destinataire de se faire remettre un télégramme dont l'adresse est ainsi formée est subordonnée à un arrangement entre ce destinataire et le bureau télégraphique d'arrivée.

§ 9. L'adresse des télégrammes adressés „poste restante" ou „télégraphe restant" doit indiquer le nom du destinataire ; l'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés n'est pas admis pour ces correspondances.

§ 10. Les télégrammes dont l'adresse ne satisfait pas aux conditions prévues dans les §§ 1, 7, et 9 de cet Article sont refusés.

§ 11. Dans tous les cas d'insuffisance de l'adresse, les télégrammes ne sont acceptés qu'aux risques et périls de l'expéditeur si celui-ci persiste à en demander l'expédition.

§ 12. Dans tous les cas, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

Article 15.

Libellé du texte et de la signature. Constatation de l'identité de l'expéditeur. Légalisation de la signature.

§ 1. Les télégrammes sans texte ne sont pas admis.

§ 2. La signature n'est pas obligatoire ; elle peut être libellée par l'expéditeur sous une forme abrégée conforme à l'usage ou être remplacée par une adresse enregistrée.

§ 3. L'expéditeur d'un télégramme privé est tenu d'etablir son identité lorsqu'il y est invité par le bureau d'origine.

§ 4. Il a, de son côté, la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation de sa signature, ainsi que le comporte la légalislation du Pays d'orgine. Il peut faire transmettre cette légalisation, soit textuellement, soit sous la formule : „signature légalisée par . . . .”

§ 5. Le bureau vérifie l'authenticité de légalisation. Hormis le cas où elle est connue, il ne peut considérer comme authentique la signature de l'Autorité qui a légalisé, que si elle est appuyée du sceau ou du cachet de cette Autorité. Dans le cas contraire, il doit refuser l'acceptation et la transmission de la légalisation.

§ 6. La légalisation, telle qu'elle est transmise, entre dans le compte des mots taxés; elle prend place après la signature du télégramme.

§ 7. Lors de l'acceptation d'une télégramme de plus de cent mots, l'agent taxateur marque d'une croix le dernier mot de chaque tranche de cent mots, les mots de l'adresse étant compris dans la première tranche.

CHAPITRE V.

Télégrammes d'Etat.

(Articles 5 et 6 de la Convention.)

Article 16.

Quelques paragraphes concernant les télégrammes d'Etat.

§ 1. Les télégrammes d'Etat doivent être revêtus du sceau ou du cachet de l'Autorité qui les expédie. Cette formalité n'est pas exigible lorsque l'authenticité du télégramme ne peut soulever aucun doute.

§ 2. Le droit d'émettre une réponse comme télégramme d'Etat est établi par la production du télégramme d'Etat primitif.

§ 3. (1) Les télégrammes des Agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérés comme télégrammes d'Etat que lorsqu'ils sont adressés à un personnage officiel et qu'ils traitent d'affaires de service. Toutefois, les télégrammes qui ne remplissent pas ces dernières conditions sont acceptés par les bureaux et transmis comme télégrammes d'Etat; mais ces bureaux les signalent immédiatement à l'Administration dont ils relèvent.

(2) Les télégrammes d'Etat portent la mention de service „Etat" ; cette mention est insérée d'office par le bureau d'origine à la fin du préambule.

§ 4. Les télégrammes d'Etat peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

§ 5. Les télégrammes d'Etat qui ne remplissent pas les conditions visées aux Articles 8, 9 et 10 ne sont pas refusés, mais ils sont signalés par le bureau qui constate les irrégularités à l'Administration dont ce bureau relève.

§ 6. Les télégrammes d'Etat rédigés en langage clair donnent lieu à un répétition partielle obligatoire ; ceux qui sont rédigés totalement ou partiellement en langage secret doivent être répétés intégralement et d'office par le bureau récepteur ou par le bureau transmetteur, suivant le système de transmission employé (Art. 39).

§ 7. L'expéditeur d'une télégramme d'Etat peut renoncer à la priorité de transmission établie par l'Article 5 de la Convention ; dans ce cas, la minute du télégramme doit porter la mention „sans priorité" inscrite par l'expéditeur, et ce télégramme est traité, dans l'ordre de transmission, comme un télégramme privé ordinaire.

Article 17.

Télégrammes émanant du Secrétaire Général de la Société des Nations.

Le régime des télégrammes d'Etat s'étend aux télégrammes qui émanent du Secrétaire Général de la Société des Nations; ainsi qu'aux réponses à ces mêmes télégrammes.

CHAPITRE VI.

Télégrammes de service.

(*Articles 5 et 11 de la Convention*).

Article 18.

Télégrammes de service et avis de service.

§ 1. Les télégrammes de service se distinguent en télégrammes de service proprement dits et en avis de service.

§ 2. Ils sont transmis en franchise dans toutes les relations, hormis les cas spécifiés dans l'Article ci-après.

§ 3. Il sont rédigés en français lorsque les Administrations en cause ne se sont pas entendues pour l'usage d'un autre langue. Il en est de même des notes de service qui accompagnent la transmission de télégrammes.

§ 4. Ils doivent être limités aux cas qui présentent un caractère d'urgence et être libellés dans la forme la plus concise.

Les Administrations et les bureaux télégraphiques prennent les mesures nécessaires pour en diminuer, autant que possible, le nombre et l'étendue.

§ 5. (1) Les télégrammes de service proprement dits sont échangés entre les Administrations et les fonctionnaires qui y sont autorisés.

(2) Ces télégrammes mentionnent en préambule la date de dépôt et ne comportent pas de signature. L'adresse affecte la forme ci-après : „ . . . (expéditeur) à . . . . . . (destinataire et destination) ; *exemple :* Postelfoon à Burinterna Berne".

(3) Les Administrations télégraphiques doivent employer une adresse abrégée pour les télégrammes de service échangés entre elles.

(4) Le texte des télégrammes de service peut être rédigé en langage secret dans toutes le relations. Les télégrammes de service rédigés totalement ou partiellement en langage secret sont répétés intégralement et d'office soit par le bureau récepteur, soit par le bureau transmetteur, selon les appareils de transmission (Art. 39, § 1).

§ 6. (1) Les avis de service se rapportent à des incidents de

service ou sont relatifs au service des lignes, des stations radio-électriques et des transmissions. Ils sont échangés entre les bureaux télégraphiques et ils ne comportent ni adresse ni signature.

(2) Ils sont urgents ou ordinaires, selon le caractère de al communication.

(3) Les avis de service concernant le service des voies de communication ont la priorité sur les autres avis ; ils portent au commencement du préambule la mention = ADG =.

(4) La destination et l'origine de ces avis sont indiquées uniquement dans le préambule ; celui-ci est rédigé comme suit : „A Lyon Lilienfeld 15 10.45 m (date et heure de dépôt) ; suit le texte du bureau expéditeur".

(5) Les bureaux importants peuvent ajouter, sous une forme abrégée, au nom du lieu d'orgine celui du service d'où émane l'avis, *par exemple :* „A Paris Berlin Nf (Nachforschungsstelle — Service des recherches) 15 10.45 m (date heure de dépôt)". Cette adjonction doit figurer dans la réponse, *exemple :* „A Berlin Nf Paris 15 13.45".

§ 7. (1) Les avis de service relatifs à un télégramme précédemment transmis reproduisent toutes les indications propres à faciliter la recherche de celui-ci, notamment le numéro de dépôt, la date écrite en toutes lettres (le nom du mois n'est indiqué que s'il y a doute), la voie d'acheminement contenue dans le télégramme primitif, le nom du destinataire et, au besoin, l'adresse complète. Si le télégramme primitif comportait un numéro de série, celui-ci doit également être mentionné dans l'avis de service.

(2) S'il existe plusieurs voies de communication directes entr deux bureaux télégraphiques, il y a lieu d'indiquer, autant que possible, quand et par quelle voie le télégramme primitif a été transmis et les avis de service seront dirigés autant que possible, par le même voie.

(3) Si des dérangements de ligne sont survenus sur le parcours emprunté par le télégramme primitif, le bureau de réexpédition inscrit sur l'avis de service la mention „dévie".

(4) Si les bureaux intermédiaires ne peuvent se procurer sans retard les éléments nécessaires pour donner suite aux

avis de service, ils ont à les transmettre plus loin, immédiatement.

(5) Toutefois, les bureaux intermédiaires sont tenus, après retransmission immédiate de ces avis, de procéder aux recherches utiles et de faire le nécessaire, s'il y a lieu.

§ 8. Lorsqu'un bureau de transit peut, sans qu'il en résulte ni inconvénient, ni retard, réunir les éléments nécessaires pour donner suite à un avis de service, il prend les mesures propres à en éviter une retransmission inutile ; dans tout autre cas, il dirige l'avis sur sa destination.

§ 9. En cas d'absolue nécessité, les télégrammes ou avis de service peuvent être transmis par téléphone.

§ 10. Les dispositions de cet Article ne doivent pas être considérées comme autorisant la transmission gratuite, par les stations radiotélégraphiques mobiles, de télégrammes de service exclusivement relatifs au service télégraphique, ni la transmission gratuite par le réseau télégraphique des télégrammes de service exclusivement relatifs au service des stations mobiles, ni la transmission gratuite par toute entreprise télégraphique quelconque, de télégrammes de service intéressant une entreprise concurrente.

Article 19.

Avis de service taxés.

§ 1. (1) Pendant la durée minimum de conservation des archives telle qu'elle est fixée par l'Article 72, l'expéditeur et le destinataire de tout télégramme transmis ou en cours de transmission, ou le fondé de pouvoirs de l'un deux peuvent faire demander des renseignements ou donner des instructions par voie télégraphique au sujet de ce télégramme, après avoir préalablement justifié, s'il est nécessaire, de leur qualité et de leur identé.

(2) Ils doivent déposer les sommes suivantes :

1⁰ Le prix du télégramme qui formule la demande ;

2⁰ S'il y a lieu (voir § 3 ci-après) le prix d'un télégramme pour la réponse.

(3) Ils peuvent aussi, en vue d'une rectification, faire répéter intégralement ou partiellement, soit par le bureau de

destination ou d'origine, soit par un bureau de transit, un télégramme qu'ils ont expédié ou reçu.

(4) Lorsqu'il s'agit d'une répétition demandée par le destinataire, celui-ci ne doit acquitter la taxe réglementaire que pour chaque mot à répéter. Rentrent dans cette taxe les frais totaux pour la demande et la réponse. Dans le régime européen, le minimum de perception est de un franc cinquante centimes (1 fr. 50).

§ 2. Les télégrammes rectificatifs, complétifs ou annulatifs et toutes les autres communications relatives à des télégrammes déjà transmis ou en cours de transmission, lorsqu'ils sont adressés à un bureau télégraphique, doivent être échangés exclusivement entre les bureaux, sous forme d'avis de service taxés au compte de l'expéditeur ou du destinataire.

§ 3. (1) Les avis de service taxés sont désignés par l'indice ST. Ceux qui sont émis à la demande du destinataire pour obtenir la répétition d'une transmission supposée erronée impliquent toujours une réponse télégraphique, sans qu'il y ait lieu de faire figurer l'indice = RPx =. Dans les autres cas où une réponse télégraphique est demandée, cet indice doit être employé.

(2) Si l'expéditeur demande que la réponse soit expédiée par la poste, l'avis de service doit porter, au lieu de = RPx =, la mention „Lettre". Il est perçu une taxe de quarante centimes (0 fr. 40) pour la réponse.

§ 4. (1) Ces avis de service taxés affectent, par exemple, la forme suivante :

a) S'il s'agit de rectifier ou de compléter l'adresse :

„ST Paris Bruxelles 365 (numéro de l'avis de service taxé) 5 (nombre de mots) 17 (date) = 315 douze François (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme primitif) remettz (ou lisez) . . . . . (indiquer la rectification)".

b) S'il s'agit de rectifier ou de compléter le texte :

„ST Paris Vienne 26 (numéro de l'avis de service taxé) 8 (nombre de mots) 17 (date) = 235 treize Kriechbaum (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme à rectifier). Remplacez troisième (mot du texte) 20 par 2000".

c) S'il s'agit d'une demande de répétition partielle ou totale du texte :

„ST Calcutta Londres 86 (numéro de l'avis de service taxé) 7 (nombre de mots) 17 (date) = 439 vingtsix Brown (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme à répéter partiellement ou totalement). Répétez premier, quatrième, neuvième (mots du texte du télégramme primitif à répéter) ou :

„Répétez mot (ou . . . . mots) après . . . " ou encore „Répétez texte".

d) S'il s'agit d'annuller un télégramme et si une réponse télégraphique a été demandée :

„ST Paris Berlin 126 (numéro de l'avis de service taxé) 5 (nombre de mots) 17 (date) = RPx = 285 seize Grunewald (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme en cause) annulez".

e) S'il s'agit d'une demande de renseignements devant être donnés télégraphiquement :

„ST Londres Berlin Nf 40 (numéro de l'avis de service taxé) 7 (nombre de mots) 17 (date) = RPx = 750 vingtsix Robinson (numéro, date de dépôt en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme en cause) donnez nom expéditeur".

f) S'il s'agit d'une demande de renseignements devant être donnés par lettre :

„ST Londres Lisbonne 50 (numéro de l'avis de service taxé) 6 (nombre de mots) 17 (date) = lettre = 645 treize Emile (numéro, date de dépôt en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme en cause) confirmez remise".

(2) Le texte de la réponse, quand l'avis de service taxé en comporte une, comprend : la mention „RST", de numéro de l'avis de service taxé demande, le nom du destinataire du télégramme primitif, suivi de la communication à lui adresser. Par exemple, la réponse à l'avis de service taxé visé dans l'exmple

c) affecterait la forme suivante :

„ST Londres Calcutta 40 (numéro de l'avis de service taxé réponse) 6 (nombre de mots) 17 (date) = RST 86 (numéro de l'avis de service taxé demande) Brown (nom du destinataire) Albatros, scrutiny, commune (les trois mots du télégramme primitif dont la répétition est demandée)".

§ 5. Les mots à répéter ou à rectifier dans un télégramme sont désignés par le rang qu'ils occupent dans le texte de ce télégramme, abstraction faite des règles de la taxation.

§ 6. Les taxes des avis de service qui font l'objet de cet Article sont remboursées dans les conditions fixées par l'Article 74.

§ 7. (1) Lorsque les mots dont la répétition est demandée sont écrits d'une manière douteuse, le bureau de départ consulte, au préalable, l'expéditeur. Si ce dernier ne peut être trouvé, le bureau de départ joint à la répétition une note ainsi conçue : „Ecriture douteuse".

(2) Lorsque la répétition concerne un télégramme parvenu au bureau d'origine par la voie téléphonique ou par un fil télégraphique privé, ce bureau demande, d'abord, à l'expediteur, la répétition des mots en litige.

(3) Dans ce dernier cas, si l'un ou plusieurs des mots ainsi répétés ne sont pas tels qu'ils figurent dans le télégramme, le bureau donne la répétition demandée en tenant compte des corrections effectuées, mais il fait suivre le texte de l'avis de service de la mention CTP (conserver taxe payée), accompagnée de l'indication en toutes lettres du nombre des mots rectifiés par l'expéditeur et dont la taxe ne doit pas être restituée. *Exemples :* CTP un, CTP deux, etc.

§ 8. (1) Les diverses communications relatives à des télégrammes déjà transmis, dont il est question dans cet Article, peuvent se faire par la voie postale et par l'intermédiaire des bureaux télégraphiques de dépôt ou d'arrivée.

(2) Ces communications sont toujours revêtues du cachet du bureau qui les a rédigées. Elles sont envoyées sous pli recommandé aux frais du demandeur qui doit, en outre, acquitter les frais de réponse postale lorsqu'il en demande une ; dans ce cas, l'Administration destinataire affranchit la réponse.

CHAPITRE VII.

Compte des mots.

Article 20.

Compte des mots (indications générales).

§ 1. (1) Tout ce que l'expéditeur écrit sur sa minute pour

être transmis à son correspondant est taxé et en conséquence compris dans le nombre de mots.

(2) Toutefois, les tirets qui ne servent qu'à séparer sur la minute les différents mots ou groupes d'un télégramme ne sont ni taxés, ni transmis, et les signes de ponctuation, apostrophes et traits d'union ne sont transmis et, par suite, taxés que sur la demande formelle de l'expéditeur.

(3) Lorsque des signes de ponctuation, au lieu d'être employés isolément sont répétés à la suite les uns des autres, ils sont taxés comme des groupes de chiffres (Art. 21, § 7).

(4) L'indication de la voie, quoique écrite par l'expéditeur, n'est pas taxée.

§ 2. Le nom du bureau de départ, le numéro du télégramme, la date et l'heure du dépôt, les indications de voie et les mots, nombres ou signes qui constituent le préambule ne sont pas taxés. Ceux de ces renseignements qui parviennent au bureau d'arrivée et dans tous les cas la date et l'heure de dépôt (Art. 37) figurent sur la copie remise au destinataire.

§ 3. L'expéditeur peut insérer ces mêmes indications, en tout ou en partie, dans le texte de son télégramme. Elles entrent alors dans le compte des mots taxés.

Article 21.

(Compte des mots règles détaillées).

§ 1. Sont comptés pour un mot dans tout les langages :

1o chacune des indications de service taxées telles qu'elles figurent sous la forme abrégée admise par le Règlement (Art. 11) ;

2o en adresse :

a) le nom du bureau télégraphique ou de la station mobile de destination écrit tel qu'il figure dans la colonne appropriée des Nomenclatures officielles et complété par toutes les indications qui figurent dans cette colonne ;

b) le nom du bureau télégraphique de destination complété par la désignation du Pays ou de la subdivision territoriale,

lorsque ce nom n'est pas encore publié dans les Nomenclatures officielles (Art. 14, § 7) ;

c) respectivement les noms de subdivisions territoriales ou de Pays s'ils sont écrits en conformité des indications des dites Nomenclatures ou de leurs autres dénominations telles quelles sont données dans leurs préfaces ;

3⁰ dans les télégrammes-mandats, le nom du bureau postal d'émission, le nom du bureau postal payeur et celui de la localité où réside le bénéficiaire ;

4⁰ tout mot convenu remplissant d'ailleurs les conditions fixées à l' Article 9 ;

5⁰ tout caractère, toute lettre, tout chiffre isolé, ainsi que tout signe de ponctuation, apostrophe ou trait d'union, transmis à la demande de l'expéditeur (Art. 20, § 1) ;

6⁰ le souligné ;

7⁰ la paranthèse (les deux signes servant à la former) ;

8⁰ les guillemets (les deux signes placés au commencement et à la fin d'un seul et même passage).

§ 2. Lorsque les différentes parties de chacune des expressions taxées pour un mot et désignant :

1⁰ le bureau destinataire ou la station côtière ;

2⁰ la station de bord ;

3⁰ la subdivision territoriale ;

4⁰ le Pays de destination ;

5⁰ les noms visés ci-dessus figurent dans les télégrammes-mandats, ne sont pas groupées, l'agent taxateur les réunit entre elles.

§ 3. (1) Dans les télégrammes dont le texte est rédigé exclusivement en langage clair, chaque mot simple et chaque groupement autorisé sont comptés respectivement pour autant de mots qu'ils contiennent de fois quinze caractères selon l'alphabet Morse, plus un mot pour l'excédent, s'il y a lieu.

(2) Sont traités de la même manière, les télégrammes de banque et ceux analogues dont le texte, rédigé en langage clair, comprend un mot de contrôle placé en tête du texte. Toutefois, la longueur de ce mot ne peut excéder dix caractères.

§ 4. (1) Dans le langage convenu, le maximum de longueur d'un mot est fixé à dix caractères comptés suivant les prescriptions de l'Article 9, § 3.

(2) Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, c'est-à-dire composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu, sont comptés pour un mot jusqu' à concurrence de dix caractères, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de dix caractères. Si ce télégramme mixte comprend, en outre, un texte en langage chiffré, les passages en langage chiffré sont comptés conformément aux prescriptions du § 7 ci-après.

(3) Si le télégramme mixte ne comprend que des passages en langage clair et des passages en langage chiffré, les passages en langage clair sont comptés suivant les prescriptions du § 3 de cet Article, et ceux en langage chiffré suivant les prescriptions du § 7 ci-après.

§ 5. L'adresse des télégrammes dont le texte est totalement ou partiellement rédigé en langage convenu est taxée d'après les prescriptions de cet Article, §§ 1 et 3. La signature est taxée selon ces mêmes prescriptions, celles du 2⁰ du § 1 exceptées.

§ 6. Les mots séparés par une apostrophe ou réunis par un trait d'union, sont respectivement comptés comme des mots isolés.

§ 7. (1) Les groupes de chiffres ou de lettres, les marques de commerce composées de chiffres et de lettres, sont comptés comme autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres ou lettres, plus un mot pour l'excédent. Chacune des combinaisons ae, aa, ao, oe, ue, et ch est comptée pour deux lettres.

(2) Sont comptés pour un chiffre ou une lettre, dans le groupe où ils figurent, les points, les virgules, les deux points, les tirets et les barres de fraction. Il en est de même des lettres où des chiffres ajoutés à un numéro d'habitation dans une adresse, même quand il s'agit d'une adresse figurant dans le texte ou dans la signature d'un télégramme.

§ 8. Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue ne sont pas admises; il en est de même lorsque les réunions ou altérations sont dissimulées au moyen du renversement de l'ordre des lettres ou des syllabes. Toutefois, les noms de villes et de Pays, les noms patronymiques appartenant à une même personne, les désignations complètes de lieux, places, boulevards, rues et autres voies publiques, les noms de navires, les mots composés admis à ce titre dans les langues anglaise et française dont il peut être justifié, au besoin, les nombres entiers, les fractions, les nombres décimaux ou fractionnaires écrits en toutes lettres peuvent être groupés en un seul mot qui est compté conformément aux prescriptions de cet Article, §§ 3 et 4. Les nombres écrits en toutes lettres, dans lesquels les chiffres sont indiqués isolément ou par groupes, par exemple : trentetrente au lieu de troismilletrente ou sixquatresix au lieu de sixcentquarantesix, sont également admis et comptés à raison de 15 lettres ou 10 lettres pour un mot.

§ 9. Le compte des mots du bureau d'orgine est décisif, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux.

§ 10. (1) Toutefois, lorsqu'un télégramme contient des réunions ou des altérations de mots d'une langue autre que celle du Pays d'orgine, contraires à l'usage de cette langue, les Administrations ont le droit de prescrire que le bureau d'arrivée recouvre sur le distinataire le montant de la taxe perçue en moins. Lorsqu'il est fait usage de ce droit, le bureau d'arrivée peut refuser de remettre le télégramme si le destinataire refuse de payer.

(2) Les Administrations qui font usage de la disposition ci-dessus en informent les autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

(3) Dans le cas de refus de payement, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau de départ „Wien Paris 18 17 10 (date et heure de dépôt)= N^0 . . . . (nom du destinaraire) . . . . (reproduire les mots réunis abusivement ou altérés) . . . . mots (indiquer pour combien de mots on aurait dû taxer)". Si l'expéditeur, dûment avisé du motif de non remise, consent à payer le complément, un avis de

service ainsi conçu est adressé au bureau destinataire ; „Paris Wien 18 7.40 s = N⁰ . . . . . (nom du destinataire) complément perçu". Dès la réception de cet avis de service, le bureau d'arrivée remet le télégramme, si celui-ci a été retenu.

(4) Pour l'application de cet Article, un navaire est considéré comme faisant partie du territoire du Gouvernement duquel il relève.

§ 11 (1) Lorsque l'Administration d'origine constate qu'une taxe insuffisante a été perçue, elle peut recouvrer le complément sur l'expéditeur, et elle opère de même lorsque les irrégularités lui sont signalées par une Administration de transit ou par celle d'arrivée. Dans ce dernier cas, et ci la perception des taxes peut avoir lieu, les quotes-parts de taxe sont dues aux différentes Administration interessées.

(2) Toutefois, aucun bureau de transit ou destination ne peut surseoir à l'acheminement ou à la remise du telegramme, sauf dans les cas prévus au § 10.

Article 22.

Exemples des compte des mots.

Les exemples suivants déterminent l'interprétation des regles à suivre pour compter les mots ;

	Nombre de mots	
	dans l'adresse	dans le texte et dans la signature
New York*)	1	2
NewYork	1	1
Frankfurt Main*)	1	2
FrankfurtMain	1	1
Sanct Poelten*)	1	2
Santpoelten	1	1
Emmingen Kr. Soltau*) **)	1	3
Emmingenkrsoltau (16 caractères)	1	2

*) Dans l'adresse, ces diverses expressions sont groupées par l'agent taxateur.

**) Noms de bureaux, conformes aux indications de la première colonne de la Nomenclature officielle des bureaux télégraphiques.

Emmingen Wurtt*)**)	1	2
Emmingenwurtt	1	1
New South Wales*)	1	3
Newsouthwales	1	1
Rp 250, (indication de service taxée)	1	—

	Nombre de mots
Van de Brande	3
Van debrande	2
Vandebrande	1
Du Bois	2
Dubois (nom de personne)	1
Belgrave square	2
Belgravesquare	1
Hyde park	2
Hydepark	1
Hydepark square	2
Hydeparksquare	1
Saint James street	3
Saintjames street	2
Saintjamestreet (16 caractères)	2
Stjamesstreet	1
Rue de la paix	4
Ru dela paix	3
Reu de lapaix	3
Rue delapaix	2
Ruedelapaix	1
Boulevarditaliens (17 caractères)	2
Boulevarddesitaliens (20 caractères)	2
Bditaliens	1

Numéros d'habitation.

Au point de vue de la taxation; les barres de fraction ne sont pas comptées.

	Nombre de mots
5 bis (transmettre 5/bis)	1
15 A ou 15a (transmettre 15/a)	1

*) Dans l'adresse, ces diverses expressions sont groupées par l'agent taxateur.

**) Noms de bureaux, conformes aux indications de la première colonne de la Nomenclature officielle des bureaux télégraphiques.

	Nombre de mots
15-3 ou 15^3 (transmettre 15/3)	1
15 bpr (transmettre 15/bpr) (5 caractères)	1
15/3 h 1 (transmettre 15/3/h/1) (5 caractères)	1
15 bis/4 (transmettre 15/bis/4) (6 caractéres)	2
A 15 (transmettre a/15)	1
1021 A/5 (transmettre 1021/a/5) (6 caractères)	2
19 B/4 ög (transmettre 19/b/4/ög) (6 caractères)	2
Two hundred and thirty four	5
Twohundredandthirtyfour (23 caractères)	2
Trois deuxtiers	2
Troisdeuxtiers	1
Troisneufdixièmes (17 caractères)	2
Sixfoursix (au lieu de 646)	1
Quatorzevingt (au lieu de 1420)	1
Eentweezes (au lieu de 126)	1
Einzweivier (au lieu de 124)	1
Un deux qautre (trois chiffres différents)	3
Deux mille cent quatre-vingt-quatorze	6
Deuxmillecentquatrevingtquatorze (32 caractères)	3
Responsabilité (14 caractères)	1
Kriegsgeschichten (15 caractères)	1
Incompréhensible (16 caractères)	2
Wie geht's*)	4
Wie geht's	3
Wie gehts**)	2
a-t-il*)	5
a-t-il	3
c'est-à-dire*)	7
c'est-à-dire	4
aujourd'hui	2
aujourdhui	1

*) L'agent taxateur souligne d'un petit trait le ou les signes de ponctuation, etc., dont la transmission est demandée, afin d'attirer l'attention de l'agent transmetteur.

** Liaison consacrée par l'usage.

	Nombre de mots
porte-monnaie	2
portemonnaie	1
Prince of Wales	3
Princeofwales (navire)	1
3/4 8 (un groupe, 4 caractères)	1
44 1/2 (5 caractères)	1
444 1/2 (6 caractères)	2
444,5 (5 caractères)	1
444,55 (6 caractères)	2
44/2 (4 caractères)	1
44/ (3 caractères)	1
$2^{0}/_{0}$ (4 caractères)	1
2 p $^{0}/_{0}$	3
Deux pourcent	2
Deuxpourcent	1
$2^{0}/_{00}$ (5 caractères)	1
2 p $^{0}/_{00}$	3
Deuxpourmille	1
54-58 (5 caractères)	1
10 francs 50 centimes (ou) 10 fr. 50 c.	4
10 fr. 50	3
fr. 10,50	2
dixcinquante	1
11 h. 30	3
11,30	1
huit/10	2
5/douzièmes	2
May/August	3
15×6 (transmettre 15 x 6)	3
E	1
Emvthf (marque de commerce ou langage secret)	2
Emvchf (marque de commerce ou langage secret)	2
GHF	1
G H F	3
G. H. F. (trois groupes de 2 caractères)	3
$\frac{AP}{M}$ (4 caractères)	1

	Nombre de mots
GHF45 (marque de commerce) [5 caractères]	1
G H F 45	4
G. H. F. 45	4
$\frac{197^a}{199^a}$ (Marque de commerce) [9 caractères]	2
$\frac{3}{M}$ (marque de commerce)	1
L'affaire est urgente, partir sans retard (7 mots, 2 soulignés)	9
L'affaire est urgente, partir sans retard (7 mots, 2 soulignés, 1 signe)	10
Reçu indirectement de vos nouvelles (assez mauvaises) télégraphiez directement (9 mots, 1 parenthèse) . . .	10
Répondre „oui" (2 mots, 1 guillement)	3

CHAPITRE VIII.

Tarifs et taxation.

(Article 10 de la Convention).

Article 23.

Regime européen et régime extra-européen.

§ 1 Les télégrammes sont, en ce qui concerne l'application des taxes et de certaines règles de service, soumis, soit au régime européen, soit au régime extra-européen.

§ 2. Le régime européen comprend tous les Pays d'Europe, ainsi que l'Algérie, et les contrées situées hors de l'Europe, qui sont déclarées par les Administrations respectives, comme appartenant à ce régime.

§ 3. Le régime extra-européen comprend tous les Pays autres que ceux visés au paragraphe précédent.

§ 4. Un télégramme est soumis aux règles du régime européen lorsqu'il emprunte exclusivement les voies de communication de Pays appartenant à ce régime.

Article 24.

Franc-or.

Le franc, unité monétaire employée comme base des tarifs

internationaux dans le Règlement et dans les tableaux qui y sont annexés, est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/13 de gramme et d'un titre de 0,900.

Article 25.

Composition du tarif.

§ 1. Le tarif pour la transmission télégraphique ou radioélectrique des correspondances internationales se compose :

a) des taxes terminales des Administrations d'origine et de destination ;

b) des taxes de transit des Administrations intermédiaires dans le cas où les territoires, les installations ou les voies de communication de ces Administrations sont empruntés pour la transmission des correspondances ;

c) le cas échéant, de la ou des taxes radioélectriques spéciales qui pourront être établies, dans chaque cas particulier, pour le parcours entre les stations correspondantes ;

d) le cas échéant, des taxes spéciales de transit qui pourront être établies dans chaque cas particulier, pour le parcours des câbles sousmarins.

§ 2. Le tarif est établi par mot pur et simple ; toutefois, chaque Administration peut, pour la correspondance du régime européen seulement, imposer un minimum de taxe qui ne devra pas dépasser un franc cinquante (1 fr. 50) par télégramme et, en se conformant à l'Article 29 du Réglement, percevoir la taxe dans la forme qui lui conviendra.

Article 26.

Fixation des taxes élémentaires du régime européen.

§ 1. (1) Dans la correspondance du régime européen, les taxes sont fixées conformément au Tableau A*) annexé à ce Règlement. Toutefois, ces taxes ne doivent pas être supérieures à :

a) douze centimes (0 fr. 12), taxe terminale, et sept centi-

---

*) Note du Bureau international : Ce Tableau est publié séparément par le Bureau international.

mes (0 fr. 07), taxe de transit, pour les Etats suivants : Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne; Italie ;

b) trente-cinq centimes (0 fr. 35), taxe terminale, et trente centimes (0 fr. 30), taxe de transit, pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes ;

c) trente centimes (0 fr. 30), taxe terminale, et vingt-quatre centimes (0 fr. 24), taxe de transit, pour la Turquie ;

d) neuf centimes (0 fr. 09), taxe terminale, et sept centimes (0 fr. 07), taxe de transit, pour les autres Etats d'Europe.

(2) Exceptionnellement et transitoirement, pour l'Islande, la Norvège, la Pologne et la Suède, la taxe terminale est fixée à dix centimes (0 fr. 10). La taxe de transit de ces Etats est fixée à sept centimes (0 fr. 07).

§ 2. (1) Pour le trafic échangé radioélectriquement entre des Pays du régime européen, la taxe radioélectrique visée à l'Article 25, § 1, *c*), ne peut être inférieure au montant des taxes télégraphiques qui seraient dues aux Administrations de transit pour le même trafic échangé par la voie télégraphique la moins coûteuse.

(2) Quand les relations ont lieu entre deux stations radioélectriques d'Etat, l'ensemble des taxes de transit est partagé entre elles par moitié. Quand une ou plusieurs stations radioélectriques d'Etat intermédiaires, situées sur la voie télégraphique la moins coûteuse, interviennent, les taxes de transit sont partagées de la même manière pour chaque section.

§ 3. Quand les stations intermédiaires empruntées ne sont pas situées sur la voie télégraphique la moins coûteuse, la taxe à percevoir sur l'expéditeur, laquelle ne peut être inférieure à la taxe perçu par la voie télégraphique la moins coûteuse, est fixée et partagée d'accord entre les Administrations intéressées, étant entendu que les taxes terminales restent égales à celles de la voie télégraphique la moins coûteuse.

§ 4 (1) Dans le régime européen, toutes les Administrations ont la faculté de réduire leurs taxes terminales ou de transit. Toutefois, ces modifications doivent avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes

entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible.

(2) Les combinaisons de taxes doivent être réglées de façon que la taxe terminale de départ soit toujours la même, quelle que soit la voie suivie et qui'il en soit de même pour la taxe terminale d'arrivée.

(3) Les tarifs résultant de ces modifications devront être notifiés au Bureau international en vue de leur insertion dans le Tableau A.

§ 5. La taxe à percevoir entre deux Pays du régime européen est toujours et par toutes les voies la taxe de la voie existante qui, par l'application des taxes élémentaires et, le cas échéant, des taxes des parcours des câbles ou des taxes radioélectriques, résultant du Tableau A, a donné le chiffre le moins élevé, sauf le cas prévu au § 3.

§ 6. Toutefois, si l'expéditeur, profiant de la faculté qui lui est attribuée par l'Article 42, a indiqué la voie à suivre, il doit payer la taxe correspondant à cette voie.

§ 7. Les taxes indiquées dans cet Article seront mises en application à partir du 1er avril 1926.

Article 27.

Fixation des taxes élémentaires du régime extra-européen.

§ 1. Dans la correspondance du régime extra-européen, les taxes terminales et de transit sont fixées conformément au Tableau B*) annexé à ce Règlement. Toutefois, les taxes des Pays compris dans le régime européen, à l'exception de la Turquie et de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, ne doivent past être supérieures à :

a) vingt centimes (0 fr. 20), taxe terminale, et quinze centimes (0 fr. 15), taxe de transit, pour l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie**);

---

*) Note du Bureau international : Ce Tableau est publié séparément par le Bureau international.

**) Il a été entendu que l'Allemagne et la France pourraient, provisoirement et transitoirement, élever jusqu'à vingt-deux centimes (0 fr. 22) leur taxe terminale et que l'Allemagne, l'Espagne et la France sont autorisées, à titre provisoire, à maintenir leurs taxes de transit actuelles (Note du Bureau international: c'est-à-dire les taxes de transit en vigueur au 29 Octobre 1925).

b) quinze centimes (0 fr. 15), taxe terminiale, et douze centimes (0 fr. 12), taxe de transit, pour tous les autres Etats.

§ 2. (1) Dans le régime extra-européen, chaque Administration désigne à ses propres bureaux les voies dont les taxes sont applicables aux télégrammes déposés par les expéditeurs sans aucune indication de voie. Lorsque la voie désignée par l'Administration n'est pas la moins coûteuse, l'Administration de départ a l'obligation de faire mentionner l'indication de cette voie dans le préambule des télégrammes quand c'est nécessaire pour assurer l'acheminement régulier de ces télégrammes.

(2) Pour les télégrammes avec indication de voie, on applique les dispositions de l'Article 26, § 6.

§ 3. Dans le régime extra-europeén, toutes les Administrations européennes ont le droit de modifier, dans les limites des maxima autorisés, et toutes les Administrations extra-européennes ont le droit de modifier, leurs taxes terminales et de transit pour tout ou partie de leurs relations, à condition que les taxes terminales ainsi fixées soient applicables à toutes les voies à suivre entre deux mêmes Pays.

§ 4. Les taxes indiquées dans cet Article seront mises en application à partir du 1er avril 1926.

Article 28.

Délai d'application des taxes nouvelles.

Toute taxe nouvelle, toutes modifications d'ensemble ou de détail concernant les tarifs ne seront exécutoires que 20 jours aprés leur notification par le Bureau international, jour de dépôt non compris.

Article 29.

Faculté d'arrondir les taxes. Fixation d'équivalents monétaires.

§ 1. Les taxes à percevoir en vertu des Articles 23 à 28 peuvent être arrondies en plus ou en moins, soit après application des taxes normales par moi fixées d'après les tableaux annexés à ce Règlement, soit en augmentant ou

en diminuant ces taxes normales d'après les convenances monétaires ou autres du Pays d'origine.

§ 2. Les modifications opérées en exécution du paragraphe précédent ne s'appliquent qu' à la taxe perçue par le bureau d'origine et ne portent point altération à la répartition des taxes revenant aux autres Administrations intéressées. Elles doivent être réglées de telle manière que l'écart entre la taxe à percevoir pour un télégramme de quinze mots et la taxe exactement calculée d'après les tableaux au moyen des équivalents du franc, fixés en conformité des dispositions du § 3 ci-apres, ne dépasse pas le quinzième de cette dernière taxe, c'est-à-dire la taxe réglementaire d'un mot.

§ 3. A l'effet d'assurer l'uniformité de taxe prescrite par la Convention, les Pays de l'Union fixent, pour la perception de leurs taxes, un équivalent dans leur monnaie respective, se rapprochant aussi près que possible de la vateur du franc.

§ 4. Chaque Pays notifie directement au Bureau international l'équivalent qu'il a choisi. Le Bureau international dresse un tableau des équivalents et le transmet à toutes les Administrations de l'Union.

§ 5. L'équivalent du franc peut subir dans chaque Pays des modifications correspondant à la hausse ou à la baisse de la valeur de la monnaire de ce Pays. L'Administration qui modifie son équivalent fixe le jour à partir duquel elle percevra les taxes d'après son nouvel équivalent ; elle en donne avis au Bureau international, qui en informe toutes les Admistrations de l'Union.

CHAPITRE IX.

Perception de taxes.

Article 30.

Perception au départ ; perception à l'arrivée.

§ 1. La perception des taxes à lieu au départ, sauf les exceptions prévues pour les télégrammes à faire suivre (Art. 56, § 7), les frais d'exprès (Art. 60, § 1), les télé-

grammes sémaphoriques (art. 63, § 6), les télégrammes à multiples destinations transmis par télégraphie sans fil (Art. 69) et les altérations ou réunions abusives de mots constatées par le bureau d'arrivée (Art. 21 § 10), qui donnent lieu à une perception sur le destinataire.

§ 2. L'expéditeur d'un télégramme international a le droit d'en demander reçu avec mention de la taxe perçue. l'Administration d'origine a la faculté de percevoir, de ce chef, une retribution à son profit dans les limites de cinquante centimes (0 fr. 50).

§ 3. Lorsqu'il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre payement de la taxe due, sauf quand le Règlement en dispose autrement (Art. 56, 57 et 61).

§ 4. Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'Administration d'arriveé, à moins d'arrangements spéciaux conclus conformément à l'Article 17 de la Convention.

§ 5. Les Administrations télégraphiques prennent toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires en faisant au besoin verser des arrhes par l'expéditeur pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par le destinataire par suite de son refus ou de l'impossibilité de le trouver, soient recouvrées sur l'expéditeur, sauf quand le Règlement en dispose autrement (Art. 57, § 4).

Article 31.

Erreurs de perception.

§ 1. Les taxes perçues en moins par erreur doivent être complétées par l'expéditeur.

§ 2. Les taxes perçues en trop par erreur ainsi que la valeur des timbres d'affranchissement appliqués en trop sur les télégrammes sont remboursées d'office à l'ayant droit si le montant en est au moins égal à deux francs (2 fr.). Le remboursement d'une somme inférieure à deux francs (2 fr.) n'est pas obligatoire si l'expéditeur ne l'a pas réclamé.

CHAPITRE X.

Transmission des télégrammes.

Article 32.

Signaux de transmissions du code Morse, de l'appareil Hughes, de l'appareil Baudot et de l'appareil Siemens.

Les tableaux ci-dessous indiquent les signaux employés dans le service aux appareils utilisant le code Morse et aux appareils Hughes, Baudot et Siemens.

Section A.

Signaux du code Morse.

Espacement et longuer des signes :

1. Une barre est égale à trois points.
2. L'espace entre les signaux d'une même lettre est égal à un point.
3. L'espace entre deux lettres est égal à trois points.
4. L'espace entre deux mots est égal à cinq points.
5. A l'appareil Wheatstone, lorsqu'il est fait usage de perforateurs à trois touches, l'espace entre deux lettres est égal à un blanc et l'espace entre deux mots est égal à trois blancs.

Lettres.

a	- —	j	- - - — —
ä	- — - —	k	— - —
à ou å	- — — - —	l	- — - -
b	— - - -	m	— —
c	— - — -	n	— -
ch	— — — —	ñ	— — - — —
d	— - -	o	— — —
e	-	ö	— — — -
é	- - — - -	p	- — — -
f	- - — -	q	— — - —
g	— — -	r	- — -
h	- - - -	s	- - -
i	- -	t	—

u	- - —	x	— - - —
ü	- - — —	y	— - — —
v	- - - —	z	— — - -
w	- — —		

Chiffres.

1	- — — — —	6	— - - - -
2	- - — — —	7	— — - - -
3	- - - — —	8	— — — - -
4	- - - - —	9	— — — — -
5	- - - - -	0	— — — — —

Dans les répétitions d'office et dans le préambule des télégrammes, les chiffres doivent être rendus au moyen des signaux suivants, dont il peut aussi être fait usages dans le texte des télégrammes ne comportant que des chiffres.

Les télégrammes doivent, dans ce cas, porter la mention de service „en chiffres" :

1	- —	6	— - - - -
2	- - —	7	— - - -
3	- - - —	8	— - -
4	- - - - —	9	— -
5	- - - - -	0	—

Signes de ponctuation et autres.

Point	(.)	- - - - - -
Point et virgule	(;)	— - — - — -
Virgule	(,)	- — - — - —
Deux points.	(:)	— — — - - -
Point d'interrogation ou demande de répétition d'une transmission non comprise	(?)	- - — — - -
Point d'exclamation	(!)	— — - - — —
Apostrophe	(')	- — — — — -
Trait d'union ou tiret	(-)	— - - - - —
Barre de fraction	(/)	— - - — -
Parenthèses (avant et après les mots)	( )	— - — — - —

Guillements (avant et après chaque mot ou chaque passage mis entre guillements)	(„ „)	- — - - — -
Souligné (avant et après les mots ou le membre de phrase)		- - — — - —
Double trait	(=)	— - - - —
Compris (ce signal est utilisé en télégraphie sans fil comme signe de commencement		- - - — -
Erreur		- - - - - - - -
Croix ou signal de fin de transmission	(+)	- — - — -
Invitation à transmettre		— - —
Attente		- — - - -
Fin de travail		- - - — - —
Signal de commencement (commencement de toute transmission) . .		— - — - —
Signal indiquant le numéro de dépôt ou de série d'un télégramme		— - - - — -
Signal séparatif pour la transmission des nombres fractionnaires (entre la fraction ordinaire et le nombre entier à transmettre) . . .		- — - - —
Signal employé pour identifier un groupe ou un mot dans un télégramme		— — - - — -
Signal : est-ce exact ? (utilisé seulement en télégraphie sans fil) . . .		- - — - - -

Pour transmettre les nombres dans lesquels entre une fraction on doit, afin d'éviter toute confusion possible, transmettre la fraction en la faisant précéder ou suivre, selon le cas, du signal séparatif.

Exemples : Pour 1 1/16, on transmettra 1 - — - - — 1/16, afin qu'on ne lise pas 11/16 ; pour 3/4 8, on transmettra 4/3 - — - - — 8, afin qu'on ne lise pas 3/48 ; pour 2 1/2 2, on transmettra 2 - — - - — 2/1 - — - - — 2, afin qu'on ne lise pas 21/22.

Section B.

Signaux de l'appareil Hughes.

Letters.

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0,

Signes de ponctuation et autres.

Poit . . . . (.)
Point et virgule . . . . (;)
Virgule . . . . (,)
Deux points . . . . (:)
Point d'interrogation . . . . (?)
Point d'exclamation . . . . (!)
Apostrophe . . . . (')
Croix . . . . (+)
Trait d'union ou tiret . . . . (--)
Barre de fraction . . . . (/)
Double trait . . . . (=)
Paranthèse de gauche . . . . (
Parenthèse de droite . . . .)
Guillemet . . . . („)
et . . . . (&)
dans quelques Pays, E accentué (É) ou le signe §.

L'espace entre deux nombres ou entre un nombre et un signe qui n'a aucun rapport avec ce nombre est marqué par un „blanc". Un groepe formé de chiffres et de lettres doit être séparé par deux „blancs" de l'expression (mot ou nombre) qui le précède et de celle qui le suit. Dans la transmission d'un nombre dans lequel entre une fraction, on sépare la fraction par un „blanc" du nombre entier qui précède ou qui suit.

Exemples : 1 3/4 et non 13/4 ; 3/4 8 et non 3/48.

Les mots et passages soulignés sont précédés et suivis de deux traits d'union (*exemple* : - - sans retard - -) et soulignés à la main par l'employé du bureau d'arrivée.

Pour appeler le poste avec lequel on est en communication ou pour lui répondre : le blanc et N répetés alternativement un petit nombre de fois.

Pour demander la répétition prolongée du même signal en vue de régler le synchronisme : une combinaison composée du blanc des letters, de l'I et du T, reproduite autant de fois qu'il est néceseaire.

Pour demander ou permettre la réglage de l'électro-aimant : un combinaison formée des quatre signaux suivants : le blanc des lettres, l'I, l'N et le T, répétés autant de fois qu'il est nécessaire.

Pour donner attente : la combinaison ATT, suivie d'un nombre donnant en minutes la durée probale de l'attente.

Pour indiquer une erreur : deux N consécutifs, sans aucun signe de ponctuation.

Pour interrompre la transmission du bureu correspondant ; deux ou trois lettres quelconques, convenablement espacées.

Pour indiquer la fin d'un télégramme : la croix précédée d'un blanc (celui des chiffres).

Pour indiquer la fin d'une transmission : un point d'interrogation, à la suite de la croix.

Pour indiquer la fin d'un travail : deux blancs.

Les accents sur E sont tracés à la main à la fin des mots (avec ou sans *s*) et lorsqu'ils sont essentiels au sens (*exemple* : achète acheté). Dans ce dernier cas, le transmetteur répète le mot après la signature, en y faisant figurer l'E accentué entre deux blancs, pour appeler l'attention du poste qui reçoit. Pour ä, á, å, ñ, ö, et ü, on transmet respectivement ae, aa, ao, n, oe, et ue.

Section C.

Signaux de l'appareil Baudot.

Lettres.

A, B, C, D, E, É, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R.
S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

. , ; : ? ! ' — / = () % & + * "

Les dispositions concernant la transmission des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres ä, á, å, ñ, ö et ü, qui sont applicables à l'appareil Hughes, le sont également à l'appareil Baudot.

Pour appeler le bureau on transmet le mot : ohé . . . suivi de l'indicatif du bureau appelé et l'on termine par plusieurs inversions (maniement alternatif des 4e et 5e touches).

Pour indiquer une erreur, le signal * ; pour interrompre la transmission du bureau correspondant, les signaux PPP ou % % % aussi longtemps qu'il est nécessaire ; après chaque télégramme ou chaque transmission, le signal +.

Section D.

Signaux de l'appareil Siemens.

Lettres.

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

. , ; : ? ! ' + — / = () & " § *

Les dispositions relatives à la transmission des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é, ä, á, å, ñ, ö, et ü qui sont applicables à l'appareil Hughes le sont également à l'appareil Siemens.

Pour indiquer une erreur, on donne le signal *

Article 33.

Ordre de transmission.

§ 1. La transmission des télégrammes a lieu dans l'ordre suivant :

a) Télégrammes d'Etat ;

b) Télégrammes de service urgents ;

c) Télégrammes météorologiques ;

d) Avis de service urgents et avis de service se rapportant aux dérangements des voies de communication ;

e) Télégrammes privés urgents ;

f) Télégrammes et avis de service non urgents ;

g) Télégrammes d'Etat pour lesquels l'expéditeur a renoncé à la priorité de transmission et télégrammes privés non urgents ;

h). Télégrammes différés.

§ 2. Les Administrations de l'Union sont d'accord pour admettre la priorité absolue pour les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne*).

§ 3. Tout bureau qui reçoit par une voie de communication internationale un télégramme présenté comme télégramme relatif à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne, comme télégramme d'Etat, comme télégramme de service, ou comme télégramme météorologique, le réexpédie comme tel.

Article 34.

Règles de transmission. Transmission par série.

§ 1. Une transmission commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue.

§ 2. Les télégrammes de même rang sont transmis par les bureaux de départ dans l'ordre de leur dépôt et par les bureaux intermédiaires dans l'ordre de leur réception.

§ 3. Dans les bureaux intermédiaires, les télégrammes de

---

*) Note du Bureau international : Voir exemples de télégrammes de l'espèce à l'appendice, page 180.

départ et les télégrammes de passage qui doivent emprunter les mêmes voies de communication sont confondus et transmis en suivant l'heure de dépôt ou de réception et en tenant compte de l'ordre établi à l'Article 33.

§ 4. Deux bureaux en relation directe par appareil Morse ou par appareil à réception auditive, échangent les télégrammes dans l'ordre alternatif, en tenant compte des prescriptions de l'Article 33.

§ 5. (1) Aux appareils à grand rendement, les échanges se font par séries quand les postes en relation ont plusieurs télégrammes à transmettre. Cette règle est applicable aux transmissons par l'appareil Morse et par les appareils à réception auditive quand le trafic le justifie et après entente entre les bureaux correspondants.

(2) Les télégrammes d'une même série sont considérés comme formant une seule transmission. Toutefois, les télégrammes reçus ne sont pas conservés à l'appareil jusqu'à la fin de la série et il est donné cours à chaque télégramme régulier dès que le deuxième télégramme venant après lui est commencé ou après un temps équivalant à la durée de transmission d'un télégramme de longueur moyenne.

§ 6. (1) Dans le cas ou deux bureau sont en relation par deux communications affectées l'une à la transmission, l'autre à la réception ou lorsque les bureaux emploient le service simultané, la transmission se fait d'une manière continue, mais les séries sont marquées de dix en dix télégrammes, à moins que les bureaux intérressés n'utilisent un numérotage particulier et continu pour les échanges effectués à chaque poste.

(2) Si le bureau récepteur reconnait qu'un neméro de la série continue est manquant, il en avise aussitôt le bureau transmetteur.

Article 35.

Transmission par série.

§ 1. Chaque série comprend, au plus, cinq télégrammes si les transmissions ont lieu par l'appareil Morse ou par les appareils à réception auditieve et, au plus, dix télégrammes si elles sont effectuées par des appareils à grand rendement.

Lorsque le travail est alternatif, tout télégramme contenant plus de 100 mots à l'appareil Morse, plus de 150 mots aux appareils à réception auditive ou plus de 200 mots aux appareils à grand rendement, compte pour une série ou met fin à une série en cours.

§ 2. Dans le travail alternatif, télégramme, par télégramme, un télégramme de rang supérieur comme ordre de transmission ne compte pas dans l'alternat.

§ 3. Le bureau qui vient d'effectuer une transmission est en droit de continuer lorsqu'il survient un télégramme auquel la priorité est accordée sur ceux que le correspondant a à transmettre, à moins que ce dernier n'ait déjà commencé sa transmission.

§ 4. Dans le cas où les transmissions ont lieu alternativement, lorsqu'un bureau a terminé sa transmission, le bureau qui vient de recevoir transmet à son tour ; s'il n'a rien à transmettre, l'autre continue. Si, de part et d'autre, il n'y a rien à transmettre, les bureaux donnent le signal de fin de travail.

Article 36.

Appel du bureau correspondant. Défense de retarder un télégramme irréguliér.

§ 1. Toute correspondance entre deux bureaux commence par l'appel.

§ 2. Le bureau appelé doit répondre immédiatement. S'il est empêché de recevoir, il donne le sigal „attente" suivi d'un nombre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si la durée de l'attente excède dix minutes, elle doit être motivée.

§ 3. A l'exception des stations radioélectriques mobiles, aucun bureau ne peut refuser de recevoir les télégrammes qu'on lui présente, quelle qu'en soit la destination. Toutefois, en cas d'erreur de direction évidente ou d'autres irrégularités manifestés, l'agent qui reçoit en fait l'observation, au bureau transmetteur. Si celui-ci ne tient pas compte de l'observation, un avis de service lui est transmis après la réception du télégramme et il est alors tenu de rectifiér, également par avis de service, l'erreur commise.

§ 4. On ne doit ni refuser ni retarder un télégramme si les mentions de service, les indications de service taxées ou certains parties de l'adresse ou du texte ne sont pas régulières. Il faut le recevoir et puis en demander, au besion, la régularisation au bureau d'origine par un avis de service, conformément aux dispositions de l'Article 18.

Article 37.

Règles de transmission.

§ 1. Lorsque le bureau appelé a répondu, le bureau appelant transmet, dans l'ordre suivant, les mentions de service constituant le préambule du télégramme :

a) (1) Nature du télégramme, au moyen de l'une des abréviations indiquées ci-aprés :

SVH	Télégramme relatif à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne.
S	Télégramme d'Etat.
F	Télégramme d'Etat pour lequel l'expéditeur a renoncé à la pricrité de transmission.
A	Télégramme ou avis de service ordinaire.
AD	Télégramme de service urgent.
ADG	Avis de service relatif à un dérangement des voies de communication.
ST	Avis de service taxé.
MDT	Télégramme-mandat.
OBS	Télégramme météorologique.
D	Télégramme privé urgent.
CR	Accusé de réception ordinaire.
CRD	Accusé de réception urgent.
CRS	Accusé de réception d'un télégramme d'Etat.
CRF	Accusé de réception d'un télégramme d'Etat pour lequel l'expéditeur à renoncé à la priorité de transmission.
RADIO	Radiotélégramme.

(2) La nature du télégramme n'est pas indiquée dans la transmission des télégrammes privés ordinaires et des télégrammes différés ;

b) la lettre B, mais seulement dans les échanges à l'appa-

reil Morse et aux appareils à réception auditive et lorsque le bureau transmetteur correspond directement avec le bureau destinataire ;

c) nom du bureau de destination, mais seulement s'il s'agit d'un avis de service, d'un avis de service taxé ou d'un accusé de réception ;

d) (1) nom du bureau d'origine suivi, le cas échéant, des adjonctions destinées à le distinguer d'autres bureaux de la même localité *(par exemple :* Bruxelles, Berlin Fd, etc.) Le nom du bureau doit être transmis comme il figure dans la première colonne de la Nomenclature officielle des bureaux ouverts au service international et ne peut être abrégé. Lorsqu'il est composé de plusieurs mots, ceux-ci ne peuvent être réunis que dans le cas où cette réunion ne produit pas le défiguration du nom. *Exemple* : La Union et pas Launion, S. Albans d'Ay et pas Salbansday.

(2) Lorsque le bureau d'origine est indiqué, en sus du nom du lieu, par un nombre, par exemple : Berlin 66, le nom du bureau est, dans la transmission, séparé de ce nombre par une barre de fraction. (*Exemple* : Berlin/66).

(3) Lorsque l'ouverture du bureau d'origine n'a pas encore été publiée par le Bureau international, il y a lieu d'indiquer à la suite du nom de ce bureau celui de la subdivision territoriale et celui du Pays dans lesquels il se trouve.

(4) A la réexpédition sur le réseau télégraphique, la station côtière inscrit, comme indication du bureau d'origine, le nom de la station mobile d'origine tel qu'il figure à la Nomenclature des stations radiotélégraphiques et aussi, le cas échéant, celui de la dernière station mobile qui a servi d'intermédiaire. Ces indications sont suivies du nom de la station côtière ;

e) Numéro du télégramme (numéro de dépôt ou de série) ;

f) (1) Nombre de mots. En cas de différence entre le nombre des mots établi suivant les régles de la taxation et celui des mots réels, on emploie, sauf en ce qui concerne les télégrammes de service et les avis de service non taxés, une fraction dont le numérateur indique le nombre des mots établis suivant les règles de la taxation et le dénominateur celui des mots réels.

(2) Cette disposition s'applique notamment :

1° au cas où un télégramme en langage clair contient des mots de plus de 15 caractères ;

2° au cas où un télégramme dont le texte est en langage convenu comprend des mots clairs de plus de 10 caractères ;

3° aux groupes de chiffres ou de lettres comportant plus de 5 caractères ;

g) (1) dépôt du télégramme (par deux groupes de chiffres indiquant, le premier le quantième du mois et, le second, l'heure, et les minutes suivies des lettres *m* ou *s* [matin ou soir]).

(2) Les heures peuvent être transmises au moyen des chiffres 0 à 24 ; dans ce cas, les indications *m* ou *s* sont omises ;

h) voie à suivre si elle est indiquée. Toutefois, pour les télégrammes reçus, la transmission de cette mention est facultative dans les réexpeditions à l'intérieur du Pays de destination ;

i) autres mentions de service.

§ 2. A la suite du préambule specifié ci-dessus on transmet successivement les indications de service taxées, l'adresse, le texte et la signature du télégramme. Les expressions taxées pour un mot et groupées par l'agent taxateur (Art. 21, § 2) doivent être transmisses en un mot.

§ 3. Le double trait (— - - - - — à l'appareil Morse et = aux appareils imprimeurs) est transmis pour séparer le préambule des indications de service taxées, les indications de service taxées entre elles, les indications de service taxées de l'adresse, les différentes adresses d'un télégramme multiple entre elles, l'adresse du texte et le texte de la signature. On termine chaque télégramme ou transmission par la croix (- — - — - à l'appareil Morse ou aux appareils à réception auditive et + aux appareils imprimeurs). Aux appareils imprimeurs, la croix doit toujours être précédée d'un blanc.

§ 4. Si l'agent qui transmet s'aperçoit qu'il s'est trompé, il s'interrompt par le signal „erreur", répète le dernier mot bien transmis et continue la transmission rectifiée.

§ 5. Lorsque l'agent qui reçoit constate, que la réception devient incompréhensible, il interrompt ou fait interrompre son correspondant, et répète ou fait répéter le dernier mot bien reçu. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot.

§ 6. Tout télégramme doit être transmis tel que l'expéditeur l'a écrit et d'après sa minute (sauf les exeptions prévues aux Articles 11, 13 et 20). Hormis les indications de service taxées qui doivent toujours être transmises sous la forme abrégée et les cas déterminés d'un commun accord entre les diverses Administrations, il est interdit d'employer une abréviation quelconque en transmettant un télégramme ou de modifier celui-ci de quelque manière que ce soit.

§ 7. (1) Lorsqu'un bureau a à transmettre au même correspondant plusieurs télégrammes ayant un même texte et comprenant plus de 50 mots, il est autorisé à ne transmettre ce texte qu'une fois. Dans ce cas, la transmission du texte, n'a lieu que dans le premier télégramme et le texte, dans tous les télégram avec même texte qui suivent, est remplacé par les mots : texte n° . . . .

(2) Ce mode de procéder comporte la transmission, en ordre successif, de tous les télégrammes ayant même texte.

(3) Lorqu'au bureau correspondant la réception peut se faire sur bande perforée, ce bureau doit être prévenu en temps utile de la transmission de télégrammes avec même texte, afin qu'il puisse les recevoir en perforations.

§ 8. (1) Dans la transmission ou la réexpédition d'un télégramme de plus de 100 mots, la croix désignant le dernier mot de chaque tranche de 100 mots est transmise après ce mot (+ aux appareils imprimeurs ; - — - — - au Morse et aux appareils à réception auditive).

(2) Au Morse et aux appareils à réception auditive, l'agent récepteur reproduct la croix (- — - — -), s'il s'agit d'un télégramme de passage et marque simplement d'un petit trait de repère le centieme mot de la tranche, lorsque le télégramme est reçu au bureau de destination.

(3) Aux appareils imprimeurs, l'agent récepteur du bureau de passage maintient la croix; celui du bureau de destina-

tion l'élimine et marque d'un petit traît de repère le centième mot de la tranche.

(4) La croix ne doit pas se trouver sur la copie remise au destinataire.

Article 38.

Réception et contrôle par l'agent réceptionnaire.

§ 1. (1). Aussitôt après la transmission, l'agent qui a reçu compare, pour chaque télégramme, le nombre des mots reçus au nombre annoncé. Quand le nombre de mots est donné sous forme de fraction, cette comparaison ne porte, à moins d'erreur évidente, que sur le nombre de mots ou de groupes existant réellement.

(2) Si l'agent constate une différence entre le nombre de mots qui lui est annoncé et celui qu'il reçoit, il la signale à son correspondant en indiquant le nombre de mots reçus, et répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre. (*Exemple :* 17 *j c r b* 2 *d*. . . . . etc.) Si l'agent transmetteur s'est simplement trompé dans l'annonce du nombre de mots, il répond : „Admis" et indique le nombre réel de mots (*Exemple :* 17 admis) ; sinon, il rectifie le passage reconnu erroné d'après les initiales reçues. Dans les deux cas, il interrompt au besoin son correspondant dans la transmission des initiales, dès qu'il est á même de rectifier ou de confirmer le nombre de mots.

§ 2. Lorsque cette différence ne provient pas d'une erreur de transmission, la rectification du nombre de mots annoncé ne peut se faire que d'un commun accord, établi au besoin par avis de service, entre le bureau d'orgine et le bureau correspondant. Faute de cet accord, le nombre de mots annoncé par le bureau d'orgine est admis et, en attendant, le télégramme est acheminé avec la mention de service „Rectification suivra" transmise sous la forme abrégée = C T F =, dont la signification est indiquée par le bureau de destination sur la copie remise au destinataire.

§ 3. Les répétitions sont demandées et données sous une forme brève et claire.

Article 39.

Répétition d'office (collationnement.).

§ 1. (1) Les agents peuvent, quand ils ont des doutes sur l'exactitude de la réception, donner ou exiger la répétition partielle ou intégrale des télégrammes qu'ils ont transmis ou reçus. La répétition partielle est obligatoire pour les télégrammes d'Etat en langage clair et les télégrammes mandats ; elle comprend, pour ces télégrammes, tous les nombres ainsi que les noms propres et, le cas échéant, les mots douteux.

(2) A l'appareil Morse et aux appareils à réception auditive, lorsque le travail est alternatif, télégramme par télégramme, la répétition d'office, de même que, éventuellement, le collationnement se font par l'agent qui a reçu.

L'agent qui donne cette répétition doit, s'il y a rectification, reproduire les mots ou nombres rectifiés. En cas d'omission, cette seconde répétition est exigée par l'employé qui a transmis. Lorsque, à ces appareils, le travail se fait par séries, de même que dans le travail aux appareils à grand rendement, la répétition d'office ou le collationnement est donné par l'agent qui a transmis, immédiatement à la suite du télégramme. Quand la transmission se fait par bandes perforées, le collationnement doit faire l'objet d'un second travail de perforation.

(3) Dans le travail par Morse ou aux appareils à réception auditive, la répétition d'office comprend obligatoirement tous les chiffres de l'adresse, du texte et de la signature.

Lorsque la répétition d'office n'a pas été donnée par l'agent transmetteur, dans le cas où cette répétition lui incombe, elle peut être donnée à la fin du télégramme ou de la série de télégrammes, par l'agent récepteur, si celui-ci a des doutes sur la régularité de la réception.

§ 2. Quand on donne la répétition des nombres dans lesquels entre une fraction, on doit, afin d'éviter toute possibilité de confusion, répéter la fraction en la faisant précéder ou suivre du signal spécial (- — - - —) à l'appareil Morse ou du double trait (=) aux appareils imprimeurs.

Exemples : pour 1 1/16, on donnera 1 - — - - — 1/16 ou 1 = 1/16, afin qu'on ne lise pas 11/16 ; pour 3/4 8, on donnera 3/4 - — - - — 8 ou 3/4 = 8, afin qu'on ne lise pas 3/48 ; pour 2 1/2 2, on transmettra 2 - — - - — 1/2 - — - - — 2 ou 2 = 1/2 = 2 afin qu'on ne lise pas 21/22.

§ 3. La répétition d'office ne peut être retardée ni interrompue sous aucun prétexte.

Article 40.

Accusé de réception.

(1) Après la vérification du nombre de mots, la rectification d'erreurs éventuelles et, le cas échéant, la répétition d'office, le bureau qui a reçu donne à celui qui a transmis, l'accusé de réception du ou des télégrammes constituant la série. Cet accusé de réception est donné, pour un seul télégramme, par R suivi du numéro du télégramme reçu, *par exemple* : „R 436".

(2) Lorsqu'il s'agit d'un télégramme-mandat l'accusé de réception est donné sous la forme : „R 436 mandat".

(3) Pour une série de télégrammes, on donne R avec l'indication du nombre des télégrammes reçus, ainsi que du premier et du dernier numéro de la série, *par exemple* : „R 5 157 980".

(4) Si dans la série sont compris des télégrammes-mandats, l'accusé de réception est complété par l'indication des numéros des télégrammes-mandats, savoir : R 5 157 980 y compris 13 mandat 290 mandat.

(5) Si le trafic est écoulé par le moyen d'appareils à grand rendement, avec utilisation d'une série de numéros particulière et continue, des avis remplaçant les accusés de réception sont échangés toutes les demi-heures entre les bureaux intéressés, après entente préable. Ces avis donnent au bureau correspondant le numéro de série du dernier télégramme reçu et liquidé ainsi que les numéros de série qui manquent encore ou qui ne sont pas liquidés (*exemple* : „Reçu 4.50 s : 583/3012 manque 580 en dépôt 576"). A la clôture du service, un accusé de réception final est à adresser sous la forme d'un avis de service (*par exemple*: A Wien

Berlin Si 11 12.15 m = accusé de réception final pour 10/5. Reçu 1-683,3001-3022).

Article 41.

Procédure concernant les télégrammes altérés.

§ 1. Les rectifications et les demandes de renseignements relatives à des télégrammes auxquels le bureau correspondant a déjà donné cours sont faites par avis de service.

§ 2. (1) Les télégrammes contenant des altérations manifestes ne peuvent être retenus au cas où la rectification ne pourrait se faire à bref délai. Ils doivent être réexpédiés sans retard avec la mention de service = C T E = à la fin du préambule. Aussitôt après la réexpédition du télégramme, la rectification en est demandée par avis de service non taxé.

(2) Les rectifications différées doivent être expressément désignées comme avis de service non taxé (A).

§ 3. S'il arrive que, par suite d'interruption ou pour toute autre cause, on ne puisse donner ou recevoir la répétition ou l'accusé de réception, cette circonstance n'empêche pas le bureau qui a reçu les télégrammes de leur donner cours, sauf à les faire suivre ultérieurement d'une rectification, s'il y a lieu.

§ 4. (1) En cas d'interruption, le bureau récepteur donne immédiatement l'accusé de réception, et, le cas échéant, demande le complément d'un télégramme non achevé, soit par un autre fil direct, s'il y en a en service, soit, dans le cas contraire, par un avis de service acheminé par la meilleure voie disponible.

(2) La demande d'annulation d'un télégramme commencé doit toujours se faire par avis de service.

§ 5. (1) Lorsque la transmission d'un télégramme n'a pu être complétée ou qu'un accusé de réception n'est pas reçu dans un délai raisonnable, le télégramme est transmis de nouveau avec la mention de service „Ampliation".

(2) Dans le cas où cette deuxième transmission est effectuée par une autre voie que celle utilisée primitivement pour l'acheminement du télégramme, seule la transmission par ampliation doit entrer dans les comptes internationaux.

Le bureau transmetteur fait alors le nécessaire auprès des bureaux intéressés, par avis de service, en veu de l'annulation, dans les comptes internationaux, du télégramme primitif.

CHAPITRE XI.

Acheminement des télégrammes.

Article 42.

Détérmination de la voie à suivre par les télégrammes. Acheminement des télégrammes par „fil" et par „sans fil".

§ 1. Les différentes voies peuvent suivre les télégrammes sont indiquées par des formules concises ou abrégées, arrêtées d'un commun accord, par les Administrations intéressées. Seules les formules ainsi arrêtées peuvent être employées ; des abréviations arbitraires ne sont pas admises.

§ 2. L'expéditeur qui veut prescire la voie à suivre indique sur sa minute la formule correspondante. Il peut n'indiquer du'une partie du pourcours à suivre.

§ 3. Lorsque l'expéditeur a prescrit la voie à suivre, les bureaux respectifs sont tenus de se conformer à ses indications, à moins que la voie indiquée ne soit interrompue ou ne soit notoirement encombrée, auxquels cas l'expéditeur ne peut élever aucune réclamation contre l'emploi d'une autre voie.

§ 4. Si, au contraire, l'expéditeur n'a prescrit aucune voie à suivre chacun des bureaux à partir desquels les vois se divisent reste juge de la direction à donner au télégramme.

§ 5. Quand l'acheminement d'un télégramme peut être assuré à taxe égale par plusieurs voies exploitées par une même Administration, celle-ci reste juge de la direction à donner aux correspondances privées, au mieux de l'intérêt des expéditeurs qui ne peuvent, dans ce cas, demander spécialement l'emploi de l'une de ces voies.

§ 6. (1) Quand l'acheminement d'un télégramme peut être assuré par fil ou par sans fil, que les voies employées à cet effct soient ou non exploitées par la même Administration, l'expéditeur à le droit de demander que le télégramme soit transmis par „fil" ou par „sans fil" en inscrivant sur la

minute une mention explicite à ce sujet. Cette mention est considérée par le service télégraphique comme étant une indication de voie à suivre (voir Art. 37, § 1, litt. *h*). Elle est transmise par l'une des expressions ci-après.

„Fil", quand l'expéditeur demande la transmlssion par la voi „fil" ;

„Anten", quand l'expéditeur demande la transmission par la voie „sans fil",

que l'agent taxateur écrit sur la minute du télégramme.

(2) En aucun cas, les télégrammes d'Etat dont la transmission est demandée par la voie „fil" ne sont transmis par la voie „sans fil", sauf si l'expéditeur dûment consulté en a autorisé la transmission par la voie „sans fil". En aucun cas, les télégrammes d'Etat dont la transmission est demandée par la voie „sans fil" ne sont transmis par la voie „fil", sauf si l'expéditeur dûment consulté en a autorisé la transmission par la voie „fil".

(3) Les autres télégrammes dont la transmission est de mandée par la voie „fil" ne sont transmis par la voie „sans fil" que lorsque la voie „fil" est interrompue sans prévision d'un rétablissement prochain. Inversement, les autres télégrammes dont la transmission est demandée par la voie „sans fil" ne sont transmis par la voie „fil" que lorsque la voie radioélectrique est interrompue sans prévision d'un rétablissement prochain.

CHAPITRE XII.

Interruption des communications télégraphiques Transmission par ampliation.

Article 43.

Procédure à suivre en cas d'interruption des communications.

§ 1. (1) Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'un télégramme, une interruption dans les communications télégraphiques régulières, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite ou un bureau situé plus en arrière et disposant d'une voie télégraphique détournée expédie immédiatement le télégramme par cette voie (Art. 79, §§ 4,

5 et 6) ou à défaut par la poste (autant que possible par lettre recommandée) ou par exprès. Les frais de réexpédition autres que ceux de la transmission télégraphique sont supportés par le bureau qui fait cette réexpédition.

La lettre expédiée par la poste doit porter l'annotation „Télégramme-exprès".

(2) Les télégrammes acheminés par télégraphe dans les conditions prévues au présent paragraphe, sont revêtus de la mention „dévié", accompagnée du nom du bureau qui effectue la déviation. Cette mention est transmise à la fin du préambule, à la suite de l'indication de la voie, s'il en existe une.

§ 2. (1) Toutefois, les télégrammes ne sont réexpédiés par une voie plus coûteuse que s'ils sont présentés ou bureau chargé de les réexpédier dans le délai maximum de 24 heures qui suit la notification de l'interruption.

(2) La présentation du premier télégramme portant la mention „dévié" (Art. 79, § 4) sera considérée comme tenant lieu de la notification officielle de l'interruption.

(3) Dans le cas d'interruptions réitérées des lignes de la même Administration, aucune autre Administration n'est tenue d'appliquer les dispositions de ce paragraphe plus de trois fois dans le même mois, à moins d'un arrangement spécial entre les Administrations intéressées.

(3) Le bureau qui recourt à un mode de réexpédition autre que le télégraphe, adresse le télégramme, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de le réexpédier, soit au bureau de destination, soit au destinataire même, lorsque cette réexpédition se fait dans les limites du Pays de destination. Dès que la communication est rétablie, le télégramme est de nouveau transmis par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment auccusé réception ou que, par suite d'encombrement exceptionnel, cette réexpedition ne doive être manifestement nuisible à l'ensemble du service.

Article 44.

Acheminement des télégrammes par poste en cas d'interruption.

§ 1. Les télégrammes qui, pour un motif quelconque, sont adressés par la poste à un bureau télégraphique, sont

accompagnés d'un bordereau numéroté. En même temps, le bureau qui fait cette réexpédition en avertit le bureau auquel il l'adresse, si les communications télégraphiques le permettent par un avis de service indiquant le nombre des télégrammes expédiés et l'heure du courrier.

§ 2. A l'arrivée du courrier, le bureau correspondant vérifie si le nombre des télégrammes reçus est comforme au nombre des télégrammes annoncés. Dans ce cas, il en accuse réception sur le bordereau, qu'il renvoie immédiatement au bureau expéditeur. Après le rétablissement des communications télégraphiques, le bureau renouvelle cet accusé de réception par un avis de service dans la forme suivante :

„Reçu 63 télégrammes conformément au bordereau no 18 du 30 mars".

§ 3. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent également au cas où un bureau télégraphique reçoit par la poste un envoi de télégrammes sans en être averti.

§ 4. Lorsqu'un envoi de télégrammes annoncé ne parvient pas par le courrier indiqué, le bureau expéditeur doit en être averti immédiatement. Celui-ci doit, selon les circonstances, soit transmettre immédiatement les télégrammes si la communication télégraphique est rétablie, soit effecteur un nouvel envoi par un mode de transport quelconque.

§ 5. Quand un télégramme est envoyé directement au destinataire dans le cas prévu à l'Article 43, § 3, il est accompagné d'un avis indiquant l'interruption des lignes.

§ 6. Le bureau qui réexpédie par télégraphe des télégrammes déjà transmis par le poste en informe le bureau sur lequel les télégrammes ont été dirigés, par un avis de service rédigé dans la forme suivante :

„Berlin Paris 15 10.45 (date et heure) = Télégrammes n^{os} . . . . réexpédiés par ampliation".

§ 7. La réexpédition télégraphique par ampliation, visée par les Articles 43, § 3 et 44, § 6, doit être signalée par la mention de service „Ampliation", transmise à la fin du préambule.

§ 8. La même mention de service est inscrite dans le préambule des télégrammes transmis une seconde fois.

CHAPITRE XIII.

Annulation d'un télégramme sur la demande de l'expéditeur.

Article 45.

Procédure à suivre.

§ 1. L'expéditeur d'un télégramme ou son fondé de pouvoirs peut, en justifiant de sa qualité, en arrêter la transmission, s'il en est encore temps.

§ 2. Lorsqu'un expéditeur annule son télégramme avant que la transmission en ait été commencée, la taxe est remboursée, sous déduction d'un droit de cinquante centimes (0 fr. 50), au maximum, au profit de l'Administration d'orgine.

§ 3. (1) Si le télégramme a été transmis par le bureau d'orgine, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par un avis de service taxé émis dans les conditions prévues à l'Article 19, et adressé au bureau destinataire. L'expéditeur doit acquitter, à son choix, le prix d'une réponse télégraphique ou d'une réponse postale à l'avis d'annulation. Autant que possible, cet avis de service est successivement transmis aux bureaux par lesquels le télégramme primitif à transité, jusqu'à ce qu-il ait rejoint ce dernier. Sauf indication contraire dans le ST, si le télégramme a été remis au destinataire, celui-ci est informé de l'annulation du télégramme.

(2) Le bureau qui annule le télégramme ou qui remet l'avis d'annulation au destinataire en informe le bureau d'orgine. Cette information a lieu par télégraphe si l'expéditeur a payé une réponse télégraphique à l'avis d'annulation; dans le cas contraire, elle est envoyée par la poste comme lettre affranchie.

(3) Si le télégramme est annulé avant d'avoir atteint le bureau destinataire, le bureau d'orgine rembourse à l'expéditeur les taxes du télégramme primitif, de l'avis de service d'annulation et, éventuellement, de la réponse téiégraphique payée, après déduction des taxes du télégramem

primitif, de l'avis de service d'annulation et, éventuellement, de la réponse télégraphique pour le parcours effectué.

CHAPITRE XIV.

Arrêt des télégrammes.

(Articles 7 et 8 de la Convention.)

Article 46.

Procédure à suivre.

§ 1. Il ne doit être fait usage de la faculté réservée par les Articles 7 et 8 de la Convention, d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qu'à charge d'en avertir immédiatement le bureau d'origine, sauf dans les cas où l'avis peut paraître dangereux pour la sécurité de l'Etat.

§ 2. Le contrôle prévu par l'Article 7 de la Convention est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'Administration centrale, qui prononce sans appel.

§ 3. La transmission des télégrammes d'Etat, des télégrammes concernant la sécurité de la vie humaine et des télégrammes de service se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur ces télégrammes.

§ 4. Peuvent être arrêtés par le bureau d'arrivée, avec obligation toutefois d'en informer immédiatement le bureau d'origine, les télégrammes à destination d'une agence télégraphique de réexpédition notoirement organisée dans le but de soustraire les correspondances des tiers au payement intégral des taxes dues pour leur transmission, sans réexpédition intermédiaire entre le bureau de départ et celui de la destination définitive.

CHAPITRE XV.

Remise à destination.

Procédure à suivre dans différents cas de remise.

§ 1. Les télégrammes sont remis, suivant leur adresse, soit à domicile, soit poste restante, soit télegraphe restant. Ils

peuvent aussi être expédiés au destinataire par téléphone ou par des fils télégraphiques privés aux conditions fixées par les Administrations qui admettent ces modes de transmission.

§ 2. Ils sont, dans tous le cas, remis ou expédiés à destination dans l'ordre de leur réception et de leur priorité.

§ 3. Les télégrammes adressés à domicile dans la localité que le bureau télégraphique dessert sont immédiatement portés à leur adresse. Toutefois, les télégrammes portant la mention „Jour" ne sont pas distribués la nuit ; ceux qui sont reçus pendant la nuit ne sont obligatoirement distribués immédiatement que lorsqu'ils portent la mention „Nuit". Les Administrations sont tenues de faire distribuer immédiatement les télégrammes d'Etat ; elles sont également tenues de faire distribuer immédiatement les télégrammes privés ne portant pas la mention „Nuit" si le caractère d'urgence est reconnu par le bureau d'arrivée.

§ 4. Les télégrammes qui doivent être déposés „poste restante" ou expédiés par poste sont remis immédiatement à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée dans les conditions fixées par l'Article 61.

§ 5. Les télégrammes à remettre aux passagers d'un navire dès son arrivée dans le port sont délivrés, autant que possible, avant le débarquement. Si cela n'est pas possible, ou si cette remise donne lieu à des frais (d'embarquement par exemple), ils sont délivrés au représentant de l'armateur du navire.

Article 48.

Procédure à suivre dans différents cas de remise.

§ 1. (1) Un télégramme porté à domicile peut être remis, soit au destinataire, aux membres adultes de sa famille, à tout personne à son service, à ses locataires ou hôtes, soit au concierge de l'hôtel ou de la maison, à moins que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial ou que l'expéditeur n'ait demandé, en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée „Mains propes" ou = MP = que la remis n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire seul.

(2) L'expéditeur peut demander aussi que le télégramme soit remis ouvert en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée „Ouvert". Ces deux derniers modes de remise ne sont pas obligatoires pour les Administrations qui déclarent ne pas les accepter.

§ 2. L'indication „Mains propes" est reproduite en toutes lettres sur la suscription par le bureau d'arrivée, que donne au porteur les indications nécessaires.

§ 3. (1) Lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis, le bureau d'arrivée envoie, à bref délai, au bureau d'origine un avis de service faisant connaître la cause de la non remise et dont le texte est rédigé sous la forme suivante : = 425 quinze Delorme 212 rue Nain (numéro, date en toutes lettres et adresse du télégramme textuellement conformes anx indications reçues) refusé, destinataire inconnu, parti (avec l'adjonction éventuelle „réexpédié poste" [Article 57, § 3]), décédé, pas arrivé, adresse plus enregistrée (ou adresse non enregistrée), etc. Le cas échéant, cet avis complété par l'indication du motif de refus (Art. 21) ou des frais dont le recouvrement doit être tenté sur l'expéditeur (Art. 56 et 60).

(2) Pour les télégrammes grevés d'une taxe à percevoir, adressés „poste restante" ou „télégraphe restant", et qui n'ont pas été retirés par le destinataire, l'avis de service de non remise et éxpédie, par lettre ordinaire affranchie, à l'expiration du délai de conservation de ces correspondances.

§ 4. (1) Le bureau d'orgine vérifie l'exactitude de l'adresse et, si cette dernière a été dénaturée, il la rectifie sur-le-champ par avis de service affectant la forme suivante : „425 quinze (numéro, et date en toutes lettres du télégramme) pour . . . . . (adresse rectifiée)".

(2) Suivant les cas, cet avis de service contient les indications propres à redresser les erreurs commisses telles que : „faites suivre à destination", annulez télégramme", etc.

Dans ce dernier cas, le bureau qui a prescit l'annulation doit lui-même transmettre le télégramme vers sa destination exate.

§ 5. (1) Si l'adresse n'a pas été dénaturée, le bureau d'origine communiqne, autant que possible, à l'expéditeur, l'avis de non remise. Un avis de non remise n'est réexpédié par télégraphe que si l'expéditeur du télégramme primitif a demandé que ses télégrammes lui soient réexpédies par télégraphe (Art. 57). Dans tous les autres cas, la réexpédition s'effectue par poste, sous forme de lettre affranchie, si l'expéditeur est connu.

(2) La transmission de l'avis de non remise à l'expéditeur peut également avoir lieu par poste lorsque la remise par un mode spécial de transport (lorsqu'il s'agit de la remise à la campagne, par exemple) entraînerait des frais dont le recouvrement n'est pas assuré.

(3) Le destinataire d'un avis de non remise ne peut compléter, rectifier ou confirmer l'adresse du télégramme primitif que dans les conditions prévues par l'Article 19.

§ 6 (1) Si, après l'envoi de l'avis de non remise, le télégramme est réclamé par le destinataire, ou si le bureau de destination peut remettre le télégramme sans avoir reçu l'un des avis rectificatifs prévus par les §§ 4 et 5 ci-dessus, il transmet au bureau d'origine un second avis de service rédigé dans la forme suivante: „29 onze (numéro, et date en toutes lettres), Mirane (nom du destinataire) réclamé ou remis".

(2) Ce second avis n'est pas transmis lorsque la remise est notifiée au moyen d'un accusé de réception télégraphique.

(3) L'avis de remise est communiqué à l'expéditeur si ce dernier a reçu notification de la non remise.

§ 7. Si la porte n'est pas ouverte à l'adresse indiquée ou si le porteur ne trouve personne qui consente à recevoir le télégramme pour le destinataire, un avis est laissé au domicile indiqué et le télégramme est rapporté au bureau pour être délivré au destinataire ou à son délégué sur la réclamation de l'un ou de l'autre. Toutefois, les télégrammes dont la remise n'est pas subordonnée à des précautions spéciales sont déposés dans la boîte aux lettres du destinataire quand il n'y a d'ailleurs aucun doute sur le domicile de ce dernier.

§ 8. Lorsque le destinataire, avisé dans les conditions du § 7 de l'arrivée d'un télégramme, n'en prend pas livraison dans un délai normal, il est procédé conforrément aux dispositions de cet Article, § 3.

§ 9. Lorsqu'un télégramme est adressé télégraphe restant, il est remis, au guichet télégraphique, au destinataire ou à son représentant dûment autorisé, lesquels sont tenus d'établir leur identité s'ils en sont requis.

§ 10. Les télégrammes adressés poste restante ou remis par poste sont, au point de vue de la délivrance et des délais de conservation, soumis aux mêmes règles que les correspondances postales.

§ 11. Tout télégramme qui n'a pu être délivré au destinataire dans un délai de 42 jours qui suit la date de sa réception au bureau d'arrivée est détruit, sous réserve des dispositions du § 10 qui précède et de l'Article 63, §§ 9 et 10.

CHAPITRE XVI.

Télégrammes spéciaux.

(Article 9 de la Convention).

Article 49.

Dispositions générales.

§ 1 Les dispositions qui font l'objet des autres Chapitres du Réglement s'appliquent intégralement aux télégrammes spéciaux, sous réserve des modifications qui sont prévues dans ce Chapitre.

§ 2. Dans l'application des Articles de ce Chapitre, on peut combiner les facilités données au public pour les télégrammes urgents, les réponses payées, les télégrammes avec collationnement, les accusés de réception, les télégrammes à faire suivre, les télégrammes multiples et les télégrammes à remettre au delà des lignes.

Artikle 50.

Télégrammes privés urgents.

§ 1. L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir la priorité de transmission et de remise à destination en inscri-

vant l'indication de service taxée „Urgent" ou = D = avant l'adresse et en payant le triple de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

§ 2. Les télégrammes privés urgents ont la priorité sur les aurres télégrammes privés et leur priorité entre eux est réglée dans les conditions prévues par l'Article 34, § 2.

§ 3. Les dispositions des paragraphes présédents ne sont pas obligatoires pour les Administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, soit à une partie, soit à la totalité des télégrammes qui empruntent leurs voies de communication.

§ 4. (1) Les Administrations qui n'acceptent les télégrammes urgents qu'en transit doivent les admettre soit sur les fils où la transmission est directe à travers leurs territoires, soit dans leurs bureaux de réexpédion, entre les télégrammes de même provenanance et de même destination. La taxe de transit qui leur revient est triplée comme pour les autres parties du trajet.

(2) La transmission de télégrammes urgents sur des parcours partiels est admise, si les Administrations intéressées se sont spécialement entendues à cet égard. L'expéditeur qui veut faire usage de cette faculté inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée = P U = et, pour le parcours sur lequel le télégramme doit être transmis comme urgent, paie la taxe triple.

Article 51.

Télégrammes avec réponse payée. Procédure au départ.

L'expéditeur d'un télégramme peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant en écrivant avant l'adresse l'indication de service taxée „Réponse payée" ou = R P =, complétée par la mention du montant payé en francs et centimes pour la réponse : „Réponse payée x . . . . ." ou = R P x = (*exemples* : R P 3,00 — R P 3,05 — R P 3,40).

Article 52.

Télégrammes avec réponse payée. Procédure à l'arrivee. Affranchissement du télégramme'-réponse. Remboursement du bon.

§ 1. Au lieu de destination, le bureau d'arrivée remet au destinataire un bon d'une valeur égale à elcle indiquée

dans le télégramme-demande. Ce bon donne la faculté d'expédier, dans la limite de sa valeur, un télégramme à une destination quelconque, à partir d'un bureau quelconque de l'Administration dont relève le bureau qui a émis le bon ou dans le cas d'un radiotélégramme adressé à une station mobile, à partir de la station qui a émis le bon.

§ 2 (1) Lorsque la taxe d'un télégramme affranchi par un bon exède le montant de la valeur de ce bon, l'éxcédent de la taxe doit être payé par l'expéditeur qui utilise le bon. Dans le cas contraire, la différence entre la valeur du bon et le montant de la taxe réellement due est remboursée à l'expéditeur du télégramme primitif lorsque la demande en est faite dans le délai de six mois à partir de la date d'émission du bon et que cette différence est au moins égale à deux francs (2 fr.)

(2) Ce remboursement est effectué pour le compte de l'Administration de destination du télégramme primitif, à moins qu'un procédé simplifié ne puisse être appliqué en vertu de l'Article 76.

§ 3. Le bon ne peut être utilisé pour l'affranchissement d'un télégramme que pendant le délai de six mois qui suit la date de son émission.

§ 4. Lorsque le destinaire a refusé le bon ou n'en a pas fait usage pour une cause quelconque, le montant de ce bon est remboursé à l'expéditeur du télégramme si la demande, en est faite soit par cet expéditeur, soit par le destinataire, pendant la période de validité du bon.

§ 5. Lorsque le bon n'a pu être délivré au destinataire, par suite de l'impossibilité de trouver celui-ci, le montant en est remboursé à l'expéditeur s'il en fait la demande avant l'expiration du délai de validité. Dans ce cas, le bureau de destination annule le bon, et le télégramme, annoté à cet effect, est conservé pendant le délai prescrit.

Article 53.

Télégrammes avec collationnement.

Le collationnement a pour but de renforcer les garanties d'exactitude de la transmission. Il consiste dans la répéti-

tion intégrale du télégramme (y compris le préambule) et dans la comparaison de cette répétition avec le préambule et la teneur du dit télégramme.

§ 1. L'expéditeur d'un télégramme a la faculté d'en demander le collationnement. A cet effet, il paie une surtaxe égale à la moitié de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour la même destination et par la même voie et il écrit avant l'adresse l'indication de service taxée „Collationnement" ou =TC=.

§ 2. Les télégrammes d'Etat et les télégrammes de service rédigés en langage secret sont collationnés d'office et gratuitement (Art. 16, § 6).

§ 3. (1) Le collationnement est donné par le bureau récepteur ou par le bureau transmetteur, suivant le système de transmission employé (Art. 39, § 1).

(2) Le collationnement ne compte pas dans l'alternat des transmissions.

Article 54.

Télégrammes avec accusé de réception. Procédure au départ.

§ 1. (1) L'expéditeur d'un télégramme peut demander que l'indication de la date et de l'heure auxquelles son télégramme aura été remis à son correspondant lui soit notifiée, par télégraphe ou par poste, aussitôt après la remise.

(2) Lorsque le télégramme est acheminé sur sa destination définitive par la voie postale, déposé poste restante ou remis aux soins d'un intermédiaire quelconque, la notification susvisée indique la date et l'heure de cet acheminement, dépôt ou remise.

(3) S'il s'agit d'un télégramme à destination d'une station mobile, la notification susvisée est expédiée par la station côtière ou le sémaphore et indique la date et l'heure de transmission du télégramme à la station mobile.

§ 2. (1) Si l'expéditeur demande que la notification lui soit faite par télégraphe, il doit acquitter à cet effet une taxe égale à celle d'un télégramme ordinaire de cinq mots pour la même destination et par la même voie. Il inscrit alors avant l'adresse l'indication de service taxée „Accusé de réception" ou =PC=.

(2) Si l'expéditeur demande que cette notification lui soit faite par la poste, il paie une taxe de quarante centimes(0 fr. 40) et inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée „Accusé de réception postal" ou =PCP=.

§ 3. Dans les relations où les télégrammes urgents sont admis, la priorité de transmission et de remise à destination peut être demandée pour l'accusé de réception télégraphique. A cet effet, l'expéditeur acquitte la taxe d'un télégramme urgent de cinq mots pour la même destination, par la même voie ; il inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée „Accusé de réception urgent" ou =PCD=.

Article 55.

Télégrammes avec accusé de réception. Procédure à l'arrivée.

§ 1. (1) L'accusé de réception doit être émis sans délai ; l'accusé de réception télégraphique est annoncé par les indices CR, CRS, CRF ou CRD suivant qu'il s'agit d'un accusé de réception à un télégramme ordinaire, à un télégramme d'Etat, à un télégramme d'Etat pour lequel l'expéditeur a renoncé à la priorité de transmissions ou d'un accusé de réception urgent.

(2) Le préambule ne comporte pas l'indication du numéro de dépôt, du nombre de mots et de l'heure de dépôt. L'accusé de réception est transmis dans la forme suivante : CR Paris Berne= 469 vingtdeux Brown (numéro, date en toutes lettres du télégramme primitif, nom du destinataire de ce télégramme) remis vingtcinq 10.25 m (date en toutes lettres, heure et minutes).

(3) Lorsque le télégramme a été confié à la poste ou aux soins d'un intermédiaire quelconque, en dehors des personnes se trouvant au domicile ordinaire du destinataire, l'accusé de réception en fait mention, *exemple :*

„Remis poste, ou hôtel, ou gare, etc., vingtcinq 10.25 m".

(4) Lorsqu'il s'agit d'un télégramme maritime, la station côtière ou sémaphorique émet l'accusé de réception et utilise la mention : „transmis navire vingtcinq 10.25 m".

§ 2. L'accusé de réception télégraphique prend rang pour la transmission parmi les télégrammes privés. Toutefois,

les accusés de réception se rapportant à des télégrammes d'Etat et les accusés de réception urgents sont acheminés dans les conditions de priorité fixées pour ces catégories de télégrammes.

§ 3. (1) Lorsqu'un télégramme avec accusé de réception n'a pu être remis, un avis de service de non remise est envoyé au bureau d'origine, comme s'il s'agissait d'un télégramme ordinaire, et l'accusé de réception n'est pas établi.

(2) Si, ultérieurement, pendant le délai de conservation du télégramme (42 jours, Art. 48, § 11) le télégramme peut être délivré au destinataire, l'accusé de réception est immédiatement établi et mis en transmission.

(3) A l'expiration du délai susvisé, si le télégramme n'a pas été remis, la taxe de l'accusé de réception, télégraphique peut être remboursée à l'expéditeur sur sa demande.

(4) La taxe de l'accusé de réception postal n'est jaimais remboursée.

§ 4. L'accusé de receptton postal contient les mêmes renseignements que l'accusé de réception télégraphique. Il est envoyé par le bureau d'arrivée du télégramme à celui d'origine sous pli affranchi portant la surscription „Accusé de réception".

§ 5. (1) L'accusé de réception, télégraphique ou postal, dès qu'il est parvenu au bureau d'origine du télégramme, est porté à la connaissance de l'expéditeur de ce télégramme.

(2) Ce bureau, lorsqu'il s'agit d'un accusé de réception concernant un télégramme qui a été réexpédié, recouvre, le cas échéant, sur l'expéditeur la différence entre la taxe perçue primitivement pour l'accusé de réception et la taxe due en raison du parcours réellement effectué par celui-ci.

(3) Lorsque cette dernière taxe est inférieure d'au moins deux francs (2 fr.) à celle qui a été perçue, la différence est remboursée à l'expéditeur sur sa demande.

Article 56.

Télégrammes à faire suivre sur l'ordre de l'expéditeur. Procédure au départ et à l'arrivée.

§ 1. Tout expéditeur peut demander en inscrivant, avant l'adresse, l'indication de service taxée „Faire suivre" ou

= FS = que le bureau d'arrivée fasse suivre son télégramme.

§ 2 (1) L'expéditeur d'un télégramme à faire suivre qui demande un accusé de réception télégraphique doit être prévenu que, si le télégramme est réexpédié en dehors des limites du Pays de destination, il devra, le cas échéant, verser la somme nécessaire pour compléter le prix de l'accusé de réception d'après le parcours réel que celui-ci aura effectué, indépendament des taxes de réexpedition qui n'auraient pas été recouvrées à l'arrivée.

(2) Lorsqu'un télégramme à faire suivre comportant l'une des mentions = RPx = ou = PC = doit être réexpédié en dehors des limites du Pays de destination, le bureau réexpéditeur applique les dispositions de l'Article 57, § 5.

§ 3. Lorsqu'un télégramme porte l'indication de service taxée = FS = sans autre mention, le bureau de destination inscrit, le cas échéant, la nouvelle adresse qui lui est indiquée au domicile du destinataire dans les conditions prévues au § 6 et fait suivreéle télégramme sur la nouvelle destination. On opère de même jusqu'à ce que le télégramme soit remis ou qu'aucune nouvelle adresse ne soit fournie.

§ 4 (1) Lorsque la remise ne peut être effectuée et qu'aucune nouvelle adresse n'est indiquée, le dernier bureau d'arrivée envoie l'avis de service de non remise prévu par l'Article 48, § 3. Cet avis doit faire connaître le montant des frais de réexpédition qui n'ont pu être recouvrés sur le destinataire. Il affecte la forme suivante : „435 vingtneuf Paris Julien (numéro, date en toutes lettres, nom du bureau d'origine primitif, nom du destinataire) réexpédié à . . . . (nouvelle adresse), inconnu, refusé, etc. (motif de la non remise), percevoir . . . . (montant de la taxe non recouvrée)".

(2). Cet avis est adressé au bureau qui a fait la dernière réexpedition afin qu'il puisse éventuellement opérer les rectifications nécessaires. Si la transmission est correcte, ce bureau transmet l'avis de service au bureau d'origine qui recouvre le montant des taxes de réexpédition sur

l'expéditeur du télégramme et lui communique l'avis de non rémise.

(3) D'autre part, le dernier bureau d'arrivée conserve le télégramme en dépôt, conformément aux dispositions de l'Article 48, § 11.

§ 5. Si l'indication de service taxée = FS = est accompagnée d'adresses successives, le télégramme est transmis à chacune des destinations indiquées, jusqu'a la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme, le cas échéant, aux dispositions du paragraphe précédent.

§ 6. (1) Le lieu d'origine, la date et l'heure de dépôt à indiquer dans le préambule des télégrammes réexpédiés sont le lieu d'origine, la date et l'heure de dépôt primitifs; le lieu de destination est celui auquel le télégramme doit être d'abord expédié.

(2) Dans l'adresse, les indications de remise à domicile s'appliquant aux acheminements déjà effectués sont supprimées et l'on maintient seulement, à la suite de l'indication = FS =, le nom de chacune des destinations par lesquelles le télégramme a déjà transité.

Par exemple, l'adresse d'un télégramme libellée au départ:

= FS = Haggis chez Dekeyzers Londres
= Hôtel Tarbet Tarbet =
North British Hotel Edimbourg,

serait rédigée à partir de Tarbet, lieu de la seconde réexpédition, sous la forme:

= FS = de Londres, Tarbet = Haggis North British Hotel Edimbourg.

(3) A chaque réexpédition, le nombre de mots est compté à nouveau et le préambule modifié en conséquence.

§ 7. (1) La taxe à percevoir au départ pour les télégrammes à faire suivre est simplement la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complète entrant dans le nombre des mots. La taxe complémentaire est perçue sur le destinataire. Elle est calculée en tenant compte du nombre de mots transmis lors de chaque réexpédition.

(2) Lorsque le destinataire refuse le payement des frais de réexpédition, le télégramme est néanmoins remis. Un avis

de service signale au bureau d'origine le refus de payement et fait connaître le montant des frais à recouvrir sur l'expéditeur.

§ 8. A partir du premier bureau indiqué dans l'adresse, les taxes à percevoir sur le destinataire, pour les parcours ultérieurs doivent à chaque réexpédition, être ajoutées.

Leur total est indiqué d'office dans le préambule.

§ 9. Cette indication est formulée comme il suit: „Percevoir . . . . ". Si les réexpéditions ont lieu dans les limites de l'Etat auquel appartient le bureau d'arrivée, la taxe complémentaire à percevoir sur le destinataire est calculée; pour chaque réexpédition, suivant le tarif intérieur de cet Etat. Si les réexpeditions ont lieu hors de ces limites, la taxe complémentaire est calculée en considérant comme autant de télégrammes séparés chaque réexpédition internationale. Le tarif pour chaque réexpédition est le tarif applicable aux correspondances échangées entre l'Etat qui réexpédie et celui auquel le télégramme est réexpédié.

Article 57.

Télégrammes à réexpédier sur l'ordre du destinataire.

§ 1. Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les télégrammes parvenant à son adresse à un bureau télégraphique lui soient réexpediés télégraphiquement à une nouvelle adresse qu'elle indique.

Dans ce cas, il est procédé, conformément aux dispositions de l'Article précédent, mais au lieu d'incrire avant l'adresse l'indication = FS =, on inscrit l'indication de service taxée „Réexpédié de . . . , " (nom du ou des bureaux réexpéditeurs).

§ 2. Les demandes de réexpédition doivent se faire par écrit, par avis de service taxé ou par la voie postale (Art. 19, § 8). Elles sont formulées soit par le destinataire lui-même, soit en son nom par l'une des personnes mentionnées à l'Article 48, § 1, comme pouvant recevoir les télégrammes aux lieu et place du destinataire. Celui qui formule une semblable demande s'engage à acquitter les taxes qui ne pourraient être recouvrées par le bureau de distribution.

§ 3 (1) Chaque Administration se réserve la faculté de réexpédier télégraphiquement, d'après les indications données au domicile du destinataire, les télégrammes pour lesquels aucune indication spéciale n'aura d'ailleurs été fournie.

(2) Si, au domicile du destinataire d'un télégramme ne portant pas l'indication = FS = on indique la nouvelle adresse sans donner l'ordre de réexpédier par la voie télégraphique, les Administrations sont tenues de faire suivre par la voie postale une copie de ce télégramme à moins qu'elles n'aient été invitées à le conserver en instance ou qu'elles n'effectuent d'office la réexpédition télégraphique.

(3) La réexpédition par la poste se fait d'après les prescriptions de l'Article 61. Les télégrammes dont on fait suivre une copie par la poste doivent faire l'objet d'un avis de non remise ordinaire (Art. 48). La mention „Réexpédié poste" est dans ce cas ajoutée à l'avis télégraphique de non remise.

§ 4 (1) Lorsqu'un télégramme réexpédié télégraphiquement ne peut être remis, le dernier bureau d'arrivée envoie l'avis de non remise prévu par l'Article 48, § 3. Cet avis affecte la forme suivante :

„435 vingtneuf Paris Julien (Numéro, date en toutes lettres, nom du bureau d'origine primitif, nom du destinataire) réexpédié à . . . . (nouvelle adresse), inconnu, refusé, etc. (motif de la non remise), percevoir . . . . (montant de la taxe non recouvrée)".

(2) Cet avis est adressé d'abord au bureau qui a fait la dernière réexpédition, puis au précédent et ainsi de suite successivement à chaque bureau réexpéditeur, afin que chacun de ces bureaux puisse éventuellement opérer les rectifications nécessaires et ajouter l'adresse sous laquelle il a reçu le télégramme.

(3) Le cas échéant, les bureaux intéréssés devront percevoir les taxes non recouvrées sur les personnes qui ont donné l'ordre de réexpédier et qui sont respectivement responsables.

(4) L'avis est enfin transmis au bureau d'origine pour être

communiqué à l'expéditeur, auquel il n'est pas réclamé de frais de réexpédition.

§ 5. (1) Lorsqu'un bureau de destination doit réexpédier télégraphiquement un télégramme avec réponce payée, il maintient avant l'adresse, l'indication = RPx = telle qu'il l'a reçu et il annule le bon, s'il en a créé un.

(2) La taxe payée pour la réponse est portée, par l'Administration réexpéditrice, au credit de l'Administration à laquelle le télégramme est réexpédié.

(3) Lorsqu'un bureau de destination doit réexpédier par poste un télégramme avec réponse payée, il annexe le bon au télégramme.

(4) Dans le régime européen, l'accusé de réception d'un télégramme réexpédié sur une nouvelle destination est rédigé par le dernier bureau destinataire sous la forme suivante :

„CR Entretat Zermatt = 524 onze Regel Londres réexpédié Zermat remis douze 8. 40 m".

(5) Dans le cas d'un accusé de réception visant un télégramme réexpèdié en dehors des limites du régime européen, le montant de la taxe payée d'avance est appliqué à un accusé de réception donnant avis de la réexpédition du télégramme.

§ 6. Dans les cas prévus à cet Article, §§ 1 et 2 ainsi qu'au § 7 (2) la personne qui fait suivre un télégramme a la faculté d'acquitter elle-même la taxe de réexpédition, pourvu qu'il s'agisse de diriger le télégramme sur une seule localité, sans indication de retransmissions éventuelles à d'autres localités.

§ 7. (1) Lorsqu'il s'agit de réexpédier le télégramme sur une destination déterminée sans indication de retransmissions éventuelles à d'autres localités, la personne qui donne l'ordre de faire suivre ce télégramme peut même demander que la réexpédition soit faite d'urgence, mais elle est tenue alors d'acquitter elle-même la triple taxe. Le bureau qui défère à cette demande ajoute dans l'adresse du télégramme à faire suivre l'indication de service taxée = D =.

(2) D'autre part, les télégrammes urgents peuvent être,

sur demande du destinataire ou de son réprésentant, réexpédiés comme télégrammes ordinaires après radiation de l'indication = D =.

§ 8. Dans le cas de l'alinéa (1) du paragraphe qui précède, et aussi lorqu'il est fait usage de la faculté mentionnée dans le § 6 ci-dessus, l'indication „Percevoir . . . . . ” formulée dans l'Article précédent, § 9, est remplacée par l'indication „Taxe perçue”.

Article 58.

Télégrammes multiples.

§ 1. (1) Tout télégramme peut être adressé à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique. A cet effect, l'expéditeur inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée: „x adresses” ou = TMx. = Le nom du bureau de destination ne figure qu'une fois à la fin de l'adresse.

(2) Dans les télégrammes adressés à plusieurs destinataires les indications concernant le lieu de la remise, telles que bourse, gare, marché, etc. doivent figurer après le nom de chaque destinataire. De même, dans les télégrammes adressés à un seul et même destinataire à plusieurs domiciles, le nom du destinataire doit figurrer avant chaque indication de lieu de remise.

§ 2. L'emploi des indications de service taxées est réglé conformément au prescriptions de l'Article 13, § 1.

§ 3. (1) Le télégramme multiple est taxe comme un télégramme unique, toutes les adresses entrant dans le compte des mots.

(2) Il est en outre perçu pour les télégrammes multiples, en sus de la taxe par mot, un droit de cinquante centimes (0 fr. 50) pour l'établissement de chaque copie ne comprenant pas plus de cinquante mots taxés. Le nombre de copies est égal au nombre des adresses moins une.

(3) Pour les copies comportant plus de cinquante mots

taxés, le droit est de cinquante centimes (0 fr. 50) par cinquante mots ou fraction de cinquante mots. La taxe pour chaque copie est calculée séparément, en tenant compte du nombre de mots qu'elle doit contenir.

(4) Pour les télégrammes urgent, le droit de cinquante centimes (0 f. 50) par copie et par cinquante mots est porté à un franc (1 fr.).

§ 4. (1) Chaque exemplaire d'un télégramme multiple ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, et l'indication de service = TMx = n'y doit pas figurer, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire. Cette demande doit être comprise dans le nombre des mots taxés et être formulée comme suit : = CTA =.

(2) Dans les copies, le nombre des mots figurant dans le préambule du télégramme est modifié en tenant compte du nombre des mots figurant sur chacune d'elles.

Article 59.

Télégrammes à remettre par exprès ou par poste.

§ 1. Les télégrammes adressés à des localités non desservies par les télégraphes internationaux peuvent être remis à destination, suivant la demande de l'expéditeur, soit par exprès, soit par poste. Toutefois, l'envoi par exprès ne peut être demandé que pour les Etats qui, conformément à l'Article 9 de la Convention, ont organisé, pour la remise des télégrammes, un mode de transport plus rapide que la poste et ont notifié aux autres Etats les dispositions prises à cet égard.

§ 2. (1) L'expéditeur peut aussi demander que son télégramme soit transmis par télégraphe jusqu'au bureau qu'il indique et, de la par la poste, jusqu' à destination.

(2) L'emploi de la voie postale aérienne peut également être demandé lorsqu'il existe un service de transports postaux par avion entre le Pays où se trouve le bureau télégraphique d'arrivée et la Pays de destination.

(3) Le nom du bureau télégraphique à partir duquel le télêgramme doit être transporté par le poste (ordinaire ou aérienne) doit être placé immédiatement après le nom de

la localité de dernière destination, par exemple, l'adresse : „Poste (ou PAV) Brown 34 High Street Belize Neworleans" indiquerait que le télégramme est à réexpédier par la poste de New Orleans au destinataire à Belize.

§ 3. L'adresse des télégrammes à transporter au delà des lignes doit être précédée de l'indication de service taxée relative au mode de transport à employer : exprès, poste ou poste-avion.

Article 60.

Télégrammes à remettre par exprès.

L'exprès s'entend de tout mode de remise plus rapide que la poste lorsque cette remise a lieu en dehors des limites de distribution gratuite de télégrammes.

§ 1. Les Administrations qui ont organisé un service de transport par exprès pour la remise de télégrammes notifient, par l'intermédiaire du Bureau international, le montant des frais de transport à payer au départ. Ce montant doit être une taxe fixe et uniforme pour chaque Pays. Toutefois, pour les Administrations qui en font la demande, des taxes spéciales d'exprès peuvent, pour certains bureaux, être indiquées dans la Nomenclature officielle du Bureau international, en regard du nom des bureaux intéressés.

§ 2. (1) L'expéditeur qui désire payer la taxe fixe notifiée pour le transport par exprès, inscrit, avant l'adresse du télégramme, l'indication de service taxée „Exprès payé" ou =XP=.

(2) S'il désire que la perception des frais d'exprès ait lieu sur le destinataire, il porte sur son télégramme l'indication de service taxée „Exprès".

§ 3. Lorsqu'un télégramme portant l'indication de service taxée „Exprès" et ayant donné lieu à une course n'est pas remis, le bureau de destination ajoute à l'avis de non remise prévu par l'Article 48, § 3, la mention „Percevoir XP" (montant fixe des frais d'exprès notifié par l'Administration intéressée).

Article 61.

Télégrammes à remettre par poste.

§ 1. Les télégrammes à remettre par poste sont soumis aux taxes supplémentaires ci-après :

a) Télégrammes à distribuer dans les limites du Pays de destination : ceux qui portent l'indication de service taxée = PR = acquittent seuls une taxe fixée à quarante centimes (0 fr. 40) ; ceux qui portent l'indication de service taxée = PAV = acquittent la surtaxe afférente au parcours par avion.

b) Télégrammes à réexpédier à un autre Pays que le Pays de destination télégraphique : la taxe à percevoir est de quarante (0 fr. 40) ou de quatre-vingt centimes (0 fr. 80) selon que l'adresse contient l'indication de service taxée „Poste" ou = PR =. A cette taxe doit s'ajouter pour les télégrammes portant l'indication de service taxée = PAV = la surtaxe afférente ou parcours par avion.

§ 2. Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste :

a) à défaut d'indication, dans le télégramme, du moyen de transport à employer ;

b) lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopté et notifié par l'Administration d'arrivée ;

c) lorsqu'il s'agit d'un transport par exprès à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquitter des frais de même nature.

§ 3. L'emploi de la poste est obligatoire pour le bureau de destination :

a) (1) lorsque telle a été la demande faite expressément, soit par l'expéditeur (Art. 59, § 1), soit par le destinataire (Art. 57).

(2) Le bureau d'arrivée peut toutefois employer l'exprès même pour un télégramme portant l'indication „Poste" si le destinataire a exprimé la volonté de recevoir ses télégrammes par exprès ;

b) lorsque le bureau de destination ne dispose pas d'un moyen plus rapide.

§ 4. Les télégrammes qui doivent être acheminés à destination par la voie postale et qui sont remis à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée sont traités suivant les dispositions ci-après :

a) Télégrammes à distribuer dans les limites du Pays de destination :

1° ceux qui portent la mention „Poste" ou = GP = ou qui ne portent aucune mention relative à l'envoi par poste sont mis à la poste comme lettres ordinaires sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire ;

2° ceux qui parviennent avec la mention = PR = sont déposé à la poste comme lettres recommandées dûment affranchies s'il y a lieu ;

3° ceux qui parviennent avec la mention = PAV = sont remis au service postal aérien aprés avoir été revêtus des timbres-poste représentant le montant de la surtaxe applicable à une lettre ordinaire devant être transportée par avion.

b) Télégrammes à réexpédier par poste à un Pays autre que le Pays de destination télégraphique :

1° Si les frais de poste ont été dûment perçus au préable les télégrammes sont mis à la poste comme lettres affranchies, ordinaires ou recommandées, suivant le cas, l'affranchissement devant, pour les télégrammes portant la menton = PAV = comprendre la surtaxe afférente au transport par avion.

2° Dans le cas où il n'y a pas eu perception des frais de poste les télégrammes sont mis à la poste comme lettres ordinaires non affranchies, le port étant à la charge du destinataire.

§ 5. Lorsqu'un télégramme à expédier par lettre recommandée ne peut être soumis immédiatement à la formalité de la recommandation, tout en pouvant porfiter d'un départ postal il est mis d'abord à la poste comme lettre ordinaire ; une ampliation est adressée, comme lettre recommandée, aussitôt qu'il est possible.

CHAPITRE XVII.

Télégrammes martimes.

Article 62.

Défination des télégrammes sémaphoriques et des radiotélégrammes.

(1) Les télégrammes martimes sont les télégrammes échangés avec les navires en mer, par l'intermédiairc des sémaphores ou des stations radiotélégraphiques établies sur terre ferme ou à bord de navires ancrés à demeure (stations côtières).

(2) Les télégrammes échangés au moyen des sémaphores portent le nom de télégrammes sémaphoriques ; les télégrammes échangés par l'intermédiaire des stations côtières sont désignés sous le nom de radiotélégrammes.

CHAPITRE XVIII.

Télégrammes sémaphoriques.

Article 63.

Tégrammes sémaphoriques.

§ 1. Les télégrammes sémaphoriques doivent porter avant l'adressse l'indication de service taxée = SEM =.

§ 2. L'adresse des télégrammes sémaphoriques destinés à des navires en mer doit contenir :

a) le nom du destinataire avec indication complémentaire, s'il y a lieu ;

b) le nom du navire, complété par la nationalité et, au besoin, par le signal distinctif du Code international de signaux, en cas d'homonymie ;

c) le nom du poste sémaphorique, tel qu'il figure à la Nomenclature officielle des bureaux.

§ 3. Les télégrammes sémaphoriques doivent être rédigés soit dans la langue du Pays où est situé le sémaphore chargé de les signaler, soit au moyen de groupes de lettres du Code international de signaux.

§ 4. Pour les télégrammes d'Etat sémaphoriques expédiés d'un navire en mer, le sceau est remplacé par le signe distinctif du commandement.

§ Pour les télégrammes sémaphoriques originaires des navires en mer, l'indication du bureau d'origine, en préambule, se compose du nom du poste récepteur, suivi du nom du navire. L'heure de dépôt est l'heure de réception du télégramme par le poste récepteur en relation avec le navire.

§ 6 La taxe des télégrammes à échanger avec les navires en mer par l'intermédiaire des sémaphores est fixée à vingt centimes (0 fr. 20) par mot. Cette taxe s'ajoute au prix du parcours électrique calculé d'aprés les règles générales.

La totalité est perçue sur l'expéditeur pour les télégrammes adressés aux navires en mer et sur le destinataire pour les télégrammes provenant des bâtiments (Art. 30, § 1).

Dans ce dernier cas, le préambule doit contenir la mention „Percevoir . . . . . "

§ 7 Les télégrammes provenant d'un navire en mer sont transmis à destination en signaux du Code international de signaux lorsque le navire expéditeur l'a demandé.

§ 8. Dans le cas où cette demande n'a pas été faite, ils sont traduits en langage ordinaire par le préposé du poste sémaphorique et transmis à destination.

§ 9. (1) L'expéditeur d'un télégramme sémaphorique à destination d'un navire en mer peut préciser le nombre de jours pendant lesquels ce télégramme doit être tenu à la disposition du navire par le sémaphore.

(2) Dans ce cas, il inscrit, avant l'adresse, l'indication de service taxée „x jours" ou = Jx = spécifiant ce nombre de jours, y compris celui du dépôt du télégramme.

§ 10. (1) Si un télégramme à destination d'un navire en mer n'a pu être transmis à ce navire dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du 29e jour suivant celui du dépôt, le sémaphore en donne avis au bureau d'origine, qui communique cet avis à l'expéditeur.

(2) Celui-ci a la faculté de demander par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé au sémaphore, que son télégramme soit retenu pendant une nouvelle periode de trente jours, pour être transmis au navire, et ainsi de

suite. A défaut d'une telle demande, le télégramme est mis au rebut à la fin du 30e jour (jour de dépôt non compris).

(3) Toutefois, si le sémaphore a l'assurance que le navire est sorti de son rayon d'action avant qu'il ait pu lui transmettre le télégramme, le bureau d'origine est avisé de ce fait et celui-ci en informe l'expéditeur.

§ 11. Ne sont pas admis comme télégrammes sémaphoriques :

a) les télégrammes avec réponse payée, sauf pour les télégrammes à destination des navires en mer ;

b) les télégrammes-mandats ;

c) les télégrammes avec collationnement ;

d) les télégrammes avec accusé de réception télégrapihque ou postal, sauf pour les télégrammes à destination des navires en mer et sur le parcours des voies de communication du réseau télégraphique ;

e) les télégrammes à faire suivre ;

f) les télégrammes de service taxés, sauf en ce qui concerne le parcours sur les voies de communication du réseau télégraphique ;

g) les télégrammes urgents, sauf en ce qui concerne le parcours sur les voies de communication du réseau télégraphique ;

h) les télégrammes à remettre par exprès ou par poste ;

i) les télégrammes différés.

CHAPITRE XIX.

Radiotélégrammes.

Article 64.

Radiotélégrammes.

§ 1. Une nomenclature spéciale donne les indications utiles pour la correspondance radiotélégraphique avec les navires en mer, notamment la désignation des stations et les taxes radiotélégraphiques.

§ 2. Les radiotélégrammes portent, comme premier mot du préambule, la mention de service „Radio".

§ 3. (1) Les radiotélégrammes sont rédigés conformément

aux règle du Chapitre IV. L'emploi de groupes de lettres du Code international de signaux est permis.

(2) L'adresse des radiotélégrammes destinés aux navires doit être aussi complète que possible. Elle est obligatoirement libellée comme suit :

a) nom ou qualité du destinataire, avec indication complémentaire, s'il y a lieu ;

b) nom du navire, tel qu'il figure dans la première colonne de la Nomenclature ;

c) nom de la station côtière, tel qu'il figure à la Nomenclature.

(3) Toutefois, le nom du navire peut être remplacé, aux risques et périls de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectué par ce navire et déterminé par les noms des ports d'orgine et de destination ou par tout autre mention équivalente.

§ 4. (1) La taxe d'un radiotélégramme comprend, selon le cas :

1° *a*) la taxe côtière qui appartient à la station côtière;
b) la taxe de bord qui appartient à la station de bord ;

2° la taxe pour la transmission sur les voies de communication du réseau télégraphique calculée d'après les règles ordinaires ;

3° les taxes de transit des stations côtières ou de bord intermédiaires et les taxes afférentes aux services spéciaux demandés par l'expéditeur.

(2) La taxe totale des radiotélégrammes est perçue sur l'expéditeur, à l'exception : 1° des frais d'exprès à percevoir à l'arrivée (Art. 60, § 2) ; 2° des taxes applicables aux réunions ou altérations de mots non admises, constatées par le bureau ou la station de bord de destination (Art. 21, § 10) ; ces taxes sont perçues sur le destinataire.

(3) Le compte des mots du bureau d'orgine est décisif au sujet des radiotélégrammes à destination de navires et celui de la station de bord d'orgine est décisif au sujet des radiotélégrammes orginaires des navires, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux. Toutefois, quand le radiotélégramme est rédigé totalement ou partiellement

soit dans une des langues du Pays de destination, en cas de radiotélégrammes originaires de navires, soit dans une des langues du Pays dont dépend le navire, s'il s'agit de radiotélégrammes à destination de navires, et que le radiotélégramme contient des réunions ou des altérations de mots contraires à l'usage de cette langue, le bureau ou la station de bord de destination, suivant le cas, a la faculté de recouvrer sur le destinataire le montant de la taxe non perçue. En cas de refus de payement, le radiotélégramme peut être arrêté.

§ 5. Lorsqu'un radiotélégramme originaire d'un navire et à destination de la terre ferme transite par une ou deux stations de bord, la taxe comprend, outre celle de la station de bord d'orgine, de la station côtière et des voies de communication du réseau télégraphique, la taxe de bord de chacun des navires ayant participé à la transmission.

§ 6. (1) L'expéditeur d'un radiotélégramme originaire de la terre ferme et destiné à un navire peut demander qu'il soit transmis par l'intermédiaire d'une ou de deux stations de bord ; il dépose à cet effet le montant des taxes radiotélégraphiques et, en outre, à titre d'arrhes une somme à fixer par le bureau d'orgine en vue du payement aux stations de bord intermédiaires de leurs taxes de transit ; il doit encore verser à son choix, la taxe d'un télégramme de 5 mots ou la somme de quarante centimes (0 fr. 40) pour l'affranchissement d'une lettre à expédier par la station côtière au bureau d'origine pour donner les renseignements nécessaires à la liquidation des arrhes déposées.

(2) Le radiotélégramme est alors accepté aux risques et périls de l'expéditeur ; il porte avant l'adresse l'indication de service taxée „X retransmissions télégraphe" ou „X retransmissions lettre" (X représentant le nombre des retransmissions demandées par l'expéditeur), selon que l'expéditeur désire que les renseignements nécessaires à la liquidation des arrhes soient fournis par télégraphe ou par poste. L'indication de service en question est comptée pour 3 mots.

§ 7. (1) La taxe des radiotélégrammes originaires d'un navire, à destination d'un autre navire et acheminés par l'intermédiaire d'une ou de deux stations côtières comprend: Les taxes de bord des deux navires, la taxe de la station côtière ou des deux stations côtières, selon le cas, et éventuellement la taxe télégraphique applicable au parcours entre les deux stations côtières. Les taxes côtières, et de bord dues aux stations de transit sont les mêmes que celles fixées pour ces stations lorsque ces dernières sont stations d'origine ou de destination. Dans tous les cas, elles ne sont perçues qu'une fois.

(2) Pour toute station côtière intermédiaire, la taxe à percevoir pour le service de transit est la plus élevée des taxes côtières afférentes à l'échange direct avec les deux navires en cause.

§ 8. Dans la transmission de radiotélégrammes originaires d'un navire en mer, la date et l'heure du dépôt à la station de bord sont indiquées dans le préambule. L'origine est, à la réexpédition sur le réseau télégraphique, transmise sous la forme indiquée à l'Article 37, § 1 *d*).

§ 9. Si la station réceptrice juge que, malgré une réception défectueuse, la radiotélégramme peut être remis, elle inscrit à la fin du préambule la mention de service „réception douteuse" et donne cours au radiotélégramme.

§ 10. (1) Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière à un navire en vue d'une réexpédition par la voie postale à effectuer à partir d'un port d'atterrissage du navire récepteur.

(2) Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission radiotélégraphique.

(3) L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée ainsi qu'il suit:

1° indication de service taxée „poste" suivie du nom du port où le radiotélégramme doit être remis à la poste;

2° nom et adresse complète du destinataire;

3° nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste;

4° nom de la station côtière. *Exemple*: = Poste Buenosaires = Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Lizard.

(4) La taxe comprend, outre les taxes radiotélégraphiques et télégraphiques, une somme de quarante centimes (0 fr. 40) pour l'affranchissement postal du radiotélégramme.

§ 11 (1). L'expéditeur d'un radiotélégramme à destination d'un navire en mer peut préciser le nombre de jours pendant lesquels ce télégramme doit être tenu à la disposition du navire par la station côtière.

(2) Dans ce cas, il inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée „x jours" ou = Jx = spécifiant ce nombre de jours, y compris celui du dépôt du télégramme.

§ 12. (1) Si le navire auquel est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station côtière dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du 8e jour suivant, cette station côtière en donne avis au bureau d'origine, qui en informe l'expéditeur.

(2) Celui-ci a la faculté de demander par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station côtière, que son radiotélégramme soit retenu pendant une nouvelle période de neuf jours pour être transmis au navire et ainsi de suite. A défaut d'une telle demande, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du 9e jour (jour de dépôt non compris).

(3) Cependent, si la station côtière a la certitude que le navire est sorti de son rayon d'action avant qu'elle ait pu lui transmettre le radiotélégramme, elle en informe immédiatement le bureau d'origine, qui avise sans retard l'expéditeur de l'annulation du télégramme. Toutefois, l'expéditeur peut, par avis de service taxé, demander à la station côtière de transmettre le radiotélégramme au plus prochain passage du navire.

§ 13. (1) Lorsque, pour une cause quelconque, un radiotélégramme provenant d'un navire en mer et destiné à la terre ferme ne peut être remis au destinataire, il est émis un avis de non remise. Cet avis est transmis à la station côtière qui a reçu le radiotélégramme primitif. Cette dernière, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis au navire, s'il est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une autre station côtière du même Pays ou d'un Pays voisin.

(2) Lorsqu'un radiotélégramme parvenu à une station de bord ne peut être remis, cette station en fait part au bureau d'origine par avis de service. Cet avis est transmis, autant que possible, à la station côtière par laquelle à transité le radiotélégramme, ou, le cas échéant, à une autre station côtiere du même Pays ou d'un voisin.

§ 14. Sont seuls admis :

1° (1) les radiotélégrammes avec réponse payée.

(2) Le bon de réponse émis à bord d'un navire donne la faculté d'expédier dans la limite de sa valeur un radiotélégramme à une destination quelconque, mais seulement à partir de la station de bord qui à émis ce bon ;

2° les radiotélégrammes avec collationnement ;

3° les radiotélégrammes à remetre par exprès ;

4° les radiotélégrammes à remettre par poste ;

5° les radiotélégrammes multiples ;

6° les radiotélégrammes avec accusé de réception, mais seulement en ce qui concerne la notification de la date et de l'heure auxquelles la station côtière a transmis à la station de bord le radiotélégramme adressé à cette dernière ;

7° les avis de service taxés, sauf ceux qui demandent une répétition ou un renseignement. Toutefois, tous les avis de service taxés sont admis sur le parcours des voies de communication télégraphiques ;

8° les radiotélégrammes urgents, mais seulement sur le parcours des voies de communications télégraphiques et sous réserve de l'application de ce Règlement.

§ 15. (1) Les taxes côtières et de bord n'entrent pas dans les comptes prévus par ce Règlement.

(2) Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par les Administrations des Pays intéressés. Ils sont établis par les Administrations dont dépendent les stations côtières et communiqués par elles aux Administrations intéressées. Dans le cas où l'exploitation des stations côtières est indépendante de l'Administration du Pays, l'exploitant de ces stations peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'Administration de ce Pays.

(3) Pour la transmission sur les voies de communication télégraphiques, le radiotélégramme est traité, au point de vue des comptes, conformément à ce Règlement.

16. (1) Pour les radiotélégrammes originaires des navires, l'Administration dont dépend la station côtière débite l'Administration dont dépend la station de bord d'origine des taxes côtières et télégraphiques, des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes côtières et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes afférentes à la remise par exprès ou par poste et de celle perçues pour les copies supplémentaires (TM). L'Administration dont dépend la station côtière crédite, le cas échéant, par la voie des comptes télégraphiques et par l'intermédiaire des Administrations ayant participé à la transmission des radiotélégrammes, l'Administration dont dépend le bureau de destination, des taxes totales relatives aux réponses payées. En ce qui conserne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par exprès ou par poste et aux copies supplémentaires,, il est procédé conformement à ce Règlement, la station côtière etant considérée comme bureau télégraphique d'origine.

(2) Pour les radiotélégrammes à destination d'un Pays situé au delà de celui auquel appartient la station côtière, les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions ci-dessus sont celles qui résultent, soit des Tableaux „A" et „B"*) annexés à ce Règlement, soit d'arrangements spéciaux conclus entre les Administrations de Pays limitrophes et publiés par ces Administrations, et non les taxes qui pourraient être perçues, d'après les dispositions particulières des Articles 25, § 2, et 29, § 1, de ce Règlement.

(3) Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés à destination des navires, l'Administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement par celle dont dépend la station côtière des taxes côtières et de bord. Toutefois, les taxes totales afférentes aux réponses payées sont

---

*) Note du Bureau international : Ces Tableaux sont publiés séparément par le Bureau international.

créditées, s'il y a lieu, de Pays à Pays, par la voie des comptes télégraphipues, jusqu' à l'Administration dont dépend la station côtière. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste et aux copies supplémentaires, il est procédé conformément à ce Réglement. L'Administration dont dépend la station côtière crédite celle dont dépend le navire destinataire de la taxe de bord, s'ily a lieu, des taxes revenant aux stations de bord intermédiaires, de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, ainsi que des taxes perçues pour l'établissement de copies supplémentaires et pour la remise par poste.

(4) Les avis de service taxés et les réponses payées elles-mêmes sont traités dans les comptes radiotélégraphiques, sous tous les rapports, comme les autres radiotélégrammes.

(5) Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes sont établis radiotélégramme par radiotélégramme avec toutes les indications utiles et dans un délai de six mois à partir du mois auquel ils se rapportent.

§ 17. Si le parcours d'un radiotélégramme s'effectue en partie sur des voies de communication télégraphiques ou par des stations radiotélégraphiques relevant d'un Gouvernement non contractant, il peut être donné cours à ce radiotélégramme, sous la réserve, tout au moins, que les Administrations dont dépendent ces voies ou ces stations aient déclaré vouloir appliquer, le cas échéant, les dispositions de la Convention et du Réglement radiotélégraphiques qui sont indispensables pour l'acheminement régulier des radiotélégrammes et que la comptabilité soit assurée. Cette déclaration est faite au Bureau international et portée à la connaissance des Administrations de l'Union télégraphique.

§ 18. (1) Les dispositions de ce Règlement sont applicables, par analogie, aux radiotélégrammes en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du Règlement radiotélégraphique.

(2) Sont applicables, en particulier, aux radiotélégrammes, les prescriptions relatives à la perception des taxes à l'indi-

cation de la voie à suivre et à l'établissement des comptes.

Toutefois, 1° le délai de six mois prévu par l'Article 81, § 2, de ce Règlement pour la vérification des comptes est porté à neuf mois en ce qui concerne les radiotélégrammes ;

2° les dispositions de l'Article 81, § 3, ne sont pas applicables à la comptabilité radiotélégraphique. En vue de l'application des dispositions de ce Règlement, les stations côtières sont considérées comme bureau de transit, sauf quand le Règlement radiotélégraphique stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureaux d'origine ou de destination.

§ 19. Les modifications des dispositions de ce Règlement relatives aux radiotélégrammes ainsi qu'aux télégrammes à multiples destinations (Art. 69) qui seraient rendues nécessaires par suite des décisions des Conférences radiotélégraphiques ultérieures, seront mises en vigueur à la date fixée pour l'application des dispositions arrêtées par chacune de ces dernières Conférences.

CHAPITRE XX.

Télégrammes-mandats.

Article 65.

Télégrammes-mandats.

§ 1. L'émmisson, la rédaction du texte et le payement des télégrammes-mandats sont réglés par des conventions spéciales internationales.

§ 2. La transmission des télégrammes-mandats lorsque cette transmission est admise entre les Administrations en correspondance, est soumise aux mêmes règles que les autres catégories de télégrammes, sous réserve des prescriptions qui font l'objet des Articles 39, § 1, et 40 (4).

CHAPITRE XXI.

Télégrammes de presse.

Article 66.

Conditions d'admission des télégrammes de presse.

§ 1. Sont admis comme télégrammes de presse à tarif réduit ceux dont le texte est constitué par des informations.

et nouvelles politiques, commerciales, etc., destinées à être publiées dans les journaux et autres publications périodiques. Ces télégrammes comportent obligatoirement, en tête de l'adresse, l'indication de service taxée „Presse" inscrite par l'expéditeur.

§ 2. Les taxes terminales et de transit applicables aux télégrammes de presse échangés entre les Administrations de l'Union sont réduites de 50 p. 100 dans le régime européen et d'au moins 50 p. 100 dans les autres relations.

§ 3. Les Administrations qui perçoivent un minimum de taxe pour les télégrammes ordinaires (Art. 25, § 2) perçoivent le même minimum pour les correspondances de presse.

§ 4. Les Pays qui n'admettent pas les télégrammes de presse au tarif réduit doivent les accepter en transit dans la forme ordinaire, à condition qu'ils acquittent les mêmes taxes de transit que les télégrammes ordinaires.

§ 5. Les télégrammes de presse sont acceptés et transmis à toutes heure de jour et de nuit.

§ 6. (1) Les télégrammes de presse ne sont acceptés au départ que sur la présentation de cartes spéciales que l'Administrations du Pays où ces cartes sont utilisées fait établir et délivrer aux correspondants de journaux, publictions periodiques ou agences autoritisées. Toutefois, la présentation de cartes n'est pas obligatoire si l'Administration de départ en décide autrement.

(2) Les télégrammes de presse doivent être adressés à des journaux, publications périodiques ou agences de publicité et seulement au nom du journal, de la publication ou de l'agence et non pas au nom d'une personne attachée à un titre quelconque à la direction du journal, de la publication ou de l'agence. Ils doivent contenir seulement des matières destinées à être publiées et des instruction relatives à la publication du télégramme. Toute passage de cette dernière categorie doit être mis entre parenthèses et écrit soit au commencement, soit à la fin du texte. Le nombre de mots contenus dans la totalité des instructions relatives à un seul télégramme peut s'élever jusqu'à 5 p. 100 du nombre

des mots taxés du texte sous condition qu'il ne dépasse pas dix mots. Les parenthèses sont à taxer. Les Administrations qui ont dressé une liste des journaux, publicatitons ou agences autorisés à recevoir des télégrammes de presse après s'être engagés à se conformer à toutes les conditions fixées par le Règlement, doivent communiquer cette liste aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international.

§ 7. L'usage d'adresses abrégées et enregistrées est autorisé.

Article 67.

Rédaction des télégrammes de presse. Obligation de publier les télégrammes de presse.

§ 1. (1) Les télégrammes de presse doivent être rédigés dans la langue française ou dans une des langues désignées par le Pays d'origine ou de destination et autorisées pour la correspondance télégraphique internationale en langage clair ou dans la langue dans laquelle le journal destinataire est redigé, pourvu qui cette langue soit admise pour la correspondance télégraphique internationale.

(2) Les langues mentionnées au § 1 (1) ci-dessus peuvent être employées à titre de citations conjointement avec celle dans laquelle est rédigé le télégramme.

(3) Dans tous le cas, les télégrammes de presse doivent être rédigés d'après l'orthographe usuelle de la langue employée.

(4) Sous réserve de l'exception prévue par l'Article 66, § 6, les télégrammes de presse ne doivent contenir aucun passage, annonce ou communication ayant le caractère de correspondance privée ni aucune annonce ou communication dont l'insertion est faite à titre onéreux.

(5) Les cours de bourse et de marché, avec ou sans texte explicatif, sont admis dans les télégrammes de presse à tarif réduit. Les bureaux d'origine doivent, en cas de doute, s'assurer auprès de l'expéditeur, qui est tenu d'en justifier, si les groupes de chiffres figurant dans les télégrammes représentent bien des cours de bourse.

§ 2. (1) Lorsque les télégrammes présentés comme télégrammes de presse ne remplissent pas les conditions indiquées par le paragraphe précédent, l'indication „Presse" est biffée et ces télégrammes sont taxés d'après le tarif ordinaire.

(2) Le tarif normal des correspondances privées est également applicable à tout télégramme de presse dont il est fait usage dans un but autre qui celui de son insertion dans les colonnes du journal ou de la publication périodique destinataire, c'est-à-dire :

a) aux télégrammes qui ne sont pas publiés par le journal ou la publication périodique destinataire (à moins d'une explication satisfaisante) ou que le destinataire a communiqués avant publication, soit à des particuliers, soit à des établissements tels que clubs, cafés, hôtels, bourses, etc. ;

b) aux télégrammes non encore publiés que le journal ou la publication périodique destinataire a vendus, distribués ou communiqués, avant de les publier à d'autres journaux en vue de leur insertion dans leurs propres colonnes ; les télégrammes de presse peuvent, toutefois, être vendus, distribués ou communiqués pour publication simultanée ;

c) (1) aux télégrammes adressés aux agences qui ne sont pas publiés dans un journal (à moins d'une explication satisfaisante) ou qui sont communiqués à des tiers avant d'être publiés par la presse.

(2) Dans les cas prévus aux trois alinéas précédents, le complément de taxe est perçu sur le destinataire au profit de l'Administration d'arrivée.

§ 3. En dehors de l'indication de service taxée „Presse" les télégrammes de presse ne peuvent porter d'autre indication de service taxée que celle relative aux télégrammes multiples. La taxe à percevoir pour les copies à établir à l'arrivée est la même que pour les télégrammes privés ordinaires multiples.

Article 68.

Dispositions générales concernant les télégrammes de presse.

§ 1. Les télégrammes de presse prennent rang tant pour la transmission que pour la remise parmi les télégrammes

privés ordinaires.

§ 2. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les Articles 66, 67 et dans le présent Article, les télégrammes de presse sont soumis aux dispositions du Règlement et des conventions particulières conclues entre Administrations.

§ 3. (1) Les dispositions visant les télégrammes de presse sont applicables à l'ensemble des deux régimes ou à l'un des deux seulement.

(2) Ces dispositions ne sont obligatoires, pous les Administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, qu'en ce qui concerne l'acceptation des télégrammes de presse en transit (Art. 66, § 4). Les conditions de transmission peuvent être modifiées d'un commun accord par les Administrations intéressées.

CHAPITRE XXII.

Télégrammes à multiples destinations transmis par télégraphie sans fil.

Article 69.

Télégrammes à multiples destinations transmis par télégraphie sans fil.

§ 1. (1) Les Administrations se réservent la faculté d'organiser des services spéciaux taxés pour la transmission par télégraphie sans fil des télégrammes à multiples destinations.

Ces télégrammes doivent être constitués par des informations et nouvelles politiques, commerciales, etc., et ne doivent contenir aucun passage, annonce ou communication ayant un caractère privé. L'expéditeur est tenu de communiquer les adresses des destinataires à l'Administration du Pays d'émission.

(2) Les dits services sont mis à la disposition de tout expéditeur ou destinataire qui satisfait aux prescriptions et conditions spécialement établies par les Administrations respectives.

§ 2. (1) L'Administration du Pays d'émission communique aux autres Administrations l'adresse des destinataires qui sont établis sur leur territoire. Elle notifie, en outre, pour chacun de ces destinataires, la date fixée pour la première

réception, ainsi que le nom de la station d'émmission et l'adresse de l'expéditeur. Les Administrations se notifient mutuellement les changements intervenus dans le nombre et les adresses des expéditeurs et des destinataires.

(2) Il appartient à l'Administration du Pays de réception d'autoriser ou non les destinataires désignés par l'expéditeur à recevoir les télégrammes.

(3) Chaque Administration prend, autant que possible, les mesures appropriées en vue de s'assurer que, seules les stations autorisées pour ce service spécial de communication font usage des télégrammes en question et uniquement de ceux qui leur sont destinés.

§ 3. Ces télégrammes sont transmis à heures fixes et comportent comme adresse un mot conventionnel placé immédiatement avant le texte. Ils peuvent être rédigés soit en langage clair, soit en langage secret. Sauf arrangements spéciaux entre les Administrations intéressées, les seules langues autorisées pour le langage clair sont le français, l'une des langues désignées par le Pays d'origine ou l'une des langues d'un des Pays de destination. Les Administrations d'origine et de destination se réservent le droit de demander le dépôt des côdes utilisés.

§ 4. (1) La taxe à percevoir sur l'expéditeur est fixée par l'Administration du Pays d'orgine.

(2) Les destinataires de ces télégrammes peuvent être grevés par l'Administration de leur Pays, en dehors des charges prévues pour l'établissement et l'exploitation éventuels des stations privées réceptrices, d'une taxe télégraphique dont le montant et les modalités sont déterminés par cette Administration.

(3) Les taxes de ces télégrammes n'entrent pas dans les comptes internationaux.

CHARITRE XXIII.

Télégrammes différés.

Article 70

Télégrammes diférés.

§ 1. L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir, dans les relations entre les Pays du régime européen, d'une part,

et les Pays du régime extra-européen, d'autre part, le bénéfice d'une réduction de 50 p. 100 sous réserve que ce télégramme ne soit transmis qu'après les télégrammes à plein tarif et les télégrammes de presse. Le même bénéfice, à la même condition, est concédé aux télégrammes échangés entre deux Pays du régime extra-européen, si la taxe des télégrammes ordinaires n'est pas inférieure à un franc (1 fr.) par mot.

§ 2. (1) Le texte des télégrammes différés doit être entièrement rédigé en langage clair (Art. 8), dans une seule et même langue choisie parmi les langues suivantes admises dans le langage clair :

a) la langue française,

b) la ou les langues du Pays d'origine ou du Pays de destination, désignées par les Administrations intéressées,

c) une ou deux langues désignées éventuellement par l'Administration du Pays d'origine ou par l'Administration du Pays de destination, en plus des langues indiquées au littera *b*).

(2) Tout télégramme comprenant des nombres, des noms ou des mots sans signification suivie et, d'une manière générale, tout télégramme qui n'offre pas par lui-même un sens intelligible pour le service télégraphique n'est pas admis au bénéfice de la taxe réduitn. Les adresses convenues sont acceptées lorsqu'elles sont accompagnées d'un texte qui en fait ressortir nettement le caractère.

§ 3. (1) Si des nombres écrits en lettres ou en chiffres, des marques de commerce ou des expressions abrégées (Art. 8, § 2) sont employés, le nombre de ces mots et groupes ne doit pas dépasser le tiers du nombre des mots taxés du texte.

(2) Exceptionnellement, dans les télégrammes différés originaires ou à destination de la Chine, le texte peut être entièrement rédigé au moyen de groupes de quatre chiffres, empruntés au Dictionnaire télégraphique officiel de l'Administration chinoise, qui fournira à toutes les Administrations d'Etat et etreprises privées des exemplaires du dit Dictionnaire dans lequel, en regard de chaque groupe de chiffres, il y aura la signification correspondante en langue française.

§ 4. (1) Les télégrammes différés peuvent comporter toutes les indications de service taxées, sauf celle relative à l'urgence.

(2) Les taxes applicables aux divers services spéciaux demandés par l'expéditeur au sujet d'un télégramme différé (avis de service taxé, conditions de remise, RP, TC, etc.) sont les mêmes que pour un télégramme ordinaire ; cependant, les télégrammes à faires suivre peuvent être réexpédiés au tarif réduit des télégrammes différés si ces télégrammes sont admis entre l'Administration qui réexpédie et celle de la nouvelle destination. Les indications de service taxées correspondantes sont taxées au tarif réduit. Les télégrammes maritimes ne sont pas admis comme différés.

§ 5. L'expéditeur doit signer sur la minute du télégramme une déclaration spécifiant formellement que le texte est entièrement rédigé en langage clair et ne comporte pas une signification différente de celle qui ressort de son libellé.

La déclaration doit indiquer la langue dans laquelle le télégramme est rédigé.

§ 6. Suivant que la langue employé est le français ou l'une des langues désignées par l'Administration de destination ou l'une des langues désignées par l'Administration d'origine, l'expéditeur doit inscire, avant l'adresse, l'une des indications de service taxées LCF ou LCD ou LCO.

§ 7. Les télégrammes différés ne sont transmis qu'après les télégrammes privés non urgents et les télégrammes de presse.

§ 8. Les télégrammes différés sont remis concurremment avec les télégrammes à plein tarif.

§ 9. Lorsque le bureau d'arrivée constate qu'un télégramme portant l'une des indications de service taxées LCF ou LCD ne remplit pas les conditions fixées aux §§ 2 et 3 de cet Article, il peut percevoir sur le destinataire un complément de taxe égal à la différence entre les télégrammes à plein tarif et les télégrammes différés.

§ 10. Le retard minimum pui donne droit au remboursement ~~de la taxe d'un télégramme différé est fixé à quatre fois vingt-~~quatre hueres (Art. 74, § 1).

§ 11. Les taxes de toutes les Administrations d'Etat et entrepises privées (départ, transit et arrivée) qui concourent à la transmission des télégrammes différés sont réduites uniformément de 50 p. 100.

§ 12. Le service des télégrammes différés est facultatif. Les Administrations d'Etat et entreprises privées qui déclarent admettre les télégrammes différés doivent appliquer toutes les dispositions précédentes dans l'échange de ces télégrammes avec toutes les autres Administrations d'Etat et entreprises privées qui ont fait une déclaration semblable.

CHAPITRE XXIV.

Service téléphonique.

Article 71.

Section A.

Réseau international.

§ 1. (1) Les Administrations intéressées constituent, le cas échéant, après entente avec la ou les Administrations intermédiaires, les voies de communication*) nécessaires pour assurer l'échange du trafic téléphonique international.

(2) Chaque Administration intermédiaire fournit les sections de voies de communication qui doivent traverser son territoire.

(3) Chaque section à construire, sur le territoite d'une Administration intermédiaire est établie, autant que possible, compte tenu des difficultés de toute nature, par l'itinéraire le plus court entre les points d'entrée et de sortie de la voie de communication internationale.

§ 2. (1) Les voies de communications destinées à l'échange du trafic téléphonique international et les installations techniques sont constituées, entretenues et exploitées de manière à assurer un service sûr et rapide, ainsi qu'une bonne audition.

(2) A cet égard, les Administrations se conforment, autant

*) Fils, câbles, bureaux, stations T. S. F.

que possible, aux avis émis par le Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance en ce qui concerne l'équipement, l'appareillage, les relais, l'appropriation, la pupinisation, les combinaisons, les équivalents de transmission, les points de coupure, etc. (voir Section S).

§ 3. (1) Les Administrations intéressées déterminent, d'un commun accord, les relations à ouvrir et la ou les voies à employer pour chacune de ces relations.

(2) Chaque Administration publie les noms des réseaux et des postes publics des Pays avec lesquels des communications téléphoniques peuvent être établies.

§ 4. A moins d'une décision contraire, prise d'un commun accord par les Administrations intéressées, les voies de communication internationales sont réservées exclusivement aux relations téléphoniques internationales pour lesquelles elles ont été établies.

§ 5. (1) Lorsque les voies de communication du service intérieur doivent servir à des communications internationales, celles-ci ont la priorité sur les correspondances intérieures de même catégorie (voir Section O).

(2) Pour les communications empruntant des vois de communication reliant des réseaux voisins de la frontière, les Administrations des Pays limitrophes peuvent déroger à cette priorité.

§ 6. (1) Les Administrations intéressées se communiquent la composition des voies de communication sur leurs territoires respectifs et se font part de tout changement important dans cette composition.

(2) En cas de dérangement d'une voie de communication importante pour le trafic international à grande distance, toute section défectueuse de cette voie doit être remplacée, dans la mesure du possible, et avec toute la célérité désirable, par une voie ou partie de voie de communication affectée au service intérieur ou par une voie ou partie de voie de communication moins importante des mêmes reclations internationales. Les voies ou parties de voies de communication de remplacement sont, si possible, désignées d'avance.

§ 7. (1) Quotidiennement, à une heure fixée d'un commun accord, les bureaux centraux en relation directe, c'est-à-dire ceux qui forment tête de ligne des voies de communication internationales, s'assurent par des essais d'appel et d'audition, de l'état des voies de communication. Il est tenu note des dérangements.

(2) Des mesures sont faites, selon les besoins, par les bureaux tête de ligne ou par les stations d'amplificateurs les plus voisines de la frontière. Les bureaux tête de ligne ou les stations intéressées s'entendent sur le jour et l'heure de ces mesures. Les résultats de celles-ci sont échangés entre les services intéressés.

(3) Les dispositions propres à remédier aux dérangements et défauts doivent être prises immédiatement.

Section B.

Durée du service.

§ 1. Chaque Administration détermine les jours et les heures de fonctionnement de ses bureaux.

§ 2. Les bureaux qui ne sont pas ouverts en permanence sont tenus de prolonger le service de six minutes au delà des heures réglementaires, en faveur des conversations en cours et des communications déjà préparées.

§ 3. Les bureaux en relation directe s'assurent, aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins une fois par jour, de la concordance des heures ; il ne doit pas exister d'écart supérieur à une minute entre l'heure des bureaux et l'heure légale de leur Pays.

Section C.

Liste des abonnés et des postes publics.

§ 1. (1) Chaque Administration publie, par réseaux, les listes officielles des abonnés et des postes publics.

(2) Les jours et heures d'ouverture et de fermeture des bureaux centraux et des postes publics sont indiqués dans ces listes.

§ 2. Les bureaux centraux importants et les principaux postes publics reçoivent les listes officielles des abonnés des réseaux étrangers avec lesquels ils sont en relation.

§ 3. A cet effet, chaque Administration remet gratuitement aux Administrations des Pays, avec lesquels la correspondance téléphonique est ouverte, un nombre suffisant d'exemplaires de ses listes officielles.

§ 4. Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour que le public puisse acheter les listes officielles étrangères.

Section D.

Conversations privées ordinaires.

On entend par conversations privées ordinaires les conversations taxées qui ne jouissent d'aucune priorité.

Section E.

Conversations privées urgentes.

§ 1. Des conversations privées urgentes, ayant priorité sur les conversations privées ordinaires, peuvent être admises par arrangement spécial conclu entre les Administrations intéressées.

§ 2. Les communications urgentes, sont annoncées par le demandeur et, ensuite, de bureau à bureau, par le mot „urgent".

§ 3. La taxe d'une conversation urgente est fixée au triple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

Section F.

Conversations „Eclairs".

§ 1. Des conversations „éclairs" ayant priorité sur toutes les autres conversations privées, peuvent être admises par arrangement spécial conclu entre les Administrations intéressées.

§ 2. Les conversations „éclairs" sont annoncées par le demandeur et ensuite de bureau à bureau par le mot „Eclair".

§ 3. La taxe d'une conversation „éclair" est fixée au décuple au moins de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

Section G.

Conversation d'Etat.

§ 1. (1) Les conversations d'Etat sont celles qui sont demandées comme telles par :

a) les Chefs d'Etat, les Ministres, les Commandants en chef des Forces de terre, de mer et d'air, les Agents diplomatiques (Ambassadeurs, Ministres plénipotentiaires, Chargés d'affaires) et les Agents consulaires de carrière ;

b) les Agents consulaires autres que ceux visés ci-dessus, mais seulement avec autorités spécifiées au litt. *a*).

(2) Ces conversations comprennent : les conversations d'Etat urgentes et les conversations d'Etat ordinaires.

(3) Dans les relations où les conversations privées urgentes ne sont pas admises, il peut exister des conversations d'Etat urgentes.

(4) Les conversations demandées comme conversations d'Etat par le Secrétaire Général de la Société des Nations sont assimilées à celles demandées par les Autorités mentionnées au litt. *a*).

§ 2. (1) Les conversations d'Etat sont annoncées, par le demandeur, et ensuite, de bureau à bureau, selon le cas, par les mots „Etat urgent" ou par le mot „Etat".

(2) Les conversations d'Etat urgentes jouissent de la priorité sur toutes les autres communications.

(3) Les conversations d'Etat ordinaires jouissent de la priorité seulement sur les conversations privées ordinaires et sur les conversations de service non urgentes.

(4) Dans les relations directes où les conversations privées urgentes ne sont pas admises, les conversations d'Etat jouissent de la priorité sur toutes les autres conversations.

(5) La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, les Administrations de transit ont le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

§ 3. Le demandeur d'une conversation d'Etat est tenu, s'il y est invité, de déclarer son nom et sa qualité et dans le cas visé au § 1, litt. *b*), le nom et la qualité du demandé.

§ 4. Les conversations d'Etat urgentes et les conversations d'Etat ordinaires sont soumises aux taxes applicables, respectivement, aux conversations privées urgentes et aux conversations privées ordinaires échangées durant la même période de taxe.

Section H.

Conversations par abonnement.

§ 1. (1) Par arrangement spécial conclu entre les Administrations intéressées, des conversations peuvent être autorisées, par voie d'abonnement, à heures fixes, s'il n'en résulte aucun inconvénient pour le service en général.

(2) Ces communications doivent concerner, exclusivement les affaires personnelles des correspondants ou celles de leurs établissements.

(3) Des intervalles suffisants sont réservés entre les conversations par abonnement pour permettre l'échange des autres conversations.

(4) Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

a) pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe, au minimum ;

b) pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe, au maximum.

§ 2. (1) Les conversations par abonnement sont celles qui ont lieu journellement entre les mêmes postes, à la même heure convenue d'avance, et qui soni retenues pour un mois entier au moins.

(2) L'abonnement se prolonge de mois en mois, à moins qu'il n'ait été résilié par écrit, de part ou d'autre, au moins huit jours avant l'expiration de la période d'abonnement en cours.

§ 3. En règle générale, la durée maximum d'une séance d'abonnement est de six minutes ; toutefois, des séances d'une durée supérieure peuvent être conscenties après entente entre les Administrations intéressées.

§ 4. L'abonnement peut être contracté à partir d'une date quelconque, mais la période menseulle ne prend cours que le premier de chaque mois. Le montant de l'abonnement

afférent à la première période mensuelle est augmenté, s'il y a lieu. de la partie du montant de cet abonnement correspondant à la période comprise entre la date de l'entrée en vigueur et celle du commencement de la période mensuelle.

§ 5. Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours ; il est perçu par anticipation.

§ 6. (1) La communication par abonnement est établie d'office entre les deux postes, à l'heure fixée, à moins qu'une autre convertion ne soit engagée ou qu'une demande de communication d'Etat urgente ne soit en instance.

(2) Elle est rompue d'office à l'expiration du temps concédé pour chaque séance, si les correspondants n'ont pas déjà donné le signal de fin de conversation. Toutefois, les correspondants peuvent continuer leur conversation s'il n'y a aucune autre demande en instance ; la conversation supplémentaire est soumise aux règles générales des conversations privées ordinaires.

§ 7. (1) Aucune compensation n'est donnée et aucune remboursement n'est effectué si, du fait des correspondants, une séance n'a pu avoir lieu ou n'a pas eu la durée prévue. La taxe afférente à cette séance est portée dans les comptes internationaux.

(2) Une conversation par abonnement qui, du fait du service téléphonique, n'a pu avoir lieu ou n'a pas eu la durée concédée, est, si possible avant la fin de la période à taxe égale, remplacée ou compensée par une conversation d'une durée équivalente à la période inutilisée. Si la séance n'a pu être remplacée ou si la compensation de temps n'a pu être donnée, la taxe correspondante n'est pas portée dans les comptes internationaux. L'Administration d'origne procé au remboursement sur demande du titulaire de l'abonnement.

(3) Le remboursemeut est fixé : dans le premier cas, au trentième du montant mensuel de l'abonnement ; dans le second cas, à la partie du trentième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu.

§ 8. (1) Les abonnements doivent, en règle générale être demandés par écrit au bureau de départ. Les demandes reçoivent satisfaction suivant leur ordre de dépôt.

(2) Les heures et les durées des conversations, après avoir été arrêtées d'accord entre les bureaux intéressés, sont confirmées par écrit.

(3) Les abonnements font l'objet d'engagements qui sont conclus entre le bureau chargé d'opérer l'encaissement de la taxe et le demandeur.

Section I.

Conversations de service.

§ 1. (1) Des conversations exclusivement relatives aux services téléphonique ou télégraphique internationaux peuvent être échangées en exemption de taxe, entre les fonctionnaires des Administrations autorisés à cette fin.

(2) En réclamant l'exercice de cette faculté, ces functionnaires sont tenus de déclarer leur nom et leur qualité.

(3) Les conversations de service sont limitées aux cas où l'emploi de la voie téléphonique est justifié. Elles sont écoulées aux heures de faible trafic. Cependant, dans les cas importants et urgents, elles sont échangées dès qu'il est nécessaire ; elles sont alors considérées comme des „conversations de serviee urgents".

§ 2. Les conversations de service sont annoncées par le demandeur et ensuite, de bureau à bureau, selon le cas, par les mots „service urgent" ou par le mot „service".

§ 3. En cas de besoin, la voie télégraphique est employée pour les communications relatives à l'exécution du service téléphonique.

Section K.

Tarifs. — Perception des taxes.

§ 1. (1) L'unité de taxe, pour chaque relation, est celle afférente à une conversation privé ordinaire d'une durée de trois minutes échangé pendant la période de fort trafic.

(2) Le montant de l'unité de taxe est déterminé par voie d'arrangements entre les Administrations intéressées, sur la base du franc (voir Art. 24).

§ 2. Les taxes des conversations se composent des taxes terminales et, s'il y a lieu, de la ou des taxes de transit.

§ 3. (1) Pour la détermination des taxes terminales, le territoire des Administrations peut être divisé en zones.

(2) Une taxe uniforme est adoptée pour une même zone.

(3) Chaque Administration fixe le nombre et l'étendue des zones pour ses relations avec chacune des autres Administrations.

§ 4. Chaque Administration de transit fixe sa taxe de transit. Dans les mêmes conditions de transit, une même Administration applique les mêmes taxes de transit.

§ 5. Chaque Administration qui fournit une voie de communication directe de transit a le droit d'exiger des Administrations extrêmes la garantie d'un revenu minimum.

§ 6. Le montant de l'unité de taxe peut être réduit pendant les heures de faible trafic. Les Administration intéressées fixent, d'un commun accord, ces heures et le montant de la ou des taxes réduites.

§ 7. La taxe est perçue, selon le cas, sur le titulaire du poste d'abonné à partir duquel la communication a été demandée ou sur la personne qui a demandé la communication à partir d'un poste public.

§ 8. Toute conversation est taxée d'après le tarif applicable dans l'Administration d'origine au moment où cette conversation commence alors même qu'elle se termine à une heure où un autre tarifs est vigueur.

Section L.

Mode d'application des tarifs.—Durée des conversations.

§ 1. (1) Toute conservation d'une durée égale ou inférieure à trois minutes est taxée pour trois minutes.

(2) Lorsque la durée d'une conversation dépasse trois minutes, la taxation a lieu par minute pour la période excédant les trois premières minutes.

(3) Toutefois, dans les relations entre réseaux voisins de la frontière, les taxes sont perçues par périodes indivisibles de trois minutes. Les Administrations intéressées déterminent ces relations, d'un commun accord. La taxe par minute est le tiers de la taxe appliquée pour trois minutes.

§ 2. La taxe des conversations entre abonnés s'applique

à partir du moment où la communication est étable entre le poste demandeur et le poste demandé, après que ces deux postes ont répondu à l'appel.

§ 3. Lorsque la communication est demandée par un poste public à destination d'un poste d'abonné, la taxe s'applique à partir du moment où, le poste d'abonné ayant répondu à l'appel, le demandeur est mis en relation avec ce dernier poste.

§ 4. Si la communication est à destination d'un poste public, la taxe s'applique à partir du moment où, les deux postes intéressés ayant répondu à l'appel, le demandeur, dans le poste public ou le poste de l'abonné demandeur, selon le cas, est mis en relation avec la personne demandée.

§ 5. Dans tous les cas où, après l'établissement correct de la communication, il est répondu (d'un poste d'abonné) à l'appel, la taxe est due quelle que soit la personne qui répond à l'appel.

§ 6. Une demande de communication peut être annulée sans perception de la taxe afférente à la conversation, jusqu'au moment où le demandeur est appelé par son bureau. L'Administration d'origine peut percevoir, sur le demandeur, une taxe spéciale pour la rémunérer du tranvail d'enregistrement, d'annulation, etc., de la demande de communicaiion. Cette taxe reste intégralement acquise à l'Administration d'origine.

§ 7. (1) Lorsque le demandeur ou le demandé refuse la conversation, la taxe, pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est appliquée.

(2) En cas de refus du demandé, le demandeur en est avisé.

§ 8. (1) Au moment où il formule sa demande, le demandeur d'une communication a la faculté de spécifier que la communication ne soit pas établie après un certant délai qu'il indique.

(2) Les Administrations peuvent s'entendre pour que, en cas ne non réponse du demandeur ou du demandé, il soit perçu sur le demandeur une taxe spéciale qui entre dans les comptes internationaux.

(3) Les Administrations intéressées fixent, d'un commun accord, le montant et les heures d'application de cette taxe.

§ 9. (1) Le temps de l'appel d'un abonné est de même que celui nécessaire pour appeler, dans un poste public, un correspondant en attente, limité à une minute de 7 heures à 21 heures*) et à trois minutes pendant les autres heures (temps légal du Pays de destination).

(2) Ce temps d'appel passé, que la non réponse provienne du demandeur et du demandé ou de l'un d'eux, la demande de communication est annulée d'office.

(10) Des modifications aux dispositions faisaut l'objet des §§ 4 et 9 ci-dessus peuvent être apportées, d'un commun accord, entre les Administrations intéressées en ce qui concerne les conversations originaires ou à destination de bourses commerciales, financières ou autres.

§ 11. Sauf pour les conversations d'Etat et les conversations par abonnement, les correspondants n'ont pas le droit de prolonger la conversation, au delà de six minutes, lorsqu'une demande de communication est en instance sur la ou les voies de communication utilisées.

Section M.

Demandes de communication.

§ 1. Dans la demande de communication, le poste de l'abonné demandé est désigné par le nom du réseau destinataire et, si possible, par son indicatif d'appel (numéro ou lettre d'appel) précéde, le cas échéant, du nom de son bureau central. Les postes publics demandés doivent être désignés par le nom du bureau central et leur numéro ou par leur dénomination.

§ 2. La validité des demandes de communication inscrites pour une journée et non établies expire au moment de la clôture du service de jour dans les bureaux où le service n'est pa permanent.

§ 3. Le nombre des demandes de communication émanant du même correspondant, à destination du même réseau,

---

*) De 7 heures du matin á 9 heures du soir pour les Pays qui n'ont pas adopté le cadran de 24 heures.

peut être limité, d'un commun accord, entre les Administrations intéressées.

Section N.

Avis d'appel et préavis téléphoniques.

§ 1. (1) Une demande de communication peut être accompagnée d'un avis d'appel ou d'un préavis.

(2) Un avis d'appel a pour objet de faire convoquer un correspondant par un poste public à l'effet d'échanger une conversation.

(3) Un préavis a pour objet de faire prévenir un poste d'abonné que le demandeur d'une communication désire échanger sa conversation soit avec une personne désignée, soit avec un poste supplémentaire déterminé.

(4) Les avis d'appel et les préavis peuvent être admis par arrangement spécial conclu entre les Administrations intéressées.

§ 2. Les avis d'appel et les préavis sont soumis à une taxe qui est fixée au tiers (1/3) de l'unité de taxe, avec taxe minimum de cinquante centimes (0 fr. 50). Cette taxe est répartie entre les Administrations intéressées suivant la même proportion que les taxes des conversations.

§ 3. (1) Les avis d'appel et les préavis ne contiennent que les indications suivantes :

1⁰ nom du demandeur et, le cas échéant, son indicatif d'appel ;

2⁰ nom et adresse compléte du destinataire (cas de l'avis d'appel) ou la désignation suffisante de la personne ou du poste supplémentaire demandé (cas du préavis) ;

3⁰ dans le cas de la disposition de la Section L, § 8, l'heure à partir de laquelle la demande sera annulée.

(2) Ces indications sont seules transmises du bureau d'origine au bureau destinataire.

(3) Les avis d'appel et préavis sont transmis aussi vite que possible de bureau à bureau.

(4) Ils sont annoncés, respectivement, par les mots „avis d'appel" et par le mot „préavis".

(5) La remise à domicile des avis d'appel a lieu dans les

conditions fixées par l'Administration destinataire. Il appartient au demandeur d'apprécier, au préalable, en tenant compte des ces conditions, si l'avis d'appel pourra être remis au destinataire.

(6) Les préavis ont communiqués par téléphone à l'abboné destinataire.

(7) Si, pour une raison quelconque, la remise de l'avis d'appel n'a pu avoir lieu, le bureau d'origine en est informé. Le demandeur est, à son tour, avisé par le bureau d'origine. Il en est de même, en cas de préavis, si le bureau d'arrivée est informé que la personne désignée est absente ou que la communication ne peut être établie avec le poste supplémentaire indiqué. Dans ces deux cas, la taxe de l'avis d'appel ou du préavis n'est pas rémboursée. La demande de communication est annulée d'office.

§ 4. Les conversations, qui font suite aux avis d'appel et aux préavis, sont soumises à toutes les règles de la correspondance téléphonique internationale.

Section O.

Etablissement et rupture des communications.

§ 1. Les conversations soumises à une taxe sont échangées dans l'ordre suivant :

a) conversations d'Etat urgentes,

b) conversations „éclairs",

c) conversations privées urgentes,

d) conversations d'Etat ordinaires,

e) conversations privées ordinaires.

§ 2. (1) Les demandes de communication (le cas échéant avec avis d'appel ou préavis) et les avis d'annulation n'émanant pas du bureau tête de ligne de la voie de communication internationale sont transmis le plus rapidement possible jusqu'au bureau tête de ligne — côté demandeur — de la voie de communication internationale. Ce dernier bureau les classe avec ceux originaires du réseau qu'il dessert, en tenant compte de la catégorie à laquelle ils appartiennent et de leur heure de réception.

(2) Le bureau tête de ligne — côté demandeur — de la

voie de communication internationale transmet immédiatement au bureau étranger correspondant les avis d'appel, les préavis et les avis d'annulation.

(3) Les bureaux tête de ligne s'entendent pour que les communications soient échangées dans l'orde réglementaire.

(4) Les demandes de communication comprenant les noms des bureaux d'origine et de destination et la désignation du correspondant demandé, les avis d'appel, les préavis et les avis d'annulation doivent être collationnés par les bureaux.

§ 3. Les conversations de même catégorie sont établies en alternat. Toutefois, les bureaux tête de ligne, reliés entre eux par plusieurs voies de communication internatonales, peuvent, d'un commun accord, spécialiser certaines de ces voies pour l'établissement de communications de transit ou pour l'écoulement du trafic dans un sens unique.

§ 4. (1) Une communication, au moins, doit être préparée avant la fin de la conversation en cours.

(2) La préparation consiste à effectuer toutes les opérations nécessaires pour que les deux correspondants (demandeur et demandé) communiquent entre eux sans occassionner aucune perte de temps.

(3) Lorsque les conditions techniques le permettent, les conversations locales en cours sont rompues d'office au profit des communications internationales.

(4) Les communications déjà préparées ne doivent pas être retardées au bénéfice de communications de rang supérieur.

(5) L'écoulement du trafic, sur les voies de communication internationales, doit être assuré dans les bureaux correspondants de telle manière qu'il ne puisse pas être retardé, notamment à raison du travail que les opératrices ont à effectuer.

(6) La désignation entre opératrices, chaque communication s'effectue au moyen d'un numéro d'ordre attribué à cette communication.

§ 5. Les communications téléphoniques sont établies par la voies convenue. En cas de dérangement ou d'encombrement, elles peuvent, selon les arrangements pris à cet égard, être

établies par une autre voie, moyennant les taxes prévues par ces arrangements.

§ 6. Il doit être répondu immédiatement aux appels sur les voies de communication internationales. Si le bureau appelé ne donne pas de réponse, après un temps d'attente convenable, il est invité par une autre voie téléphonique ou, s'il n'en existe pas, par télégraphe, à reprendre le service sur la voie en question.

§ 7. (1) Les bureaux tête de ligne vérifient si l'audition entre les correspondants est satisfaisante ; ils notent les heures de mise en communication et de fin de conversation, et, en outre, le cas échéant, la période durant laquelle l'audition a été insulfisante.

(2) Le signal de fin de conversation doit être donné par les correspondants. Chacun des bureaux extrêmes en fait part immédiatement à son bureau tête de ligne. Le bureau tête de ligne avisé le premier fait rompre la communication.

§ 8. Les bureaux ont le droit de couper d'office une conversation privée dès que sa durée atteint 6 minutes et qu'une autre demande est en préparation. Les correspondants sont avisés.

§ 9. (1) Les bureaux tête de ligne de la voie de communication internationale prennent note des éléments nécessaires à l'établissement des comptes internationaux et des incidents de service.

(2) Les bureaux tête de ligne fixent, d'un commun accord, la durée de toute conversation dont la derée est supérieure à 3 minutes. Ils s'entendent sur la durée à porter en compte lorsque la conversation a été difficile.

(3) En cas de divergence entre les bureaux tête de ligne, l'avis du bureau tête de ligne — côté demandeur — prévaut.

(4) Les bureaux tête de ligne fixent journellement, par téléphone, aux heures de faible trafic, le nombre des minutes dont la taxe doit entrer dans les comptes internationaux.

(5) Pour déterminer ce nombre, il est tenu compte des coefficients correspondant à chaque catégorie de communication (éclair, urgente, avis d'appel, préavis, etc.) Les minutes sont, pour chaque période à tarif égal, groupées par zones de destination.

§ 10. Pour la préparation, l'établissement et la rupture des communications, la langue française est utilisée entre Administrations de langues différentes, à moins d'accords particuliers entre elles pour l'emploi.

Section P.

Détaxes et remboursements.

§ 1. Lorsque, du fait du service téléphonique, une demande de conversation n'est pas suivie de la mise en communication avec le poste demandé, la taxe n'est pas appliquée. Si le montant de la taxe a été versé, il est remboursé.

§ 2. (1) Lorsque, dès le commencement d'une communication, les conditions d'audition ne sont pas suffisantes, la taxe n'est pas perçue.

(2) Lorsque, au cours d'une conversation, les correspondants éprouvent, du fait du service téléphonique, des difficultés, une compensation est, autant que possible, accordée immédiatement.

(3) Quand la compensation n'a pu être donnée, la taxe peut ne pas être appliquée si la durée de l'audition suffisante n'a pas atteint trois minutes ; elle peut être réduite à la taxe correspondant à la durée de l'audition suffisante si celle-ci a été d'au moins trois minutes.

(4) Le demandeur d'une communication ne peut exiger l'application des dispositions (2) et (3) ci-dessus que si les bureaux centraux ou, le cas échéant, les postes publics intéressés ont été invités à constater l'insuffisance de l'audition ou les difficultés survenues pendant la conversation. Il est pris note de ces incidents.

(5) Lorsque, dès le commencement d'une communication, les bureaux centraux constatent que les conditions d'audition ne pourront pas être suffisantes, la communication est rompue afin d'éviter tout retard dans l'établissement des autres communications.

§ 3. Toute réclamation faite après rupture de la communication est instruite par le bureau d'origine. Les bureaux tête de ligne correspondent directement entre eux à l'effect

de recueillir les renseignements qui peuvent être nécessaires à l'enquête. Les dégrèvements sont accordés par l'Administration d'origine et sont à sa charge.

Section Q.

Comptabilité.

(1) Les taxes téléphoniques font, de la part le chaque Administration, l'object d'un compte spécial indépendaut du compte télépraphique.

(2) Le règlement des comptes téléphoniques est effectué suivant les dispositions appliquées pour les comptes télégraphiques (voir Chapitre XXVII).

Section R.

Archives.

Les bordereaux qui ont servi à l'établissement des comptes téléphoniques internationaux sont conservés pendant douze mois.

Section S.

Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance.

(1) Il est constitué un Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance, chargé de l'étude des dispositions-types réglant les questions techniques et d'exploitation de la téléphonie internationale à grande distance. Ce Comité est formé d'experts des Administrations téléphoniques qui déclarent vouloir y participer. Cette déclaration est adressée à l'Administration du Pays où a été tenue la dernière Conférence télégraphique internationale.

(2) Ce Comité centralise tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour l'étude de la téléphonie à grande distance et émet des avis sur les questions concernant la téléphonie internationale.

(3) Le Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance choisit son bureau, établit lui-même son règlement intérieur et ces méthodes de travail.

(4) Les frais du Comité consultatif international sont supportés par les Administrations participantes, d'après le mode de répartition fixé dans le règlement intérieur dudit Comité.

(5) Le Comité consultatif international correspond directement avec toutes les Administrations qui participent à ses travaux.

(6) Il communique tous les avis qu'il émet au Bureau international qui les publie dans le Journal télégraphique.

Section T.

Dispositions générales.

Les dispositions du Règlement qui ne sont pas contraires aux stipulations de ce Chapitre et qui se rapportent aux mêmes objets que celui-ci sont applicables au service téléphonique.

CHAPITRE XXV.

Archives.

Article 72.

Délais de conservation des archives.

Les originaux des télégrammes et les documents y relatifs, retenus par les Administrations, sont conservés jusqu'à la liquidation des comptes qui s'y rapportent, et, en tout cas, au moins pendant dix mois, à compter du mois qui suit le mois de dépôt du télégramme, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret. Ce délai minimum est fixé à 15 mois pour les radiotélégrammes.

Article 73.

Communication des originaux. Délivrance de copies des télégrammes.

§ 1. (1) Les originaux ou les copies des télégrammes ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de leur identité ou bien au fondé de pouvoirs de l'un d'eux.

(2) Une taxe maximum de un franc (1 fr.) peut être perçue pour cette communication.

§ 2. Dans le délai minimum fixé pour la conservation des archives, l'expéditeur et le destinataire d'un télégramme ou leurs fondés de pouvoirs ont le droit de se faire délivrer des copies, certifiées conformes, ou des photographies :

a) de ce télégramme ;

b) de la copie d'arrivée si cette copie ou un double de celle-ci a été conservée par l'Administration de destination.

§ 3. (1) Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément à cet Article, un droit fixe de cinquante centimes (0 fr. 50) par télégramme ne dépassant pas 50 mots. Au delà de 50 mots, ce droit est augmenté de cinquante centimes (0 fr. 50) par série ou fraction de série de 50 mots. Le minimum de perception est de un franc cinquante centimes (1 fr. 50).

(2) Le prix des photographies d'originaux ou de copies est fixé par l'Administration qui délivre ces photographies.

§ 4. Les Administrations télégraphiques ne sont tenues de donner communication, copie ou photographie des pièces désignées ci-dessus que si les expéditeurs, les destinataires ou leurs ayants droit fournissent les indications nécessaires pour trouver les télégrammes auxquels se rapportent leurs demandes.

CHAPITRE XXVI.

Détaxes et remboursements.

Article 74.

Détermination des cas de remboursement de taxes.

§ 1. Sont remboursés à ceux qui les ont versés, à la suite d'une demande de remboursement ou d'une réclamation visant l'exécution du service :

a) la taxe intégrale de toute télégramme qui, par le fait du service télégraphique, n'est pas parvenu à destination ;

b) la taxe intégrale de toute télégramme arrêté en cours de transmission par suite de l'interruption d'une voie et dont l'expéditeur a, pour ce fait, demandé l'annulation ;

c) (1) la taxe intégrale de tout télégramme qui, par la faute du service télégraphique est parvenu plus tard qu'il ne serait

parvenu par la poste, ou dans tous les cas s'il n'a été remis au destinataire qu'après un délai de :

1° 12 heures, s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux Pays d'Europe limitrophes ou reliés par une voie de communication directe ;

2° 24 heures, s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux autres Pays d'Europe, y compris l'Algérie et les contrées qui se seront rangées dans le régime européen ;

3° 24 heures, s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux Pays hors d'Europe limitrophes ou reliés par une voie de communication directe, en ce qui concerne les télégrammes à plein tarif ;

4° quatre fois 24 heures, s'il s'agit d'un télégramme différé ;

5° deux fois 24 heures dans tous les autres cas.

(2) La durée de fermeture des bureaux, quand elle est la cause du retard, la durée du transport par exprès, le temps employé pour la transmission maritime des télégrammes maritimes ainsi que la durée du séjour de ces télégrammes dans un sémaphore, dans une station côtière ou à bord d'un navire ne sont pas comptés dans les délais indiqués ci-dessus.

(3) Les délais mentionnés aux 2°, 3° et 5° ci-dessus sont réduits de moitié pour les télégrammes d'Etat pour lesquels il n'a pas été renoncé au bénéfice des dispositions de l'Article 5 de la Convention, les télégrammes urgents et les avis de service taxés ;

d) la taxe de toute partie du texte d'un télégramme en langage secret avec collationnement ou d'un télégramme en langage clair qui, par suite d'erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet, à moins que les erreurs n'aient été rectifiées par avis de service taxé ;

e) la taxe accessoire applicable à un service spécial qui n'a pas été rendu, ainsi que la taxe de l'indication de service taxée correspondante.

f) (1) les sommes versées pour les avis de service taxés demandant la répétition d'un passage supposé erroné si la répétition n'est pas conforme à la première transmission, mais sous la réserve que, dans le cas où quelques mots auraient

été correctement et les autres incorrectement reproduits dans le télégramme primitif, la taxe des mots correctement transmis la première fois n'est pas remboursée.

(2) Toutefois, la taxe des mots correctement transmis doit être remboursée quel que soit le langage dans lequel est rédigé le télégramme si l'Administration intéressée reconnaît que les altérations commises empêchaient de saisir le sens des mots qui n'avaient pas été dénaturés ;

g) la taxe intégrale de tout autre avis de service taxé télégraphique ou postal, dont l'envoi a été motivé par une erreur de service ;

h) le montant intégral de toute somme versée d'avance en vue d'une réponse lorsque le destinataire n'a pu faire usage du bon ou l'a refusé et que ce bon se trouve entre les mains du service qui l'a délivré ou est restitué à ce service avant l'expiration d'un délai de six mois à partir de sa date d'émission ;

i) la taxe afférente au parcours électrique non effectué lorsque, par suite de l'interruption d'une voie télégraphique, le télégramme a été acheminé sur sa destination par la voie postale ou par un autre moyen. Toutefois, les frais déboursés pour remplacer la voie télégraphique primitive par un moyen de transport quelconque sont déduits de la somme à rembourser ;

j) la taxe intégrale de tout télégramme avec réponse payée qui manifestement n'a pu remplir son objet par suite d'une irrégularité de service qui justifie le remboursement de la taxe versée pour la réponse, ainsi que la taxe intégrale de toute réponse payée d'avance qui manifestement n'a pu remplir son objet par suite d'une irrégularité de service qui justifie le remboursement de la taxe du télégramme-demande ;

k) la taxe du ou des mots omis dans la transmission d'un télégramme lorsqu'elle est égale ou supérieure à deux francs (2 fr.), à moins que l'erreur n'ait été réparée au moyen d'un avis de service taxé ;

l) la différence entre la valeur d'un bon de réponse et le montant de la taxe du télégramme affranchi au moyen de

ce bon, si cette différence est au moins égale à deux francs (2 fr.) (Art. 52, § 2) ;

m) la taxe intégrale de tout télégramme arrêté par application des dispositions des Articles 7 et 8 de la Convention ;

n) la part de taxe due pour tout télégramme annulé (Art. 45, §§ 2 et 3).

§ 2. (1) Lorsqu'une station côtièrre fait connaître au bureau d'origine qu'un radiotélégramme ne peut être transmis au navire destinataire, l'Administration du Pays d'origine provoque aussitôt le remboursement à l'expéditeur des taxes côtières et de bord relatives à ce radiotélégramme. Dans ce cas, les taxes remboursées n'entrent pas dans les comptes radiotélégraphiques (Art. 64, §§ 15 et 16), mais le radiotélégramme y est mentionné pour mémoire.

(2) Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme n'est pas parvenu à la station qui a transmis le radiotélégramme, la taxe n'est remboursée que lorsqu'il a été établi que le radiotélégrammé donne lieu à remboursement.

§ 3. Dans le cas de remboursement partiel d'un télégramme multiple le quotient obtenu en divisant la taxe totale perçue par le nombre des adresses détermine la taxe afférente à chaque copie.

§ 4. Dans les cas prévus par les alinéas *a*), *b*), *c*), *d*), *i*), et *k*) du § 1 de cet Article, le remboursement ne s'applique qu'aux télégrammes mêmes qui ne sont pas parvenus ou qui ont été annulés, retardés ou dénaturés, y compris les taxes accessoires non utilisées, mais non aux correspondances qui auraient éte motivées ou rendues inutiles par la non remise, le retard ou l'altération.

§ 5. Lorsque les erreurs imputables au service télégraphique ont été réparées par avis de service taxés dans les délais résultant de l'application du § 1, litt. *c*) et comptant à partir de l'heure de dépôt du télégramme primitif, le remboursement ne porte que sur les taxes de ces avis de service. Aucun remboursement n'est dû pour les télégrammes auxquels ces avis se rapportent.

§ 6. Aucun remboursement n'est accordé pour les télégrammes rectificatifs qui, au lieu d'être échangés de bureau à

bureau sous forme d'avis de service taxé (Art. 19) ont été échangés directement entre l'expéditeur et le destinataire.

§ 7 (1) Les dispositions de cet Article ne sont pas applicables aux télégrammes empruntant les lignes d'une Administration non adhérente qui referuserait de se soumettre à l'obligation du remboursement.

(2) Toutefois, les Administrations adhérentes ayant participé à la transmissision abandonnent leur part de taxe quand le droit au remboursement se trouve établi sauf les cas prévus à l'Art. 76, § 1 (1).

Article 75.

Procédure applicable aux remboursements.

§ 1. Toute réclamation en remboursement de taxe doit être formée, sous peine de déchéance, avant l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date de dépôt du télégramme.

§ 2. (1) Toute réclamation doit être présentée à l'Administration d'origine et être accompagnée des pièces probantes, savoir: une déclaration écrite du bureau de destination ou du destinataire, si le télégramme a été retardé ou s'il n'est pas parvenu; la copie remise au destinataire, s'il s'agit d'altération ou d'omission.

(2) Toutefois, la réclamation peut être présentée par le destinataire à l'Administration de destination, qui juge si elle doit y donner suite ou la faire présenter à l'Administration d'origine.

§ 3. Lors de la présentation d'une demande de remboursement, il peut être perçu sur le réclamant une taxe uniforme de réclamation s'élevant à un franc (1 fr.) au maximum.

§ 4. Lorsqu'une réclamation a été reconnue fondée par les Administrations interéssées, la taxe du télégramme est remboursée par l'Administration d'origine et la taxe de réclaclamation, s'il en a été perçu une, est restituée au réclamant.

§ 5. Le droit au remboursement est prescrit après un délai de six mois à partir de la date de la lettre par laquelle l'expéditeur est informé que le remboursement lui a été accordé.

§ 6. L'expéditeur qui ne réside pas dans le Pays où il a déposé son télégramme peut faire présenter sa réclamation à l'Administration d'origine par l'intermédiaire d'une autre Administration. Dans ce cas, l'Administration qui l'a reçue, est, s'il y a lieu, chargée d'effectuer le remboursement.

§ 7. Les réclamations communiquées d'Administration à Administration sont transmises avec un dossier complet, c'est-à-dire qu'elles contiennent (en original, en extrait ou en copie) toutes les pièces ou lettres qui les concernent. Ces pièces doivent être analysées en français lorsqu'elles ne sont pas rédigées dans cette langue ou dans une langue comprise de toutes les Administrations intéressées.

§ 8. L'Administration qui reçoit une demande en remboursement de la taxe payée pour une réponse peut la transmettre directement à l'Administration qui a émis le bon.

Cette dernière Administration provoque le remboursement de cette taxe, soit en donnant l'autorisation de porter le montant à son débit par la voie des différentes Administrations intermédiaires, soit en faisant parvenir en mandat-poste, directement à l'Administration d'origine le montant à rembourser.

Article 76.

Détermination de l'Administration qui, dans chaque cas, doit supporter le remboursement.

§ 1. (1) Toutes les fois que le remboursement de taxe est la conséquence d'une erreur du service télégraphique il est supporté par l'Administration d'origine lorsque la somme à rembourser n'excède pas cinq francs (5 fr.) pour les télégrammes à plein tarif et deux francs (2 fr.) pour les télégrammes à tarif réduit.

(2) Dans tous les cas où la somme à rembourser dépasse cinq francs (5 fr.) ou deux francs (2 fr.), suivant le cas, le remboursement est supporté par les différentes Administrations ayant participé à l'acheminement du télégramme, chacune d'elles abandonnant les taxes ou part des taxes qui lui avaient été attribuées.

§ 2. (1) L'Administration d'origine rembourse les taxes sans enquête préalable, si :

a) en cas de non remise, l'expéditeur présente une déclaration du bureau destinataire, attestant que le télégramme n'est pas arrivé ;

b) en cas de retard ou d'altération, l'expéditeur prouve irrécusablement ce retard ou cette altération en présentant la copie d'arrivée du télégramme ;

c) en cas de non emploi du bon de réponse, l'expéditeur présente ledit bon.

(2) La décision de l'Administration qui rembourse est sans appel lorsque le remboursement a été fait conformément au Règlement.

§ 3. Lorsque le remboursement doit être supporté par les différentes Administrations intervenues dans la transmission, l'Administration d'origine fait suivre la réclamation aux Administrations en cause en vue de l'application du § 1 (2).

D'autre part, l'Administration d'origine se réserve la faculté de faire suivre toutes réclamations lorsque, dans l'intérêt du service, elle juge une enquête nécessaire.

§ 4. Le remboursement de la taxe accessoire applicable à un service spécial non effectué est à la charge de l'Administration au profit de laquelle cette taxe accessoire a été dévolue, sauf le cas prévu au § 1 (1).

§ 5. Dans les cas envisagés au § 1 (2), lorsqu'une réclamation a été présentée et mise en circulation dans les délais fixés par l'Article 75, § 1, et que la solution n'a point été notifiée dans le délai minimum fixé pour la conservation des archives, l'Administration qui a reçu la réclamation rembourse la taxe réclamée et le remboursement est mis à la charge de l'Administration qui a retardé l'instruction.

§ 6. Les remboursements de taxes d'avis de service taxés sont supportés par l'Administration qui a perçu ces taxes.

Article 77.

Détermination de l'Administration qui doit supporter le remboursement en cas d'arrêt des télégrammes.

(1) Le remboursement de la taxe de tout télégramme arrêté en vertu des Articles 7 et 8 de la Convention est à la charge de l'Administration qui a arrêté le télégramme.

(2) Toutefois, lorsque cette Administration a notifié, con-

formément à l'Article 8 de la Convention, la suspension de certaines catégories de correspondances, le remboursement des taxes des télégrammes de cette catégorie est supporté par l'Administration d'origine à partir du lendemain du jour où la notification lui est parvenue.

CHAPITRE XXVII.

Comptabilité.

(Article 12 de la Convention.)

Article 78.

Indication des Administrations qui établissent des comptes.

§ 1. Le franc, tel qu'il est défini par l'Article 24 sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes internationaux.

§ 2. (1) Sauf entente contraire, chaque Administration porte les parts de taxes qui lui reviennent, au débit de l'Administration avec laquelle elle correspond directement et, le cas échéant, les parts de taxes afférentes aux parcours à effectuer au delà de son territoire, pour tous les télégrammes qu'elle a reçus de cette Administration, sans tenir compte des réductions accordées aux télégrammes d'Etat sur certaines lignes ; ces réductions font l'objet d'un règlement spécial entre les Administrations intéressées.

(2) En ce qui concerne les communications par fils directs entre deux Pays non limitrophes, l'Administration qui a reçu les télégrammes dresse le compte des taxes dues, pour tout le parcours jusqu'à destination, en indiquant séparément la part qui revient à chaque Administration intéressée.

Après acceptation de son compte par l'Administration qui a transmis les télégrammes, l'Administration qui l'a établi en envoie une copie à chacune des Administrations intermédiaires.

(3) Chaque Administration débite celle qui la précède des parts de taxes qui lui reviennent à elle-même et des parts de taxes afférentes au parcours au delà de son territoire.

§ 3. Les taxes terminales peuvent être liquidées directe-

ment entre les Administrations extrêmes, après entente entre ces dernières et les Administrations intermédiaires.

§ 4. Dans le cas d'application de l'Article 92, l'Administration contractante en relation directe avec l'Administration non adhérente est chargée de régler les comptes entre celle-ci et les autres contractants auxquels elle a servi d'intermédiaire pour la transmission.

Article 79.

Etablissement des comptes.

§ 1. Les comptes sont établis d'après le nombre de mots transmis pendant le mois, distinction faite des diverses catégories de télégrammes et, éventuellement, compte tenu de certaines taxes accessoires.

§ 2. Les taxes accessoires, à l'exception de celles qui font l'objet de l'alinéa suivant, sont exclues des comptes ainsi que les taxes non recouvrées par le bureau d'arrivée et perçues par un autre bureau. Sont également exclues des comptes les taxes relatives aux avis de service taxés et aux télégrammes dont la taxe, conformément aux dispositions du Règlement, n'a pas été encaissée par le bureau de départ ou le bureau de réexpédition. Cette règle comporte les exceptions suivantes, dans les deux régimes :

a) la taxe spéciale afférente au collationnement des télégrammes est portée dans les comptes et répartie entre les Administrations intéressées proportionnellement à leurs parts normales ;

b) la taxe perçue d'avance pour une réponse payée est portée dans les comptes et appartient intégralement à l'Administration destinataire du télégramme avec réponse payée, sous réserve de l'application des dispositions des Articles 74, § 1, et 75, § 8, visant le remboursement éventuel de tout ou partie de cette somme ; quant à la taxe du télégramme payé en totalité ou en partie au moyen d'un bon de réponse, elle est comprise dans les comptes et répartie entre les Administrations intéressées comme si cette taxe était payée en numéraire ;

c) les taxes afférentes aux transports par exprès et aux

transports par avion sont portées dans les comptes et ces taxes reviennent intégralement à l'Administration à laquelle appartient le bureau télégraphique d'arrivée.

§ 3. Les taxes qui n'entrent pas dans les comptes sont conservées par l'Administration qui les a encaissées.

§ 4. (1) Dans les correspondances entre Pays d'Europe (y compris l'Algérie et les contrées hors d'Europe qui se seront rangées dans le régime européen) lorsque la transmission s'écarte de la voie qui a servi de base à l'établissement du tarif, la taxe restant disponible à partir du point où cette voie a été abandonnée est répartie entre les Administrations qui ont concouru à la transmission du télégramme, y compris celle qui a effectué la déviation et les Compagnies de câbles sous-marins et de télégraphie sans fil intéressées. Cette répartition s'effectue au prorata des taxes élémentaires normales.

(2) Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux télégrammes transmis par une voie plus coûteuse dans les conditions indiquées à l'Article 43, § 2.

(3) Dans ce dernier cas, aucune Administration ne peut, du fait de la déviation, recevoir une taxe supérieure à celle qu'elle aurait reçue si le télégramme avait été transmis par la voie interrompue. Si la taxe de la voie réellement suivie est plus élevée, c'est la taxe qui aurait été perçue normalement qui doit entrer dans le total des taxes à partager au prorata, comme il est dit ci-dessus.

§ 5. Lorsque les télégrammes échangés entre Pays limitrophes empruntent une voie détournée, l'Administration qui reçoit les télégrammes débite celle qui les lui transmet du montant des taxes normales dans les conditions prévues par l'Article 78, sauf arrangements spéciaux.

§ 6. Sauf dans le cas visé au § 4 (2), dans la correspondance originaire ou à destination des Pays hors d'Europe (à l'exeption de l'Algérie et des contrées hors d'Europe qui se seront rangées dans le régime européen), lorsqu'un télégramme, quel qu'il soit, a été transmis par une voie plus coûteuse que celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'Administration qui a dévié le télégramme,

sauf recours contre l'Administration à qui cette déviation est imputable.

§ 7. La taxe qui sert de base à la répartition entre Administrations est celle qui résulte de l'application régulière des tarifs établis entre les Administrations intéressées, sans qu'il soit tenu compte des erreurs de taxation qui ont pu se produire.

§ 8. Toutefois, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine sert de base à l'application de la taxe, sauf le cas où, par suite d'une erreur de transmission, il aurait été rectifié, d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant.

Article 80.

Dans le régime européen, les comptes peuvent être établis d'après des moyennes.

§ 1. Dans le régime européen, les Administrations peuvent, d'un commun accord, régler les comptes d'après le nombre de télégrammes qui ont franchi la frontière, chaque télégramme étant considéré comme comprenant le nombre moyen de mots résultant des statistiques établies contradictoirement.

§ 2. Dans le cas prévu au paragraphe précédent, il n'est tenu compte que des télégrammes ordinaires, des télégrammes urgents (chaque télégramme urgent comptant pour trois télégrammes) et des réponses payées.

§ 3. Les statistiques destinées à déterminer le nombre moyen de mots par télégramme portent sur une durée de deux fois vingt-huit jours, savoir : les vingt-huit premiers jours du mois de février et les vingt-huit premiers jours du mois d'août. En cas d'évènement exceptionnel survenu dans une des deux périodes précitées, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour opérer un nouveau comptage à une époque différente.

§ 4. (1) Pour déterminer la moyenne du nombre des mots par télégramme, on divise le nombre total des mots échangés dans chaque relation par le nombre des télégrammes échangés pendant la période précitée et dans la même relation.

On procède de même pour déterminer la valeur moyenne des réponses payées.

(2) Ces moyennes sont arrondies à deux décimales. Elles peuvent être établies pour les télégrammes échangés dans les deux sens ou dans chaque sens séparément.

§ 5. Les moyennes ainsi obtenues servent à l'établissement des comptes jusqu'à revision; celle-ci ne doit pas être faite avant deux années au moins.

§ 6. Les bureaux en relation directe portent en compte, chaque jour, le nombre des télégrammes échangés, en divisant le trafic suivant les différents Pays.

§ 7. En multipliant le nombre des télégrammes par le chiffre moyen du nombre de mots, on obtient, pour le mois considéré, le nombre total des mots, lequel doit alors être multiplié par le chiffre de la part de taxe terminale ou de transit correspondante. Il est procédé de même pour déterminer le montant des taxes pour réponses payées à créditer.

§ 8. Le cas échéant, les bureaux d'échange se communiquent chaque jour, par catégories, le nombre des télégrammes expédiés la veille, en indiquant également le nombre de télégrammes portant la mention = RPx =.

§ 9. Doivent seules faire l'objet de vérifications, les différences supérieures à un maximum fixé d'accord entre les deux Administrations intéressées. Ce maximum est déterminé d'après le nombre habituel des télégrammes échangés pendant un mois.

Article 81.

Echange des comptes, vérification des comptes, payement des soldes.

§ 1. Les comptes réciproques sont dressés mensuellement et les comptes d'un mois doivent être échangés avant l'expiration du troisième mois qui suit celui auquel ces comptes se rapportent.

§ 2. La vérification des comptes mensuels, ainsi que la notification de leur acceptation et des observations y relatives, ont lieu dans un délai maximum de six mois à dater de l'envoi de ces comptes. L'Administration qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative, consi-

dère le compte mensuel comme admis de plein droit. Cette disposition est aussi applicable aux observations faites par une Administration sur les comptes établis par une autre.

§ 3. (1) Les comptes mensuels sont admis sans revision quand la différence entre les comptes dressés par les deux Administrations intéressées ne dépasse pas 1 p. 100 du compte de l'Administration créditrice pourvu que le montant de ce compte ne soit pas supérieur à cent mille francs (100 000 fr.) ; lorsque le montant du compte dressé par l'Administration créditrice est supérieur à cent mille francs (100 000 fr), la différence ne doit pas dépasser une somme totale comprenant :

1° 1 p. 100 des premiers cent mille francs (100 000 fr.) ;

2° 0,5 p. 100 du surplus du montant du compte.

(2) Une revision commencée est arrêtée dès que, à la suite d'échanges d'observations entre les deux Administrations intéressées, la différence a été ramenée au maximum fixé par le premier alinéa de ce paragraphe.

§ 4. (1) Immédiatement après l'acceptation des comptes afférents au dernier mois d'un trimestre, un compte trimestriel, faisant ressortir le solde pour l'emsemble des trois mois du trimestre est, sauf arrangement contraire entre les deux Administrations intéressées, dressé par l'Administration créditrice et transmis en deux exemplaires à l'Administration débitrice qui après vérification, renvoie l'un des deux exemplaires revêtu de son acceptation.

(2) A défaut d'acceptation de l'un ou l'autre des comptes mensuels d'un même trimestre avant l'expiration du trimestre qui suit, le compte trimestriel peut, néanmoins, être dressé par l'Administration créditrice en vue d'une liquidation provisoire qui devient obligatoire pour l'Administration débitrice dans les conditions fixées par le § 5 ci-après. Les rectifications reconnues ultérieurement nécessaires sont comprises dans une liquidation trimestrielle subséquente.

§ 5. Le compte trimestriel doit être vérifié et le montant doit en être payé dans un délai de six semaines à dater du jour où l'Administration débitrice l'a reçu. Passé ce délai,

les sommes dues à une Administration par une autre sont productives d'intérêts à raison de 7 p. 100 par an, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai.

§ 6. (1) Sauf entente contraire, le solde du compte trimestriel est payé par l'Administration débitrice à l'Administration créditrice en or ou au moyen de traites établies pour un montant équivalant à la valeur du solde exprimé en francs.

(2) En cas de payement au moyen de traites, celles-ci sont exprimées en monnaie d'un Pays où les billets de banque sont échangeables à vue contre de l'or et où l'importation et l'exportation de l'or sont libres, et elles sont tirées sur une banque de ce Pays. Si les monnaies de plusieurs Pays répondent à ces conditions, il appartient à l'Administration créditrice de désigner la monnaie qui lui convient. La conversion est faite au pair des monnaies d'or.

(3) Les traites peuvent aussi être exprimées en monnaie du Pays créditeur si les deux Pays se sont mis d'accord à ce sujet. Dans ce cas, le solde est converti au pair des monnaies d'or, en monnaie d'un Pays où les billets de banque sont échangeables à vue contre de l'or et où l'importation et l'exportation de l'or sont libres. Le résultat obtenu est ensuite converti dans la monnaie du Pays débiteur, et de celle-ci dans la monnaie du Pays créditeur, au cours de la bourse de la Capitale, ou d'une place commerciale du Pays débiteur au jour de la remise de l'ordre d'achat de la traite.

§ 7. Les frais de payement sont supportés par l'Administration débitrice.

CHAPITRE XXVIII.

Réserves.

(*Article 17 de la Convention.*)

Article 82.

Enumération des points sur lesquels peuvent porter les réserves.

Les points du service sur lesquels porte la réserve prévue à l'Article 17 de la Convention sont notamment :

l'établissement des tarifs d'Administration à Administration ;

le règlement des comptes ;

l'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux entre des points et dans des cas déterminés ;

l'application du système de timbres-télégraphe ;

la transmission des mandats de poste par le télégraphe ;

la perception des taxes à l'arrivée ;

le service de la remise des télégrammes à destination ;

la faculté de transmettre, à prix réduit, des correspondances de presse, ou de louer des fils spéciaux moyennant abonnement ;

l'extension du droit de franchise aux télégrammes de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

CHAPITRE XXIX.

Bureau international. — Communications réciproques.

(*Article 14 de la Convention.*)

Article 83.

Dispositions générales.

§ 1. L'organe central prévu par l'Article 14 de la Convention reçoit le titre de Bureau international de l'Union télégraphique.

§ 2. Le Bureau international est l'organe central pour les services de la télégraphie et de la téléphonie internationales ; il est aussi autorisé à servir d'organe central pour le service de la radiotélégraphie internationale. Les frais résultant du fonctionnement du Bureau international, en ce qui concerne la radiotélégraphie, sont supportés par tous les Etats adhérant à la Convention radiotélégraphique internationale.

§ 3. L'Administration supérieure de la Confédération suisse est désignée pour organiser le Bureau international dans les conditions déterminées par les Articles 84 à 86 suivants.

Article 84.

Fixation du budget du Bureau international et répartition des dépenses.

§ 1. (1) Les frais communs du Bureau international de l'Union télégraphique ne doivent pas dépasser, par année la somme de deux cent mille francs (200 000 fr), non compris : *a*) les frais afférents au travaux des Conférences ;

b) les frais afférents aux travaux des Comités, quand ces frais sont à supporter, suivant une décision d'une Conférence, par toutes les Administrations de l'Union.

(2) La somme de deux cent mille francs (200 000 fr.) pourra être modifiée ultérieurement du consentement de toutes les Parties contractantes.

§ 2. L'Administration désignée, en vertu de l'Article 14 de la Convention, pour la direction du Bureau international, en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui est communiqué à toutes les autres Administrations intéressées.

§ 3. Pour la répartition des frais, les Etats de l'Union sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1re classe	25 unités.
2e classe	20 —
3e classe	15 —
4e classe	10 —
5e classe	5 —
6e classe	3 —

§ 4. Ces coefficients sont multipliés par le nombre d'Etats de chaque classe et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

§ 5. Les Admininistrations des Etats de l'Union sont pour la contribution aux frais, réparties ainsi qu'il suit dans les six classes dont il est fait mention au paragraphe précédent :

1re classe : Union de l'Afrique du Sud, Allemagne, République Argentine, Fédération australienne, Brésil, Chili, Chine, France, Grande-Bretagne, Indes britanniques, Italie, Japon, Turquie, Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

2e classe : Espagne, Pologne.

3e classe : Belgique, Finlande, Grèce, Indes néerlandaises, Etat libre d'Irlande, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Suède, Tchécoslovaquie.

4e classe : Autriche, Bolivie, Danemark, Egypte, Hongrie,

Indochine française, Maroc, Nouvelle-Zélande, Suisse, Uruguay.

5e classe : Albanie, Bulgarie, Esthonie, Lettonie, Lithuanie, Madagascar, Portugal, Sénégal, Siam, Tunisie, Vénézuéla.

6e classe : Angola, Ceylan, Colonies portugaises en Afrique (à l'exception de l'Angola et de Mozambique), Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie, Congo belge, Côte française des Somalis, Cyrénaïque, Ville libre de Dantzig, Erythrée, Islande, Etat du Grand Liban, Luxembourg, Mozambique, Nouvelle-Calédonie, Perse, Territoire de la Sarre, Somalie, italienne, Etat de Syrie, Tripolitaine *).

Article 85.

Relations des Administrations avec le Bureau international.

§ 1. Les Administrations des Etats de l'Union se transmettent réciproquement tous les documents relatifs à leur organisation intérieure et se communiquent tout perfectionnement qu'elles viendraient à y introduire.

§ 2. En règle générale, le Bureau international sert d'intermédiaire à ces notifications.

§ 3. Lesdites Administrations envoient par la poste, par lettre affranchie, au Bureau international, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements de tarifs intérieurs et internationaux, à l'ouverture de voies de communication nouvelles et à la suppression de voies existantes en tant que ces voies intérressent le service international, enfin aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux. Les documents imprimés ou autographiés à ce sujet par les Administrations sont expédiés au Bureau international, soit à la date de leur distribution, soit, au plus tard, le premier jour du mois qui suit cette date.

§ 4. Lesdites Administrations lui envoient, en outre, par télégraphe, avis de toutes les interruptions ou rétablissements des communications qui affectent la correspondance internationale.

*) Note du Bureau international : La Rhodésia du Sud membre de l'Union, s'est rangée dans la 6e classe, postérieurement à la Conférence de Paris.

§ 5. Elles lui font parvenir au commencement de chaque année, et aussi complètement qu'il leur est possible, des tableaux statistiques du mouvement des correspondances, de la situation des voies de communication, du nombre des appareils et des bureaux, etc. Ces tableaux sont dressés d'après les indications du Bureau international qui distribue, à cet effect, des formulaires tout préparés.

§ 6. Elles adressent également à ce Bureau deux exemplaires des publications diverses qu'elles font paraître.

§ 7. Le Bureau international reçoit, en outre, communication de tous les renseignements relatifs aux expériences auxquelles chaque Administration a pu procéder sur les différentes parties du service et qu'elle juge susceptible d'intéresser les autres Administrations de l'Union.

Article 86.

Travaux du Bureau.

§ 1. Le Bureau international coordonne et publie le tarif. Il communique aux Administrations, en temps utile, tous les renseignements y relatifs, en particulier ceux qui sont spécifiés à l'Article 85, § 3. S'il y a urgence, ces communications sont transmises par la voie télégraphique, notamment dans les cas prévus par l'Article 85, § 4. Dans les notifications relatives aux changements de tarifs, il donne à ces communications la forme voulue pour que ces changements puissent être immédiatement introduits dans le texte des tableaux des taxes annexés à la Convention.

§ 2. Le Bureau international dresse une Statistique générale.

§ 3. Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un Journal télégraphique en langue française.

§ 4. Il dresse, publie et revise périodiquement des Cartes officielles des voies de communication télégraphiques et radiotélégraphiques.

§ 5. (1) Il établit et publie une Nomenclature des bureaux télégrahiques ouverts au service international, y compris les stations côtières radiotélégraphiques, ainsi que des annexes périodiques à ce document faisant connaître les additions et modifications qui doivent y être apportées.

(2) Il établit et publie une Nomenclature des stations radiotélégraphiques.

§ 6. Il doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des Administrations contractantes pour leur fournir, sur les questions qui intéressent la télégraphie et la téléphonie internationales les renseignements spéciaux de tous genres dont elles pourraient avoir besoin.

§ 7. Les documents imprimés par le Bureau international sont distribués aux Administrations des Etats de l'Union dans la proportion du nombre d'unités contributives, d'après l'Article 84. Les documents supplémentaires que réclameraient les Administrations sont payés à part d'après leur prix de revient. Il en est de même des documents demandés par les Administrations des Etats ne faisant pas partie de l'Union et par les exploitations privées.

§ 8. Les demandes de cette nature doivent être formulées une fois pour toutes, jusqu'à nouvel avis, et de manière à donner au Bureau international le temps de régler le tirage en conséquence.

§ 9. (1) Les Administrations des Etats de l'Union peuvent proposer par l'intermédiaire du Bureau international, des modifications au Tarif et au Règlement prévus par les Articles 10 et 13 de la Convention.

(2) Le Bureau international soumet les propositions à l'examen des Administrations des Etats de l'Union, qui doivent lui faire parvenir, dans un délai de quatre mois, leurs observations, amendements ou contre-propositions, sans caractère définitif. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations des Etats de l'Union avec l'invitation de se prononcer pour ou contre les propositions et, le cas échéant, les contre-propositions qui se sont produites. Celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai de quatre mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

(3) Pour être adoptées, les propositions doivent obtenir, savoir :

1° l'assentiment unanime des Administrations des Etats de l'Union qui ont émis un vote, s'il s'agit de modifications à apporter aux dispositions du Règlement ;

2° l'assentiment des Administrations intéressées, s'il s'agit de modifications de tarifs ;

3° l'assentiment de la majorité des Administrations des Etats de l'Union qui ont émis un vote, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du Règlement.

§ 10. Le Bureau international est chargé de notifier, en temps utile, aux Administrations toutes les modifications ou résolutions adoptées conformément au précédent paragraphe et la date de leur mise en vigueur. Cette notification ne sera exécutoire qu'après un délai de deux mois, au moins, pour les modifications ou résolutions concernant le Règlement et de vingt jours, au moins, pour les modifications de tarifs.

§ 11. Le Bureau international prépare les travaux des Conférences télégraphiques. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

§ 12. Le Directeur de ce Bureau assiste aux séances de la Conférence et prend part aux discussions, sans voix délibérative.

§ 13. Le Bureau international fait, sur sa gestion, un rapport annuel qui est communiqué à toutes les Administrations des Etats de l'Union.

§ 14. Sa gestion est également soumise à l'examen et à l'appréciation des Conférences prévues par l'Article 15 de la Convention.

Article 87.

Comité consultatif international des communications télégraphiques.

(1) Un Comité consultatif international des communications télégraphiques est chargé d'étudier les questions techniques et d'exploitation qui intéressent la télégraphie internationale, notamment en ce qui concerne la télégraphie à grande distance et les mesures propres à assurer le meilleur rendement des installations.

(2) Le Comité consultatif international des communications télégraphiques est formé, pour chaque réunion, des experts des Administrations qui veulent participer à ses travaux et qui s'engagent à contribuer par parts égales, aux frais communs de cette réunion du Comité. Les dépenses personnelles des experts de chaque Administration sont supportées par celle-ci.

(3) La Conférence désigne l'Administration qui est chargée d'organiser la première réunion du Comité et de fixer le programme des travaux de cette réunion.

(4) Les Administrations qui se seront fait représenter à une réunion du Comité s'entendent pour désigner l'Administration qui convoquera la réunion suivante.

(5) A cette Administration ainsi désignée, devront être envoyées les questions à examiner par le Comité consultatif et c'est cette Administration qui fixe la date et le programme de la réunion du Comité.

(6) Le Comité consultatif international des communications télégraphiques transmet les avis qu'il émet au Bureau international en vue de leur communication aux Administrations de l'Union.

CHAPITRE XXX.

Conférences.

(Articles 15 et 16 de la Convention.)

Article 88.

Réunion des Conférences.

L'époque fixée pour la réunion des Conférences prévues par l'Article 15, § 3, de la Convention est avancée si la demande en est faite par dix, au moins, des Etats contractants.

Article 89.

Frais afférents aux Conférences.

Les frais afférents aux travaux des Conférences sont à la charge de l'Union télégraphique.

CHAPITRE XXXI.

Adhésions. Relations avec les Administrations non adhérentes.

(Article 18 et 19 de la Convention.)

Article 90.

Refus d'appliquer les tarifs conventoinnels. Choix du régime européen ou extra-européen.

§ 1. Dans le cas des adhésions prévues par l'Article 18 de la Convention, les Administrations des Etats contractants peuvent refuser le bénéfice de leurs tarifs conventionnels aux Administrations qui demanderaient à adhérer sans conformer elles-mêmes leurs tarifs à ceux des Etats intéressés.

§ 2. Les Administrations qui ont, en dehors de l'Europe, des voies de communication pour lesquelles elles ont adhéré à la Convention, déclarent quel est, du régime européen ou extra-européen, celui qu'elles entendent leur appliquer. Cette déclaration résulte de l'inscription dans les tableaux des taxes ou est notifiée ultérieurement par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique.

Article 91.

Stipulations concernant les exploitations privées.

§ 1. Les exploitations télégraphiques privées qui fonctionnent dans les limites d'un ou de plusieurs Etats contractants, avec participation au service international, sont considérées, au point de vue de ce service, comme faisant partie intégrante du réseau télégraphique de ces Etats.

2. Les autres exploitations télégraphiques privées sont admises aux avantages stipulés par la Convention et par ce Règlement moyennant accession à toutes leurs clauses obligatoires et sur la notification de l'Etat qui a concédé ou autorisé l'exploitation. Cette notification a lieu conformément à l'Article 18, § 2, de la Convention.

§ 3. Cette accession doit être imposée aux exploitations qui relient entre eux deux ou plusieurs des Etats contractants, pour autant qu'elles soient engagées par leur contract de

concession à se soumettre sous ce rapport, aux obligations prescrites par l'Etat qui a accordé la concession.

§ 4. Les exploitations télégraphiques privées qui demandent à l'un quelconque des Etats contractants l'autorisation de réunir leurs câbles au réseau de cet Etat, ne l'obtiennent que sur l'engagement formel de soumettre le taux de leurs tarifs à l'approbation de l'Etat accordant la concession, de n'appliquer aucune modification, ni du tarif ni des dispositions réglementaires, qu'à la suite d'une notification du Bureau international de l'Union télégraphique, laquelle n'est exécutoire qu'après le délai prévu à l'Article 86, § 10.

Il peut être dérogé à cette disposition en faveur des exploitations qui se trouveraient en concurrence avec d'autres non soumises auxdites formalités.

§ 5. La réserve qui fait l'objet de l'Article 90, § 1, est applicable aussi aux exploitations susmentionnées.

Article 92.

Relations avec les Etats non adhérents.

§ 1. Lorsque les relations télégraphiques sont ouvertes avec des Etats non adhérents ou avec des exploitations privées qui n'auraient point accédé aux dispositions obtigatoires de ce Règlement, ces dispositions sont invariablement appliquées aux correspondances dans la partie de leurs parcours qui emprunte le territoire des Etats contractants ou adhérents.

§ 2. Les Administrations intéressées fixent la taxe applicable à cette partie du parcours. Cette taxe, déterminée dans les limites de l'Article 27, est ajoutée à celle des Administrations non participantes.

Ainsi arrêté à *Paris*, le 29 octobre 1925, par les Délégués soussignés, conformément aux Articles 15 et 16 de la Convention de Saint-Pétersbourg, pour entrer en vigueur le 1er novembre 1926, sous réserve des dispositions prévues aux Articles 26, § 7, et 27, § 4, de ce Règlement.

(Suivent les signatures.)

TABLE ANALYTIQUE.

Observation : La lettre C placée après les chiffres désigne les Articles de la Convention.

APPENDICE.

Exemples de télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine dans la navigation aérienne pour lesquels la priorité absolue de transmission se justifie.

a) Londres à Bâle = Envoyez d'urgence sondage saverne pour départ avion GEABC = (signature).

Les renseignements météorologiques demandés par ce télégramme sont indispensables à la sécurité de l'avion par le fait qu'il pourrait rencontrer sur sa route du brouillard, des nuages, masquant un obstacle et pouvant provoquer un accident.

b) Zurich à Cologne = Allumez projecteurs et feux de balisage pour atterrissage avion HCKLM.

Le but de ce télégramme est de faire éclairer un terrain en vue de l'atterrissage d'un avion la nuit, de manière à éviter un accident au moment de l'atterrisage.

c) Naples à Marseille = Hydroavion FAGCK amerri 50 milles Tunis attends secours.

Ce télégramme est consécutif à un avis de détresse envoyé par un hydroavion obligé d'amerrir, reçu par une station côtière, il est retransmis ensuite jusqu'au destinataire indiqué par l'hydroavion.

d) Prague à Bruxelles = Informez avion FABDQ qu'il a perdu roue droite au départ et qu'il atterrisse avec précaution.

Ce télégramme est destiné à être communiqué à l'avion par la station de Bruxelles pour l'avertir du danger que présente l'atterrissage et manoeuvrer de façon à éviter un accident.

e) Londres à Amsterdam = Avion HBEKF pilote Bernard parti 13 h 45, 12 passagers, 90 kg. messageries.

Ce télégramme annonçant le départ d'un avion présente une relation très étroite avec la sécurité de la vie humaine, par le fait que des secours seront envoyés d'office dans le cas où il ne serait pas arrivé à destination à l'heure prévue.

INTERNATIONALE TELEGRAAFOVEREENKOMST

MET DAARBIJ BEHOOREND REGLEMENT.

HERZIENING VAN PARIJS (1925).

MCMXXVI

INHOUDSOPGAVE.

HOOFDSTUK V.

Regeeringstelegrammen.

HOOFDSTUK VI.

Diensttelegrammen.

HOOFDSTUK VII.

Woordentelling.

HOOFDSTUK VIII.

Tarieven en prijsberekening.

Bladzijde.

HOOFDSTUK XVII.

Telegrammen naar en van schepen op zee.

HOOFDSTUK XVIII.

Kustseintelegrammen.

HOOFDSTUK XIX.

Radiotelegrammen.

HOOFDSTUK XX.

Telegrafische postwissels.

HOOFDSTUK XXI.

Perstelegrammen.

HOOFDSTUK XXII.

Telegrammen voor meervoudige bestemmingen, welke per draadlooze telegrafie worden overgebracht.

HOOFDSTUK XXIII.

Uitgestelde telegrammen.

HOOFDSTUK XXIV.

Telefoondienst.

HOOFDSTUK XXV.

Bewaring van bescheiden.

Bladzijde.

HOOFDSTUK XXVI.

Ontheffing van kosten en terugbetalingen.

HOOFDSTUK XXVII.

Afrekening.

HOOFDSTUK XXVIII.

Voorbehoud.

HOOFDSTUK XXIX.

Internationaal bureel. Wederkeerige inlichtingen.

HOOFDSTUK XXX.

Conferenties.

HOOFDSTUK XXXI.

Toetreding. Verkeer met niet toegetreden Administratiën.

VERTALING.

INTERNATIONALE TELEGRAAFOVEREENKOMST,

den 22sten Juli 1875 te St. Petersburg gesloten.

Koninklijk besluit van 1 Juni 1876 (*Staatsblad* nr. 112.)

Artikel 1.

De Hooge contracterende Partijen kennen een ieder het regt toe, om door middel van de internationale telegrafen te corresponderen.

Artikel 2.

Zij verbinden zich tot het nemen van alle maatregelen, welke noodig zijn om het geheim en de goede overbrenging der berigten te verzekeren.

Artikel 3.

Zij verklaren echter geene verantwoordelijkheid op zich te nemen met betrekking tot den internationalen telegraafdienst.

Artikel 4.

Iedere Regering verbindt zich voor den internationalen telegraafdienst afzonderlijke draden te bestemmen, wier aantal voldoende zal moeten zijn om eene snelle overbrenging der telegrammen te verzekeren.

Die draden zullen aangelegd en bediend worden op de wijze, welke de ondervinding als de beste heeft doen kennen.

Artikel 5.

De telegrammen worden in drie klassen gerangschikt :

1°. Regerings-telegrammen, uitgaande van het Hoofd van den Staat, van de ministers, van de opperbevelhebbers der land- en zeemagt en van de diplomatieke en consulaire agenten der contracterende Regeringen, alsmede de antwoorden op deze telegrammen.

2⁰. diensttelegrammen, uitgaande van de telegraafbesturen der contracterende Staten en betrekking hebbende op den internationalen telegraafdienst of op onderwerpen van algemeen belang, door de genoemde besturen in gemeen overleg aangewezen;

3⁰. bijzondere telegrammen.

Bij de overbrenging genieten de Regerings-telegrammen den voorrang boven de overige telegrammen.

Artikel 6.

Regerings- en diensttelegrammen mogen, welke ook hunne bestemming zij, in geheim schrift gesteld zijn.

Bijzondere telegrammen in geheim schrift mogen gewisseld worden tusschen twee Staten, welke deze wijze van verkeer toelaten.

De Staten, welke de afzending noch de ontvangst van bijzondere telegrammen in geheim schrift toelaten, moeten die telegrammen doorseinen, behoudens het in artikel 8 voorzien geval van schorsing van den telegraafdienst.

Artikel 7.

De Hooge contracterende Partijen behouden zich de bevoegdheid voor, om de overseining te beletten van elk bijzonder telegram, dat gevaarlijk mogt schijnen voor de veiligheid van den Staat of strijdig mogt zijn met de wetten van het land, de openbare orde of de goede zeden.

Artikel 8.

Iedere Regering behoudt zich evenzeer de bevoegdheid voor, wanneer zij zulk noodig oordeelt, den internationalen telegraafdienst, hetzij geheel, hetzij alleen op zekere lijnen en voor zekere soorten van berigten, voor onbepaalden tijd te schorsen, onder verpligting om daarvan terstond aan ieder der overige contracterende Regeringen kennis te geven.

Artikel 9.

De Hooge contracterende Partijen verbinden zich elken afzender in het genot te stellen van de onderscheiden inrig-

tingen, waaromtrent de telegraafbesturen der contracterende Staten zijn overeengekomen, ten einde meer zekerheid en gemak te geven bij het overbrengen en bestellen der berigten.

Zij verbinden zich eveneens hem in staat te stellen gebruik te maken van de maatregelen, door een der andere Staten genomen en bekend gemaakt, ten aanzien van bijzondere middelen van overbrenging of bestelling.

Artikel 10.

De Hooge contracterende Partijen verklaren de navolgende grondslagen voor de vaststelling der internationale tarieven aan te nemen:

Er zal een eenvormig tarief worden toegepast voor alle berigten langs denzelfden weg, tusschen de kantoren van twee der contracterende Staten, onverschillig welke, te wisselen.

Een zelfde Staat kan echter, in Europa, voor de toepassing van het eenvormig tarief in hoogstens twee groote territoriale afdeelingen verdeeld worden.

Het bedrag der seinkosten wordt van Staat tot Staat vastgesteld, in gemeen overleg tusschen de uiterste en de tusschenliggende Regeringen.

De tariefprijzen, toepasselijk op de berigten, gewisseld tusschen de contracterende Staten, zullen, ten alle tijde, in gemeen overleg kunnen woden gewijzigd.

De frank dient als eenheidsmunt bij de samenstelling der internationale tarieven.

Artikel 11.

De telegammen, betreffende den dienst van de internationale telegrafen der contracterende Staten, worden over het geheele telegraafnet der genoemde Staten kosteloos geseind.

Artikel 12.

De Hooge contracterende Partijen zijn elkander wederkeerig rekening schuldig van de door ieder hunner geheven kosten.

Artikel 13.

De bepalingen van de tegenwoordige overeenkomst worden aangevuld door een reglement, waarvan de voorschriften ten alle tijde, in gemeen overleg tusschen de telegraaf-besturen der contracterende Staten, kunnen gewijzigd worden.

Artikel 14.

Een centraal orgaan, gesteld onder het hooge gezag van het opperbestuur van een der contracterende Staten, daartoe door het reglement aangewezen, is belast met het verzamelen, ordenen en openbaar maken van opgaven en inlichtingen van elken aard, betrekkelijk de internationale telegrafie, met het onderzoek der aanvragen om wijziging in de tarieven en in het dienstreglement, met de bekendmaking der aangenomen veranderingen en, in het algemeen, met alle onderzoekingen en werkzaamheden, welke hetzelve in het belang der internationale telegrafie zullen worden opgedragen.

De kosten, waartoe deze inrigting aanleiding geeft, worden door al de besturen der contracterende Staten gedragen.

Artikel 15.

Het tarief en het reglement, voorzien bij de artikelen 10 en 13, vormen bijlagen tot de tegenwoordige overeenkomst.

Zij hebben dezelfde verbindende kracht als deze overeenkomst, en treden te gelijk met haar in werking.

Zij zijn onderworpen aan herzieningen, waarbij alle Staten die er aan hebben deelgenomen zich zullen kunnen doen vertegenwoordigen.

Tot dat einde zullen op gezette tijden administratieve vergaderingen plaats hebben, wordende de plaats en de tijd van elke volgende vergadering door de voorafgaande bepaald.

Artikel 16.

Deze vergaderingen zijn zamengesteld uit de afgevaardigden, die de besturen der contracterende Staten vertegenwoordigen.

Bij de beraadslagingen heeft ieder bestuur regt op ééne stem, met voorbehoud, dat, wanneer het verschillende van eene zelfde Regering afhankelijk besturen geldt, de aanvraag daartoe langs diplomatieken weg zij gedaan aan de Regering van het land waar de vergadering moet bijeenkomen, vóór den dag, voor de opening bepaald, en mits ieder dezer besturen eene bijzondere en afzonderlijke vertegenwoordiging hebbe.

De herzieningen, die het gevolg zijn van de beraadslagingen der vergaderingen, zijn niet van kracht dan na de goedkeuring van de Regeringen van al de contracterende Staten te hebben verkregen.

Artikel 17.

De Hooge contracterende Partijen behouden zich, ieder voor zich, het regt voor, om afzonderlijk onder elkanker bijzondere beschikkingen van allerlei aard te maken omtrent de punten van de dienst, welke de gezamenlijke Staten niet betreffen.

Artikel 18.

De Staten, die geen deel aan de tegenwoordige overeenkomst genomen hebben, zullen op hunne aanvraag daartoe kunnen toetreden.

De toetreden zal langs diplomatieken weg aan den contracterenden Staat, binnen welken de laatste vergadering gehouden is, en door dezen aan de andere bekend gemaakt worden.

Die toetreding sluit in zich de aanneming van alle bepalingen en het genot van alle voordeelen, bij de tegenwoordige overeenkomst vastgesteld.

Artikel 19.

De telegrafische betrekkingen met niet toetredende Staten of met bijzondere ondernemingen worden geregeld in het algemeen belang van de voortgaande ontwikkeling der verkeersmiddelen, door het reglement voorzien bij artikel 13 der tegenwoordige overeenkomst.

Artikel 20.

De tegenwoordige overeenkomst treedt in werking met den 1sten Januarij 1876, nieuwe stijl, en blijft van kracht voor onbepaalde tijd en tot één jaar na den dag waarop zij zal zijn opgezegd.

De opzegging heeft alleen gevolg voor den Staat die haar gedaan heeft. Voor de overige contracterende partijen blijft de overeenkomst van kracht.

Artikel 21.

De tegenwoordige overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen binnen het kortst mogelijk tijdverloop te St. Petersburg worden uitgewisseld.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmatigden deze hebben onderteekend en er hunne zegels op hebben gesteld.

Gedaan te St. Petersburg, den 10/22 Julij een duizend acht honderd vijf en zeventig.

Volgen de onderteekeningen.

Internationaal dienstreglement,

behoorende bij

de Internationale Telegraafovereenkomst van St. Petersburg.

(Artikel 13 der overeenkomst).

(Herziening van Parijs 1925).

Artikel één.

Voor zoover dit reglement niet anders bepaalt, zijn de voorschriften, welke van toepassing zijn op de verbindingen per draad, eveneens op de draadlooze verbindingen van toepassing.

HOOFDSTUK 1.

Internationaal net.

(Artikel 4 van de Overeenkomst).

Artikel 2.

Samenstelling van het net.

De kantoren, tusschen welke de wisselingen van telegrammen onafgebroken, of zeer druk is, worden zooveel mogelijk door rechtstreeksche verkeerswegen verbonden, welke voldoende waarborgen van mechanischen, electrischen en technischen aard bieden.

Artikel 3.

Samenstelling van het net. Werking van verkeerswegen.

§ 1. De internationale verkeerswegen worden tot een zoodanig aantal tot stand gebracht, dat zij voldoen aan alle behoeften van het verkeer tusschen de rechtstreeks verbonden kantoren.

§ 2. De dienstuitvoering op deze verkeerswegen geschiedt in overleg tusschen de betrokken Administratiën.

§ 3. (1) De internationale draden kunnen in geval van storing aan hunne bijzondere bestemming worden onttrokken; zij moeten echter aan die bestemming worden teruggegeven zoodra de storing is opgehouden.

(2) Elk der betrokken Administratiën verbindt zich, zooveel in haar vermogen ligt, het gestoorde draadgedeelte, dat op haar grondgebied ligt, zoo spoedig mogelijk te vervangen.

(3) De binnenlandsche gedeelten van de buiten gebruik zijnde internationale draden kunnen door de Administratiën worden gebruikt op voorwaarde, dat zij aan hunne gewone bestemming worden teruggegeven, zoodra het verzoek hiertoe wordt gedaan.

§ 4. De overseining van telegrammen langs de internationale draden geschiedt in het algemeen alleen door de eindkantoren. De Administratiën nemen, elk voor zooveel haar betreft, maatregelen, dat op elken belangrijken internationalen draad, een of meer kantoren van het traject in de plaats kunnen treden van het als eindpunt aangewezen kantoor indien het rechtstreeksch werken tusschen de beide eindkantoren onmogelijk wordt.

Artikel 4.

Onderhoud van verkeerswegen.

§ 1. De Administratiën werken, elk binnen hare eigen werkingsfeer, samen tot de bescherming van de internationale verkeerswegen (draden, kabels, kantoren, draadlooze stations); zij nemen ten aanzien van elken van deze verkeerswegen, zoodanige maatregelen, dat daarvan het beste partij kan worden getrokken.

§ 2. in geval van storing van internationale verkeerswegen, deelen de betrokken kantoren elkaar den uitslag van hunne onderzoekingen mede, ten einde den aard der storing te kunnen bepalen en deze in den kortst mogelijken tijd te doen verdwijnen.

§ 3. De eindkantoren der internationale draden met druk verkeer onderzoeken den electrischen toestand (isolatie,

weerstand enz.) van deze draden telkens, wanneer zij zulks nuttig achten. Zij treden met elkaar in overleg omtrent dag en uur van deze metingen, deelen elkaar den uitslag daarvan mede en gaan zoo spoedig mogelijk over tot opheffing van de waargenomen gebreken.

HOOFDSTUK II.

Duur van den dienst. Openstelling van de kantoren.

Artikel 5.

Opening en sluiting van den dienst.

§ 1. Tusschen belangrijke kantoren, welke met elkaar in verbinding staan, bestaat zooveel mogelijk onafgebroken dag- en nachtdienst zonder onderbreking.

§ 2. Elke Administratie stelt de uren vast, waarop de kantoren voor het publiek geopend moeten zijn.

§ 3. De kantoren, welke geen onafgebroken dienststijd hebben, mogen niet sluiten vóór al hunne internationale telegrammen zijn overgeseind naar een kantoor, dat langer geopend blijft.

§ 4. Tusschen twee kantoren van verschillende Staten, welke rechtstreeks met elkaar verbonden zijn, wordt het sluitsein door het kantoor, dat sluit aan het kantoor, dat geopend blijft, gevraagd en door dit laatste kantoor gegeven. Wanneer de beide met elkaar in verbinding staande kantoren op hetzelfde tijdstip sluiten, wordt het sluitsein door het kantoor van den Staat, welks hoofdstad het meest oostelijk ligt gevraagd en door het andere kantoor gegeven.

§ 5. Voor kantoren met doorloopenden dienst loopen de dagdiensten van middernacht tot middernacht, behoudens wanneer door de betrokken Administratiën anders is overeengekomen.

§ 6. Dezelfde tijdregeling wordt aangenomen voor alle kantoren van een zelfde land. De wettelijke tijd, welke door een Administratie is aangenomen, wordt aan de andere Administratie medegedeeld door tusschenkomst van het Internationaal bureel.

Artikel 6.

Verkortingen, welke den aard van den omvang van den dienst der kantoren aangeven.

(1) De volgende verkortingen zijn aangenomen om den aard van den dienst en de openstellingsuren der kantoren aan te geven:

N. Kantoor met onafgebroken dag- en nachtdienst;
$\frac{N}{2}$ Kantoor met uitgebreiden dagdienst;
C. Kantoor met volledigen dagdienst;
F. Spoorwegstation open voor het publiek verkeer;
P. Kantoor aan een particulier toebehoorend;
R. Radiotelegrafisch station aan den vasten wal of aan boord van een schip, dat blijvend voor anker ligt;
S. Kustseinpost;
T. Telefoonkantoor open voor het particuliere telegraafverkeer;
K. Kantoor, waar telegrammen van elke klasse worden aangenomen, doch dat voor de ontvangst alleen is opengesteld voor die telegrammen, welke van de aanwijzing „telegraaf-restant" zijn voorzien, of welke op het stationsterrein moeten worden afgeleverd;
VK. Kantoor, waar telegrammen van elke klasse worden aangenomen, of alleen die van reizigers of van het personeel in het station verblijf houdende, doch dat voor de ontvangst van geen enkel telegram is opengesteld.
E. Kantoor alleen open tijdens het verblijf van het Hoofd van den Staat of van het Hof;
B. Kantoor alleen open tijdens het badseizoen;
H. Kantoor alleen open tijdens het winterseizoen;
* gesloten kantoor.

(2) De voorafgaande verkortingen kunnen onderling worden verbonden.

(3) De verkortingen B. en H. worden zooveel mogelijk aangevuld met de vermelding der data van openstelling en sluiting der betrokken tijdelijke kantoren.

HOOFDSTUK III.

Algemeene regelen betreffende het verkeer.

(Artikelen 1, 2, 3, 5, 7 en 8 van de Overeenkomst).

HOOFDSTUK IV.

Samenstelling en aanbieding van telegrammen.

(Artikelen 5 en 6 van de Overeenkomst).

Artikel 7.

Verstaanbare taal en geheim schrift.
Toelating van deze talen.

§ 1. De inhoud van telegrammen kan worden gesteld in verstaanbare taal of in geheim schrift, welk laatste wordt onderscheiden in overeengekomen taal en cijferschrift. Elk dezer talen kan afzonderlijk, of gezamenlijk met de andere in eenzelfde telegram worden gebruikt.

§ 2. Alle Administratiën laten in hun geheele verkeer telegrammen in verstaanbare taal toe. Zij zijn bevoegd bijzondere telegrammen, geheel of gedeeltelijk in geheim schrift gesteld, zoowel bij aanbieding als bij ontvangst te weigeren, maar zij moeten deze telegrammen in doorgaand verkeer toelaten, behoudens in geval van schorsing, bedoeld in artikel 8 van de Overeenkomst.

Artikel 8.

Verstaanbare taal.

§ 1. Verstaanbare taal is die, welke een verstaanbaren zin oplevert in één of meer der voor het internationaal telegraafverkeer toegelaten talen.

§ 2. Onder telegrammen in verstaanbare taal verstaat men die, welker inhoud geheel in verstaanbare taal is gesteld. Evenwel wordt het karakter van een telegram in verstaanbare taal niet gewijzigd door de aanwezigheid van overeengekomen adressen, handelsmerken, beurskoersen, seinletters van het internationaal seinboek, gebezigd in telegrammen, gewisseld met schepen op zee, in gewone

of handelscorrespondentie gebruikelijke verkortingen als: fob, cif, caf, svp, en elke andere soortgelijke, ter beoordeeling van het land, dat het telegram verzendt, of van een sleutelwoord, voorkomend als eerste woord van den inhoud van banktelegrammen en dergelijke.

§ 3. Elke Administratie bepaalt, welke van de talen, die binnen het gebied van den Staat, waartoe zij behoort, gebruikt worden, door haar worden toegelaten voor het internationaal telegraafverkeer in verstaanbare taal. Het gebruik van latijn en esperanto is eveneens toegelaten.

Artikel 9.

Overeengekomen taal.

§ 1. Overeengekomen taal bestaat uit woorden, welke geen begrijpelijken zin vormen in één of meer der talen, welke zijn toegelaten voor het telegraafverkeer in verstaanbare taal.

§ 2. De woorden, hetzij bestaande of kunstmatig gevormde, moeten zijn samengesteld uit lettergrepen, welke in de Duitsche, Engelsche, Spaansche, Fransche, Nederlandsche, Italiaansche, Portugeesche of latijnsche taal overeenkomstig het geldend gebruik kunnen worden uitgesproken. Kunstmatig gevormde woorden mogen niet van de accenten voorziene letters ä, á, å, é, ñ, ö, en ü bevatten.

§ 3. De woorden van de overeengekomen taal mogen niet langer zijn dan tien letters, volgens het Morse-alphabet, waarbij de samenvoegingen ae, aa, ao, oe, ue, elk geteld worden voor twee letters. De samenvoeging ch wordt in kunstmatig gevormde woorden eveneens voor twee letters geteld.

§ 4. Samenstellingen, welke niet aan de voorwaarden van de beide voorgaande paragrafen voldoen, worden beschouwd als tot letterschrift met geheime beteekenis te behooren en dienovereenkomstig geteld. Evenwel zijn de samenstellingen, gevormd door met het taalgebruik strijdige samenvoeging van twee of meer woorden der verstaanbare taal niet toegelaten.

Artikel 10.

Cijferschrift.

§ 1. Cijferschrift bestaat uit :

1. Arabische cijfers, groepen of reeksen Arabische cijfers met eene geheime beteekenis, of uit letters (met uitsluiting van de van accenten voorziene letters ä, á, å, é, ñ, ö, ü,), groepen of reeksen van letters met eene geheime beteekenis ;

2 woorden, namen, uitdrukkingen of samenvoegingen van letters, welke niet beantwoorden aan de voorwaarden voor verstaanbare taal (art. 8) of voor overeengekomen taal (art. 9,) gesteld.

§ 2. Het gemengd gebruik in eenzelfde groep, van cijfers en letters met geheime beteekenis is niet toegelaten.

§ 3. De groepen, bedoeld in artikel 8, § 2, worden niet geacht eene geheime beteekenis te hebben.

Artikel 11.

Samenstelling van telegrammen. Teekens, welke gebruikt kunnen worden.

§ 1. De minuut van het telegram moet leesbaar geschreven zijn in teekens, welke hun aequivalent hebben in de hieronder volgende lijst van seinteekens en welke in gebruik zijn in het land, waar het telegram wordt aangeboden.

§ 2. Deze teekens zijn de volgende :

Letters.

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z, Ä, Á, Å, É, Ñ, Ö, Ü.

Cijfers.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Lees- en andere teekens.

Punt (.), komma (,), punt-komma (;), dubbele punt (:), vraagteeken (?), uitroepteeken (!), afkappingsteeken ('), koppelteeken of streepje (-), haakjes (), aanhalingsteekens ("), breukstreep (/), onderstreping.

Betaalde dienstaanwijzigingen en hare verkortingen.

Urgent (Dringend)	D
Partiellement urgent (Gedeeltelijk dringend)	PU
Réponse payée X (Antwoord betaald X)	RPX
Collationnement (Collationneering)	TC
Accusé de réception. télégraphique (télégramme avec) (Kennisgeving van ontvang per telegraaf) (telegram met)	PC
Accusé de réception télégraphique urgent (télégramme avec) (Dringende kennisgeving van ontvang per telegraaf) (telegram met)	PCD
Accusé de réception, postal (télégramme avec) (Kennisgeving van ontvang per post) (telegram met)	PCP
Faire suivre (Naseinen)	FS
Poste (Post)	—
Poste recommandée (Post aangeteekend)	PR
Poste restante (Poste restante)	GP
Poste restante recommandée (Poste restante aangeteekend)	GPR
Poste avion (Luchtpost)	PAV
Télégraphe restant (Telegraaf restant)	TR
Exprès (Bode)	—
Exprès payé (Bode betaald)	XP
Mains propres (Eigenhandig)	MP
Ouvert (Open)	—
Jour (dag)	—
Nuit (Nacht)	—
X Adresses (X adressen)	TMX
Communiquer toutes adressen (Alle adressen mededeelen)	CTA
X jours (X dagen)	JX
Presse (Pers)	—
Télégramme différé en langue française (uitgesteld telegram in de Fransche Taal	LCF
Télégramme différé en langue du Pays d'origine ou désignée par ce Pays (Uitgesteld telegram in de taal van het land van afzending of in de door dit land aangewezen taal)	LCO

Télégramme différé en langue du Pays de destination ou désignée par ce Pays (Uitgesteld telegram in de taal van het land van bestemming of in de door dit land aangewezen taal) . . . . LCD
Télégramme sémaphorique (Kustseintelegram) . . . . . SEM

§ 3. Elke verwijzing, tusschenvoeging, doorhaling of overschrijving moet door den afzender of door zijn vertegenwoordiger worden goedgekeurd.

§ 4. (1) Romeinsche cijfers zijn als zoodanig toegelaten, maar zij worden als Arabische overgebracht.

(2) Ofschoon het vermenigvuldigingsteeken (×) niet zijn aequivalent heeft in de lijst van seinteekens, is het toch toegelaten. De letter x treedt er bij de overseining voor in de plaats; deze wordt als een woord geteld.

(3) Uitdrukkingen als 30a, 30me 30^{ne} 1^{0}, 2^{0}, ◇B enz. kunnen niet door de toestellen worden overgebracht; de afzenders moeten er een omschrijving, welke kan worden overgeseind, voor in de plaats stellen, zoo bijvoorbeeld voor de bovenaangehaalde uitdrukkingen: 30 exposant (exponent) a (of 30 a), trentième (dertigste), trentaine (dertigtal), primo (eerste), secundo (tweede), B dans losange (B in ruit), enz.

(4) Echter worden uitdrukkingen als 30a, 30b, enz., 30*bis*, 30*ter*, enz., 30I, 30II, enz. 30^{1}, 30^{2}, enz., welke het huisnummer in een adres aanduiden, zelfs wanneer het een adres in den inhoud, of in de onderteekening van een telegram betreft, als zoodanig aangenomen, maar bij de overseining wordt het nummer van zijn exponent, of van de bijbehoorende letters of cijfers gescheiden door een breukstreep. Hetzelfde geldt bij de oversening van huisnummers als 30 A, 30 B, enz. Voor de woordentelling volgens de regels voor de prijsberekening, wordt de breukstreep in de groep van cijfers of van cijfers en letters waaruit het betrekkelijke huisnummer bestaat, niet voor een teeken geteld, zelfs niet, wanneer de afzender deze breukstreep op zijn minuut heeft geschreven. De bedoelde uitdrukkingen worden bijgevolg in den volgenden vorm overgebracht: 30/A, 30/B, enz., 30/*bis*, 30/*ter*, enz., 30/1, 30/2 enz., 30/1, 30/2, enz, 30/A, 30/B, enz.

Artikel 12.

Rangschikken van de verschillende deelen van een telegram.

De verschillende deelen, waaruit een telegram kan bestaan, moeten in onderstaande volgorde zijn gerangschikt:

1. De betaalde dienstaanwijzingen; 2. het adres; 3. de inhoud; 4. de onderteekening.

Artikel 13.

Het opstellen van betaalde dienstaanwijzingen.

§ 1. (1) Elke in het Reglement voorgeschreven betaalde dienstaanwijzing, waarvan de afzender wenscht gebruik te maken, moet op de minuut onmiddellijk boven het adres worden geschreven.

(2) Wat meervoudige telegrammen betreft, moet de afzender deze aanwijzingen schrijven boven het adres van iederen geadresseerde, waarvoor zij kunnen gelden. Evenwel kan bij een dringend meervoudig, bij een uitgesteld meervoudig en bij een meervoudig telegram met collationneering worden volstaan met het slechts eenmaal vermelden van de overeenkomstige aanwijzing en wel boven het eerste adres.

§ 2. De betaalde dienstaanwijzingen kunnen in elken door het Reglement toegelaten vorm worden geschreven, maar zij worden voor de prijsberekening slechts geteld en overgeseind in den verkorten vorm door het Reglement aangegeven. De aannemende ambtenaar haalt eventueel de door den afzender geschreven aanwijzing door en stelt er de overeenkomstige verkorting tusschen twee dubbele liggende strepen voor in de plaats (voorbeeld = TC =).

§ 3. De afzender kan aanwijzingen geven met betrekking tot de verzending van zijn telegram, met inachtneming van hetgeen bij de artikelen 26, § 6, 27, § 2 en 42 is voorgeschreven.

Artikel 14.

Het stellen van het adres.

§ 1. (1) Elk adres moet, om te worden toegelaten, tenminste twee woorden bevatten, waarvan het eerste den ge-

adresseerde, het tweede den naam van het telegraafkantoor van bestemming aanduidt.

(2) Voor telegrammen, bestemd voor China, is het gebruik van groepen van vier cijfers, om den naam en den woonplaats van den geadresseerde aan te duiden, toegelaten.

§ 2. (1) Het adres moet alle aanwijzingen bevatten, welke noodig zijn om de aflevering van het telegram aan den geadresseerde zonder zoeken, of navragen te verzekeren.

(2) Het moet, voor groote steden, de straat en het huisnummer vermelden, of bij gebreke daarvan, het beroep van den geadresseerde aanduiden, of alle andere noodige inlichtingen geven.

(3) Zelfs voor kleine plaatsen moet de naam van den geadresseerde, zooveel mogelijk, vergezeld gaan van een aanvullende aanwijzing, welke het kantoor van bestemming als leidraad kan dienen, ingeval de naam van den geadresseerde verminkt is.

§ 3. De adresaanwijzingen moeten geschreven worden in de taal van het land van bestemming of in het Fransch ; de naam, de voornamen, de firmanaam en de plaats van aflevering worden evenwel aangenomen, zooals de afzender deze heeft opgesteld.

§ 4 (1) Het adres kan worden samengesteld uit de naam van den geadresseerde, gevolgd door het woord „téléphone" (telefoon) en het nummer, of de letter van zijn telefoonaansluiting, hetwelk niet noodzakelijk de overbrenging van het telegram per telefoon aan den geadresseerde tengevolge behoefte te hebben. Het adres wordt dan als volgt opgesteld : „Pauli téléphone" (telefoon) Passy 5074 Parijs".

(2) Het adres kan ook bestaan uit den naam van de geadresseerde en het nummer van zijn postbus. Het adres wordt in dit geval als volgt vermeld : „Pauli boîte postale (postbus) 275 Parijs".

§ 5. Indien een telegram is gericht aan iemand, die bij een ander verblijf houdt, moet het adres, onmiddellijk na de aanduiding van den werkelijken geadresseerde, een der aanwijzingen : „chez" („bij"), „aux soins de" („per adres"), of elke andere gelijkwaardige uitdrukking bevatten.

§ 6. De naam van het telegraafkantoor van bestemming moet worden geplaatst nà de adresaanwijzingen, welke dienen om den geadresseerde en eventueel zijn woonplaats aan te duiden; deze naam moet geschreven worden, zooals hij voorkomt in de eerste kolom van de Officieele Naamlijst der kantoren. Hij mag slechts worden gevolgd door den naam van het onderdeel van het land of door dien van het land zelf of wel door beide namen. In dit laatste geval moet de naam van het onderdeel onmiddellijk op dien van het kantoor van bestemming volgen.

§ 7. (1) Indien de als plaats van bestemming opgegeven naam niet staat vermeld in de Officieele Naamlijst, is de afzender verplicht achter dien naam, hetzij den naam van het onderdeel van het land, of dien van het land van bestemming te schrijven, dan wel elke andere aanwijzing, welke hij voor de juiste verzending van zijn telegram voldoende acht. Dit moet eveneens geschieden, wanneer er meer kantoren van den aangegeven naam bestaan en den afzender niet in staat is, stellige inlichtingen te verschaffen, welke het mogelijk maken om de officieele benaming van de plaats vast te stellen.

(2) In beide gevallen wordt het telegram slechts op verantwoordelijkheid van den afzender aangenomen.

§ 8. Het adres kan in een overeengekomen, verkorten vorm worden geschreven. De bevoegdheid van een geadresseerde om zich telegrammen met een aldus samengesteld adres te doen afleveren, is echter afhankelijk van een tusschen dezen geadresseerde en het telegraafkantoor van bestemming, getroffen regeling.

§ 9. Het adres van telegrammen met „poste restante" of „telegraaf restant" moet den naam van den geadresseerde aangeven; het gebruik van enkele letters, cijfers, alleen voornamen en gefingeerde namen is voor deze telegrammen niet toegelaten.

§ 10. Telegrammen, waarvan het adres niet voldoet aan de voorwaarden, neergelegd in de §§ 1, 7 en 9 van dit artikel, worden geweigerd.

§ 11. In alle gevallen, waarbij het adres voldoende is,

worden de telegrammen slechts op verantwoordelijkheid van den afzender aangenomen, indien deze op de verzending blijft aandringen.

§ 12. In alle gevallen komen de gevolgen van een onvoldoend adres voor rekening van den afzender.

Artikel 15.

Het opstellen van den inhoud en de onderteekening. Vaststelling van de indentiteit van den afzender. Verklaring van echtheid der onderteekening.

§ 1. Telegrammen zonder inhoud zijn niet toegelaten.

§ 2. De onderteekening is niet verplicht; zij kan door den afzender in een gebruikelijken verkorten vorm worden gesteld, of vervangen worden door een telegram-adres.

§ 3. De afzender van een bijzonder telegram is gehouden, zijn identiteit te bewijzen, indien hij daartoe door het kantoor van afzending wordt uitgenoodigd.

§ 4. Hij heeft, van zijn kant, de bevoegdheid in zijn telegram de verklaring van echtheid zijner onderteekening te doen opnemen, op de wijze, als de wetgeving van het land van afzending bepaalt. Hij kan deze verklaring doen overseinen, hetzij woordelijk, hetzij in dezen vorm:

„signature légalisée par . . . ." („onderteekening echt verklaard door . . . .")

§ 5. Het kantoor onderzoekt de deugdelijkheid van de verklaring van echtheid. Behalve in het geval, dat deze aldaar bekend is, wordt de onderteekening van de Autoriteit, die de verklaring van echtheid gegeven heeft, slechts dan door het kantoor als deugdelijk erkend, indien zij voorzien is van het zegel of van den stempel van deze Autoriteit. In het tegenovergestelde geval moet de aanneming en overseining van de verklaring van echtheid geweigerd worden.

§ 6. De verklaring van echtheid wordt, zooals zij wordt overgeseind, in de woordentelling begrepen; zij komt nà de onderteekening van het telegram te staan.

§ 7. Bij de aanneming van een telegram met meer dan honderd woorden merkt de aannemende ambtenaar het

laatste woord van iedere reeks van honderd woorden met een kruis; de woorden van het adres worden begrepen in de eerste reeks.

HOOFDSTUK V.

Regeeringstelegrammen.

(*Artikelen 5 en 6 van de Overeenkomst*).

Artikel 16.

Enkele paragrafen betreffende regeeringstelegrammen.

§ 1. Regeeringstelegrammen moeten voorzien zijn van het zegel of den stempel van de Autoriteit, welke deze verzendt. Deze formaliteit wordt niet vereischt, wanneer de echtheid van het telegram aan geen twijfel onderhevig is.

§ 2. Het recht om een antwoord als regeeringstelegram te verzenden wordt verkregen door de overlegging van het oorspronkelijke regeeringstelegram.

§ 3. (1) Telegrammen van consulaire ambtenaren, die handel drijven, worden slechts als regeeringstelegrammen beschouwd, indien ze aan officieele personen zijn gericht en over dienstzaken handelen. Intusschen worden telegrammen, welke aan deze laatste voorwaarden niet voldoen, wel door de kantoren aangenomen en als regeeringstelegrammen overgeseind, maar deze kantoren brengen ze onmiddellijk ter kennis van de Admintstratie, waartoe ze behooren.

(2) Regeeringstelegrammen dragen de dienstaanwijzing „Etat" („Regeerings"); deze aanwijzing wordt door het kantoor van afzending ambtshalve opgenomen aan het einde van de inleiding.

§ 4. Regeeringstelegrammen mogen in elk verkeer in geheim schrift worden gesteld.

§ 5. Regeeringstelegrammen, welke niet voldoen aan de voorwaarden, vermeld in de artikelen 8, 9 en 10, worden niet geweigerd, maar door het kantoor, dat de onregelmatigheden opmerkt, ter kennis gebracht van de Administratie, waartoe dat kantoor behoort.

§ 6. Voor regeeringstelegrammen in verstaanbare taal is

gedeeltelijke herhaling verplicht; regeeringstelegrammen, welke geheel of gedeeltelijk in geheim schrift zijn gesteld, moeten geheel en ambtshalve worden herhaald door het ontvangend of door het seinend kantoor, naar gelang van het stelsel, dat voor de overbrenging gebruikt wordt (artikel 39).

§ 7. De afzender van een regeeringstelegram kan afzien van den bij artikel 5 van de Overeenkomst vastgestelden voorrang bij de overseining; in dit geval moet op de minuut van het telegram door den afzender de aanwijzing „sans priorité" („zonder voorrang") worden gesteld; dat telegram wordt, wat op volgorde van overseining betreft, als een gewoon bijzonder telegram behandeld.

Artikel 17.

Telegrammen, welke van den Secretaris-Generaal van den Volkenbond uitgaan.

De instelling van regeeringstelegrammen strekt zich uit tot telegrammen, welke van den Secretaris-Generaal van den Volkenbond uitgaan, evenals tot de antwoorden op deze telegrammen.

HOOFDSTUK VI.

Diensttelegrammen.

(Artikel 5 en 11 van de Overeenkomst).

Artikel 18.

Diensttelegrammen en dienstnota's.

§ 1. Diensttelegrammen worden onderscheiden in eigenlijke diensttelegrammen en in dienstnota's*).

§ 2. Zij worden in elk verkeer kosteloos overgebracht, uitgezonderd in de in het volgend artikel omschreven gevallen.

§ 3. Zij worden in het Fransch gesteld, tenzij de betrokken Administratiën omtrent het gebruik van een andere taal, zijn overeengekomen. Dit geldt ook voor de ambtelijke opmer-

*) Hierachter nota's genoemd.

kingen, welke bij de overseining aan de telegrammen worden toegevoegd.

§ 4. Zij moeten worden beperkt tot de gevallen van dringenden aard en in den meest beknopten vorm zijn gesteld. De Administratiën en de telegraafkantoren nemen de noodige maatregelen, om het aantal en de uitgebreidheid der dienstberichten zooveel mogelijk te verminderen.

§ 5. (1) De eigenlijke diensttelegrammen worden gewisseld tusschen de Administratiën en de daartoe gemachtigde ambtenaren.

(2) Deze telegrammen vermelden in de inleiding de dagteekening van aanbieding en dragen geen onderteekening.

Het adres verkrijgt den volgenden vorm: „..... (afzender) à ..... (geadresseerde en bestemming); *voorbeeld:* Postelfoon à Burinterna Berne".

(3) De Telegraafadministratiën moeten voor de tusschen elkaar gewisselde diensttelegrammen een verkort adres gebruiken.

(4) De inhoud van diensttelegrammen, mag in elk verkeer in geheim schrift worden gesteld. Diensttelegrammen, welke geheel of gedeeltelijk in geheim schrift zijn gesteld, worden geheel en ambtshalve herhaald, hetzij door het ontvangend, hetzij door het seinend kantoor, naar gelang van de toestellen, waarmede de overseining plaats heeft (artikel 39, § 1).

§ 6. (1) Nota's hebben betrekking op hetgeen in den dienst voorvalt, of betreffen den dienst der lijnen, der radioelectrische stations en der overseining. Zij worden tusschen de telegraafkantoren gewisseld en hebben geen adres noch onderteekening.

(2) Zij zijn dringend of gewoon al naar den aard van de mededeeling.

(3) Nota's betreffende den dienst der verkeerswegen hebben voorrang boven andere nota's; zij dragen aan het begin der inleiding de aanwijzing = ADC =.

(4) De plaats van bestemming en die van afzending dezer nota's worden uitsluitend in de inleiding aangegeven; deze wordt als volgt opgesteld: „A Lyon Lilienfeld 15 10.45 m

(dagteekening en tijd van aanneming) ; volgt de inhoud van het kantoor van afzending.

(5) Belangrijke kantoren kunnen aan den naam van de plaats van afzending, in een verkorten vorm, den naam van de afdeeling, waarvan de nota uitgaat, toevoegen, bijvoorbeeld : „A Paris Berlin Nf (Nachforschungsstelle-Service des recherches) 15 10.45 m (dagteekening en tijd van aanneming)". Deze toevoeging moet in het antwoord voorkomen, *voorbeeld* : „A Berlin Nf Paris 15 13.45".

§ 7. (1) Nota's omtrent een vroeger overgeseind telegram moeten alle aanwijzingen bevatten om het opzoeken van dit telegram te vergemakkelijken ; in het bijzonder het nummer van het kantoor van aanbieding, de dagteekening voluit in letters geschreven (de naam van de maand wordt alleen vermeld in geval van twijfel), den in het oorspronkelijk telegram aangegeven verzendingsweg, den naam van den geadresseerde en voor zooveel noodig, het volledig adres. Indien het oorspronkelijk telegram een serienummer droeg, moet dit eveneens in de nota worden vermeld.

(2) Indien er verschillende rechtstreeksche verzendingswegen tusschen twee telegraafkantoren bestaan, is er aanleiding zooveel mogelijk aan te geven, wanneer en langs welken weg het oorspronkelijk telegram is overgeseind, terwijl de nota's zooveel mogelijk langs denzelfden weg verzonden worden.

(3) Wanneer er storing is ontstaan op den door het oorspronkelijk telegram gevolgden weg, vermeldt het kantoor, dat voor de verderseining moet zorgen, in de nota de aanwijzing „dévié" (langs een omweg verzonden).

(4) Indien de kantoren van overneming zich niet terstond de noodige gegevens kunnen verschaffen, om gevolg te geven aan de nota's, moeten zij deze onmiddellijk verderseinen.

(5) De kantoren van overneming zijn echter gehouden, na de onmiddellijke verderseining van deze nota's, een onderzoek in te stellen, wanneer dit zijn nut kan hebben en wanneer hiertoe aanleiding bestaat, het noodige te verrichten.

§ 8. Kan een tusschengelegen kantoor, zonder moeite of

vertraging, de noodige gegevens verzamelen om gevolg te geven aan een nota, dan neemt het de noodige maatregelen om een noodelooze verderseining te voorkomen, in elk ander geval zendt het de nota door naar haar bestemming.

§ 9. Ingeval zulks volstrekt noodzakelijk is, kunnen diensttelegrammen of nota's per telefoon worden overgebracht.

§ 10. De bepalingen van dit artikel mogen niet zoodanig worden opgevat, dat daaraan de bevoegdheid kan worden ontleend tot kostelooze overbrenging door mobiele radiostations van diensttelegrammen, uitsluitend betrekking hebbend op den telegraafdienst, of tot kostelooze overbrenging over het telegraafnet van diensttelegrammen uitsluitend betrekking hebbend op den dienst van mobiele stations, of tot kostelooze overbrenging door een of andere telegraafonderneming van diensttelegrammen, welke een concurreerende onderneming betreffen.

Artikel 19.

Betaalde nota's

§ 1. (1) De afzender en de geadresseerde van elk telegram, dat reeds overgeseind is, of waarvan de overseining nog aan den gang is, of de gemachtigde van een hunner, kunnen gedurende den minimum-termijn voor bewaring van telegrambescheiden, zooals deze in art. 72 is vastgelegd, langs telegrafischen weg inlichtingen doen vragen of aanwijzingen geven omtrent dat telegram, na vooraf, indien noodig, hun hoedanigheid en hunne identiteit te hebben aangetoond.

(2) Zij moeten de volgende bedragen storten:

1⁰. den prijs van het telegram, dat de vraag bevat;

2⁰. indien hiertoe aanleiding is (zie § 3 hieronder), den prijs van een telegram voor het antwoord.

(3) Zij kunnen ook, met het oog op een verbetering, een telegram, dat zij verzonden of ontvangen hebben, geheel of gedeeltelijk laten herhalen, hetzij door het kantoor van bestemming, of door dat van afzending, hetzij door een tusschengelegen kantoor.

(4) Geldt het eene, door den geadresseerde gevraagde herhaling, dan behoeft deze slechts voor elk te herhalen woord het vastgestelde tarief te betalen. In dat tarief zijn de totale kosten voor de vraag en het antwoord begrepen. In het Europeesch verkeer bedraagt het minimum te heffen bedrag een frank vijftig centiemen (1 fr. 50).

§ 2. Telegrammen tot verbetering, aanvulling of intrekking en alle andere mededeelingen, welke betrekking hebben op reeds overgeseinde telegrammen, of op telegrammen, waarvan de overseining nog aan den gang is, moeten, indien zij aan een telegraafkantoor zijn gericht, uitsluitend tusschen de kantoren in den vorm van betaalde nota's voor rekening van den afzender of van den geadresseerde worden gewisseld.

§ 3. (1) Betaalde nota's worden aangeduid door de aanwijzing ST. Zij, die op verzoek van den geadresseerde worden verzonden, om herhaling te verkrijgen van een vermoedelijk onjuist overgebracht telegram, houden steeds een telegraphis antwoord in, zonder dat het noodig is, er de aanwijzing = RPx = aan toe te voegen. In andere gevallen, waarin een telegraphis antwoord wordt gevraagd, moet deze aanwijzing wel worden gebruikt.

(2) Indien de afzender verzoekt, dat het antwoord per post zal worden verzonden, moet de nota, in plaats van =RPx= de aanwijzing „Lettre" („Brief") dragen. Voor het antwoord wordt een bedrag van 40 centiemen (0 fr. 40) geheven.

§ 4. (1) Deze betaalde nota's verkrijgen bijvoorbeeld den volgenden vorm :

a) indien het verbetering of aanvulling van het adres betreft :

„ST Paris Bruxelles 365 (nummer van de betaalde nota) 5 (aantal woorden) 17 (dagteekening)=315 douze (twaalf) François (nummer, dagteekening voluit in letters, naam van den geadresseerde van het oorsponkelijk telegram) remettez (ou lisez) . . . . [bestellen (of lees)] . . . ." (aanduiding der verbetering) ;

b) indien het verbetering of aanvulling van den inhoud betreft :

„ST Paris Vienne 26 (nummer van de betaalde nota) 8 (aantal woorden) 17 (dagteekening) = 235 treize (dertien). Kriechbaum (nummer, dagteekening voluit in letters, naam van den geadresseerde van het telegram, dat verbeterd moet worden). Remplacez troisième 20 par 2000 (verander derde woord van den inhoud 20 in 2000)" ;

c) indien het betreft een verzoek om gedeeltelijke of geheele herhaling van den inhoud :

„ST Calcutta Londres 86 (nummer van de betaalde nota) 7 (aantal woorden) 17 (dagteekening) = 439 vingtsix (zesentwintig) Brown (nummer, dagteekening voluit in letters, naam van den geadresseerde van het telegram, dat gedeeltelijk of geheel herhaald moet worden). Répétez premier, quatrième, neuvième (herhaal eerste, vierde, negende)" (woorden van den inhoud van het oorspronkelijke telegram, welke herhaald moeten worden of: „Répétez mot (ou . . . . . . mots) après . . . . . ." „herhaal woord of . . . . . . woorden na . . . . . .") dan wel „Répétez texte" („herhaal inhoud") ;

d) indien het intrekking van een telegram betreft en antwoord per telegraaf is gevraagd :

„ST Paris Berlin 126 (nummer van de betaalde nota) 5 (aantal woorden) 17 (dagteekening) = RPx = 285 seize (zestien) Grunewald (nummer, dagteekening voluit in letters, naam van den geadresseerde van het betrekkelijk telegram) annulez intrekken") ;

e) indien het een verzoek om inlichtingen betreft, welke inlichtingen per telegraaf moeten worden gegeven :

„ST Londres Berlin Nf 40 (nummer van de betaalde nota) 7 (aantal woorden), 17 (dagteekening) = RPx = 750 vingtsix (zesentwintig) Robinson (nummer, dagteekening van aanbieding voluit in letters, naam van geadresseerde van het betrekkelijk telegram) donnez nom expéditeur (bericht naam afzender)" ;

f) indien het een verzoek om inlichtingen betreft, welke inlichtingen per brief moeten worden gegeven :

„St Londres Lisbonne 50 (nummer van de betaalde nota), 6 (aantal woorden), 17 (dagteekening) = Lettre = (= Brief =) 645 treize (dertien) Emile (nummer, dagteekening van aanbieding voluit in letters, naam van den geadresseerde van het betrekkelijke telegram) confirmez remise (bevestig aflevering)".

(2) Wanneer de betaalde nota een antwoord noodig maakt, krijgt dit antwoord den volgenden vorm: de aanwijzing „RST", het nummer van de betaalde nota, waarbij de vraag gedaan wordt, de naam van den geadresseerde van het oorspronkelijk telegram, gevolgd door de aan hem te richten mededeeling. Zoo zal bijvoorbeeld het antwoord op de betaalde nota, bedoeld in het voorbeeld *c*) den volgenden vorm verkrijgen:

„ST Londres Calcutta 40 (nummer van het antwoord op de betaalde nota) 6 (aantal woorden), 17 (dagteekening) = RST 86 (nummer van de betaalde nota, waarbij de vraag gedaan is) Brown (naam van den geadresseerde) Albatros, scrutiny, commune", (de drie woorden van het oorspronkelijk telegram, waarvan herhaling gevraagd is).

§ 5. De in een telegram te herhalen of te verbeteren woorden worden aangeduid door de volgorde, welke zij in den inhoud van dat telegram innemen, zonder dat rekening wordt gehouden met de regelen voor de woordentelling.

§ 6. De kosten van de betaalde nota's, in dit artikel bedoeld, worden terugbetaald overeenkomstig het bepaalde bij artikel 74.

§ 7. (1) Wanneer de woorden, waarvan herhaling wordt gevraagd, onduidelijk zijn geschreven, raadpleegt het kantoor van afzending vooraf den afzender. Indien deze niet te vinden is, voegt het kantoor van afzending aan de herhaling een aanteekening toe in dezen vorm: „Ecriture douteuse" („twijfelachtig schrift").

(2) Wanneer de herhaling een telegram betreft, hetwelk per telefoon of langs een bijzondere telegrafische verbinding aan het kantoor van afzending is aangeboden, vraagt dit kantoor eerst aan den afzender herhaling van de betrekkelijke woorden.

(3) Blijkt in dit laatste geval, dat een of meer woorden, welke aldus herhaald zijn, anders behooren te luiden, dan zooals zij in het telegram voorkomen, dan geeft het kantoor de gevraagde herhaling, rekening houdende met de aangebrachte verbeteringen, maar het laat op den inhoud van de betaalde nota de aanwijzing CTP (conserver taxe payée = geheven kosten behouden) volgen, met de aanwijzing voluit in letters van het aantal door den afzender verbeterde woorden, waarvan de geheven kosten niet moeten worden teruggegeven. *Voorbeelden :* „CTP un (een), CPT deux (twee), enz.".

§ 8. (1) De verschillende mededeelingen omtrent reeds overgebrachte telegrammen, waarvan in dit artikel sprake is, kunnen per post, door tusschenkomst van de telegraafkantoren van afzending en bestemming, worden verzonden.

(2) Deze mededeelingen worden steeds voorzien van het stempel van het kantoor dat ze heeft opgesteld. Zij worden als aangeteekende brief op kosten van den verzoeker verzonden, die tevens de kosten van het antwoord per post, indien hij dit antwoord verlangt, moet voldoen ; in dit geval frankeert de Administratie van bestemming het antwoord.

HOOFDSTUK VII.

Woordentelling.

Artikel 20.

Woordentelling (algemeene aanwijzingen).

§ 1. (1) Alles, wat de afzender op zijn minuut schrijft, ter overseining aan zijn correspondent, wordt begrepen in de prijsberekening en bijgevolg in de woordentelling opgenomen.

(2) De strepen, alleen dienende om op de minuut de verschillende woorden of groepen van een telegram van elkaar te scheiden, worden echter noch medegeteld, noch medegeseind, en de leesteekens, afkappings- en koppelteekens worden slechts overgebracht en derhalve medegeteld op uitdrukkelijk verzoek van den afzender.

(3) Wanneer leesteekens, in plaats van afzonderlijk ge-

bruikt te worden, groepsgewijze voorkomen, worden zij als cijfergroepen berekend (art. 21, § 7).

(4) De verzendingsweg, al is deze door den afzender aangegeven, wordt voor de prijsberekening niet medegeteld.

§ 2. De naam van het kantoor van afzending, het volgnummer van het telegram, de dagteekening en de tijd van aanneming, de aanwijzing van den verzendingsweg en de woorden, getallen of teekens, welke de ambtelijke inleiding vormen, worden niet in de prijsberekening begrepen. De aanwijzingen, welke het kantoor van bestemming bereiken en de dagteekening en de tijd van aanneming in elk geval, (art. 37) worden overgenomen op het formulier, dat aan den geadresseerde wordt afgeleverd.

§ 3. De afzender kan diezelfde aanwijzingen geheel of gedeeltelijk in den inhoud van zijn telegram opnemen. Zij worden dan bij de telling der te betalen woorden medegerekend.

Artikel 21.

Woordentelling (en bijzonderheden opgenoemde regels).

§ 1. In alle talen worden voor één woord geteld:

1. Elke betaalde dienstaanwijzing, zooals deze in den door het Reglement toegelaten verkorten vorm voorkomt (art. 11).

2. In het adres:

a) De naam van het telegraafkantoor of het mobiele station van bestemming, geschreven zooals deze voorkomt in de daarvoor bestemde kolom van de Officieele Naamlijsten en aangevuld met alle aanwijzingen, welke in deze kolom voorkomen;

b) De naam van het telegraafkantoor van bestemming, aangevuld met de aanwijzing van het land of van het onderdeel daarvan, indien deze naam nog niet in de officieele Naamlijsten voorkomt (art. 14, § 7);

c) Onderscheidenlijk de namen van onderdeelen van landen of van landen, indien deze geschreven zijn, in overeenstemming met de aanwijzingen van de genoemde Naamlijsten, of met hunne andere benamingen, zooals deze in de inleiding van die lijsten worden aangegeven;

3. In telegrafische postwissels, de naam van het postkantoor van storting, de naam van het postkantoor van uitbetaling, alsmede die van de woonplaats van den geadresseerde ;

4. Elk overeengekomen woord, dat voldoet aan de voorwaarden, vastgesteld bij artikel 9 ;

5. Elk teeken, elke letter, elk op zich zelf staand cijfer, alsmede elk leesteeken, elk afkappings- of elk koppelteeken, dat op verzoek van den afzender moet worden overgebracht (art. 20, § 1) ;

6. De onderstreping ;

7. De haakjes (de beide teekens, waaruit zij bestaan) ;

8. De aanhalingsteekens (de beide teekens die aan het begin en aan het einde van één en dezelfde zinsnede staan).

§ 2. Indien de verschillende deelen van elk der uitdrukkingen, welke voor één woord worden geteld en welke aanduiden :

1. het kantoor van bestemming of kuststation ;

2. het scheepsstation ;

3. het onderdeel van het land ;

4. het land van bestemming ;

5. de in telegrafische postwissels voorkomende bovenbedoelde namen,

niet als één woord geschreven zijn, worden zij door den aannemenden ambtenaar aaneengevoegd.

§ 3 (1) In telegrammen, waarvan de inhoud uitsluitend in verstaanbare taal is gesteld, wordt elk woord en elke toegelaten samenvoeging onderscheidenlijk voor zooveel woorden geteld, als zij aantal malen 15 letters bevatten volgens het Morse-alphabet ; de eventueel overschietende letters, minder dan 15, worden ook voor één woord geteld.

(2) Banktelegrammen en dergelijke, welker inhoud in verstaanbare taal is gesteld en waarbij als eerste woord van den inhoud een sleutelwoord voorkomt, worden op dezelfde wijze behandeld. De lengte van dat woord mag echter 10 letters niet te boven gaan.

§ 4. (1) In overeengekomen taal is de maximum-lengte

van een woord op tien letters vastgesteld, gerekend volgens de bepalingen van art. 9, § 3.

(2) Woorden in verstaanbare taal, voorkomende in den inhoud van een gemengd telegram, d. w. z samengesteld uit woorden in verstaanbare en in overeengekomen taal, worden voor één woord geteld, indien zij niet meer dan tien letters bevatten ; bij langere woorden geldt elk tiental letters, alsmede de overschietende letters, minder dan tien, voor één woord. Indien dit gemengd telegram bovendien cijferschrift bevat, worden de gedeelten in cijferschrift volgens het bepaalde in § 7 hierachter, geteld.

(3) Indien het gemengd telegram alleen bestaat uit gedeelten in verstaanbare taal en gedeelten in cijferschrift, worden de gedeelten in verstaanbare taal geteld volgens de regels van § 3 van dit artikel en die in cijferschrift volgens het bepaalde in de hierachter volgende § 7.

§ 5. Het adres van telegrammen waarvan de inhoud geheel of gedeeltelijk in overeengekomen taal is gesteld, wordt voor de prijsberekening geteld volgens het bepaalde bij §§ 1 en 3 van dit artikel. De onderteekening wordt volgens dezelfde regelen geteld, met uitzondering van sub 2 van § 1.

§ 6. Woorden, welke door een afkappingsteeken zijn gescheiden, of door een koppelteeken zijn verbonden, worden onderscheidenlijk als op zich zelf staande woorden geteld.

§ 7. (1) Groepen van cijfers of letters, handelsmerken welke uit cijfers en letters zijn samengesteld, worden voor evenveel woorden, geteld, als zij aantallen malen vijf cijfers, of letters bevatten ; de overschietende letters of cijfers minder dan vijf, worden ook voor één woord geteld. Elk der samenvoegingen ae, aa, ao, oe, ue, en ch wordt voor twee letters geteld.

(2) Punten, komma's, dubbele punten, strepen en breukstrepen worden in de groep, waarin zij voorkomen, als een cijfers of letter geteld. Hetzelfde is van toepassing op letters of cijfers, welke in een adres, zelfs al komt dat in den inhoud of de onderteekening van een telegram voor, bij een huisnummer zijn gevoegd.

§ 8. Met het taalgebruik strijdige samenvoeging of verandering van woorden is niet geoorloofd; ook niet wanneer de samenvoegingen of wijzingen verborgen zijn achter een omzetting van de volgorde van letters of lettergrepen. Intusschen kunnen namen van steden en landen, familienamen aan eenzelfden persoon toebehoorend, volledige benamingen van plaatsen, pleinen, boulevards, straten en andere openbare wegen, namen van schepen, samengestelde woorden, als zoodanig in het Engelsch en Fransch toegelaten, en waarvan zoo noodig de juistheid moet kunnen worden aangetoond, geheele getallen, breuken, voluit in letters geschreven tiendeelige breuken of gebroken getallen als één woord aaneengeschreven worden, dat geteld wordt overeenkomstig het bepaalde bij dit artikel, §§ 3 en 4.

Voluit in letters geschreven getallen, waarbij de cijfers afzonderlijk of in groepen zijn aangeduid, b. v. dertigdertig in plaats van drieduizenddertig of zesvierzes in plaats van zeshonderdzesenveertig, zijn eveneens toegelaten en worden geteld naar reden van 15 of 10 letters per woord.

§ 9. De woordentelling van het kantoor van afzending is beslissend, zoowel bij de overseining als bij de internationale rekeningen.

§ 10. (1) Indien een telegram echter met het taalgebruik strijdige samenvoegingen of veranderingen van woorden bevat in een andere taal, dan die van het land van afzending, hebben de Administratiën het recht te bepalen, dat het kantoor van bestemming het te min geheven bedrag op den geadresseerde verhaalt. Wanneer van dit recht gebruik gemaakt wordt, kan het kantoor van bestemming weigeren het telegram af te leveren, indien de geadresseerde weigert te betalen.

(2) De Administratiën, welke van bovenstaande bepaling gebruik maken, lichten de andere Administratiën door tusschenkomst van het Internationaal Bureel in.

(3) Wordt betaling geweigerd, dan wordt een als volgt samengestelde nota aan het kantoor van afzending gezonden: „Wien Paris 18 17. 10 (dagteekening en tijd van aanbieding) = Nr. . . . . (naam van den geadresseerde). . . . .

(de woorden herhalen, welke foutief zijn samengevoegd of veranderd) .... mots (woorden)" (aanduiden voor hoeveel woorden zij hadden moeten worden geteld). Indien de afzender na behoorlijk te zijn ingelicht omtrent de reden der niet-aflevering, erin toestemt het ontbrekende te betalen, wordt een als volgt samengestelde nota aan het kantoor van bestemming gezonden: „Paris Wien 18 7.40 s. = Nr. .... (naam van den geadresseerde) complément perçu (ontbrekende bedrag bijbetaald)". Terstond na ontvangst dezer nota, levert het kantoor van aankomst het telegram, indien dit is opgehouden, af.

(4) Voor de toepassing van dit artikel wordt een schip beschouwd als deel uit te maken van het grondgebied van den Staat, waartoe het behoort.

§ 11. (1) Wanneer de Administratie van afzending bemerkt, dat een ontoereikend bedrag is geheven, kan zij het te weinig betaalde op den afzender verhalen; op dezelfde wijze gaat zij te werk, wanneer de onregelmatigheden te harer kennis worden gebracht door een tusschengelegen Administratie, of door de Administratie van bestemming. In dit laatste geval zijn de taksaandeelen aan de verschillende Administratiën verschuldigd, wanneer de inning der verschuldigde gelden kan plaats hebben.

(2) Geen enkel tusschengelegen kantoor of kantoor van bestemming kan echter de verderseining, of de aflevering van het telegram opschorten, behalve in de gevallen, bedoeld in § 10.

Artikel 22.

Voorbeelden van woordentelling.

De volgende voorbeelden verduidelijken de toepassing van de regelen, welke bij de woordentelling moeten worden gevolgd:

	Aantal woorden	
	in het adres	in den inhoud en in de onderteekening
New-York *)	1	2
Newyork	1	1

*) In het adres worden deze verschillende uitdrukkingen door den aannemenden ambtenaar aaneengevoegd.

	Aantal woorden in het adres	Aantal woorden in den inhoud en in de onderteekening
Frankfurt Main *)	1	2
Frankfurtmain	1	1
Sanct Poelten *)	1	2
Sanctpoelten	1	1
Emmingen Kr Soltau *) **)	1	3
Emmingenkrsoltau (16 letters)	1	2
Emmingen Wurtt *) **)	1	2
Emmingenwurtt	1	1
New South Wales *)	1	3
Newsouthwales	1	1
Rp 2,50 (betaalde dienstaanwijzing)	1	—

	Aantal woorden
Van de Brande	3
Van debrande	2
Vandebrande	1
Du Bois	2
Dubois (eigenaam)	1
Belgrave square	2
Belgravesquare	1
Hyde Park	2
Hydepark	1
Hydepark square	2
Hydeparksquare	1
Saint James street	3
Saintjames street	2
Saintjamesstreet (16 letters)	2
Stjamesstreet	1
Rue de la paix	4
Rue dela paix	3
Rue de lapaix	3
Rue delapaix	2

*) In het adres worden deze verschillende uitdrukkingen door den aannemenden ambtenaar aaneengevoegd.

**) Namen van kantoren overeenkomstig de aanwijzingen in de eerste kolom van de officieele Naamlijst der telegraafkantoren.

	Aantal woorden
Ruedelapaix	1
Boulevarditaliens (17 letters)	2
Boulevarddesitaliens (20 letters)	2
Bditaliens	1

Huisnummers.

Breukstrepen worden bij de prijsberekening niet medegeteld.

	Aantal woorden
5*bis* (overseinen als 5/*bis*)	1
15 A of 15ª (overseinen als 15/a)	1
15-3 of 15³ (overseinen als 15/3)	1
15 bpr (overseinen als 15/bpr) (5 letters)	1
15/3 h 1 (overseinen als 15/3/h/1) (5 letters) . .	1
15*bis*/4 (overseinen als 15/*bis*/4) (6 letters) . . .	2
A 15 (overseinen als a/15)	1
1021 A/5 (overseinen als 1021/a/5) (6 letters) . .	2
19 B/4 ög (overseinen als 19/b/4/ög) (6 letters) .	2

Two hundred and thirty four	5
Twohundredandthirtyfour (23 letters)	2
Trois deuxtiers	2
Troisdeuxtiers	1
Troisneufdixièmes (17 letters)	2
Sixfoursix (in plaats van 646)	1
Quatorzevingt (in plaats van 1420)	1
Eentweezes (in plaats van 126)	1
Einzweivier (in plaats van 124)	1
Un deux quatre (3 verschillende cijfers)	3
Deux mille cent quatre-vingt-quatorze	6
Deuxmillecent quatrevingtquatorze (32 letters) . .	3

Responsabilité (14 letters)	1
Kriegsgeschichten (15 letters)	1
Incompréhensible (16 letters)	2

	Aantal woorden
Wie geht's*)	4
Wie geht's	3
Wie gehts**)	2
a-t-il*)	5
a-t-il	3
c'est-à-dire*)	7
c'est-à-dire	4
aujourd'hui	2
aujourdhui	1
porte-monnaie	2
portemonnaie	1
Prince of Wales	3
Princeofwales (schip)	1
3/4 8 (een groep, 4 letters)	1
$44^1/_2$ (5 letters)	1
$444^1/_2$ (6 letters)	2
444,5 (5 letters)	1
444,55 (6 letters)	2
44/2 (4 letters)	1
44/ (3 letters)	1
$2^0/_0$ (4 letters)	1
2 p $^0/_0$	3
Deux pourcent	2
Deuxpourcent	1
$2^0/_{00}$ (5 letters)	1
2 p $^0/_{00}$	3
Deuxpourmille	1
54-58 (5 letters)	1
10 francs 50 centimes (of) 10 fr. 50 c.	4
10 fr. 50	3
fr. 10, 50	2

*) De aannemende ambtenaar onderstreept met een klein streepje het leesteeken of de leesteekens, enz. waarvan de overseining gevraagd wordt, ten einde de aandacht van den overseinenden ambtenaar te trekken.

**) Door het gebruik geijkte verbinding.

	Aantal woorden
dixcinquante	1
11 h. 30	3
11,30	1
huit/10	2
5/douzièmes	2
May/August	3

15×6 (overseinen als 15x6)	3
E	1
Emvthf (handelsmerk of geheim schrift)	2
Emvchf (handelsmerk of geheim schrift)	2
GHF	1
G H F	3
G. H. F. (drie groepen van 2 letters)	3
$\frac{A\ P}{M}$ (4 letters)	1
GHF45 (handelsmerk) (5 letters)	1
G H F 45	4
G. H. F. 45	4
$\frac{197^a}{199^a}$ (handelsmerk 9 letters)	2
$\frac{3}{M}$ (handelsmerk)	1
L'affaire est urgente, partir sans retard (7 woorden, 2 onderstrepingen)	9
L'affaire est urgente , partir sans retard (7 woorden, 2 onderstrepingen, 1 leesteeken)	10
Reçu indirectement de vos nouvelles (assez mauvaises) télégraphiez directement (9 woorden, een gedeelte tusschen haakjes)	10
Répondre „oui" (2 woorden, 1 woord tusschen aanhallingsteekens)	3

HOOFDSTUK VIII.

Tarieven en prijsberekening.

(Artikel 10 van de Overeenkomst).

Artikel 23.

Europeesch verkeer en buiten-Europeesch verkeer.

§ 1. De telegrammen zijn voor de toepassing van de tarieven en van sommige dienstvoorschriften onderworpen aan de bepalingen van het Europeesch of van het buiten-Europeesch verkeer.

§ 2. Het Europeesch verkeer omvat alle landen van Europa, alsmede Algerië en de landstreken buiten Europa, waarvan door de betrokken Administratiën verklaard is, dat zij tot dit verkeer behooren.

§ 3. Het buiten-Europeesch verkeer omvat alle andere landen, dan die in de voorafgaande paragraaf bedoeld.

§ 4. Een telegram is onderworpen aan de regels van het Europeesch verkeer, indien het uitsluitend de verkeerswegen van landen, welke tot dat verkeer behooren, doorloopt.

Artikel 24.

Gouden frank.

De frank, de munteenheid, welke wordt gebruikt als grondslag van de internationale tarieven in het Reglement en in de bijbehoorende tabellen, is de gouden frank van 100 centiemen met een gewicht van 10/31 gram en een gehalte van 0.900.

Artikel 25.

Samenstelling van het tarief.

§ 1. Het tarief voor de telegrafische of radio-electrische overbrenging van internationale telegrammen bestaat uit:

a) de eindtaksen der Administratiën van afzending en van bestemming;

b) de transittaksen van de Administratiën, welke hare tusschenkomst verleenen, ingeval voor de overbrenging van telegrammen gebruik wordt gemaakt van het grondgebied,

de inrichtingen, of de verkeerswegen van die Administratiën;

c) de bijzondere radiotaks(en), welke eventueel in elk bijzonder geval kunnen worden vastgesteld voor den te doorloopen weg tusschen de met elkaar werkende stations;

d) de bijzondere transittaksen, welke eventueel in elk bijzonder geval kunnen worden vastgesteld voor den onderzeeschen kabelweg.

§ 2. Het tarief wordt uitsluitend per woord vastgesteld; elke Administratie kan echter, maar alleen in het Europeesch verkeer, een minimumprijs vaststellen, welke een frank vijftig (1 fr. 50) per telegram niet mag te boven gaan en, in overeenstemming met artikel 29 van het Reglement, den prijs heffen in den vorm welke haar geschikt voorkomt.

Artikel 26.

Vaststelling van grondtaksen in het Europeesch verkeer.

1 (1) In het Europeesch verkeer worden de taksen vastgesteld overeenkomstig de bij dit Reglement behoorende tabel A.*) Deze taksen mogen echter niet hooger zijn dan:

a) twaalf centiemen (0 fr. 12), eindtaks en zeven centiemen (0 fr. 07) transittaks, voor de volgende Staten: *Duitschland, Spanje, Frankrijk, Groot-Britannië, Italië;*

b) vijf en dertig centiemen (0 fr. 35), eindtaks en dertig centiemen (0 fr. 30), transittaks, voor de Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets;

c) dertig centiemen (0 fr. 30), eindtaks en vier en twintig centiemen (0 fr. 24), transittaks, voor Turkije;

d) negen centiemen (0 fr. 09) eindtaks, en zeven centiemen (0 fr. 07), transittaks, voor de andere Europeesche Staten.

(2) Bij wijze van uitzondering en als overgangsmaatregel wordt de eindtaks voor *IJsland, Noorwegen, Polen* en *Zweden* op tien centiemen (0 fr. 10) vastgesteld. De transittaks voor deze Staten wordt vastgesteld op zeven centiemen (0 fr. 07).

---

*) Noot van het Internationaal bureel: Deze tabel wordt afzonderlijk door het Internationaal bureel uitgegeven.

§ 2. (1) Voor de langs radio-electrischen weg tusschen landen van het Europeesch verkeer gewisselde telegrammen, mag de radiotaks, bedoeld in artikel 25, § 1, *c*) niet lager zijn dan het bedrag der telegraaftaksen, welke aan de tusschengelegen Administratiën verschuldigd zouden zijn voor hetzelfde verkeer langs den minst kostbaren weg per telegraaf.

(2) Wanneer de telegrammen worden gewisseld tusschen twee Rijks-radio-electrische stations, wordt het gezamenlijk bedrag der transittaksen tusschen beide Staten elk voor de helft gedeeld. Indien een of meer op den minst kostbaren telegraafweg gelegen Rijks-radio-electrische stations hunne tusschenkomst verleenen, worden de transittaksen voor elke sectie op de zelfde wijze verdeeld.

§ 3. Indien de stations van overneming, waarvan gebruik wordt gemaakt, niet gelegen zijn op den minst kostbaren telegraafweg, wordt het van den afzender te heffen tarief, dat niet lager mag zijn dan het tarief voor de overbrenging langs den minst kostbaren weg per telegraaf, in gemeen overleg tusschen de betrokken Administratiën, vastgesteld en verdeeld, met dien verstande, dat de eindtaksen gelijk blijven aan die voor den minst kostbaren weg per telegraaf.

§ 4. (1) In het Europeesch verkeer zijn alle Administratiën bevoegd hunne eind- of transittaksen te verminderen. Deze wijzigingen moeten evenwel niet ten doel en tot uitwerking hebben, dat een tarievenstrijd in het leven wordt geroepen tusschen bestaande wegen, maar wel, dat voor het publiek tegen gelijke prijzen, zooveel wegen worden opengesteld, als mogelijk is.

(2) De tariefsregelingen moeten zoodanig zijn, dat de eindtaks van het land van afzending steeds dezelfde is, onverschillig welke weg gevolgd wordt en dat hetzelfde geldt voor de eindtaks van het land van bestemming.

(3) De tarieven, welke uit deze wijzigingen voortkomen, moeten aan het Internationaal bureel worden medegedeeld, met het oog op de opneming daarvan in tabel A.

§ 5. Het tarief tusschen twee landen van het Europeesch verkeer is altijd en langs alle wegen gelijk aan dat van den

bestaanden weg, die door toepassing der grondtaksen en eventueel der kabel- of radio-electrische taksen, voortvloeiende uit tabel A, den laagsten prijs oplevert, behalve het geval, bedoeld in § 3.

§ 6. Indien echter de afzender, gebruik makend van de bevoegdheid, welke hem bij art. 42 verleend is, den verzendingsweg heeft aangegeven, moet hij den bij dezen weg behoorenden prijs betalen.

§ 7. De in dit artikel aangegeven taksen zullen met ingang van 1 April 1926 van toepassing zijn.

Artikel 27.

Vaststelling van grondtaksen in het buiten-Europeesch verkeer.

§ 1. In het buiten-Europeesch verkeer worden de eind- en transittaksen vastgesteld overeenkomstig de bij dit Reglement behoorende tabel B.*) De taksen van de landen, welke tot het Europeesch verkeer behooren, met uitzondering van Turkije en de Vereenigde Socialitische Republieken der Sovjets, mogen echter niet hooger zijn dan:

a) twintig centiemen (0 fr. 20), eindtaks en vijftien centiemen (0 fr. 15) transittaks voor Duitschland, Spanje, Frankrijk, Groot-Britannië en Italië**);

b) vijftien centiemen (0 fr. 15), eindtaks en twaalf centiemen (0 fr. 12) transittaks voor alle andere Staten.

§ 2. (1) In het buiten-Europeesch verkeer, schrijft elke Administratie aan haar eigen kantoren de wegen voor, waarop de taksen van toepassing zijn voor telegrammen, welke zonder verzendingsweg door de afzenders zijn aangeboden. Indien de door de Administratie aangewezen weg

---

*) Noot van het Internationaal bureel: Deze tabel wordt afzonderlijk door het Internationaal bureel uitgegeven.

**) Er is overeengekomen, dat Duitschland en Frankrijk voorloopig en bij wijze van overgangsmaatregel hunne eindtaks tot twee en twintig centiemen (0 fr. 22) kunnen opvoeren en dat Duitschland, Spanje en Frankrijk gemachtigd zijn voorloopig hunne tegenwoordige transittaksen te handhaven. (Noot van het Internationaal bureel: d. w. z. de transittaksen op 29 October 1925 van kracht).

niet de minst kostbare is, is de Administratie van afzending verplicht dezen verzendingsweg in de inleiding der telegrammen te doen vermelden, wanneer zulks noodzakelijk is, om de regelmatige verzending van deze telegrammen te verzekeren.

(2) Voor telegrammen met aangegeven verzendingsweg zijn de bepalingen van artikel 26, § 6, van toepassing.

§ 3. In het buiten-Europeesch verkeer hebben alle Europeesche en buiten-Europeesche Administratiën het recht (maar de Europeesche alleen binnen de toegelaten maxima), hunne eind- en transittaksen voor hun geheele verkeer of een gedeelte daarvan te wijzigen, op voorwaarde, dat de aldus vastgestelde eindtaksen van toepassing zijn op alle te volgen wegen tusschen twee zelfde landen.

§ 4. De in dit artikel aangegeven taksen zullen met ingang van 1 April 1926 van toepassing zijn.

Artikel 28.

Tijdstip, waarop nieuwe tarieven in werking treden.

§ 1. Elk nieuw tarief en alle wijzigingen, welke de tarieven in hun geheel of ten deele betreffen, worden eerst geldig na verloop van 20 dagen, nadat zij door het Internationaal bureel ter kennis zullen zijn gebracht, den dag, waarop de kennisgeving is verzonden, niet medegerekend.

Artikel 29.

Bevoegdheid tot afronding der bedragen. Vaststelling van munt-aequivalenten.

§ 1. De bedragen, welke op grond van de artikelen 23 t/m 28 worden geheven, kunnen naar boven of naar beneden worden afgerond, hetzij na toepassing der normale taksen per woord, vastgesteld, volgens de bij dit Reglement behoorende tabellen, hetzij door deze normale taksen te verhoogen of te verlagen, volgens de eischen van het muntstelsel of andere eischen van het land van afzending.

§ 2. De wijzigingen, welke ter uitvoering van de vorige paragraaf worden aangebracht, zijn alleen van toepassing

op het ten kantore van afzending geheven tarief en brengen geen wijziging in de verdeeling der taksen, welke aan de andere betrokken Administratiën toekomen. Zij moeten in dier voege worden toegepast, dat het verschil tusschen de te heffen kosten voor een telegram van vijftien woorden in den volgens de tabellen nauwkeurig berekenden prijs, door middel van de aequivalenten van den frank, vastgesteld en overeenstemming met de bepalingen van den hierna volgenden § 3, het vijftiende deel van dezen laatsten prijs, d. w. z. den reglementairen prijs van één woord niet te boven gaat.

§ 3. Ten einde de door de Overeenkomst voorgeschreven eenheid van prijs te verzekeren, stellen de landen der Vereeniging voor de heffing hunnet telegramkosten een aequivalent in huune eigen munt vast, dat de waarde van den frank zooveel mogelijk nabij komt.

§ 4. Elk land deelt het aequivalent, dat het gekozen heeft, rechtstreeks aan het Internationaal bureel mede. Het Internationaal bureel maakt een lijst der aequivalenten op en zendt deze aan alle Administratiën der Vereeniging toe.

§ 5. Het aequivalent van den frank kan in elk land wijzigingen ondergaan, welke verband houden met de stijgingen of de dalingen van de waarde van de munt van dit land. De Administratie, welke haar aequivalent wijzigt, stelt den dag vast, met ingang waarvan zij de telegramkosten volgens haar nieuwe aequivalent, zal heffen; zij geeft daarvan kennis aan het Internationaal bureel, dat alle Administratiën der Vereeniging inlicht.

HOOFDSTUK IX.

Heffing van telegramkosten.

Artikel 30.

Heffing bij aanbieding; heffing bij ontvangst.

§ 1. De heffing van telegramkosten geschiedt bij de aanbieding, behoudens de uitzonderingen, voor na te seinen telegrammen (artikel 56 § 7), bodekosten (artikel 60, § 1), kunstseintelegrammen (artikel 63, § 6), telegrammen voor

meervoudige bestemmingen, welke langs radiotelegrafischen weg worden verzonden (artikel 69) en de door het kantoor van ontvangst opgemerkte, ten onrechte aangebrachte veranderingen of samenvoegingen van woorden (artikel 21, § 10), welke aanleiding geven tot een hefting van den geadresseerde.

§ 2. De afzender van een internationaal telegram heeft het recht daarvan een ontvangbewijs te vragen, waarop het bedrag der betaalde kosten is vermeld. De Administratie van afzending is bevoegd uit dien hoofde een recht te haren voordeele tot een maximum van vijftig centiemen (0 fr. 50), te heffen.

§ 3. Indien er betaling bij aankomst moet plaats hebben, wordt het telegram slechts tegen betaling der verschuldigde kosten aan den geadresseerde afgeleverd, behalve wanneer in het Reglement anders bepaald wordt (artt. 56, 57 en 61).

§ 4. Als de bij aankomst te heffen kosten niet geïnd worden, draagt de Administratie van bestemming het verlies, behoudens bijzondere regelingen, welke in overeenstemming met artikel 17 van de Overeenkomst worden getroffen.

§ 5. De Telegraafadministratiën nemen intusschen zooveel mogelijk de noodige maatregelen, zoo noodig door den afzender een borgstelling te doen storten, teneinde op den afzender de kosten te verhalen, welke bij aankomst moeten worden geheven en niet door den geadresseerde worden betaald, tengevolge van diens weigering, of omdat het niet mogelijk is, hem te vinden, behalve wanneer het Reglement anders bepaalt (art. 57, § 4).

Artikel 31.

Vergissingen bij de prijsberekening.

§ 1. De bij vergissing te weinig geheven telegramkosten moeten door den afzender worden bijbetaald.

§ 2. De bij vergissing te veel geheven telegramkosten worden, evenals de waarde van de op de telegrammen te veel aangehechte zegels, ambtshalve aan den rechthebbende terugbetaald, indien het bedrag ten minste gelijk is aan twee

franken (2 fr.). De terugbetaling van een kleiner bedrag dan twee franken (2 fr.) is niet verplicht, als de afzender er niet om gevraagd heeft.

HOOFDSTUK X.

Overseining van telegrammen.

Artikel 32.

Seinteekens van de Morse-code, van den Hughes-, den Baudot- en den Siemenstoestel.

Onderstaande lijsten vermelden de teekens, welke worden gebruikt bij de overseining met toestellen, waarbij de Morse-code gebezigd wordt en bij de overseining met Huges, Baudot en Siemenstoestellen.

Afdeeling A.

Teekens van de Morse-code.

Afstand en lengte der teekens :

1. Een streep is gelijk aan drie punten.
2. De afstand tusschen de teekens van een zelfde letter is gelijk aan één punt.
3. De afstand tusschen twee letters is gelijk aan drie punten.
4. De afstand tusschen twee woorden is gelijk aan vijf punten.

Bij den Wheatstone toestel is, wanneer gebuik wordt gemaakt van perforators met drie toetsen, de afstand tusschen twee letters gelijk aan een blank en de afstand tusschen twee woorden gelijk aan drie blanken.

Letters.

a	- —	ch	— — — —
ä	- — - —	d	— - -
á ou å	- — — - —	e	-
b	— - - -	é	- - — - -
c	— - — -	f	- - — -

g	— — -	q	— — - —
h	- - - -	r	- — -
i	- -	s	- - -
j	- — — —	t	—
k	— - —	u	- - —
l	- — - -	ü	- - — —
m	— —	v	- - - - —
n	— -	w	- — —
ñ	— — - — —	x	— - - —
o	— — —	y	— - — —
ö	— — — -	z	— — - -
p	- — — -		

Cijfers.

1	- — — — —	6	— - - - -
2	- - — — —	7	— — - - -
3	- - - — —	8	— — — - -
4	- - - - —	9	— — — — -
5	- - - - -	0	— — — — —

Bij de ambtelijke herhaling en in de inleiding der telegrammen moeten de cijfers worden overgeseind door middel van de volgende teekens, van welke ook gebruik kan worden gemaakt in den inhoud van telegrammen, uitsluitend uit cijfers bestaande. De telegrammen moeten in dit geval de dienstaanwijzing „en chiffres" („in cijfers") dragen.

1	- —	6	— - - - -
2	- - —	7	— - - -
3	- - - —	8	— - -
4	- - - - —	9	— -
5	- - - - -	0	—

Lees- en andere teekens.

Punt . . . . (.) - - - - - -
Puntkomma . . . . (;) — - — - — -

Komma	(,)	- — - — - —
Dubbele punt	(:)	— — — - - -
Vraagteeken of verzoek om herhaling van een niet begrepen teeken . . .	(?)	- - — — - -
Uitroepteeken	(!)	— — - - — —
Afkappingsteeken	('-)	- — — — — -
Koppelteeken of streepje	(-)	— - - - - —
Breukstreep	(/)	— - - — -
Haakjes (voor en achter de woorden)	( )	— - — — - —
Aanhalingsteekens (voor èn achter elk woord of elk gedeelte van een zin tusschen aanhalingsteekens)	(„”)	- — - - — -
Onderstreping (voor en achter de woorden of zinsnede)		- - — — - —
Dubbele streep	(=)	— - - - —
Begrepenteeken (dit teeken wordt bij de radiotelegrafie als oproepingsteeken gebruikt)		- - - — -
Vergissingsteeken		- - - - - - - -
Kruis of sluitteeken	(+)	- — - — -
Uitnoodiging tot overseining		— - —
Wachtteeken		- — - - -
Einde van de correspondentie (kwijtingsteeken)		- - - — - —
Oproepingsteeken (begin van elke overseining)		— - — - —
Teeken, dat het nummer van aanbieding, of serienummer van een telegram aangeeft		— - - — -
Scheiteeken voor de overseining van gebroken getallen (tusschen de over te seinen gewone breuk en het geheele getal)		- — - - —
Teeken, dat gebruikt wordt, om een groep of een woord in een telegram aan te duiden		— — - - — -
Teeken : is het juist ? (uitslujtend gebruikt bij draadlooze telegrafie) . .		- - — - —

Ten einde elke mogelijke verwarring te vermijden, moet bij de overseining van getallen, waarin een breuk voorkomt, de breuk worden overgeseind door haar, naar omstandigheden, te doen voorafgaan of te doen volgen door het daarvoor aangewezen scheiteeken.

Bijvoorbeeld: Voor 1 1/16 worde overgeseind 1 - — - - — 1/16; opdat men niet zal lezen 11/16; voor 3/4 8, worde overgeseind 3/4 - — - - — 8, opdat niet 3/48 zal worden gelezen; voor 2 1/2 2, worde overgeseind 2 - — - - — 1/2 - — - - — 2 opdat niet 21/22 zal worden gelezen.

Afdeeling B.

Teekens van den Hughestoestel.

Letters :

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M,
N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Cijfers :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Lees- en andere teekens :

Punt . . . . (.)
Puntkomma . . . . (;)
Komma . . . . (,)
Dubbele punt . . . . (:)
Vraagteeken . . . . (?)
Uitroepteeken . . . . (!)
Afkappingsteeken . . . . (')
Kruis . . . . (+)
Koppelteeken of streepje . . . . (—)
Breukstreep . . . . (/)
Dubbele streep . . . . (=)
Haakje (links) . . . . (
Haakje (rechts) . . . .)
Aanhalingsteeken . . . . (")
en . . . . (&)
in eenige landen, (É) of het teeken §.

De afstand tusschen twee getallen of tusschen een getal en een teeken, dat geen betrekking heeft op dat getal, wordt door een „blank" aangegeven. Een groep, welke wordt gevormd door cijfers en letters moet door twee „blanken" van de uitdrukking (woord of getal), die voorafgaat of die volgt worden gescheiden. Bij de overseining van een getal, waarin een breuk voorkomt, wordt de breuk door een „blank" gescheiden van het geheele getal, dat voorafgaat, of dat volgt.

Voorbeelden : 1 3/4 en niet 13/4 ; 3/4 8 en niet 3/48.

De onderstreepte woorden en zinsneden worden voorafgegaan en gevolgd door twee liggende strepen (voorbeeld : — — zonder verwijl — —) en door den ambtenaar van het kantoor van ontvangst onderstreept.

Om het kantoor, waarmede men verbonden is te roepen, of om te antwoorden : een klein aantal malen afwisselend blank en N.

Om voortdurend hetzelfde teeken te vragen, teneinde de snelheid te regelen : eene samenvoeging van blank, I en T, zooveel malen herhaald, als noodig is.

Om regeling van den electro-magneet te vragen, of daartoe in staat te stellen : eene samenvoeging van blank, I, N en T, zooveel malen herhaald, als noodig is.

Om wachten te geven : de samenvoeging A T T, gevolgd door een getal, dat in minuten den vermoedelijken duur van het wachten aangeeft.

Om een vergissing aan te duiden : tweemaal N achtereen, zonder eenig leesteeken.

Teneinde het kantoor in verbinding in de rede te vallen : twee of drie willekeurige letters, op behoorlijken afstand achter elkaar.

Om het einde van een telegram aan te duiden : het kruis, voorafgegaan door een cijferblank.

Om het einde van de overseining van een serie aan te duiden : een vraagteeken na het kruis.

Om aan te duiden, dat de correspondentie is afgeloopen (kwijtingsteeken) : tweemaal blank.

De teekens op de E aan het einde der woorden (met of zonder s) worden, wanneer zij van wezenlijk belang zijn, met

de hand bijgeschreven. (Voorbeeld : Achète, acheté). In dit laatste geval herhaalt de seinende ambtenaar het woord, na de onderteekening en plaatst daarbij de É tusschen twee blanken, om de aandacht van het kantoor van ontvangst er op te vestigen. Voor ä, á, å, ñ, ö en ü, wordt onderscheidenlijk ae, aa, ao, n, oe en ue geseind.

Afdeeling C.

Teekens van den Baudottoestel.

Letters.

A, B, C, D, E, É, F, G, H, I, J, K, L, M,
N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Cijfers :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Lees en andere teekens :

. , ; : ? ! ' — / = ( ) % & + * " .

De voorschriften betreffende de overseining van geheele getallen, gebroken getallen en onderstreepte woorden of zinsneden, alsmede van de letters ä, á, å, ñ, ö en ü, welke bij den Hughestoestel van toepassing zijn, zijn zulks eveneens bij den Baudottoestel.

Ten einde een kantoor te roepen, wordt „ohé" geseind, gevolgd door de aanduiding van het geroepen kantoor, terwijl men eindigt met verschillende wisselingen (beurtelings neerdrukken van den 4den en 5den toets).

Ten einde een vergissing aan te duiden, het teeken * ; ten einde het kantoor in verbinding in de rede te vallen, de teekens PPP of % % %, zoolang als zulks noodig is ; na elk telegram of elke serie, het teeken +.

Afdeeling D.

Teekens van den Siemenstoestel.

Letters :

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M,
N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Cijfers :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Lees- en andere teekens :

. , ; : ? ! ' + — / = ( ) & " § *

De voorschriften betreffende de overseining van geheele getallen, gebroken getallen, en onderstreepte woorden of zinsneden, alsmede van de letters é, ä, á, å, ñ, ö en ü, welke bij den Hughestoestel van toepassing zijn, zijn zulks eveneens bij den Siemenstoestel.

Ten einde een vergissing aan te duiden, geeft men het teeken*.

Artikel 33.

Volgorde bij de overseining.

§ 1. De overseining van telegrammen geschiedt in onderstaande volgorde :

a) regeeringstelegrammen ;

b) dringende diensttelegrammen ;

c) weerberichten ;

d) dringende nota's en nota's betrekking hebbend op storing van de verkeerswegen ;

e) dringende bijzondere telegrammen ;

f) niet-dringende diensttelegrammen en nota's ;

g) regeeringstelegrammen, waarvoor de afzender heeft afgezien van den voorrang bij de overseining en niet-dringende bijzondere telegrammen ;

h) uitgestelde telegrammen.

§ 2. De Administratiën der Vereeniging zijn overeengekomen, aan telegrammen betreffende de beveiliging van menschenlevens bij de zee- en luchtvaart, den volstrekten voorrang toe te staan.*)

§ 3. Elk kantoor, dat langs een internationalen verkeersweg een telegram ontvangt, dat is aangekondigd als telegram betreffende beveiliging van menschenlevens bij de zee-

*) Noot van het Internationaal bureel : zie voorbeelden van deze soort telegrammen in het aanhangsel, blz. 195.

en luchtvaart, als regeerings- of diensttelegram, of als weerbericht, seint het als zoodanig verder.

Artikel 34.

Regels voor de overseining. Overseining in series.

§ 1. De overseining van een telegram, welke eenmaal begonnen is, mag slechts, in geval van volstrekte noodzakelijkheid, worden afgebroken voor een bericht van hoogeren rang.

§ 2. Telegrammen van denzelfden rang worden door de kantoren van afzending, in volgorde van den tijd van aanneming, en door de kantoren van overneming in volgorde van den tijd van ontvang, overgeseind.

§ 3. Op de kantoren van overneming worden de aldaar aangenomen en overgenomen telegrammen, welke langs denzelfden verkeersweg moeten worden verzonden, bij elkaar gevoegd en overgeseind, in onderlinge volgorde van den tijd van aanneming, of van ontvang, met inachtneming van de in artikel 33 bepaalde volgorde.

§ 4. Twee kantoren, welke in rechtstreeksche gemeenschap staan met een Morse-toestel, of met een toestel voor opnemen op het gehoor, wisselen de telegrammen in beurtorde, met inachtneming van de bepalingen van artikel 33.

§ 5. (1) Bij het werken met snelwerkende toestellen geschiedt de wisseling van telegrammen in series, wanneer op de in verbinding staande kantoren verschillende telegrammen ter overseining aanwezig zijn. Dit zelfde is, na overleg tusschen de met elkaar werkende kantoren, van toepassing bij de overseining met den Morse-toestel en met toestellen voor opnemen op het gehoor, indien het verkeer zulks wettigt.

(2) Telegrammen van eenzelfde serie worden als één enkele overseining beschouwd. De ontvangen telegrammen worden echter niet aan het toestel bewaard tot het einde der serie, maar men laat elk regelmatig ontvangen telegram zijn loop vervolgen, zoodra met de overseining van het tweede, op dit telegram volgend bericht is begonnen, of na een tijd gelijk aan den duur van de overseining van een telegram van middelmatige lengte.

§ 6. (1) Wanneer twee kantoren met elkaar in verbinding staan, door twee verbindingen, waarvan de eene voor de overseining en de andere voor de ontvangst wordt gebruikt of wanneer gelijktijdig wordt geseind en ontvangen, heeft de overseining onafgebroken plaats, doch elk tiental telegrammen wordt als een serie aangemerkt, tenzij de betrokken kantoren een bijzondere doorloopende nummering bezigen voor de telegramwisseling op elk toestel.

(2) Indien het ontvangend kantoor ontdekt, dat een nummer van de doorloopende serie ontbreekt, stelt dit het seinend kantoor hiervan terstond in kennis.

Artikel 35.

Overseining in series.

§ 1. Elke serie bevat hoogstens vijf telegrammen, indien de overseining per Morsetoestel of met toestellen voor opnemen op het gehoor en hoogstens tien telegrammen, indien de overseining met snelwerkende toestellen plaats heeft. Wanneer de overseining in beurtorde geschiedt, telt op den Morsetoestel elk telegram, dat meer dan 100, op de toestellen voor opnemen op het gehoor elk telegram, dat meer dan 150 of op snelwerkende toestellen elk telegram, dat meer dan 200 woorden bevat, voor een serie, of beëindigt zulk een telegram een in gang zijnde serie.

§ 2. Wanneer de overseining in beurtorde geschiedt, telegram voor telegram, telt een telegram van hoogeren rang, wat volgorde van overseining betreft, niet in de beurtelingsche volgorde mede.

§ 3. Het kantoor, dat een serie heeft geseind, heeft het recht om door te gaan, wanneer er een telegram voorhanden is, waaraan voorrang is verleend boven die, welke zijn correspondent voorhanden heeft, tenzij deze laatste reeds met zijn overseining begonnen is.

§ 4. Wanneer in beurtorde gewerkt wordt, begint, zoodra de overseining geëindigd is, het kantoor, dat ontving, op zijn beurt te seinen; indien het niets voorhanden heeft, gaat het

andere door. Wanneer wederzijds geen telegrammen voorhanden zijn, geven de kantoren het kwijtingsteeken.

Artikel 36.

Oproep van het kantoor in verbinding. Verbod om een telegram, dat niet aan de bepalingen voldoet, te vertragen.

§ 1. Elke wisseling van telegrammen tusschen twee kantoren begint met den oproep.

§ 2. Het geroepen kantoor moet onmiddellijk antwoorden. Wanneer het verhinderd is, op te nemen, wordt het wachtteeken gegeven, gevolgd door een getal, dat in minuten den vermoedelijken duur van het wachten aangeeft. Indien de vermoedelijke duur van het wachten tien minuten te boven gaat, moet de reden daarvan worden opgegeven.

§ 3. Met uitzondering van mobiele radio-electrische stations mag geen enkel kantoor de opneming weigeren van telegrammen, welke men aan dit kantoor wil brengen, onverschillig welke de bestemming dezer telegrammen is. Alleen ingeval van klaarblijkelijke vergissing bij de verzending, of andere in het oog loopende onregelmatigheden, maakt de opnemende ambtenaar het seinend kantoor daarop opmerkzaam. Wanneer dit laatste geen rekening houdt met de opmerking, wordt na de ontvangst van het telegram aan het seinend kantoor een nota gezonden, waarna dit verplicht is, eveneens per nota, de begane vergissing te herstellen.

§ 4. Men mag een telegram niet weigeren of ophouden, als de dienstbijvoegsels, de betaalde dienstaanwijzingen, of sommige deelen van het adres of van den inhoud niet in orde zijn. Men moet dergelijke telegrammen opnemen en daarna zoo noodig per nota verbetering vragen aan het kantoor van afzending, overeenkomstig het bepaalde in artikel 18.

Artikel 37.

Regels voor de overseining.

§ 1. Wanneer het geroepen kantoor geantwoord heeft, seint het kantoor, dat geroepen heeft, in onderstaande volgorde

de dienstaanwijzingen, welke de inleiding van een telegram vormen.

a. (1) aard van het telegram, door middel van een der hieronder aangeduide verkortingen :

SVH Telegram betreffende de beveiliging van menschenlevens bij de zee- of luchtvaart.
S Regeeringstelegram.
F Regeeringstelegram, waarvoor de afzender heeft afgezien van den voorrang bij de overseining.
A Gewoon diensttelegram of gewone nota.
AD Dringend diensttelegram.
ADG Nota betreffende storing op de verkeerswegen.
ST Betaalde nota
MDT Telegrafissche postwissel.
OBS Weerbericht
D Dringend bijzonder telegram
CR Gewone kennisgeving van ontvang.
CRD Dringende kennisgeving van ontvang.
CRS Kennisgeving van ontvang betreffende een regeeringstelegram.
CRF Kennisgeving van ontvang betreffende een regeeringstelegram, waarvoor de afzender afgezien heeft van den voorrang bij de overseining.
Radio Radiotelegram.

(2) De aard van het telegram wordt bij de overseining van gewone bijzondere en uitgestelde telegrammen niet aangegeven.

(*b*) de letter B, maar alleen in het verkeer per Morse-toestel en met toestellen voor opnemen op het gehoor, wanneer het seinend kantoor rechtstreeks telegrammen met het kantoor van bestemming wisselt.

(*c*) de naam van het kantoor van bestemming, maar alleen wanneer het eene nota, een betaalde nota of een kennisgeving van ontvang betreft.

d) (1) De naam van het kantoor van afzending eventueel gevolgd door de toevoegingen, welke moeten dienen om het van andere kantoren in dezelfde plaats te onderscheiden (b. v. Bruxelles, Berlin Fd. enz.). De naam van het kantoor

moeten worden overgeseind, zooals deze in de eerste kolom van de Officieele Naamlijst der voor den internationalen dienst opengestelde kantoren voorkomt en mag niet worden afgekort. Wanneer de naam uit verschillende woorden is samengesteld, mogen deze woorden slechts dan samengevoegd worden, als deze samenvoeging geen verminking van den naam te weeg brengt. Voorbeeld: La Union en niet Launion, S. Albans d'Ay en niet Salbansday.

(2) Indien het kantoor van afzending, behalve door den naam van de plaats, door een getal wordt aangeduid, b. v.: Berlin 66, wordt de naam van het kantoor bij de overseining van dit getal gescheiden door een breukstreep (voorbeeld Berlin/66).

(3) Indien de openstelling van het kantoor van afzending door het Internationaal bureel nog niet is medegedeeld, bestaat er aanleiding, na den naam van dat kantoor dien van het onderdeel van het land, of dien van het land zelf waarin het kantoor gelegen is, aan te duiden.

(4) Bij de verderseining langs het telegraafnet, vermeldt het kuststation als aanduiding van het kantoor van afzending, den naam van het mobiele station van afzending, zooals deze in de Naamlijst van radiotelegraafstations voorkomt en ook eventueel den naam van het laatste mobiele station, dat zijn tusschenkomst heeft verleend. Deze aanwijzingen worden gevolgd door den naam van het kuststation;

e) nummer van het telegram (nummer van het kantoor van afzending of serie-nummer);

f) (1) aantal woorden. Bij verschil tusschen het aantal woorden, vastgesteld volgens de regels der prijsberekening en het werkelijke woordental, gebruikt men, behalve voor zooveel diensttelegrammen en niet betaalde nota's betreft, een breuk, waarvan de teller het aantal woorden vastgesteld volgens de regels der prijsberekening en de noemer het werkelijke woordental aangeeft.

(2) Dit voorschrift is in het bijzonder van toepassing.

1°. indien een telegram in verstaanbare taal woorden bevat van meer dan 15 letters;

2°. indien een telegram, waarvan de inhoud in overeenge-

komen taal is gesteld, verstaanbare woorden van meer dan 10 letters bevat;

3°. bij groepen van cijfers of letters uit meer dan 5 letters bestaande;

g (1) tijd van aanneming [door twee groepen van cijfers, waarvan de eerste de hoeveelste dag der maand en de tweede het uur en de minuten, gevolgd door de letters m of s (matin ou soir) voor- of namiddag aanduidt].

(2) De uren kunnen door middel van de cijfers 0 tot 24 worden overgeseind; in dit geval worden de aanwijzingen m of s weggelaten;

h) verzendingsweg, als deze aangegeven is. Voor de ontvangen telegrammen is echter overseining van deze aanwijzing facultatief bij de verderseining binnen het land van bestemming;

i) andere dienstbijvoegsels.

§ 2. Na de ambtelijke inleiding, zooals deze hierboven is aangegeven, worden achtereenvolgens de betaalde dienstaanwijzingen, het adres, de inhoud en de onderteekening van het telegram geseind. De als één woord getelde en door den aannemenden ambtenaar aaneengevoegde uitdrukkingen (art. 21 § 2) moeten als één woord worden overgeseind.

§ 3. De dubbele streep (— - - - — op den Morsetoestel en = op de typedruktoestellen) wordt geseind tusschen de inleiding en de betaalde dienstaanwijzingen, tusschen de betaalde dienstaanwijzingen onderling, tusschen de betaalde dienstaanwijzingen en het adres, tusschen de verschillende adressen in een meervoudig telegram onderling, tusschen het adres en den inhoud en tusschen den inhoud en de onderteekening. Elk telegram, of elke serie wordt met het kruis beëindigd. (- — - — - op den Morsetoestel, of op de toestellen voor opnemen op het gehoor en + op de typedruktoestellen). Op deze laatste moet het kruis steeds worden voorafgegaan door een blank.

§ 4. Wanneer de seinende ambtenaar bemerkt, dat hij zich vergist heeft, geeft hij het „vergissingsteeken", herhaalt het laatste goed geseinde woord en zet de verbeterde overseining voort.

§ 5. Wanneer de opnemende ambtenaar waarneemt, dat de ontvangst onbegrijpelijk wordt, valt hij zijn correspondent in de rede, of laat hem onderbreken en herhaalt hij het laatste goed ontvangen woord, of laat dit herhalen. De correspondent hervat alsdan de overseining te beginnen met dit woord.

§ 6. Elk telegram moet worden overgeseind, zooals de afzender het geschreven heeft en overeenkomstig zijn minuut (behoudens de uitzonderingen, bedoeld in de artikelen 11, 13 en 20). Met uitzondering van de betaalde dienstaanwijzingen, welke steeds in den verkorten vorm moeten worden overgeseind en behalve in de gevallen, welke tusschen de verschillende Administratiën in gemeen overleg zijn bepaald, is het verboden van eenige verkorting gebruik te maken bij de overseining van een telegram, of dit op de een of andere wijze te veranderen.

§ 7. (1) Wanneer een kantoor aan een zelfden correspondent verschillende telegrammen met gelijken inhoud en meer dan 50 woorden bevattende, heeft over te seinen, behoeft het dezen inhoud slechts eenmaal over te seinen. De overseining van den inhoud heeft dan slechts bij het eerste telegram plaats, terwijl de inhoud van alle volgende telegrammen met denzelfden inhoud wordt vervangen door de woorden : texte nr .... (inhoud nr ....).

(2) Bij deze handelwijze is het noodig, dat alle telegrammen met denzelfden inhoud onmiddellijk na elkander worden overgeseind.

(3) Wanneer op het kantoor in verbinding de ontvangst op geperforeerde strook kan plaats vinden, moet dit kantoor tijdig omtrent de overseining der telegrammen met gelijken inhoud worden ingelicht, opdat de ontvangst door middel van perforatie kan geschieden.

§ 8. (1) Bij de over- of verderseining van een telegram met meer dan 100 woorden, wordt het kruis, dat het laatste woord van elke reeks van 100 woorden aangeeft, nà dat woord overgeseind (+ op de typedruktoestellen ; - — - — - op den Morsetoestel en op toestellen voor opnemen op het gehoor).

(2) Bij het werken met Morsetoestellen en met toestellen voor opnemen op het gehoor, schrijft de opnemende ambtenaar, wanneer het een verder te seinen telegram betreft, het kruis (- — - — -) neer, maar wanneer het telegram door het kantoor van bestemming wordt ontvangen, geeft de opnemende ambtenaar enkel met een merkteeken het honderdste woord van de reeks aan.

(3) Bij het werken met typedruktoestellen laat de opnemende ambtenaar op het kantoor van overneming het kruis staan; de ambtenaar van het kantoor van bestemming verwijdert dit teeken en geeft met een klein merkstreepje het honderdste woord van de reeks aan.

(4) Het kruis mag niet op het aan den geadresseerde af te leveren formulier voorkomen.

Artikel 38.

Ontvangst en contrôle door den opnemenden ambtenaar.

§ 1. (1) Zoodra de overseining is afgeloopen, vergelijkt de opnemende ambtenaar bij elk telegram het aantal ontvangen woorden met het aangekondigde woordental. Wanneer het aantal woorden in den vorm van een breuk is gegeven, wordt slechts het aantal werkelijk bestaande woorden of groepen vergeleken, tenzij er duidelijk een vergissing in het spel is.

(2) Wanneer de ambtenaar een verschil ontdekt tusschen het aangekondigd en het ontvangen woordental, meldt hij dit aan zijn correspondent, door het aantal ontvangen woorden aan te duiden en herhaalt hij de eerste letter van elk woord en het eerste cijfer van elk getal (*voorbeeld:* 17 j c r b 2 d . . . . enz.).

Wanneer de seinende ambtenaar zich enkel vergist heeft in de aankondiging van het woordental, antwoordt hij:

„Admis" (goed) en geeft hij het werkelijk aantal woorden op (*voorbeeld:* 17 admis (goed); anders verbetert hij het volgens de ontvangen letters verkeerd gebleken gedeelte. In beide gevallen valt hij zoo noodig zijn correspondent bij de overseining der beginletters in de rede, zoodra hij in staat is het aantal woorden te verbeteren of te bevestigen.

§ 2. Wanneer het verschil niet is ontstaan door een vergissing bij de overseining, kan verbetering van het aangekondigde woordental niet anders geschieden dan in onderling overleg, zoo noodig per nota, tusschen het kantoor van afzending en dat in verbinding. Indien geen overeenstemming is verkregen, geldt het door het kantoor van afzending opgegeven woordental, terwijl intusschen het telegram met het dienstbijvoegsel „Rectification suivra" („Verbetering volgt"), overgeseind in den verkorten vorm „C T F", wordt verder gezonden; de beteekenis dezer verkorting wordt door het kantoor van bestemming op het aan den geadresseerde af te leveren formulier vermeld.

§ 3. De herhalingen worden in korten en duidelijken vorm gevraagd en gegeven.

Artikel 39.

Ambtelijke herhaling (collationnement).

§ 1. (1) De ambtenaren kunnen, wanneer zij twijfelen aan de juiste ontvangst, de gedeeltelijke of geheele herhaling geven of eischen van telegrammen, welke zij geseind of ontvangen hebben. Gedeeltelijke herhaling is verplicht voor regeeringstelegrammen in verstaanbare taal en van telegrafische postwissels; zij omvat voor deze telegrammen alle getallen, evenals de eigennamen en eventueel de twijfelachtige woorden.

(2) Bij het werken per Morse-toestel en met toestellen voor opnemen op het gehoor, wordt de ambtelijke herhaling, evenals eventueel het collationnement, wanneer in beurtorde, telegram voor telegram, wordt gewerkt, door den opnemenden ambtenaar gegeven. De ambtenaar, die deze herhaling geeft, moet, in geval van verbetering, de verbeterde woorden of getallen herhalen. Zoo dit wordt nagelaten, moet deze tweede herhaling door den seinenden ambtenaar geëischt worden. Wanneer bij deze toestellen in series en ook, wanneer met snelwerkende toestellen wordt gewerkt, wordt de ambtelijke herhaling, of het collationnement door den seinenden ambtenaar onmiddellijk na het telegram gegeven.

Wanneer de overseining met geperforeerde strooken ge-

schiedt, moet ook het collationnement geperforeerd worden.

(3) Bij het werken per Morse-toestel of met toestellen voor opnemen op het gehoor, omvat de verplichte ambtelijke herhaling, alle cijfers van het adres, van den inhoud en van de onderteekening. Wanneer de ambtelijke herhaling niet door den seinenden ambtenaar is gegeven, indien zulks door hem behoorde te geschieden, kan zij aan het einde van het telegram of van de serie telegrammen, door den opnemenden ambtenaar worden gegeven, indien deze laatste twijfelt aan de juiste overkomst.

§ 2. Wanneer men de herhaling geeft van getallen, waarin een breuk voorkomt, moet, ten einde elke mogelijkheid op eene vergissing te vermijden, de breuk worden herhaald, door er op den Morse-toestel het daarvoor aangewezen teeken (- — - - —) of op de typedruktoestellen de dubbele streep (=) aan te doen voorafgaan of er op te doen volgen.

Voorbeelden: voor 1 1/16, seine men 1 - — - - — 1/16 of 1 = 1/16, opdat men niet 11/16 zal lezen; voor 3/4 8 seine men 3/4 - — - - — 8 of 3/4 8, opdat men niet 3/48 zal lezen; voor 2 1/2 2 seine men 2 - — - - — 1/2 - — - - — 2 of 2 = 1/2 = 2, opdat men niet 21/22 zal lezen.

§ 3. De ambtelijke herhaling mag onder geen voorwendsel vertraagd of afgebroken worden.

Artikel 40

Reçu.

(1) Nadat het woordental vergeleken is, de eventueele vergissingen zijn verbeterd en eventueel na de ambtelijke herhaling, geeft het ontvangend kantoor aan het seinend, het reçu van het telegram of van de telegrammen, welke de serie uitmaken. Dit reçu wordt voor een enkel telegram gegeven door R, gevolgd door de aanduiding van het nummer van het ontvangen telegram: b.v. „R 436".

(2) Wanneer het een telegrafische postwissel betreft, wordt het reçu in den vorm: „R 436 mandat" (postwissel) gegeven.

(3) Bij een serie telegrammen geeft men R met aanduiding

van het aantal ontvangen telegrammen, benevens van het eerste en laatste nummer van de serie : bijv. „R 5 157 980".

(4) Wanneer in de serie telegrafische postwissels zijn begrepen, wordt het reçu met de aanduiding der nummers van de telegrafische postwissels aangevuld, aldus : R 5 157 980 y compris 13 mandat 290 mandat (R 5 157 980 postwissel 13 postwissel 290 inbegrepen).

(5) Wanneer het verkeer door middel van snelwerkende toestellen met gebruikmaking van een bijzondere en doorloopende nummerreeks, wordt onderhouden, worden in plaats van reçu's, elk half uur, na voorafgaande onderlinge overeenstemming, tusschen de betrokken kantoren, nota's gewisseld. Deze nota's geven aan het kantoor in verbinding : het serienummer van het laatst ontvangen en afgewerkt telegram, evenals de nog ontbrekende, of nog niet afgewerkte serienummers : [voorbeeld : „Reçu 4.50 s = 583/3012 manque 580 en dépôt 576" (ontvangen 4.50 a = 583/3012 580 ontbreekt, 576 opgehouden)]. Bij de sluiting van den dienst moet een eindreçu worden gezonden in den vorm van een nota [b.v. : A Wien Berlin Si 11 12,15 m = accusé de réception final pour 10/5. Reçu 1 — 683, 3001 — 3022 = eindreçu voor 10/5, ontvangen 1—683, 3001 — 3022)].

Artikel 41.

Behandeling van verminkte telegrammen.

§ 1. Verbeteringen en verzoeken om inlichtingen betreffende telegrammen, welke het kantoor in verbinding reeds heeft doorgegeven, worden bij nota gedaan.

§ 2. (1) Telegrammen, welke klaarblijkelijk verminkt zijn, mogen niet worden opgehouden, wanneer de verbetering op korten termijn kan plaats hebben. Zij moeten zonder vertraging met het dienstbijvoegsel „CTF" aan het eind van de inleiding worden verder geseind. Dadelijk na de verderseining van het telegram wordt verbetering ervan per niet betaalde nota gevraagd.

(2) De latere verbeteringen moeten nadrukkelijk als nietbetaalde nota's (A) worden aangeduid.

§ 3. Indien tengevolge van storing, of wegens eenige andere oorzaak, de herhaling, of het reçu niet kan worden gegeven of ontvangen, mag deze omstandigheid voor het ontvangend kantoor geen beletsel zijn, om de telegrammen hun loop te laten vervolgen, behoudens de verplichting, om een verbetering later er op te doen volgen, indien daartoe aanleiding is.

§ 4. (1) In geval van storing, geeft het ontvangend kantoor onmiddellijk reçu en vraagt eventueel aanvulling van een niet beëindigd telegram, hetzij langs een anderen rechtstreekschen draad, als er een in dienst is, hetzij in het tegenovergestelde geval door middel van een nota langs den besten beschikbaren weg verzonden.

(2) Het verzoek om annuleering van een telegram, waarvan de overseining is begonnen, moet steeds per nota geschieden.

§ 5. (1) Wanneer de overseining van een telegram niet binnen redelijken tijd kan worden afgemaakt, of een reçu niet binnen redelijken tijd is ontvangen, wordt het telegram opnieuw met het dienstbijvoegsel „Ampliation" („Duplicaat") overgeseind.

(2) Voor het geval, dat deze tweede overseining langs een anderen, dan den oorspronkelijk voor de verzending van het telegram gebruikten weg geschiedt, moet alleen de duplicaat overseining in de internationale rekeningen worden opgenomen.

Het seinend kantoor verricht dan per nota het noodige bij de betrokken kantoren voor de annuleering van het oorspronkelijke telegram in de internationale rekeningen.

HOOFDSTUK XI.

Verzending van telegrammen.

Artikel 42.

Vaststelling van den door de telegrammen te volgen weg. Verzending van telegrammen per draad en per draadlooze.

§ 1. De verschillende wegen, welke de telegrammen kunnen volgen, worden door beknopte of verkorte aanwijzingen aangeduid, welke in gemeen overleg tusschen de betrokken

Administratiën worden vastgesteld. Alleen aldus vastgestelde aanwijzingen mogen worden gebruikt; willekeurige afkortingen zijn niet toegelaten.

§ 2. De afzender, die den verzendingsweg wil voorschrijven, stelt de overeenkomstige uitdrukking op zijn minuut.

Ook kan hij slechts een gedeelte van den af te leggen weg aangeven.

§ 3. Wanneer de afzender den verzendingsweg heeft voorgeschreven, zijn de betrokken kantoren gehouden zich naar zijn aanwijzingen te gedragen, tenzij op den voorgeschreven weg storing of klaarblijkelijke ophooping bestaat, in welke gevallen de afzender geen bezwaar kan maken tegen het gebruik van een anderen weg.

§ 4. Indien daarentegen, de afzender geen enkelen verzendingsweg heeft voorgeschreven, beslist elk kantoor, waar verschillende wegen openstaan, over de richting, welke aan het telegram moet worden gegeven.

§ 5. Indien de verzending van een telegram tegen denzelfden prijs kan worden uitgevoerd langs verschillende wegen, welke door een zelfde Administratie worden geëxploiteerd, beslist deze Administratie omtrent den voor bijzondere telegrammen te volgen weg, zooveel mogelijk in het belang van de afzenders, die in dit geval, niet in het bijzonder het gebruik van een dezer wegen kunnen verzoeken.

§ 6. (1) Indien de verzending van een telegram zoowel per draad als per draadlooze kan geschieden, heeft de afzender het recht te verzoeken, dat het telegram per draad of per draadlooze wordt verzonden, onverschillig of de daarvoor gebruikte wegen al of niet door dezelfde Administratie worden geëxploiteerd; op de minuut wordt dan door hem een desbetreffende duidelijke aanwijzing gesteld. Deze aanwijzing wordt door den telegraafdienst als een aanduiding van den verzendingsweg beschouwd (zie art. 37, § 1, letter *h*). Zij wordt door een van de volgende uitdrukkingen overgebracht:

„Fil", wanneer de afzender overseining „per draad" verzoekt;

„Anten", wanneer de afzender overseining langs draadloozen weg verzoekt; de aannemende ambtenaar schrijft deze aanwijzingen op de minuut van het telegram.

(2) In geen geval worden regeeringstelegrammen, waarvan overseining per draad verlangd is, per draadlooze verzonden, behalve, wanneer de afzender, nadat met hem behoorlijk overleg is gepleegd, tot overseining langs draadloozen weg machtiging heeft gegeven. In geen geval worden regeeringstelegrammen, waarvan overseining langs draadloozen weg is verzocht, per draad verzonden, behalve wanneer de afzender, nadat met hem behoorlijk overleg is gepleegd, tot overseining per draad machtiging heeft gegeven.

(3) De overige telegrammen, waarvan overseining per draad verlangd is, worden slechts langs draadloozen weg verzonden, wanneer de draadweg gestoord is, zonder uitzicht op een spoedig herstel. Omgekeerd worden de overige telegrammen, waaraan overseining langs draadloozen weg is verlangd, slechts per draad verzonden, wanneer de radioweg gestoord is, zonder uitzicht op een spoedig herstel.

HOOFDSTUK XII.

Storing der telegrafische verbindingen.

Duplicaat overseining.

Artikel 43.

Behandeling in geval van storing der verbindingen.

§ 1. (1) Wanneer tijdens de overseining van een telegram, storing invalt op de gewone telegraafverbindingen, verzendt het kantoor, waar de storing zich voordoet, of een meer achterwaarts gelegen kantoor, dat over een telegrafischen omweg beschikt, het telegram onmiddellijk langs dezen weg (art. 79, §§ 4 (2), 5 en 6), of bij gebreke daarvan, per post (zooveel mogelijk per aangeteekenden brief) of per bode. De kosten der doorzending op andere wijze, dan per telegraaf, komen ten laste van het kantoor, dat deze doorzending bewerkstelligt. De per post verzonden brief moet

het opschrift „Télégramme-exprès" (Telegram per expresse) dragen.

(2) De telegrammen, welke overeenkomstig het bepaalde in deze paragraaf per telegraaf worden verzonden, worden van de aanwijzing „dévié" (langs een omweg verzonden) voorzien, gevolgd door den naam van het kantoor, dat voor de afwijkende verzending zorgt. Deze aanwijzing wordt aan het einde van de inleiding, na de aanduiding van den verzendingsweg, als deze aanwezig is, overgeseind.

§ 2. (1) De telegrammen worden echter slechts langs een duurderen weg doorgezonden, wanneer zij uiterlijk binnen 24 uren na de kennisgeving van de storing, aan het kantoor, dat voor de verderseining moet zorgen, worden toegezonden.

(2) De toezending van het eerste telegram, dat de aanwijzing „dévié" (langs een omweg verzonden) draagt (art. 79, § 4,) zal als officieele kennisgeving van de storing worden beschouwd.

(3) Wanneer herhaalde storingen op de lijnen van eenzelfde Administratie zich voordoen, is geen enkele andere Administratie gehouden, het in deze paragraaf bepaalde, meer dan driemaal in dezelfde maand toe te passen, tenzij een bijzondere regeling tusschen de betrokken Administratiën is getroffen.

§ 3. Het kantoor, dat tot een andere wijze van doorzending dan per telegraaf overgaat, richt het telegram naar omstandigheden, aan het eerste telegraafkantoor, dat in staat is, het verder te seinen, of aan het kantoor van bestemming of aan den geadresseerde zelf, voor zoover deze doorzending binnen de grenzen van het land van bestemming geschiedt. Zoodra de gemeenschap hersteld is, wordt het telegram op nieuw per telegraaf overgebracht, tenzij van te voren bericht van aankomst is ontvangen, of deze overseining, wegens buitengewone ophooging, beslist schadelijk zou zijn voor den rang van den dienst.

Artikel 44.

Verzending van telegrammen per post, ingevolge de storing.

§ 1. Telegrammen, welke om een of andere reden, per

post aan een telegraafkantoor worden verzonden, gaan vergezeld van een genummerd borderel. Tevens geeft het kantoor, dat op deze wijze doorzendt, aan dat, waaraan de zending gericht is, per nota bericht, indien de telegrafische verbindingen zulks toelaten, omtrent het aantal verzonden telegrammen en het vertrekuur der post.

§ 2. Bij aankomst der post, onderzoekt het correspondeerend kantoor, of het aantal ontvangen telegrammen overeenstemt met dat, hetwelk op het borderel is vermeld.

Zoo ja, dan stelt het een bewijs van ontvangst op het borderel, dat dadelijk teruggezonden wordt aan het kantoor van afzending. Na herstel der telegrafische gemeenschap, zendt het kantoor opnieuw bericht van ontvangst per nota in dezen vorm: „Reçu 63 télégrammes conformément au bordereau N° 18 du 30 mars". („Ontvangen 63 telegrammen, volgens borderel Nr. 18 van 30 Maart").

§ 3. De bepalingen der vorige paragraaf zijn eveneens van toepassing, wanneer een telegraafkantoor een zending telegrammen per post ontvangt, zonder daarvan vooraf te zijn onderricht.

§ 4. Wanneer een aangekondigde zending telegrammen niet met de aangeduide post aankomt, moet het kantoor van afzending onmiddellijk daarvan worden onderricht.

Naar omstandigheden moet dit kantoor òf de telegrammen onmiddellijk overseinen, wanneer de telegrafische gemeenschap is hersteld, òf met een of ander middel van vervoer een nieuwe verzending uitvoeren.

§ 5. Wanneer, in het in art. 43 § 3, bedoelde geval, een telegram rechtstreeks aan den geadresseerde wordt toegezonden, wordt er een kennisgeving bijgevoegd, waarin mededeeling wordt gedaan van de storing op de verbindingen.

§ 6. Het kantoor, dat telegrammen per telegraaf doorzendt, welke reeds per post zijn overgebracht, licht het kantoor, waaraan deze zijn gericht, per nota in dezen vorm in:

„Berlin Paris 15 10.45 (dagteekening en tijd) = Télégrammes Nos. . . . . . . réexpédiés par ampliation". („Telegrammen Nrs . . . . . . als duplicaat verzonden").

§ 7. De duplicaat-verzending per telegraaf, bedoeld in artikel 43, § 3 en 44, § 6, moet door het dienstbijvoegsel: „Ampliation" („duplicaat") worden aangeduid, dat aan het einde der inleiding wordt overgeseind.

§ 8. Hetzelfde dienstbijvoegsel wordt opgenomen in de inleiding van telegrammen, welke een tweeden keer worden overgeseind.

HOOFDSTUK XIII.

Intrekkking van een telegram op verzoek van den afzender.

Artikel 45.

Behandeling.

§ 1. De afzender van een telegram, of zijn gemachtigde, kan, indien hij zijn hoedanigheid als zoodanig bewijst, de overseining van dat telegram stuiten, wanneer daartoe nog gelegenheid bestaat.

§ 2. Wanneer een afzender zijn telegram intrekt, vóór dat de overseining ervan is begonnen, worden de kosten terugbetaald, na aftrek van een recht van hoogstens vijftig centiemen (0 fr. 50), ten voordeele van de Administratie van afzending.

§ 3. (1) Indien het telegram door het kantoor van afzending is overgeseind, kan de afzender de intrekking alleen verzoeken per betaalde nota, opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 en gericht aan het kantoor van bestemming. De afzender moet, naar keuze den prijs betalen van een antwoord per telegraaf, of van een antwoord per post op de nota van intrekking. Zooveel mogelijk wordt deze nota achtereenvolgens overgeseind naar de kantoren, waarover het oorspronkelijke telegram is verzonden, totdat dit laatste achterhaald is. Indien het telegram aan den geadresseerde is afgeleverd, wordt deze, behalve wanneer in de ST een tegenovergestelde aanwijzing voorkomt, omtrent de intrekking van het telegram ingelicht.

(2) Het kantoor, dat het telegram intrekt, of de nota van

intrekking aan den geadresseerde aflevert, licht het kantoor van afzending in. Deze mededeeling geschiedt per telegraaf, als de afzender de kosten van een antwoord per telegraaf, op de nota tot intrekking heeft betaald; in het tegenovergestelde geval wordt het antwoord per post, als gefrankeerde brief verzonden.

(3) Wanneer het telegram wordt ingetrokken, vóór dit het kantoor van bestemming bereikt heeft, betaalt het kantoor van afzending aan den afzender de kosten van het oorspronkelijke telegram, van de nota tot intrekking en eventueel van het vooruitbetaalde telegrafische antwoord daarop terug, na aftrek van de kosten van het oorspronkelijke telegram, van de nota tot intrekking en eventueel van het vooruitbetaalde telegrafische antwoord daarop voor zooveel den doorloopen afstand betreft.

HOOFDSTUK XIV.

Stuiting van telegrammen.

(Artikelen 7 en 8 van de Overeenkomst.)

Artikel 46.

Behandeling.

§ 1. Er mag van de bevoegdheid, toegekend bij de artikelen 7 en 8 van de Overeenkomst, om de overseining van elk bijzonder telegram te stuiten, alleen gebruik gemaakt worden onder verplichting, daarvan terstond kennis te geven aan het kantoor van afzending, behalve in de gevallen, waarin de kennisgeving gevaarlijk kan schijnen voor de veiligheid van den Staat.

§ 2. De contrôle, in artikel 7 van de Overeenkomst bedoeld, wordt door de eindtelegraafkantoren of telegraafkantoren van overneming uitgeoefend, behoudens beroep op de Hoofdadministratie, welker uitspraak bindend is.

§ 3. De overseining van regeeringstelegrammen, telegrammen betreffende de beveiliging van menschenlevens en diensttelegrammen, geschiedt van rechtswege. De telegraafkantoren mogen op deze telegrammen geen enkele contrôle uitoefenen.

§ 4. Telegrammen, bestemd voor een telegraafagentschap voor nazending, dat kennelijk is opgericht met het doel om telegrammen van derden te onttrekken aan algeheele betaling der kosten verschuldigd voor hunne rechtstreeksche overseining tusschen het kantoor van afzending en dat van eigenlijke bestemming, kunnen door het kantoor van ontvangst worden gestuit, onder verplichting evenwel, het kantoor van afzending hieromtrent onmiddellijk in te lichten.

HOOFDSTUK XV.

Aflevering ter plaatse van bestemming.

Artikel 47.

Behandeling in verschillende gevallen.

§ 1. De telegrammen worden, volgens hun adres, aan huis, poste restante, of telegraaf restant afgeleverd. Zij kunnen ook per telefoon aan den geadresseerde worden afgeleverd, of langs particuliere telegraaflijnen, op de voorwaarden, vastgesteld door de Administratiën, welke deze wijze van overbrenging toelaten.

§ 2. In alle gevallen worden zij in volgorde van den tijd van opneming, rekening houdende met hunnen voorrang, afgeleverd of naar hunne bestemming overgebracht.

§ 3. Telegrammen, welke aan huis zijn geadresseerd in de plaats, waar het telegraafkantoor is gevestigd, worden onmiddellijk aan hun adres bezorgd. Telegrammen, welke de aanwijzing „Jour" („Dag") dragen worden evenwel niet des nachts besteld; voor de in den nacht ontvangen telegrammen is onmiddellijke bestelling slechts dan verplicht, wanneer deze telegrammen de aanwijzing „Nuit" („Nacht") dragen. De Administratiën zijn gehouden, regeeringstelegrammen onmiddellijk te doen bestellen; zij zijn eveneens verplicht bijzondere telegrammen, welke niet de aanwijzing „Nuit" („Nacht") dragen, onmiddellijk te doen bestellen, indien het dringend karakter van het telegram door het kantoor van bestemming wordt opgemerkt.

§ 4. Telegrammen, welke „poste-restante" moeten worden

afgeleverd of per post moeten worden verzonden, worden onmiddellijk door het telegraafkantoor van bestemming aan de post afgeleverd, overeenkomstig de bepalingen van artikel 61.

§ 5. Telegrammen, welke aan scheepspassagiers moeten worden afgeleverd, zoodra het schip de haven binnenkomt, worden zooveel mogelijk vóór de ontscheping afgeleverd.

Indien zulks niet mogelijk is, of indien deze aflevering kosten met zich medebrengt (b. v. overvaartgelden), worden zij aan den vertegenwoordiger van de scheepsreederij afgeleverd.

Artikel 48.

Behandeling in verschillende gevallen.

§ 1. (1) Een aan huis bezorgd telegram kan worden afgeleverd aan den geadresseerde, de volwassen leden van zijn gezin, zijn bedienden, huurders of gasten of aan den concierge van het hôtel of het huis, tenzij de geadresseerde schriftelijk een bijzonderen gemachtigde heeft aangewezen, of de afzender, door boven het adres, de betaalde dienstaanwijzing „Mains propres" („Eigenhandig") of = M P = te plaatsen, heeft verzocht, de aflevering uitsluitend aan den geadresseerde zelf te doen plaats hebben.

(2) De afzender kan eveneens verzoeken, dat het telegram open wordt afgeleverd, door boven het adres, de betaalde dienstaanwijzing „Ouvert" („Open") te plaatsen. Deze beide laatste wijzen van aflevering zijn niet verplicht voor de Administratiën, welke verklaren, dat ze deze niet kunnen aanvaarden.

§ 2. De aanwijzing „Mains propres" („Eigenhandig") wordt voluit door het kantoor van bestemming boven het adres geschreven, terwijl aan den besteller de noodige inlichtingen worden gegeven.

§ 3. (1) Indien een telegram niet kan worden afgeleverd, zendt het kantoor van bestemming, zonder uitstel, aan dat van afzending een nota, welke de oorzaak van de onbestelbaarheid aangeeft en in dezen vorm wordt opgesteld: = 425 quinze (vijftien) Delorme 212 rue Nain (nummer,

dagteekening voluit in letters en adres van het telegram letterlijk overeenstemmende met de ontvangen aanwijzingen) refusé, (geweigerd), destinataire inconnu (geadresseerde onbekend), parti (vertrokken) (met eventueele aanvulling „réexpédié poste" („per post doorgezonden"), (artikel 57, § 3), décédé (overleden), pas arrivé (niet aangekomen), adresse plus enregistrée (geen telegramadres meer) (ou adresse non enregistrée) (of geen telegramadres) enz. Deze nota wordt eventueel aangevuld met de vermelding van de reden der weigering (art. 21), of van het bedrag der kosten, waarvan de inning bij den afzender moet worden beproefd (artt. 56 en 60).

(2) Bij telegrammen, waarvoor kosten zijn in te vorderen met adres „poste restante" of „telegraaf restant", welke niet door den geadresseerde zijn afgehaald, wordt de nota van onbestelbaarheid per gewonen gefrankeerden brief verzonden, na afloop van den termijn voor bewaring van deze telegrammen gesteld.

§ 4. (1) Het kantoor van afzending vergewist zich van de juistheid van het adres en indien dit laatste verminkt is, wordt het dadelijk per nota in dezen vorm verbeterd: „425 quinze (vijftien) (nummer en dagteekening, voluit in letters, van het telegram) pour (voor) . . . . (verbeterd adres)".

(2) Naar omstandigheden bevat deze nota de noodige aanwijzingen, om begane feilen te herstellen, zooals: „faites suivre à destination" („wil naar nieuwe bestemming verder seinen"), „annulez télégramme" („annuleer telegram") enz.

In dit laatste geval moet het kantoor, dat de annuleering heeft voorgeschreven, zelf het telegram naar zijn juiste bestemming overseinen.

§ 5. (1) Indien het adres niet verminkt is, geeft het kantoor van afzending, zoo mogelijk, van de nota van onbestelbaarheid kennis aan den afzender. Een nota van onbestelbaarheid wordt slechts dan nageseind, als de afzender van het oorsponkelijke telegram verzocht heeft, dat zijn telegrammen aan hem worden nageseind (artikel 57). Als de afzender bekend is, geschiedt in alle andere gevallen de nazending per post als gefrankeerde brief.

(2) De nota van onbestelbaarheid kan eveneens per po aan den afzender worden overgebracht, indien aflevering pst bijzonder vervoermiddel (wanneer het b. v. bestelling ten platter lande betreft) kosten met zich zou medebrengen, waarvan de-inning niet verzekerd is. e

(3) De geadresseerde van een nota van onbestelbaarheid kan het adres van het oorspronkelijke telegram slechts overeenkomstig het bepaalde in artikel 19, aanvullen, verbeteren of bevestigen.

§ 6. (1) Indien het telegram, na afzending der nota van onbestelbaarheid, door den geadresseerde wordt afgehaald, of indien het kantoor van bestemming het telegram kan afleveren, zonder een der nota's ter verbetering, als in de §§ 4 en 5 hierboven bedoeld, te hebben ontvangen, zendt het aan het kantoor van afzending een tweede nota in dezen vorm: „29 onze (elf) (nummer en dagteekening voluit in letters) Mirane (naam van den geadresseerde) réclamé ou remis (afgehaald of afgeleverd)".

(2) Deze tweede nota wordt niet overgeseind, wanneer de aflevering door middel van een kennisgeving van ontvang per telegraaf, wordt bericht.

(3) De nota betreffende de aflevering wordt den afzender medegedeeld, indien hij kennis heeft gekregen van de onbestelbaarheid.

§ 7. Indien de deur aan het aangewezen adres niet open is, of de besteller niemand vindt, die het telegram voor den geadresseerde wenscht aan te nemen, wordt een kennisgeving aan de aangewezen woning achtergelaten en het telegram naar het kantoor teruggebracht, ten einde het aan den geadresseerde, of zijn gemachtigde op aanvraag van een van beiden te kunnen afleveren. Telegrammen, waarbij geen bijzondere voorzorgen inzake de aflevering behoeven in acht te worden genomen, worden echter in de brievenbus van den geadresseerde geworpen, wanneer overigens geen twijfel omtrent de woonplaats van dezen bestaat.

§ 8. Wanneer de geadresseerde, nadat hij overeenkomstig het bepaalde in § 7 omtrent de aankomst van een telegram is ingelicht, dit niet binnen een normaal tijdsverloop in

ontvangst neemt, wordt gehandeld overeenkomstig de bepalingen van § 3 van dit artikel.

§ 9. Een telegram met adres telegraaf restant wordt aan het telegraafloket aan den geadresseerde of zijn vertegenwoordiger, indien deze daartoe behoorlijk gemachtigd is, uitgereikt; zij zijn gehouden hun identiteit te bewijzen, indien dit van hen geëischt wordt.

§ 10. Telegrammen met adres poste restante, of welke per post worden afgeleverd zijn, wat de aflevering en de termijnen van bewaring betreft, aan dezelfde regels onderworpen als de postbescheiden.

§ 11. Elk telegram, dat niet binnen 42 dagen, volgende op de dagteekening van ontvangst ten kantore van bestemming, aan den geadresseerde is kunnen worden afgeleverd, wordt vernietigd, met inachtneming van het bepaalde bij § 10 hiervoren en van artikel 63, §§ 9 en 10.

HOOFDSTUK XVI.

Telegrammen met bijzondere aanwijzingen.

(Artikel 9 van de Overeenkomst).

Artikel 49.

Algemeene bepalingen.

§ 1. De bepalingen, vervat in andere hoofdstukken van het Reglement, zijn geheel van toepassing op telegrammen met bijzondere aanwijzingen, onder voorbehoud van de in dit hoofdstuk aangegeven wijzigingen.

§ 2. Bij de toepassing van de artikelen van dit Hoofdstuk kan men de aan het publiek verleende bevoegdheden, met betrekking tot dringende telegrammen, vooruitbetaalde antwoorden, telegrammen met collationneering, kennisgevingen van ontvang, naseining, meervoudige telegrammen en telegrammen met bezorging buiten den bestellingskring, gezamenlijk toepassen.

Artikel 50.

Dringende bijzondere telegrammen.

§ 1. De afzender van een bijzonder telegram kan voorrang

bij de overseining en bij de aflevering ter plaatste van bestemming verkrijgen, door de betaalde dienstaanwijzing „Urgent" („Dringend") of = D = boven het adres te schrijven en het drievoud van den prijs van een gewoon telegram van hetzelfde woordental over denzelfden afstand te betalen.

§ 2. Dringende bijzondere telegrammen hebben voorrang boven andere bijzondere telegrammen, terwijl hunne voorrang onderling wordt geregeld volgens de bepalingen van artikel 34, § 2.

§ 3. De bepalingen der voorafgaande paragrafen zijn niet verplicht voor de Administratiën, welke verklaren, dat ze deze niet kunnen toepassen, hetzij op een gedeelte van het verkeer, hetzij op het geheele verkeer, dat over hare verkeerswegen gaat.

§ 4 (1) De Administratiën, welke dringende telegrammen slechts in doorgaand verkeer toelaten, moeten deze zoowel op draden, waarop over haar grondgebied rechtstreeks wordt geseind, als op hare kantoren van overneming, tusschen telegrammen van dezelfde herkomst en dezelfde bestemming toelaten. De aan hen toekomende transittaks wordt verdrievoudigd, evenals voor de overige gedeelten van den afgelegden weg.

(2) Dringende overbrenging over gedeelten van den af te leggen weg is toegelaten, wanneer de betrokken Administratiën te dien opzichte in het bijzonder met elkaar zijn overeengekomen. De afzender, die gebruik wil maken van deze bevoegdheid, vermeldt boven het adres de betaalde dienstaanwijzing = PU =, en betaald voor het gedeelte van den weg, waarover het telegram als dringend moet worden geseind, den drievoudigen prijs.

Artikel 51.

Telegrammen met antwoord betaald.

Behandeling ten kantore van afzending.

§ 1. De afzender van een telegram kan het antwoord, dat hij van zijn correspondent vraagt, vooruit betalen, door boven het adres de betaalde dienstaanwijzing „Réponse payée" („Antwoord betaald") of = RP = te plaatsen, aan-

gevuld met de vermelding van het in franken en centiemen voor het antwoord betaalde bedrag: Réponse payée x . . . . (Antwoord betaald x . . . .) of = RPx = (*Voorbeelden* : = RP 3,00 = RP 3,05 = RP 3,40 =).

Artikel 52.

Telegrammen met antwoord betaald. Behandeling ten kantore van bestemming. Frankeering van het antwoordtelegram. Terugbetaling van het antwoordbewijs.

§ 1. Ter plaatse van bestemming levert het kantoor aan den geadresseerde een antwoordbewijs af, van gelijke waarde, als in het vraag-telegram aangegeven. Dit antwoordbewijs geeft de bevoegdheid, om binnen de grens zijner waarde, een telegram met willekeurige bestemming te verzenden, van een willekeurig kantoor uit van de Administratie, waartoe het kantoor behoort, dat het bewijs heeft afgegeven, of wanneer het een radiotelegram voor een mobiel station betreft, van het station uit, dat het antwoordbewijs heeft afgegeven.

§ 2. (1) Indien de prijs van een met een antwoordbewijs gefrankeerd telegram de waarde van dat bewijs te boven gaat, moet het meerdere door den afzender, die van het bewijs gebruik maakt, worden bijbetaald. In het tegengestelde geval wordt het verschil tusschen de waarde van het bewijs en het bedrag van de werkelijk verschuldigde kosten aan den afzender van het oorspronkelijk telegram terugbetaald, indien het verzoek daartoe binnen zes maanden na de dagteekening van afgifte van het antwoordbewijs gedaan is en dit verschil tenminste twee franken (2 fr.) bedraagt.

(2) Deze terugbetaling geschiedt voor rekening van de Administratie van bestemming van het oorspronkelijk telegram, tenzij op grond van artikel 76 een vereenvoudige handelwijze kan worden toegepast.

§ 3. Het antwoordbewijs kan slechts gedurende zes maanden, gerekend van den dag, volgende op dien van afgifte, voor de frankeering van een telegram gebruikt worden.

§ 4. Indien de geadresseerde het antwoordbewijs gewei-

gerd heeft, of er om een of andere reden geen gebruik van heeft gemaakt, wordt het bedrag van dat antwoordbewijs aan den afzender van het telegram terugbetaald, indien zulks binnen den termijn van geldigheid van het antwoordbewijs, door den afzender, of door den geadresseerde gevraagd wordt.

§ 5. Wanneer het antwoordbewijs niet aan den geadresseerde is kunnen worden uitgereikt, omdat het niet mogelijk was dezen te vinden, wordt het bedrag aan den afzender terugbetaald, indien deze, voordat de termijn van geldigheid is verstreken, hiertoe het verzoek doet. Het kantoor van bestemming maakt in dit geval het bewijs ongeldig, terwijl het telegram, van een desbetreffende aanteekening voorzien, gedurenden den voorgeschreven termijn wordt bewaard.

Artikel 53.

Telegrammen met collationneering.

De collationneering heeft ten doel meer waarborgen te geven voor een juiste overbrenging der telegrammen. Zij bestaat in de geheele herhaling van het telegram (de ambtelijke inleiding inbegrepen) en in de vergelijking van deze herhaling met de ambtelijke inleiding, het adres, den inhoud en de onderteekening van bedoeld telegram.

§ 1. De afzender van een telegram is bevoegd, daarvan collationneering te vragen. Hij betaalt daarvoor, boven de gewone kosten, een bedrag gelijkstaande met de helft van den prijs van een gewoon telegram, van hetzelfde aantal woorden, voor dezelfde bestemming langs denzelfden weg, terwijl hij boven het adres de betaalde dienstaanwijzing „Collationnement" („Collationneering") of = T C = schrijft.

§ 2. Regeerings- en diensttelegrammen in geheim schrift worden ambtshalve en kosteloos gecollationneerd (art. 16, § 6).

§ 3. (1) Het collationnement wordt door het ontvangend, of door het seinend kantoor gegeven naar gelang van het voor de overseining gebruikte systeem (art. 39, § 1).

(2) Het collationnement telt niet in de beurtelingsche volgorde van de overseining mede.

Artikel 54.

Telegrammen met kennisgeving van ontvang.

Behandeling ten kantore van afzending.

§ 1. (1) De afzender van een telegram kan verzoeken, dat hem de dagteekening en de tijd, waarop zijn telegram aan zijn correspondent is afgeleverd, per telegraaf of per post, dadelijk na de aflevering wordt medegedeeld.

(2) Wanneer het telegram per post naar zijn eindbestemming wordt overgebracht, poste-restante wordt afgegeven, of aan het adres van een of ander tusschenpersoon wordt afgeleverd, bevat bovenbedoelde mededeeling dagteekening en tijd van postverzending, afgifte of aflevering.

(3) Indien het een telegram voor een mobiel station betreft, wordt bovenbedoelde mededeeling door het kuststation of de kustseinpost verzonden en daarin dagteekening en tijd van overbrenging van het telegram naar het mobiele station aangegeven.

§ 2. (1) Indien de afzender verzoekt, dat de mededeeling hem per telegraaf wordt gedaan, moet hij daarvoor een bedrag betalen, gelijkstaande met den prijs van een gewoon telegram van vijf woorden voor dezeltde bestemming langs denzelfden weg. Hij schrijft dan boven het adres de betaalde dienstaanwijzing: „Accusé de réception" (Kennisgeving van ontvang") of = P C =.

(2) Indien de afzender verzoekt, dat deze mededeeling hem per post wordt gedaan, betaalt hij een bedrag van veertig centiemen (0 fr. 40), terwijl hij boven het adres de betaalde dienstaanwijzing „Accusé de réception postal" („Kennisgeving van ontvang per post") of = P C P = schrijft.

§ 3. In het verkeer, waarbij dringende telegrammen zijn toegelaten, kan voorrang voor overseining en aflevering voor de kennisgeving van ontvang per telegraaf verzocht worden. De afzender betaalt daarvoor den prijs van een dringend telegram van vijf woorden voor dezelfde bestemming langs denzelfden weg, terwijl hij boven het adres de betaalde dienstaanwijzing: „Accusé de réception urgent" (Dringende kennisgeving van ontvang") of = P C D = schrijft.

Artikel 55.

Telegrammen met kennisgeving van ontvang.

Behandeling ten kantore van bestemming.

§ 1. (1). De kennisgeving van ontvang moet onverwijld opgemaakt worden; de kennisgeving van ontvang per telegraaf wordt aangekondigd door de verkortingen C R, C R S, C R F of C R D, naar gelang het betreft een kennisgeving van ontvang van een gewoon telegram, een regeeringstelegram, een regeeringstelegram, waarvoor de afzender heeft afgezien van den voorrang bij de overseining, of een dringende kennisgeving van ontvang.

(2) In de inleiding wordt geen nummer van het kantoor van afzending, geen woordental en geen tijd van aanneming vermeld. De kennisgeving van ontvang wordt in dezen vorm overgeseind:

C R Paris Berne = 469 vingtdeux (tweeentwintig) Brown (nummer, dagteekening voluit in letters van het oorspronkelijk telegram, naam van den geadresseerde van dit telegram) remis vingtcinq (afgeleverd vijfentwintig) 10.25 m. (dagteekening voluit in letters, uur en minuten).

(3) Wanneer het telegram aan de post, of aan een of ander tusschenpersoon is afgegeven, buiten de personen, die zich aan het gewone verblijf van den geadresseerde bevinden, maakt de kennisgeving van ontvang er melding van, bv.: „Remis poste ou hotel, ou gare etc. vingtcinq 10.25 m." („Afgeleverd post of hotel of station, enz. vijfentwintig 10.25 m.")

(4) Wanneer het een telegram voor een schip op zee betreft, maakt het kuststation, of de kustseinpost, de kennisgeving van ontvang op en bezigt dan de aanduiding: „transmis navire vintcinq 10.25 m." („naar het schip overgebracht vijfentwintig 10.25 m").

§ 2. De kennisgeving van ontvang per telegraaf wordt in gelijke volgorde met de bijzondere telegrammen overgeseind. De kennisgevingen van ontvang, betreffende regeeringstelegrammen, alsmede dringende kennisgevingen van ontvang, worden echter, wat den voorrang betreft, verzonden

volgens de voor deze soorten van telegrammen geldende bepalingen.

§ 3. (1) Indien een telegram met kennisgeving van ontvang, niet afgeleverd kan worden, wordt een nota van onbestelbaarheid aan het kantoor van afzending gezonden, alsof het een gewoon telegram betrof, terwijl de kennisgeving van ontvang niet wordt opgemaakt.

(2) Indien later, gedurende den termijn van bewaring van het telegram (42 dagen, art. 48 § 11), het telegram aan den geadresseerde kan worden afgeleverd, wordt de kennisgeving van ontvang terstond opgemaakt en overgeseind.

(3) De kosten van de kennisgeving van ontvang per telegraaf kunnen, na afloop van bovengenoemden termijn, wanneer het telegram niet afgeleverd is, aan den afzender op zijn verzoek worden terugbetaald.

(4) De kosten van de kennisgeving van ontvang per post worden nooit terugbetaald.

§ 4. De kennisgeving van ontvang per post bevat dezelfde inlichtingen als de kennisgeving van ontvang per telegraaf. Zij wordt per gefrankeerden brief, met opschrift „Accusé de reception" („Kennisgeving van ontvang") door het kantoor van bestemming van het telegram aan dat van afzending gezonden.

§ 5. (1) De kennisgeving van ontvang, per telegraaf of per post, wordt onmiddellijk na aankomst op het kantoor van afzending van het telegram, ter kennis van den afzender van het telegram gebracht.

(2) Indien het een kennisgeving van ontvang inzake een nageseind telegram betreft, int dit kantoor van den afzender eventueel het verschil tusschen het oorspronkelijk geheven bedrag voor de kennisgeving van ontvang en het bedrag, dat verschuldigd is, volgens den werkelijk door deze kennisgeving afgelegden weg.

(3) Indien dit laatste bedrag ten minste twee franken (2 fr.) lager is, dan het geheven bedrag, wordt het verschil aan den afzender, op zijn verzoek, terugbetaald.

Artikel 56.

Naseining van telegrammen op verzoek van den afzender. Behandeling op de kantoren van afzending en bestemming.

§ 1. Ieder afzender kan, door boven het adres de betaalde dienstaanwijzing „Faire suivre" („Naseinen") of = FS = te schrijven, verzoeken, dat zijn telegram door het kantoor van bestemming wordt nageseind.

§ 2. (1) De afzender van een na te seinen telegram, die een kennisgeving van ontvang per telegraaf vraagt, moet worden gewaarschuwd, dat indien het telegram buiten de grenzen van het land van bestemming wordt nageseind, hij eventueel voor den werkelijk door de kennisgeving van ontvang doorloopen afstand, het daarvoor benoodigd bedrag moet bijbetalen, onverminderd de betaling van naseiningskosten welke niet bij aankomst zijn geind.

(2) Indien een na te seinen telegram hetwelk een der aanwijzingen = RPx = of = PC = bevat, buiten de grenzen van het land van bestemming moet worden nageseind, past het naseinend kantoor de bepalingen van artikel 57, § 5 toe.

§ 3. Indien een telegram van de betaalde dienstaanwijzing = FS =, zonder meer is voorzien, vermeldt het kantoor van bestemming, overeenkomstig het bepaalde in § 6, in voorkomende gevallen het nieuwe adres, dat ten huize van den geadresseerde is opgegeven, en seint het telegram naar de nieuwe bestemming na. Op dezelfde wijze gaat men door, totdat het telegram is afgeleverd, of geen nieuw adres meer wordt opgegeven.

§ 4. (1) Indien aflevering niet kan geschieden en geen nieuw adres wordt opgegeven, verzendt het laatste kantoor van bestemming de nota van onbestelbaarheid, bedoeld in artikel 48, § 3. Deze nota moet het bedrag der naseiningskosten, welke niet van den geadresseerde konden worden geïnd, vermelden. Zij verkrijgt dezen vorm :

„435 vingtneuf (negenentwintig) Paris Julien (nummer, dagteekening voluit in letters, naam van het oorspronkelijk kantoor van afzending, naam van den geadresseerde)

réexpédié à . . . . (nageseind naar . . . .) (nieuw adres), inconnu (onbekend), refusé (geweigerd) enz. (reden van de niet-aflevering), percevoir . . . . . . (te heffen . . . . . .) (bedrag van de niet ingevorderde kosten)".

(2) Deze nota wordt gericht aan het kantoor, dat de laatste naseining heeft verricht, opdat dit eventueel de noodige verbeteringen kan aanbrengen. Indien de overseining juist heeft plaats gehad, seint dit kantoor de nota aan het kantoor van afzending,, dat het bedrag der naseiningskosten van den afzender van het telegram invordert en hem de nota van onbestelbaarheid mededeelt.

(3) Voorts bewaart het laatste kantoor van bestemming het telegram, overeenkomstig het bepaalde in artikel 48, § 11.

§ 5. Indien de betaalde dienstaanwijzing = FS = vergezeld gaat van opvolgende adressen, wordt het telegram aan elk der opgegeven bestemmingen, eventueel tot aan de laatste overgeseind ; dit laatste kantoor handelt in voorkomende gevallen, overeenkomstig de bepalingen van de voorafgaande paragraaf.

§ 6. (1). De plaats van afzending, de dagteekening en de tijd van aanneming, welke in de inleiding der nageseinde telegrammen moeten worden aangegeven, zijn de plaats van afzending, de dagteekening en de tijd van aanneming van het oorspronkelijke telegram ; de plaats van bestemming is die, waarheen het telegram het eerst geseind moet worden.

(2) De aanwijzingen omtrent de aflevering aan huis, voor zooveel deze reeds zijn uitgevoerd, worden in het adres weggelaten ; na de aanwijzing = FS = wordt alleen vermeld de naam van elk der bestemmingen, waar het telegram reeds is geweest.

Het adres b. v. van een telegram, hetwelk bij afzending luidde :

= FS = Haggis chez (per adres) Dekeysers Londres = Hotel Tarbet Tarbet = North British Hotel Edimbourg, zou bij naseining uit Tarbet, plaats van tweede naseining, dezen vorm verkrijgen :

= FS = de Londres, Tarbet = Haggis North British Hotel Edimbourg.

(3) Bij elke naseining wordt het aantal woorden opnieuw vastgesteld en de inleiding dienovereenkomstig gewijzigd.

§ 7. (1) De kosten, welke bij aanbieding van na te seinen telegrammen geheven worden, zijn enkel die voor de eerste bestemming verschuldigd, waarbij het volledig adres bij de woordentelling in rekening wordt gebracht. De bij te betalen kosten worden van den geadresseerde geheven. Deze worden berekend naar het aantal woorden, dat bij iedere naseining wordt overgeseind.

(2) Indien de geadresseerde weigert de kosten van de naseining te betalen, wordt het telegram toch afgeleverd. Per nota, waarin mededeeling wordt gedaan van het bedrag van de van den afzender in te vorderen kosten, wordt de weigering tot betaling ter kennis van het kantoor van afzending gebracht.

§ 8. Te rekenen vanaf het eerste in het adres aangewezen kantoor, worden de van den geadresseerde te heffen kosten voor den verder af te leggen weg, voor elke nieuwe naseining bijgevoegd. Het totaal wordt ambtshalve in de inleiding vermeld.

§ 9. Dit dienstbijvoegsel luidt:

„Percevoir . . . .” („te heffen . . . .”). Indien de naseining geschiedt binnen de grenzen van den Staat, waartoe het kantoor van bestemming behoort, worden de van den geadresseerde te heffen bij te betalen kosten voor elke naseining berekend naar het binnenlandsch tarief van dien Staat. Indien de naseining geschiedt buiten deze grenzen, worden de bij te betalen kosten berekend door elke internationale naseining als een afzonderlijk telegram te beschouwen. Het tarief voor elke naseining is gelijk aan dat voor de telegrammen, gewisseld tusschen den Staat, die naseint en den Staat, waarheen het telegram wordt nageseind.

Artikel 57.

Naseining van telegrammen op verzoek van den geadresseerde.

§ 1. Ieder, die zijn bevoegdheid daartoe aantoont, kan ver-

langen, dat telegrammen, welke aan zijn adres op een telegraafkantoor aankomen, aan hem zullen worden nageseind aan een door hem opgegeven nieuw adres. Er wordt dan gehandeld overeenkomstig het bepaalde in het voorgaande artikel, maar inplaats dat boven het adres de aanwijzing =FS= wordt geschreven, vermeldt men de betaalde dienstaanwijzing „Réexpédié de . . . ." („Nageseind uit . . . .") (naam van het naseinende kantoor of van de naseinende kantoren).

§ 2. De verzoeken om naseining moeten schriftelijk, per betaalde nota of per post (artikel 19, § 8) gedaan worden. Zij gaan òf van den geadresseerde zelf uit, òf in zijn naam, van een der in artikel 48, § 1, genoemde personen, welke de telegrammen namens den geadresseerde in ontvangst kunnen nemen. Hij, die een zoodanig verzoek indient, verbindt zich de kosten te betalen, welke niet door het kantoor, dat met de bestelling belast is, kunnen worden ingevorderd.

§ 3. (1) Elke Administratie behoudt zich de bevoegdheid voor, om overeenkomstig de inlichtingen, welke aan de woning van den geadresseerde worden gegeven, telegrammen, waarvoor overigens geen bijzondere aanwijzing is gedaan, te doen naseinen.

(2) Indien, ten huize van den geadresseerde van een telegram, dat niet de aanwijzing = FS = draagt, het nieuwe adres wordt medegedeeld, zonder dat opdracht tot naseining wordt gegeven, zijn de Administratiën gehouden een afschrift van dat telegram per post te laten volgen, tenzij verzocht is, het telegram ten kantore te bewaren, of ambtshalve naseining geschiedt.

(3) Nazending per post geschiedt, overeenkomstig het bepaalde in artikel 61. Over telegrammen, waarvan een afschrift per post wordt nagezonden, wordt een gewone nota van onbestelbaarheid verzonden (art. 48). De telegrafische nota van onbestelbaarheid wordt in dit geval aangevuld met de aanwijzing „Réexpédié poste" („per post nagezonden").

§ 4. (1) Indien een nageseind telegram niet afgeleverd kan worden, zendt het laatste kantoor van bestemming de in § 3

van artikel 48 bedoelde nota van onbestelbaarheid. Deze nota luidt als volgt :

„435 vingtneuf (negenentwintig) Paris Julien (nummer, dagteekening voluit in letters, naam van het oorspronkelijke kantoor van afzending, naam van den geadresseerde) réexpédié à . . . . (nageseind naar . . . . .) (nieuwe adres), inconnu (onbekend), refusé (geweigerd) enz. (reden van de niet aflevering), percevoir . . . . . (te heffen . . . . .) (bedrag van de niet ingevorderde kosten)".

(2) Deze nota wordt eerst gericht aan het kantoor, dat de laatste naseining verrichtte, daarna aan het vorige en zoo achtereenvolgens aan elk kantoor, dat heeft nageseind, opdat elk van deze kantoren in voorkomende gevallen, de noodige verbeteringen kan aanbrengen en het adres kan toevoegen, waaronder het telegram aldaar is ontvangen.

(3) De betrokken kantoren verhalen eventueel de niet ingevorderde kosten op hen, die last tot de naseining hebben gegeven en achtereenvolgens verantwoordelijk zijn.

(4) De nota wordt tenslotte aan het kantoor van afzending overgeseind, ter inlichting van den afzender, aan wien geen naseiningskosten in rekening worden gebracht.

§ 5. (1) Indien een kantoor van bestemming een telegram met antwoord betaald moet naseinen, blijft de aanwijzing = RPx =, zooals deze ontvangen is, boven het adres staan, terwijl het antwoordbewijs, indien dit gereed gemaakt is, ongeldig gemaakt wordt.

(2) Het voor het antwoord betaalde bedrag wordt door de Administratie, welke naseint, ten voordeele geboekt van de Administratie, waarheen het telegram is nageseind.

(3) Wanneer een kantoor van bestemming een telegram met antwoord betaald per post moet nazenden, wordt het antwoordbewijs aan het telegram gehecht.

(4) In het Europeesch verkeer, wordt de kennisgeving van ontvang van een naar een nieuwe bestemming nageseind telegram, door het laatste kantoor van bestemming in dezen vorm opgemaakt :

„CR. Etretat Zermatt = 524 onze (elf) Regel Londres réexpédié Zermatt remis douze 8.40 m. (nageseind Zermatt afgeleverd twaalf 8.40 v.m.)".

(5) Betreft het een kennisgeving van ontvang omtrent een buiten de grenzen van het Europeesch verkeer nageseind telegram, dan wordt het vooruitbetaalde bedrag gebruikt voor een kennisgeving van ontvang, waarin mededeeling van de naseining van het telegram wordt gedaan.

§ 6. In de gevallen, bedoeld bij §§ 1 en 2, en ook bij § 7 (2) van dit artikel, heeft degene, die een telegram laat naseinen, de bevoegdheid, zelfs de naseiningskosten vooruit te betalen, mits het een telegram betreft, dat slechts naar één plaats wordt nageseind zonder aanwijzingen omtrent eventueele verdere naseining naar andere plaatsen.

§ 7. (1) Indien een telegram naar een bepaalde plaats moet worden nageseind, zonder aanwijzingen omtrent eventueele naseining naar andere plaatsen, kan degene, die de opdracht tot naseining van dit telegram geeft, zelfs verzoeken, dat dit dringend wordt nageseind, maar hij is dan verplicht, zelf de drievoudige kosten te betalen. Het kantoor, dat aan dit verzoek voldoet, voegt aan het adres van het na te seinen telegram de betaalde dienstaanwijzing = D = toe.

(2) Omgekeerd kunnen dringende telegrammen, op verzoek van den geadresseerde, of zijn vertegenwoordiger, als gewone telegrammen worden nageseind, nadat de aanwijzing = D = is doorgehaald.

§ 8. In het geval, bedoeld in het eerste lid (1) van de voorafgaande paragraaf en eveneens, wanneer gebruik wordt gemaakt van de bevoegdheid, verleend bij § 6 hierboven, wordt de aanwijzing „Percevoir . . . ." („te heffen . . . .") voorgeschreven bij § 9 van het voorgaand artikel, vervangen door de aanwijzing „Taxe perçu" („kosten betaald").

Artikel 58.

Meervoudige telegrammen.

§ 1. (1) Elk telegram kan worden gericht òf aan verschillende geadresseerden in een zelfde plaats of in verschil-

lende plaatsen, welke door eenzelfde telegraafkantoor bediend worden, òf aan eenzelfden geadresseerde aan verschillende woningen in dezelfde plaats of in verschillende plaatsen, welke door eenzelfde telegraafkantoor worden bediend. De afzender schrijft dan boven het adres de betaalde dienstaanwijzing „x adresses" („x adressen") of = TMx =. De naam van het kantoor van bestemming komt slechts eenmaal, aan het eind van het adres voor.

(2) Bij telegrammen aan verschillende geadresseerden gericht, moeten de aanwijzingen omtrent de plaats van bestelling zooals beurs, station, markt, enz., achter den naam van iederen geadresseerde voorkomen. Eveneens moet in telegrammen gericht aan een zelfden geadresseerde aan verschillende woningen, de naam van den geadresseerde voor elke aanwijzing van de plaats van bestelling voorkomen.

§ 2. Het gebruik van betaalde dienstaanwijzingen is geregeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 13, § 1.

§ 3. (1) Een meervoudig telegram wordt voor de prijsberekening als één enkel telegram geteld, waarbij alle adressen in de woordentelling worden begrepen.

(2) Bovendien wordt voor meervoudige telegrammen, behalve het tarief per woord een recht van vijftig centiemen (0 fr. 50) geheven, voor de vervaardiging van elk afschrift dat niet meer dan vijftig betaalde woorden bevat. Het aantal afschriften is gelijk aan het aantal adressen min een.

(3) Voor afschriften, welke meer dan vijftig betaalde woorden bevatten, bedraagt het recht vijftig centiemen (0 fr. 50) voor elke vijftig woorden, of gedeelte daarvan. De kosten voor elk afschrift worden afzonderlijk berekend, waarbij rekening wordt gehouden met het aantal woorden, dat het moet bevatten.

(4). Voor dringende telegrammen wordt het recht van vijftig centiemen (0 fr. 50) per afschrift van vijftig woorden tot een frank (1 fr.) verhoogd.

§ 4. (1) Elk exemplaar van een meervoudig telegram moet alleen het adres bevatten dat daarbij behoort en de dienstaanwijzing = TMx = mag er niet op voorkomen, tenzij de afzender het tegendeel heeft verzocht. Dit verzoek moet in

het betaalde woordental zijn opgenomen en als volgt luiden: = CTA =.

(2) In de afschriften wordt het woordental, dat in de inleiding van het telegram staat, gewijzigd, overeenkomsiig het aantal woorden, dat in elk afschrift voorkomt.

Artikel 59.

Telegrammen met bezorging per bode of per post.

§ 1. Telegrammen bestemd voor plaatsen welke niet aan het internationale telegraafnet zijn aangesloten kunnen, op verzoek van den afzender, per bode of per post besteld worden. De bestelling per bode kan echter slechts verlangd worden voor Staten, welke overeenkomstig artikel 9 van de Overeenkomst, voor de bestelling van telegrammen een sneller middel van vervoer dan de post hebben ingericht en de hiervoor geldende bepalingen aan de andere Staten hebben medegedeeld.

§ 2. (1) De afzender kan ook verzoeken, dat zijn telegram per telegraaf naar een door hem aangewezen kantoor wordt overgebracht en van daar, per post naar zijn bestemming wordt verzonden.

(2) Eveneens kan gebruikmaking van den luchtpostweg gevraagd worden, wanneer er tusschen het land, waarin het telegraafkantoor van ontvangst is gelegen en het land van bestemming, een luchtpostdienst bestaat.

(3) De naam van het telegraafkantoor, van waaruit het telegram per post (gewone of luchtpost) moet worden verzonden, moet onmiddellijk na den naam van de plaats van eigenlijke bestemming worden geplaatst, b. v., het adres: „Poste (of PAV) Brown 34 High Street Belize Neworleans" geeft aan, dat het telegram per post van New-Orleans naar den geadresseerde te Belize moet worden overgebracht.

§ 3. Boven het adres van telegrammen, welke buiten den bestellingskring moeten worden bezorgd, wordt de betaalde dienstaanwijzing, betreffende de te bezigen wijze van verzending: Exprès (Bode), Poste (Post) of Poste-avion (Lucht-post) geplaatst.

Artikel 60.

Telegrammen met bezorging per bode.

Onder bodebezorging verstaat men elke wijze van aflevering, welke vlugger is dan de post, wanneer deze bezorging plaats heeft buiten den kostenloozen bestellingskring der telegrammen.

§ 1. De Administratiën, welke een dienst voor de bezorging van telegrammen per bode hebben ingericht, deelen, door tusschenkomst van Internationaal bureel het bedrag der bodekosten mede, dat bij afzending van een telegram moet worden betaald. Dit moet voor elk land een eenvormig vast bedrag zijn. Evenwel kunnen ten behoeve van Administratiën, welke hiertoe het verzoek doen, voor sommige kantoren bijzondere bodekosten bij den naam van de betrokken kantoren worden aangegeven in de Officieele Naamlijst van het Internationaal bureel.

§ 2. (1) De afzender, die het opgegeven vaste bedrag voor de bezorging per bode wenscht te betalen, schrijft boven het adres van het telegram de betaalde dienstaanwijzing „Exprès payé” („Bode betaald”) of = XP =.

(2) Indien hij verlangt, dat de geadresseerde de bodekosten betaalt, schrijft hij boven zijn telegram de betaalde dienstaanwijzing „Exprès” („Bode”).

§ 3. Indien een telegram met de betaalde dienstaanwijzing „Exprès” (Bode), waarvoor een bodeloop is uitgevoerd, niet is kunnen worden afgeleverd, voegd het kantoor van bestemming aan de nota van onbestelbaarheid, als bedoeld in artikel 48, § 3, de aanwijzing „Precevoir XP” („te heffen XP”, d. i. het vaste bedrag der bodekosten, dat door de betrokken Administratie is opgegeven) toe.

Artikel 61.

Telegrammen met bezorging per post.

§ 1. Voor telegrammen, welke per post moeten worden afgeleverd, behooren de volgende nevenkosten te worden betaald :

a) Telegrammen, welke binnen de grenzen van het land van bestemming moeten worden bezorgd: alleen wanneer deze telegrammen van de betaalde dienstaanwijzing = RP = zijn voorzien, moet hiervoor een vast bedrag van veertig centiemen (0 fr. 40) worden betaald; dragen zij bij de betaalde dienstaanwijzing = PAV =, dan moeten de kosten voor den per luchtpost af te leggen weg worden voldaan.

b) Telegrammen, welke naar een ander land, dan dat van telegraphische bestemming moeten worden overgebracht; naar gelang het adres de betaalde dienstaanwijzing „Poste" („Post") of = PR = bevat, wordt veertig (0 fr. 40) of tachtig (0 fr. 80) centiemen geheven. Bij dit recht komen voor telegrammen, welke de betaalde dienstaanwijzing = PAV = dragen, de kosten voor den per luchtpost af te leggen weg.

§ 2. Het telegraafkantoor van bestemming heeft het recht per post te verzenden.

a) bij gebreken van eenige aanwijzing in het telegram omtrent de wijze van bezorging;

b) indien de aangegeven wijze van bezorging niet in overeenstemming is met het door de Administratie van bestemming aangenomen en ter kennis gebrachte middel van vervoer;

c) indien het bezorging per bode betreft, voor rekening van een geadresseerde, die vroeger geweigerd heeft dergelijke kosten te betalen.

§ 3. Het kantoor van bestemming is verplicht per post te verzenden:

a) indien de afzender (art. 59, § 1) of de geadresseerde (art. 57) dit uitdrukkelijk gevraagd heeft.

(2) het kantoor van bestemming kan echter bodebezorging toepassen, zelfs voor een telegram met de aanwijzing „Poste" („Post") als de geadresseerde den wensch heeft te kennen gegeven zijne telegrammen per bode te ontvangen;

b) indien geen sneller middel van vervoer ter beschikking staat van het kantoor van bestemming.

§ 4. Telegrammen, welke per post naar hunne bestemming moeten worden overgebracht en door het telegraafkantoor

van bestemming ter post worden bezorgd, worden als volg behandeld :

a) Telegrammen, welke binnen de grenzen van het land van bestemming moeten worden bezorgd :

1⁰. Telegrammen, welke de aanwijzing „Poste" („Post") of = GP = dragen, of welke geen enkele aanwijzing betreffende de verzending per post bevatten, worden als gewone brieven, zonder kosten voor den afzender of voor den geadresseerde ter post bezorgd ;

2⁰. Telegrammen, welke met de aanwijzing = PR = aankomen, worden als aangeteekende, eventueel behoorlijk gefrankeerde brieven, ter post bezorgd ;

3⁰. Telegrammen, welke met de aanwijzing = PAV = worden ontvangen, worden aan den luchtpostdienst afgeleverd, nadat zij van frankeerzegels zijn voorzien, welke de waarde vertegenwoordigen van het extra-port, dat voor een gewonen brief, die per luchtpost moet worden overgebracht, is verschuldigd.

b) Telegrammen, welke per post naar een ander land, dan dat, waarin het kantoor van telegrafische bestemming is gelegen, moeten worden verzonden :

1⁰. Indien de kosten voor de verzending per post behoorlijk vooruit betaald zijn, worden de telegrammen naar omstandigheden, als gewone of aangeteekende gefrankeerde brieven ter post bezorgd ; voor telegrammen, welke de aanwijzing = PAV = dragen, moet de frankeering tevens het extra-port voor de verzending per luchtpost omvatten ;

2⁰. indien geen kosten voor verzending per post geheven zijn, worden de telegrammen als gewone ongefrankeerde brieven ter post bezorgd ; het briefport komt dan ten laste van den geadresseerde.

§ 5. Wanneer een telegram, dat als aangeteekende brief moet worden verzonden, niet dadelijk ten postkantore kan worden aangeteekend, terwijl inmiddels een post vertrekt, verzendt men het eerst als gewone brief ; een duplicaat wordt, zoodra dit mogelijk is, als aangeteekende brief verzonden.

HOOFDSTUK XVII.

Telegrammen naar en van schepen op zee.

Artikel 62.

Omschrijving van kustsein- en radiotelegrammen.

(1) Telegrammen naar en van schepen op zee zijn telegrammen, gewisseld met schepen op zee, door tusschenkomst van kustseinposten, of van radiotelegraafstations gevestigd aan den vasten wal, of aan boord van blijvend voor anker liggende schepen (kuststations).

(2) Telegrammen, welke door tusschenkomst van kustseinposten worden gewisseld, dragen den naam van kustseintelegrammen; telegrammen, welke door tusschenkomst van kuststations worden gewisseld, worden met den naam van radiotelegrammen aangeduid.

HOOFDSTUK XVIII.

Kustseintelegrammen.

Artikel 63.

Kustseintelegrammen.

§ 1. Kustseintelegrammen moeten boven het adres de betaalde dienstaanwijzing = SEM = dragen.

§ 2. Het adres van kustseintelegrammen, bestemd voor schepen op zee, moet bevatten:

a) den naam, van den geadresseerde met de aanwijzingen, welke verder noodig mochten zijn;

b) den naam, alsmede de nationaliteit van het schip en, zoo noodig, het onderscheidingsteeken van het Internationaal Seinboek, ingeval er verschillende schepen van denzelfden naam zijn;

c) den naam van den kustseinpost, zooals deze in de officieele Naamlijst der kantoren voorkomt.

§ 3. Kustseintelegrammen moeten zijn gesteld in de taal van het land, waar de kustseinpost is gevestigd, welke ze

moet overbrengen, of in groepen van letters van het Internationaal Seinboek.

§ 4. Voor regeerings-kustseintelegrammen, door een schip op zee verzonden, wordt het zegel vervangen door het onderscheidingsteeken van de bevelvoering.

§ 5. Voor kustseintelegrammen, afkomstig van schepen op zee, bestaat de aanduiding van het kantoor van afzending in de inleiding, uit den naam van den post van ontvangst, gevolgd door den naam van het schip. De tijd van aanneming is de tijd van ontvangst van het telegram door den ontvangenden post, welke met het schip in verbinding is.

§ 6. De kosten van de door tusschenkomst van kustseinposten met schepen op zee te wisselen telegrammen, worden vastgesteld op twintig centiemen (0 fr. 20) per woord. Deze kosten komen bij den prijs voor den landweg, naar de algemeene regelen berekend. Het totaal bedrag wordt voor telegrammen, gericht aan schepen op zee, van den afzender en voor telegrammen, afkomstig van die schepen, van den geadresseerden geheven (art. 30, § 1). In dit laatste geval moet in de inleiding de aanwijzing „Percevoir . . . ." („te heffen . . . . . .") voorkomen.

§ 7. Telegrammen, afkomstig van een schip op zee worden, naar hunne bestemming overgebracht in de teekens van het Internationaal Seinboek, wanneer het schip, dat het telegram afzendt, zulks verzoekt.

§ 8. Indien vorenstaand verzoek niet is gedaan, worden ze door den ambtenaar van de kustseinpost in gewone taal overgebracht en naar hunne bestemming overgeseind.

§ 9. (1) De afzender van een kustseintelegram, bestemd voor een schip op zee, kan het aantal dagen aangeven, gedurende welke dat telegram door den kustseinpost ter beschikking van het schip moet worden gehouden.

(2) Hij schrijft dan boven het adres de betaalde dienstaanwijzing „x jours" („x dagen"), of =Jx=, welke dat aantal dagen, daaronder begrepen dien van aanbieding van het telegram, aangeeft.

§ 10. (1) Indien een telegram bestemd voor een schip op

zee, niet binnen den door den afzender aangegeven termijn aan dat schip kan worden overgebracht, of, indien bij gebreke van een dergelijke aanwijzing, de overbrenging niet vóór of op den morgen van den 29en dag na dien van aanbieding heeft kunnen plaats vinden,, geeft de kustseinpost hiervan kennis aan het kantoor van afzending, dat deze kennisgeving aan den afzender mededeelt.

(2) Deze heeft de bevoegdheid, per betaalde nota, per telegraaf of per post, aan den kustseinpost een en andermaal te verzoeken, dat zijn telegram telkens gedurende een nieuw tijdvak van dertig dagen beschikbaar zal worden gehouden, om aan het schip te worden overgebracht. Bij gebreke van een dergelijk verzoek, wordt het telegram aan het einde van den 30en dag (dag van aanbieding niet inbegrepen) als onbestelbaar ter zijde gelegd.

(3) indien echter de kustseinpost zekerheid heeft, dat het schip zijn werkingsfeer heeft verlaten, vóór het telegram kon worden overgebracht, wordt het kantoor van afzending hieromtrent ingelicht en dit kantoor geeft hiervan aan den afzender kennis.

§ 11. Als kustseintelegrammen zijn niet toegelaten :

a) telegrammen met antwoord-betaald, behalve voor telegrammen naar schepen op zee ;

b) telegrafische postwissels ;

c) telegrammen met collationneering ;

d) telegrammen met kennisgeving van ontvang per telegraaf, of per post, behalve voor telegrammen bestemd voor schepen op zee, voor zoover betreft den langs de verkeerswegen van het telegraafnet te doorloopen afstand ;

e) na te seinen telegrammen ;

f) betaalde nota's, behalve voor zooveel den langs de verkeerswegen van het telegraafnet te doorloopen afstand betreft ;

g) dringende telegrammen, behalve voor zooveel den langs de verkeerswegen van het telegraafnet te doorloopen afstand betreft.

h) telegrammen met bezorging per bode of per post :

i) uitgestelde telegrammen.

HOOFDSTUK XIX.

Radiotelegrammen.

Artikel 64.

Radiotelegrammen.

§ 1. Een bijzondere Naamlijst geeft de aanwijzingen, welke voor de wisseling van radiotelegrammen met schepen op zee dienstig zijn, in het bijzonder de aanduiding der stations en de taksen voor den radiotelegraafdienst.

§ 2. Radiotelegrammen dragen als eerste woord van de inleiding de dienstaanwijzing „Radio".

§ 3. (1) Radiotelegrammen worden overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk IV opgesteld. Het gebruik van groepen van letters van het Internationaal Seinboek is toegelaten.

(2) Het adres van radiotelegrammen naar schepen moet zoo volledig mogelijk zijn. Het moet als volgt zijn samengesteld :

a) de naam of de hoedanigheid van den geadresseerde met de aanwijzingen, welke verder noodig mochten zijn ;

b) de naam van het schip, zooals deze in de eerste kolom van de Naamlijst voorkomt ;

c) de naam van het kuststation, zooals deze in de Naamlijst voorkomt.

(3) De naam van het schip kan evenwel, op verantwoordelijkheid van den afzender, vervangen worden door de aanduiding van den door dat schip gevolgden weg, aangegeven door de namen van de havens van afvaart en van bestemming of door eenige gelijkwaardige aanwijzing.

§ 4. (1) Het tarief van een radiotelegram omvat, naar omstandigheden :

1°. *a)* de kusttaks, toekomende aan het kuststation ;

b) de scheepstaks, toekomende aan het scheepsstation ;

2°. de kosten voor de verzending langs de verkeerswegen van het telegraafnet, berekend naar de gewone regelen ;

3°. de transittaksen van de overnemende kust- of scheepsstations en de kosten voor de bijzondere diensten, welke door den afzender worden verlangd.

(2) De volle kosten van radiotelegrammen worden van den afzender geheven, behalve: 1°. de kosten van bodebezorging, welke bij aankomst moeten worden geïnd (art. 60, § 2); 2°. de verschuldigde kosten wegens niet toegelaten samenvoegingen of veranderingen van woorden, welke door het kantoor of scheepsstation van bestemming, worden opgemerkt (art. 21 § 10); deze kosten worden van den geadresseerde geheven.

(3) De woordentelling van het kantoor van afzending is beslissend, ten opzichte van radiotelegrammen bestemd voor schepen en die van het scheepsstation van afzending is beslissend voor radiotelegrammen daarvan afkomstig, zoowel voor de overbrenging, als voor de internationale rekeningen.

Wanneer echter het radiotelegram geheel of gedeeltelijk in een der talen van het land van bestemming gesteld is, voor zooveel het radiotelegrammen, afkomstig van schepen betreft, of in een der talen van het land, waartoe het schip behoort, wanneer het radiotelegrammen naar schepen betreft en het radiotelegram samenvoegingen of veranderingen van woorden bevat, welke in strijd met het taalgebruik zijn, heeft, naar omstandigheden, het kantoor of scheepsstation van bestemming, de bevoegdheid, van den geadresseerde het bedrag der niet betaalde kosten in te vorderen. Indien betaling geweigerd wordt, kan het radiotelegram in zijn loop worden gestuit.

§ 5. Wanneer een radiotelegram, afkomstig van een schip en bestemd voor den vasten wal door één of twee scheepsstations wordt overgenomen, is in de totale kosten, behalve de scheepstaks van het scheepsstation van afzending, de kusttaks van het kuststation en de kosten van de afzending over de verkeerswegen van het telegraafnet, bovendien begrepen de scheepstaks van elk schip, dat aan de overbrenging heeft deelgenomen.

§ 6. (1) De afzender van een radiotelegram, afkomstig van den vasten wal en bestemd voor een schip, kan verzoeken, dat het door tusschenkomst van een of twee scheepsstations wordt overgebracht; hij stort te dien einde het bedrag der radiotelegraaf- en der telegraafkosten, en boven-

dien, als waarborg, een door het kantoor van afzending vast te stellen bedrag voor de uitkeering der transittaksen aan de overnemende scheepsstation; daarenboven moet hij, naar keuze, nog de kosten van een telegram van 5 woorden betalen, of een bedrag van veertig centiemen (0 fr. 40) voor de frankeering van een brief, door het kuststation aan het kantoor van afzending te verzenden, ter verstrekking van de noodige inlichtingen voor de verrekening van de gestorte waarborgsom.

(2) Het radiotelegram wordt dan op verantwoordelijkheid van den afzender aangenomen; het draagt boven het adres de betaalde dienstaanwijzing: „x retransmissions télégraphe" („x overnemingen telegraaf"), of „x retransmissions lettre" („x overnemingen brief"), (waarbij x het aantal door den afzender gevraagde overnemingen aangeeft), naar gelang de afzender verlangt, dat de noodige inlichtingen voor de verrekening van de waarborgsom per telegraaf, of per post worden verstrekt. De betrekkelijke dienstaanwijzing wordt voor 3 woorden geteld.

§ 7. (1) De kosten van radiotelegrammen, afkomstig van een schip en bestemd voor een ander schip, welke door tusschenkomst van een of twee kuststations worden overgebracht, bestaan uit:

de scheepstaksen der beide schepen, de kusttaks van het kuststation, of van de beide kuststations, naar omstandigheden, en eventueel de telegramkosten voor den tusschen de beide kuststations te doorloopen afstand. De kust- en scheepstaksen, verschuldigd aan de overnemende stations, zijn dezelfde als die, welke voor deze stations zijn vastgesteld, wanneer zij station van afzending of bestemming zijn. Ze worden in alle gevallen slechts eenmaal geheven.

(2) Voor elk overnemend kuststation is de voor den overneemdienst te heffen taks gelijk aan de hoogste der kusttaksen, welke geheven worden bij het rechtstreeksche verkeer met de twee betrokken schepen.

§ 8. Bij de overbrenging van radiotelegrammen, afkomstig van een schip op zee, worden de dagteekening en de tijd van aanneming door het scheepsstation, in de inleiding aan-

gegeven. De plaats van afzending wordt, bij de verderseining langs het telegraafnet, in den bij artikel 37, § 1 *d* aangegeven vorm overgebracht.

§ 9. Indien het ontvangend station van oordeel is, dat het radiotelegram, ondanks onvolledige of twijfelachtige ontvangst kan worden afgeleverd, schrijft het aan het einde van de inleiding het dienstbijvoegsel: „réception douteuse" („twijfelachtige ontvangst") en laat het radiotelegram zijn loop volgen.

§ 10. (1) Radiotelegrammen kunnen door een kuststation naar een schip worden overgebracht, ten einde van een haven uit, welke door het schip, dat het telegrammen ontvangt, wordt aangedaan, per post verder te worden gezonden.

(2) Voor deze radiotelegrammen is overneming door een radiotelegraafstation niet toegelaten.

(3) Het adres van deze radiotelegrammen moet als volgt zijn samengesteld:

1°. de betaalde dienstaanwijzing „Poste" („Post"), gevolgd door den naam van de haven, waar het radiotelegram ter post moet worden bezorgd;

2°. de naam en het volledig adres van den geadresseerde;

3°. de naam van het scheepsstation, dat het radiotelegram ter post moet bezorgen;

4°. de naam van het kuststation. *Voorbeeld:* = Poste Buenosaires = Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Lizard.

(4) Het tarief omvat, behalve de radiotelegraaf- en telegraafkosten, een bedrag van veertig centiemen (0 fr. 40) voor de postverzending van het radiotelegram.

§ 11. (1) De afzender van een radiotelegram, bestemd voor een schip op zee, kan het aantal dagen aangeven, gedurende welke dat telegram door het kuststation ter beschikking van het schip moet worden gehouden.

(2) Hij schrijft dan boven het adres de betaalde dienstaanwijzing: „x jours" (x dagen) of = Jx =, welke dat aantal dagen, daaronder begrepen dien van aanbieding van het telegram, aangeeft.

§ 12. (1) Indien het schip, waarvoor een radiotelegram

bestemd is, zich niet aan het kuststation gemeld heeft binnen den door den afzender aangegeven termijn, of bij gebreke van een dergelijke aanwijzing, vóór of op den morgen van den 8sten dag na de aanbieding, geeft het kuststation hiervan kennis aan het kantoor van afzending, dat den afzender inlicht.

(2) Deze heeft de bevoegdheid per betaalde nota, per telegraaf of per post, aan het kuststation een en andermaal te verzoeken, dat zijn radiotelegram, telkens gedurende een nieuw tijdvak van 9 dagen, beschikbaar zal worden gehouden, om aan het schip te worden overgebracht. Bij gebreke van een dergelijk verzoek wordt het radiotelegram aan het einde van den 9den dag (dag van aanbieding niet inbegrepen) als onbestelbaar ter zijde gelegd.

(3) Indien echter het kuststation zekerheid heeft, dat het schip zijn werkingssfeer heeft verlaten, vóór het aan dat schip het radiotelegram heeft kunnen overbrengen, deelt het dit onmiddellijk aan het kantoor van afzending mede, dat zonder verwijl den afzender van het vervallen van het telegram bericht geeft. De afzender kan echter per betaalde nota aan het kuststation verzoeken, het radiotelegram over te brengen bij de eerste gelegenheid, dat het schip weer voorbij vaart.

§ 13. (1) Indien een radiotelegram, afkomstig van een schip op zee, en bestemd voor den vasten wal, om een of andere reden niet aan den geadresseerde kan worden afgeleverd, wordt een nota van onbestelbaarheid opgemaakt.

Deze nota wordt aan het kuststation, dat het oorspronkelijk radiotelegram heeft ontvangen, overgebracht. Dit station brengt de nota, na het adres nauwkeurig te hebben vergeleken, aan het schip over als dit mogelijk is, zoo noodig door tusschenkomst van een ander kuststation van hetzelfde of van een naburig land.

(2) Indien een radiotelegram, dat op een scheepsstation is ontvangen, niet afgeleverd kan worden, deelt dit station zulks aan het kantoor van afzending per nota mede. Deze nota wordt, zooveel mogelijk, overgebracht naar het kuststation, dat het radiotelegram heeft overgenomen, of even-

tueel naar een ander kuststation van hetzelfde, of van een naburig land.

§ 14. Toegelaten zijn alleen :

1°. (1) radiotelegrammen met antwoord betaald.

(2) Het antwoordbewijs, afgegeven aan boord van een schip, geeft binnen de grenzen van zijn waarde de bevoegdheid, een radiotelegram naar een willekeurige bestemming te verzenden, doch uitsluitend van het scheepsstation uit, dat het antwoordbewijs heeft afgegeven ;

2°. radiotelegrammen met collationneering ;

3°. radiotelegrammen met bezorging per bode ;

4°. radiotelegrammen met bezorging per post ;

5°. meervoudige radiotelegrammen ;

6°. radiotelegrammen met kennisgeving van ontvang, doch uitsluitend voor zooveel betreft de mededeeling van de dagteekening en den tijd, waarop het kuststation het voor het scheepsstation bestemde radiotelegram naar dit station heeft overgebracht ;

7°. betaalde nota's, met uitzondering van die, waarbij een herhaling of een inlichting wordt gevraagd. Alle betaalde nota's zijn echter over den langs de telegrafische verkeerswegen af te leggen weg toegelaten ;

8°. dringende radiotelegrammen, doch uitsluitend over den langs de telegrafische verkeerswegen af te leggen weg en onder voorbehoud, dat dit Reglement wordt toegepast.

§ 15. (1) Kust- en scheepstaksen worden niet in de door dit Reglement voorziene rekeningen opgenomen.

(2) De rekeningen betreffende deze taksen worden tusschen de Administratiën der betrokken landen vereffend. Zij worden door de Administratiën, waartoe de kuststations behooren, opgemaakt en door deze overgebracht aan de betrokken Administratiën. Indien de exploitatie van de kuststations onafhankelijk is van de Administratie van het land, kan voor zooveel de rekeningen betreft, de ondernemer van deze stations in de plaats treden van de Administratie van dit land.

(3) Voor de overbrenging langs de telegrafische verkeers-

wegen wordt het radiotelegram, uit een oogpunt van afrekening, overeenkomstig dit Reglement behandeld.

§ 16. (1) Voor radiotelegrammen, afkomstig van schepen, brengt de Administratie, waartoe het kuststation behoort, de kust- en telegraaftaksen, de volle kosten voor de betaalde antwoorden, de kust- en telegraaftaksen voor collationneering, de kosten van bezorging per bode of per post en die voor afschriften van meervoudige telegrammen (TM) ten laste van de Administratie, waartoe het scheepsstation van afzending behoort. Eventueel brengt de Administratie, waartoe het kuststation behoort, door middel van de telegraafrekeningen en door tusschenkomst van de Administratiën, welke aan de overbrenging der radiotelegrammen hebben deelgenomen, de volle kosten betrefffende de betaalde antwoorden ten voordeele van de Administratie, waartoe het kantoor van bestemming behoort. Voor zooveel betreft de telègraaftaksen en de kosten wegens bezorging per bode of per post en de afschriften wegens meervoudige telegrammen, wordt overeenkomstig dit Reglement gehandeld waarbij het kuststation als telegraafkantoor van afzending wordt beschouwd.

(2) Voor radiotelegrammen, bestemd voor een land, dat gelegen is voorbij het land, waartoe het kuststation behoort, zijn de telegraaftaksen, welke overeenkomstig vorenstaande bepalingen moeten worden vereffend, die, welke uit de bij dit Reglement behoorende tabellen „A" en „B" *) zijn afgeleid, dan wel de taksen voortvloeiende uit bijzondere overeenkomsten, welke tusschen de Administratiën van aangrenzende landen zijn gesloten en door deze Administratiën zijn medegedeeld en niet de taksen, welke overeenkomstig de bijzondere bepalingen van de artikelen 25, § 2, en 29, § 1, van dit Reglement zouden kunnen worden geheven.

(3) Voor Radiotelegrammen en betaalde nota's, bestemd voor schepen, worden de kust- en scheepstaksen rechtsstreeks door de Administratie, waartoe het kuststation behoort, ten laste gebracht van de Administratie, waartoe het

*) Noot van het Internationaal bureel: Deze tabellen worden afzonderlijk door het Internationaal bureel uitgegeven.

kantoor van afzending behoort. De volle kosten betreffende betaalde antwoorden worden evenwel, indien hiertoe aanleiding bestaat, van land tot land, door middel van de telegraafrekeningen te goed geschreven tot aan de Administratie, waartoe het kuststation behoort. Voor zooveel de telegraaftaksen en de kosten wegens bezorging per post en voor afschriften wegens meervoudige telegrammen betreft, wordt overeenkomstig dit Reglement te werk gegaan. De Administratie, waartoe het kuststation behoort, brengt de scheepstaks en indien hiertoe aanleiding bestaat, de aan overnemende scheepsstations toekomende taksen, de volle kosten voor betaalde antwoorden, de scheepstaks betreffende collationneering, evenals de kosten wegens afschriften voor meervoudige telegrammen en voor bezorging per post, ten voordeele van de Administratie, waartoe het schip, waarvoor het telegram bestemd is, behoort.

(4) Betaalde nota's en de betaalde antwoorden zelf worden in de radiotelegrafische rekeningen in elk opzicht als andere radiotelegrammen behandeld.

(5) De maandelijksche rekeningen, welke tot grondslag dienen voor de bijzondere afrekening der radiotelegrammen, worden radiotelegram voor radiotelegram met alle noodige aanwijzingen, binnen een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de maand, waarop zij betrekking hebben, opgemaakt.

§ 17. Indien de door een radiotelegram af te leggen weg gedeeltelijk over telegrafische verkeerswegen of radiotelegraafstations van een niet toegetreden Regeering gaat, kan men dat radiotelegram zijn weg laten vervolgen, onder voorbehoud, niettemin, dat de Administratiën, waartoe deze wegen of stations behooren, verklaard hebben, eventueel de bepalingen van het Radio-telegraafverdrag en het Radio-telegraafreglement, welke onmisbaar zijn voor een regelmatige verzending der radiotelegrammen te willen toepassen en voorts de afrekening verzekerd is. Deze verklaring wordt aan het Internationaal bureel gedaan en ter kennis van de Administratiën van de Telegraafvereeniging gebracht.

§ 18. (1) De bepalingen van dit Reglement zijn, bij analo-

gie, op radiotelegrammen van toepassing, voorzoover zij niet in strijd zijn met de bepalingen van het Radiotelegraafreglement.

(2) In het bijzonder zijn op radiotelegrammen de bepalingen betreffende de heffing van seinkosten, de aanwijzing van den verzendingsweg en het opmaken der rekeningen van toepassing. Echter wordt 1°. de termijn van zes maanden voor het onderzoek der rekeningen, bedoeld in artikel 81, § 2 van dit Reglement, voor radiotelegrammen op negen maanden gebracht, terwijl 2°. de bepalingen van artikel 81, § 3 niet op de afrekening der radiotelegrammen van toepassing zijn. Voor de toepassing der bepalingen van dit Reglement worden de kuststations als overneemkantoren beschouwd, behalve wanneer het Radiotelegraafreglement nadrukkelijk bepaalt, dat deze stations als kantoren van afzending of bestemming moeten worden beschouwd.

§ 19. De wijzigingen van de bepalingen van dit Reglement met betrekking tot radiotelegrammen, alsmede tot telegrammen voor meervoudige bestemming (art. 69), welke tengevolge van besluiten van latere radiotelegrafische Conferenties noodig mochten worden, zullen in werking treden op den datum, voor de ten uitvoerlegging der bepalingen door elk dezer laatste Conferenties vastgesteld.

HOOFDSTUK XX.

Telegrafische postwissels.

Artikel 65.

Telegrafische postwissels.

§ 1. De aanneming, samenstelling van den inhoud en de uitbetaling der telegrafische postwissels worden door bijzondere internationale verdragen geregeld.

§ 2. De overseining van telegrafische postwissels is, wanneer deze tusschen de betrokken Administratiën is toegelaten, aan dezelfde regels onderworpen als de andere klassen van telegrammen, behoudens de bepalingen, opgenomen in de artikelen 39, § 1 en 40 (4).

HOOFDSTUK XXI.

Perstelegrammen.

Artikel 66.

Voorwaarden, waarop perstelegrammen zijn toegelaten.

§ 1. Telegrammen, waarvan de inhoud bestaat uit berichten en nieuwstijdingen van staatkundigen aard, of den handel betreffende, enz., welke bestemd zijn om in nieuwsbladen en andere tijdschriften te worden opgenomen, zijn als perstelegrammen tegen verlaagd tarief toegelaten. Deze telegrammen moeten boven het adres de betaalde dienstaanwijzing „Presse" („Pers") dragen, welke door den afzender moet zijn aangegeven.

§ 2. De eind- en transittaksen, welke op de tusschen de Admininstratiën van de Vereeniging gewisselde perstelegrammen van toepassing zijn, worden in het Europeesch verkeer met 50% en in het overig verkeer met tenminste 50% verlaagd.

§ 3. De Administratiën, welke een minimumbedrag voor gewone telegrammen heffen (art. 25 § 2) heffen datzelfde minimum voor perstelegrammen.

§ 4. De landen, welke geen perstelegrammen tegen verlaagd tarief toelaten, moeten deze in den gewonen vorm in het doorgaand verkeer toelaten, mits zij dezelfde transittaksen als voor de gewone telegrammen ontvangen.

§ 5. Perstelegrammen worden op elk uur van den dag, of van den nacht aangenomen en overgeseind.

§ 6. (1) Perstelegrammen worden slechts ter verzending aangenomen, op vertoon van bijzondere kaarten, welke de Administratie van het land, waar deze kaarten gebruikt moeten worden, laat vervaardigen en aan correspondenten van nieuwsbladen, tijdschriften of erkende nieuwsagentschappen laat uitreiken. Vertoon van kaarten is echter niet verplicht, als de Administratie van afzending anders beslist heeft.

(2) Perstelegrammen moeten worden gericht aan nieuwsbladen, tijdschriften of nieuwsagentschappen, maar uitslui-

tend aan het nieuwsblad, tijdschrift of agentschap zelf en niet aan een persoon, die op een of andere wijze aan de directie van het nieuwsblad, tijdschrift of agentschap is verbonden. Zij mogen alleen stof bevatten, welke bestemd is om openbaar gemaakt te worden, alsmede inlichtingen betreffende de openbaarmaking van het telegram. Elk gedeelte van deze laatste soort moet aan het begin of aan het einde van den inhoud geschreven en tusschen haakjes geplaatst worden. Het aantal woorden, waarin alle inlichtingen betreffende eenzelfde telegram zijn vervat, kan hoogstens 5 ten 100 bedragen van het aantal woorden van den inhoud, dat voor de prijsberekening telt, met dien verstande, dat het tien woorden niet mag te boven gaan. De haakjes worden in de prijsberekening begrepen. De Administratiën, welke een lijst hebben opgemaakt van nieuwsbladen, tijdschriften of nieuwsagentschappen, welke gerechtigd zijn tot het ontvangen van perstelegrammen, nadat deze zich verbonden hebben alle door het Reglement vastgestelde bepalingen te zullen naleven, moeten deze lijst aan de andere Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal bureel, mededeelen.

§ 7. Het gebruik van verkorte of overeengekomen adressen is toegelaten.

Artikel 67.

Samenstelling van perstelegrammen. Verplichting om perstelegrammen openbaar te maken.

§ 1. (1) Perstelegrammen moeten gesteld zijn in de Fransche taal, of in een der door het land van afzending of bestemming aangewezen talen, welke voor het internationaal telegraafverkeer in verstaanbare taal zijn toegelaten, dan wel in de taal, waarin het nieuwsblad is gesteld, waaraan het telegram gericht is, mits deze taal voor het internationaal telegraafverkeer is toegelaten.

(2) De in het vorige lid vermelde talen kunnen, bij wijze van aanhalingen, gezamelijk worden gebruikt met die, waarin het tegegram is gesteld.

(3) In elk geval moeten perstelegrammen in de gebruikelijke spelling van de gebezigde taal gesteld worden.

(4) Perstelegrammen mogen, behoudens de in artikel 66 § 6, bedoelde uitzondering, geen gedeelte, aankondiging of mededeeling bevatten, welke het karakter van particuliere correspondentie draagt, noch eenige kennisgeving, of mededeeling, welke tegen betaling in het blad wordt opgenomen.

(5) Beurs- en marktkoersen, met of zonder verklarenden tekst, worden in perstelegrammen tegen verlaagd tarief toegelaten. De kantoren van afzending moeten, in geval van twijfel zich bij den afzender zekerheid verschaffen, dat de cijfergroepen, welke in telegrammen voorkomen, inderdaad beurskoersen voorstellen; de afzender is gehouden zulks te bewijzen.

§ 2. (1) Indien telegrammen, welke als perstelegram worden aangeboden, niet aan de in de vorige paragraaf aangegeven voorwaarden voldoen, wordt de aanwijzing „Presse" („Pers") doorgehaald, en de prijs volgens het gewone tarief berekend.

(2) Het gewone tarief voor bijzondere telegrammen wordt eveneens toegepast op elk perstelegram, waarvan voor een ander doel wordt gebruik gemaakt, dan de opneming in de kolommen van het nieuwsblad of tijdschrift, waarvoor het bestemd is, d. w. z.:

a) op telegrammen, welke niet door het nieuwsblad of tijdschrift, waarvoor zij bestemd zijn, worden openbaar gemaakt (tenzij een afdoende verklaring wordt gegeven) of welke door den geadresseerde vóór openbaarmaking aan particulieren of inrichtingen, als societeiten, koffiehuizen, hotels, beurzen, enz., bekend gemaakt zijn;

b) op telegrammen, welke nog niet openbaar gemaakt zijn en door het nieuwsblad of tijdschrift, waarvoor zij bestemd zijn, voordat zulks geschied is, aan andere bladen verkocht, uitgereikt of bekend gemaakt zijn ten einde ze in de kolommen van deze bladen te doen opnemen; perstelegrammen kunnen echter ter gelijktijdige openbaarmaking, verkocht, uitgereikt of bekend gemaakt worden;

c) (1) op aan nieuwsagentschappen gerichte telegrammen, welke niet in een nieuwsblad worden openbaar gemaakt (tenzij een afdoende verklaring wordt gegeven), of welke

aan derden zijn medegedeeld, vóór zij door de pers worden openbaar gemaakt.

(2) In de in de drie voorgaande leden bedoelde gevallen wordt het te weinig betaalde van den geadresseerde geheven, ten voordeele van de Administratie van bestemming.

§ 3. Behalve de betaalde dienstaanwijzing „Presse" („Pers"), kunnen perstelegrammen geen andere betaalde dienstaanwijzing dragen dan die, betreffende meervoudige telegrammen. Het bedrag, dat geheven moet worden voor de bij aankomst te vervaardigen voorschriften, is hetzelfde als voor gewone bijzondere meervoudige telegrammen.

Artikel 68.

Algemeene bepalingen betreffende perstelegrammen.

§ 1. Perstelegrammen worden zoowel wat overseining, als aflevering betreft, in gelijke volgorde met gewone bijzondere telegrammen behandeld.

§ 2. Perstelegrammen zijn voor alles, wat niet in de artikelen 66, 67 en in dit artikel omschreven is, onderworpen aan de bepalingen van dit Reglement en van bijzondere tusschen de Administratiën gesloten overeenkomsten.

§ 3. (1) De bepalingen betreffende perstelegrammen zijn òf voor het Europeesch en buiten-Europeesch verkeer, òf slechts voor één van beide van toepassing.

(2) Deze bepalingen zijn niet verplicht voor de Administratiën, welke verklaren ze slechts te kunnen toepassen, voorzooveel de toelating van perstelegrammen in doorgaand verkeer betreft (Art. 66, § 4). De voorwaarden betreffende de overseining kunnen in gemeen overleg tusschen de betrokken Administatiën worden gewijzigd.

HOOFDSTUK XXII.

Telegrammen voor meervoudige bestemmingen, welke per draadlooze telegrafie worden overgebracht.

Artikel 69.

Telegrammen voor meervoudige bestemmingen, welke per draadlooze telegrafie worden overgebracht.

§ 1. (1) De Administratiën behouden zich de bevoegdheid

voor, bijzondere betaalde diensten in het leven te roepen, voor de overbrenging van telegrammen voor meervoudige bestemmingen per draadlooze telegrafie. Deze telegrammen moeten bestaan uit berichten en nieuwstijdingen van staatkundigen aard, of den handel betreffende enz. en mogen geen gedeelte, aankondiging of mededeeling bevatten, welke een particulier karakter dragen. De afzender is gehouden de adressen van de geadresseerden aan de Administratie van het land van uitseining mede te deelen.

(2) De genoemde diensten worden ter beschikking gesteld van iederen afzender of geadresseerde, die aan de voorschriften en voorwaarden voldoet, welke door de betrokken Administratiën daarvoor in het bijzonder zijn vastgesteld.

§ 2. (1) De Administratie van het land van uitseining maakt aan de andere Adminisiratiën de adressen bekend van de geadresseerden, die op hun grondgebied zijn gevestigd. Zij deelt bovendien voor iederen geadresseerde den datum mede, welke voor de eerste ontvangst is bepaald, evenals den naam van het station van uitseining en het adres van den afzender. De Administratiën geven elkaar wederkeerig kennis van de veranderingen, welke zijn gebracht in het aantal afzenders en geadresseerden en in hunne adressen.

(2) Aan de Administratie van het land van ontvangst wordt overgelaten, om de door den afzender voor de ontvangst der telegrammen aangewezen geadresseerden al of niet hiertoe te machtigen.

(3) Elke Administratie neemt, zooveel mogelijk de passende maatregelen, ten einde zich ervan te verzekeren, dat alleen de tot dezen bijzonderen dienst van mededeelingen gemachtigde stations, van de bedoelde telegrammen gebruik maken en uitsluitend van die, welke voor hen bestemd zijn.

§ 3. Deze telegrammen worden op vaste tijdstippen overgebracht en hebben als adres een overeengekomen woord, dat onmiddellijk boven den inhoud staat. Zij mogen òf in verstaanbare taal òf in geheim schrift gesteld zijn. Behoudens bijzondere regelingen, tusschen de betrokken Administratiën, zijn de eenige talen, welke voor de verstaanbare

taal zijn toegelaten het Fransch, een der talen door het land van uitseining, of een der talen door een der landen van bestemming aangewezen. De Administratiën van uitseining en van bestemming behouden zich het recht voor, de overlegging van de gebruikte codes te vragen.

§ 4. (1) Het van den afzender te heffen bedrag wordt door de Administratie van het land van uitseining vastgesteld.

(2) De geadresseerden van deze telegrammen kunnen door de Administratie van het land, behalve met de heffingen voor eventueele oprichting en exploitatie van particuliere ontvangstations, met een telegraaftaks worden belast, waarvan het bedrag en de verdere bijzonderheden door deze Administratie worden bepaald.

(3) De taksen voor deze telegrammen worden niet in de internationale rekeningen opgenomen.

HOOFDSTUK XXIII.

Uitgestelde telegrammen.

Artikel 70.

Uitgestelde telegrammen.

§ 1. De afzender van een bijzonder telegram kan in het verkeer tusschen landen van het Europeesch verkeer eenerzijds en landen van het buiten-Europeesch verkeer anderzijds, een korting van 50 ten 100 verkrijgen, onder voorbehoud, dat het telegram eerst na telegrammen tegen vol tarief en perstelegrammen wordt overgeseind. Aan telegrammen, gewisseld tusschen twee landen van het buiten-Europeesch verkeer wordt op dezelfde voorwaarde ditzelfde voorrecht toegekend, indien het tarief voor gewone telegrammen niet lager is dan een frank (1 fr.) per woord.

§ 2. (1) De inhoud van uitgestelde telegrammen moet geheel in verstaanbare taal (art. 8) zijn gesteld in een en dezelfde taal, welke gekozen is uit de volgende, als verstaanbaar toegelaten talen :

a) de Fransche taal ;
b) de taal of de talen van het land van afzending, of van

het land van bestemming, door de betrokken Administratiën aangewezen ;

c) een of twee talen, eventueel opgegeven door de Administratie van het land van afzending, of door de Administratie van het land van bestemming, boven de onder letter *b* aangewezen talen.

(2) Elk telegram, dat getallen, namen of woorden zonder samenhang bevat en in het algemeen elk telegram, dat op zichzelf voor den telegraafdienst geen verstaanbare beteekennis heeft, valt niet onder het genot van het verlaagd tarief. Overeengekomen adressen worden toegelaten, wanneer zij in een zinsverband voorkomen, dat duidelijk den aard ervan doet blijken.

3. (1) Indien in letters of cijfers geschreven getallen, handelsmerken of verkorte uitdrukkingen (art. 8, § 2) gebruikt worden, mag het aantal van deze woorden en groepen niet meer bedragen dan het derde gedeelte van het aantal woorden van den inhoud, dat in de prijsberekening is begrepen.

(2) Bij wijze van uitzondering mag in uitgestelde telegrammen, afkomstig uit of bestemd voor China, de inhoud geheel bestaan uit groepen van vier cijfers, welke ontleend zijn aan het officieele telegrafisch woordenboek van de Chineesche Administratie, die aan alle Rijksadministratiën en bijzondere ondernemingen exemplaren van genoemd woordenboek zal verstrekken, en in welk woordenboek met betrekking tot elke cijfergroep de daarmede overeenkomende beteekenis in de Fransche taal voorkomt.

§ 4. (1) Uitgestelde telegrammen kunnen alle betaalde dienstaanwijzingen dragen, behalve die betreffende dringende overseining.

(2) De kosten, welke van toepassing zijn op de verschillende bijzondere diensten, welke door den afzender met betrekking tot een uitgesteld telegram zijn verzocht (betaalde nota, wijze van aflevering, RP, TC, enz.) zijn dezelfde, als voor een gewoon telegram ; na te seinen telegrammen kunnen echter tegen het verlaagd tarief van uitgestelde telegrammen worden nageseind als deze telegrammen tusschen de

Administratie, welke naseint en die van nieuwe bestemming zijn toegelaten. De daarop betrekking hebbende betaalde dienstaanwijzingen worden tegen het verlaagd tarief berekend. Telegrammen van en voor schepen op zee worden niet als uitgesteld toegelaten.

§ 5. De afzender moet op de minuut van het telegram een verklaring onderteekenen, waarin uitdrukkelijk wordt gezegd, dat de inhoud geheel in verstaanbare taal is gesteld, welke geen andere beteekenis heeft, dan die, welke uit zijne redactie is op te maken. De verklaring moet de taal aangeven, waarin het telegram gesteld is.

§ 6. Naar gelang de taal, waarvan gebruik gemaakt is, het Fransch of een der door de Administratie van bestemming, of door de Administratie van afzending aangewezen talen is, moet de afzender boven het adres de betaalde dienstaanwijzing L C F of L C D of L C O schrijven.

§ 7. Uitgestelde telegrammen worden eerst na niet dringende bijzondere en perstelegrammen overgeseind.

§ 8. Uitgestelde telegrammen worden tusschen telegrammen tegen vol tarief door afgeleverd.

§ 9. Indien het kantoor van bestemming bemerkt, dat een telegram, dat een der betaalde dienstaanwijzingen L C F of L C D draagt, niet aan de bij de §§ 2 en 3 van dit artikel gestelde voorwaarden voldoet, kan het van den geadresseerde bijbetaling heffen tot een bedrag, gelijk aan het verschil tusschen hetgeen voor telegrammen tegen vol tarief en uitgestelde telegrammen verschuldigd is.

§ 10. De minimumvertraging, welke recht geeft op terugbetaling van de kosten van een uitgesteld telegram, wordt op vier maal vierentwintig uur bepaald (art. 74, § 1).

§ 11. De taksen van alle Rijksadministratiën en bijzondere ondernemingen (afzending, overneming en ontvangst), welke aan de overseining van uitgestelde telegrammen deelnemen, worden eenvormig met 50 ten 100 verminderd.

§ 12. De dienst der uitgestelde telegrammen is facultatief. De Rijksadministratiën en bijzondere ondernemingen, welke verklaren, dat zij uitgestelde telegrammen toelaten, moeten alle voorgaande bepalingen toepassen bij het wisselen van

deze telegrammen met alle andere Rijksadministratiën en bijzondere ondernemingen, welke een gelijke verklaring hebben afgelegd.

HOOFDSTUK XXIV.

Telefoondienst.

Artikel 71.

AFDEELING A.

Internationaal net.

§ 1. (1) De betrokken Administratiën brengen, eventueel na overeenstemming met de tusschenkomst verleenende Administratie of Administratiën, de verkeerswegen*) tot stand, welke noodig zijn om het wederzijdsch internationaal telefoonverkeer te verzekeren.

(2) Elke Administratie, welke hare tusschenkomst verleent, zorgt voor de gedeelten van de verkeerswegen, welke over haar grondgebied moeten gaan.

(3) Elk gedeelte dat moet worden aangelegd op het grondgebied van een Administratie welke hare tusschenkomst verleent, wordt zooveel mogelijk, na rekening te hebben gehouden met moeilijkheden van allerlei aard, tot stand gebracht langs de kortste route tusschen de punten waar de internationale verkeersweg het land binnenkomt en verlaat.

§ 2. (1) De voor het internationale telefoonverkeer bestemde verkeerswegen en de technische inrichtingen worden zoodanig aangelegd, onderhouden en geëxploiteerd, dat een zekere en vlugge dienst, alsmede een goede geluidoverkomst verzekerd zijn.

(2) Te dien aanzien gedragen de Administratiën zich zooveel mogelijk naar de adviezen uitgebracht door het „Comité Consultatif International" voor telefoonverbindingen op grooten afstand voor zooveel betreft de installaties, de toestellen, de versterkers, het aanpassen en geschikt maken van de verkeerswegen, de pupinisatie, het dupliceeren, het vast-

*) Draden, kabels, bureelen, stations voor draadlooze telefonie.

stellen van de over te brengen energie, de onderzoekingspunten, enz. (Zie onder S.)

§ 3. (1) De betrokken Administratiën bepalen in gemeen overleg tusschen welke netten en zelfstandige openbare spreekcellen verkeer wordt toegelaten en langs welken weg of welke wegen dit verkeer zal worden afgewikkeld.

(2) Elke Administratie maakt de namen bekend van de netten en de zelfstandige publieke stations der landen, waarmede telefoonverkeer kan worden verkregen.

§ 4. Tenzij de betrokken Administratiën in gemeen overleg anders bepalen, worden de internationale verkeerswegen uitsluitend bestemd voor het internationale telefoonverkeer, waarvoor zij zijn tot stand gebracht.

§ 5. (1) Wanneer de verkeerswegen van den binnenlandschen dienst moeten dienen voor internationale gesprekken, hebben deze den voorrang boven de binnenlandsche gesprekken van dezelfde klasse. (Zie onder O).

(2) Voor gesprekken voor welke gebruik wordt gemaakt van verkeerswegen, tusschen nabij de grens gelegen netten, mogen de Administratiën van de grenslanden van dezen voorrang afwijken.

§ 6. (1) De betrokken Administratiën deelen elkander de samenstelling mede van de verkeerswegen op hunne grondgebieden en doen elkander mededeeling van elke belangrijke wijziging in deze samenstelling.

(2) Ingeval van storing van een belangrijken verkeersweg voor het internationaal verkeer op grooten afstand, moet elk gestoord gedeelte van dezen weg zooveel mogelijk en met bekwamen spoed worden vervangen, hetzij door een weg of een gedeelte daarvan bestemd voor den binnenlandschen dienst, hetzij door een minder belangrijken weg of een gedeelte daarvan van hetzelfde internationale verkeer. De vervangende wegen of gedeelten daarvan worden zoo mogelijk vooraf aangewezen.

§ 7. (1) Dagelijks, op een in gemeen overleg vastgesteld tijdstip overtuigen zich de kantoren, welke met elkaar in rechtstreeksche gemeenschap staan, d.w.z., die, welke eindkantoor zijn van internationale verkeerswegen, door

proefoproepen, en -gesprekken van den toestand der wegen. Van de storingen wordt aanteekening gehouden.

(2) Metingen worden gedaan naar behoefte door de eindkantoren of door de versterkersstations welke het dichtst bij de grens zijn gelegen. De eindkantoren of de betrokken stations stellen in onderling overleg dag en uur vast, waarop deze metingen worden gedaan. De betrokken diensten deelen elkander de uitkomsten dezer metingen mede.

(3) Schikkingen, welke storingen en gebreken kunnen verhelpen, moeten onmiddellijk worden getroffen.

AFDEELING B.

Duur van den dienst.

§ 1. Elke Administratie bepaalt de dagen en uren van openstelling van hare kantoren.

§ 2. De kantoren, welke niet onafgebroken zijn geopend, zijn gehouden den dienst met zes minuten te verlengen na de vastgestelde uren ten behoeve van de aan den gang zijnde en de reeds voorbereide gesprekken.

§ 3. De rechtstreeks met elkaar verbonden kantoren overtuigen zich zoo dikwijls zulks noodig is en tenminste éénmaal per dag van de overeenstemming van den tijd; de tijd van de kantoren en de wettelijke tijd van hun land mogen niet meer dan één minuut verschillen.

AFDEELING C.

Lijst van de geabonneerden en van de zelfstandige publieke stations.

§ 1. (1) Elke Administratie maakt netsgewijze de officieele lijsten van de geabonneerden en van de zelfstandige publieke stations bekend.

(2) De dagen en uren van opening en sluiting van de kantoren en van de zelfstandige publieke stations worden in deze lijsten aangegeven.

§ 2. De belangrijke kantoren en de voornaamste zelfstandige publieke stations ontvangen de officieele lijsten van de geabonneerden der buitenlandsche netten, waarmede zij verkeer hebben.

§ 3. Te dien einde zendt elke Administratie kosteloos aan de Administratiën der landen met welke het telefoonverkeer is geopend, een voldoende aantal exemplaren van deze officiëele lijsten.

§ 4. De Administratiën nemen de noodige maatregelen, opdat het publiek de buitenlandsche officiëele lijsten kunne koopen.

AFDEELING D.

Gewone particuliere gesprekken.

Men verstaat onder gewone particuliere gesprekken de gesprekken voor welke kosten verschuldigd zijn en welke geen enkelen voorrang genieten.

AFDEELING E.

Dringende particuliere gesprekken.

§ 1. Dringende particuliere gesprekken, welke voorrang hebben boven gewone particuliere gesprekken, kunnen worden toegelaten bij afzonderlijke tusschen de betrokken Administratiën getroffen regeling.

§ 2. Dringende gesprekken worden door den aanvrager en, vervolgens van kantoor tot kantoor, aangekondigd door het woord „urgent".

§ 3. De taks van een dringend gesprek bedraagt het drievoud van de taks, verschuldigd voor een gewoon particulier gesprek, gewisseld gedurende dezelfde tariefsperiode.

AFDEELING F.

„Bliksem" gesprekken.

§ 1. „Bliksem" gesprekken, welke voorrang hebben boven alle andere particuliere gesprekken, kunnen worden toegelaten bij afzonderlijke tusschen de betrokken Administratiën getroffen regeling.

§ 2. „Bliksem" gesprekken worden door aanvrager en, vervolgens van kantoor tot kantoor, aangekondigd door het woord „Eclair".

§ 3. De taks van een „bliksem" gesprek is vastgesteld op ten minste het tienvoud van de taks verschuldigd voor een gewoon particulier gesprek, gewisseld gedurende dezelfde tariefsperiode.

Afdeeling G.

Regeeringsgesprekken.

§ 1. (1) Regeeringsgesprekken zijn die, welke als zoodanig worden aangevraagd door :

a) Staatshoofden, Ministers, Opperbevelhebbers der land-, zee- en luchtmachten, diplomatieke ambtenaren (Gezanten, Gevolmachtigde Ministers, Zaakgelastigden) en beroepsconsulaire ambtenaren ;

b) De overige consulaire ambtenaren, maar slechts met de autoriteiten, genoemd onder letter *a*).

(2) Deze gesprekken omvatten de dringende Regeeringsgesprekken en de gewone Regeeringsgesprekken.

(3) In het verkeer, waarin dringende particuliere gesprekken niet zijn toegelaten, zijn dringende Regeeringsgesprekken bestaanbaar.

(4) De gesprekken, aangevraagd als Regeeringsgesprekken door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, worden gelijk gesteld met die, aangevraagd door de Autoriteiten, vermeld onder letter *a*).

§ 2. (1) Regeeringsgesprekken worden door den aanvrager en vervolgens van kantoor tot kantoor, naar omstandigheden aangekondigd door de woorden „Etat urgent" of door het woord „Etat".

(2) Dringende Regeeringsgesprekken hebben voorrang boven alle andere gesprekken.

(3) Gewone Regeeringsgesprekken hebben alleen voorrang boven gewone particuliere gesprekken en boven niet-dringende dienstgesprekken.

(4) In rechtsstreeks verkeer, waarin dringende particuliere gesprekken niet zijn toegelaten, hebben Regeeringsgesprekken voorrang boven alle andere gesprekken.

(5) De duur van Regeeringsgesprekken is niet beperkt.

Echter hebben de tusschenkomst verleenende Administratiën het recht den duur van Regeeringsgesprekken tot zes minuten te beperken, wanneer deze gesprekken door tusschenkomst van een van haar kantoren worden tot stand gebracht.

§ 3. De aanvrager van een Regeeringsgesprek is gehouden, zoo hij daartoe wordt uitgenoodigd, zijn naam en zijn hoedanigheid op te geven en, in het geval, bedoeld in § 1, letter *b*, den naam en de hoedanigheid van den aangevraagde.

§ 4. Voor dringende Regeeringsgesprekken en gewone Regeeringgesprekken gelden de taksen, welke gelden respectievelijk voor dringende particuliere gesprekken en voor gewone particuliere gesprekken, gewisseld gedurende dezelfde tariefsperiode.

Afdeeling H.

Abonnementsgesprekken.

§ 1. (1) Bij afzonderlijke tusschen de betrokken Administratiën getroffen regeling kunnen gesprekken bij abonnement worden toegelaten op vaste uren, indien daaruit geen enkel bezwaar voortvloeit voor den dienst in het algemeen.

(2) Deze gesprekken mogen uitsluitend betrekking hebben op de persoonlijke aangelegenheden van de correspondenten of op die hunner instellingen.

(3) Voldoende tusschenruimten moeten worden gelaten tusschen de abonnementsgesprekken om het voeren van de andere gesprekken mogelijk te maken.

(4) Voor gesprekken bij abonnement gelden de volgende taksen:

a. gedurende de perioden van gering verkeer ten minste de helft van de takseenheid;

b. gedurende de overige perioden ten hoogste het drievoud van de takseenheid.

§ 2. (1) Gesprekken bij abonnement zijn die, welke dagelijks plaats hebben tusschen dezelfde perceelen, op hetzelfde vooraf overeengekomen uur en ten minste gedurende een geheele maand.

(2) Het abonnement wordt van maand tot maand verlengd, tenzij het van een van beide zijden, ten minste acht dagen vóór het einde van den loopenden abonnementstermijn schriftelijk is opgezegd.

§ 3. In het algemeen bedraagt de maximumduur van een abonnementsgesprek zes minuten; echter kunnen gesprekken van een langeren duur worden toegestaan na overeenstemming tusschen de betrokken Administratiën.

§ 4. Het abonnement kan worden aangegaan met ingang van een willekeurigen datum, maar het maandelijksche tijdvak begint eerst te loopen den eersten van elke maand. Het bedrag van het abonnement, verschuldig voor het eerste maandelijksche tijdvak wordt, zoo noodig, verhoogd met het gedeelte van het bedrag van dit abonnement, overeenkomende met het tijdvak van den datum waarop het abonnement is ingegaan tot aan het begin van het maandelijksche tijdvak.

§ 5. Het bedrag van het abonnement wordt berekend naar een gemiddelden duur van dertig dagen; het wordt bij vooruitbetaling geheven.

§ 6. (1) De abonnementsverbinding wordt ambtshalve op het vastgestelde tijdstip tusschen de beide perceelen tot stand gebracht, tenzij een ander gesprek wordt gevoerd of een aanvraag voor een dringend Regeeringsgesprek voorhanden is.

(2) Zij wordt ambtshalve verbroken bij het verstrijken van den tijd voor elk gesprek toegestaan, indien de correspondenten het signaal van beëindiging van het gesprek niet reeds hebben gegeven. De correspondenten kunnen nochtans hun gesprek voortzetten indien geen andere aanvraag voorhanden is; voor het voortgezette gesprek gelden de algemeene regelen voor gewone particuliere gesprekken.

§ 7. (1) Geen vergoeding wordt gegeven en geen terugbetaling heeft plaats, indien door toedoen van de correspondenten een gesprek niet heeft kunnen plaats vinden of niet den vastgestelden duur heeft gehad. Het voor dit gesprek verschuldigde bedrag wordt in de internationale rekeningen opgenomen.

(2) Een abonnementsgesprek, dat uit hoofde van den tele-

foondienst niet heeft kunnen plaats hebben of niet den toegestanen duur heeft gehad, wordt zoo mogelijk vóór het einde van de periode, waarin het gelijke tarief geldt, vervangen of vergoed door een gesprek, waarvan de duur gelijk is aan den ongebruikten tijd. Indien het gesprek niet is kunnen worden vervangen of indien de vergoeding van tijd niet is kunnen worden gegeven, wordt de daarmede overeenstemmende taks niet in de internationale rekeningen opgenomen.

De Administratie van den houder van het abonnement gaat op zijn verzoek over tot terugbetaling.

(3) De terugbetaling bedraagt : in het eerste geval het dertigste gedeelte van het bedrag van het maandelijksche abonnement ; in het tweede geval dat gedeelte van het dertigste deel van dit bedrag overeenstemmende met den verloren tijd.

§ 8. (1) Abonnementen moeten in het algemeen schriftelijk worden aangevraagd aan het kantoor van den aanvrager.

Aan de aanvragen wordt naar volgorde van ontvangst voldaan.

(2) Het uur en de duur der gesprekken worden, na onderling door de betrokken kantoren te zijn vastgesteld, schriftelijk bevestigd.

(3) Voor de abonnementen worden verbintenissen gesloten tusschen het kantoor, belast met de inning van het verschuldigde en den aanvrager.

AFDEELING I.

Dienstgesprekken.

§ 1. (1). Gesprekken uitsluitend betrekking hebbende op de internationale telefoon- of telegraafdiensten mogen kosteloos worden gevoerd tusschen de daartoe gemachtigde ambtenaren der Administratiën.

(2) Wanneer zij van deze bevoegdheid gebruik willen maken zijn deze ambtenaren gehouden hun naam en hun hoedanigheid op te geven.

(3) Dienstgesprekken zijn beperkt tot de gevallen, waarin het gebruik van den telefonischen weg gerechtvaardigd is.

Zij worden gevoerd in de uren van zwak verkeer. In belang-

rijke en dringende gevallen evenwel worden zij gevoerd zoodra het noodig is; zij worden alsdan beschouwd als „dringende dienstgesprekken".

§ 2. Dienstgesprekken worden door den aanvrager en vervolgens, van kantoor tot kantoor, aangekondigd door de woorden „service urgent" of door het woord „service".

§ 3. Zoo noodig wordt de telegrafische weg gebruikt voor mededeelingen betreffende de uitoefening van den telefoondienst.

Afdeeling K.

Tarieven. Inning van de taksen.

§ 1. (1) De takseenheid voor elk verkeer, is die welke verschuldigd is voor een gewoon particulier gesprek van 3 minuten gewisseld gedurende de periode van druk verkeer.

(2) Het bedrag van de takseenheid wordt bij overeenkomst tusschen de betrokken Administratiën bepaald in franken. (Zie artikel 24.)

§ 2. De taksen van de gesprekken bestaan uit de eindtaksen en c.q. uit de transittaks of de transittaksen.

§ 3. (1) Voor de bepaling van de eindtaksen kan het grondgebied der Administratiën in zonen verdeeld worden.

(2) Voor een zelfde zone geldt een uniforme taks.

(3) Elke Administratie stelt het aantal en den omvang der zonen vast voor haar verkeer met elke der andere Administratiën.

§ 4. Elke Administratie welke tusschenkomst verleent stelt haar transittaks vast. Onder dezelfde transitvoorwaarden past een Administratie dezelfde transittaksen toe.

§ 5. Elke Administratie, welke een rechtstreeksche transitverkeersweg ter beschikking stelt, heeft het recht van de Administratiën der eindlanden de garantie van een minimum opbrengst te eischen.

§ 6. Het bedrag van de takseenheid kan in de uren van zwak verkeer worden verlaagd. De betrokken Administratiën bepalen in gemeen overleg deze uren en het bedrag van de verminderde taks of taksen.

§ 7. De taks wordt geheven òf van den geabonneerde uit

wiens perceel het gesprek is aangevraagd òf van de (n) persoon, die het gesprek heeft aangevraagd van uit een openbare spreekcel.

§ 8. Voor elk gesprek wordt de taks bepaald naar het tarief, dat bij de Administratie van den aanvrager geldt op het oogenblik, waarop het gesprek begint, ook al eindigt het op een uur, waarop een ander tarief van kracht is.

Afdeeling L.

Wijze van toepassing der tarieven

Duur der gesprekken.

§ 1. (1) Elk gesprek van een duur van drie minuten of minder wordt berekend voor drie minuten.

(2) Wanneer de duur van een gesprek drie minuten te boven gaat, heeft de berekening plaats per minuut voor den tijd boven de eerste drie minuten.

(3) Evenwel worden in het verkeer tusschen nabij de grens gelegen netten de taksen geheven per eenheden van drie minuten. De betrokken Administratiën stellen in gemeen overleg dit verkeer vast. De taks per minuut is het derde deel van de taks, geheven voor drie minuten.

§ 2. De taks voor gesprekken tusschen geabonneerden is verschuldigd van het oogenblik af, waarop de verbinding is tot stand gebracht tusschen den aanvrager en den aangevraagde, nadat beiden den oproep beantwoord hebben.

§ 3. Wanneer het gesprek is aangevraagd vanuit een openbare spreekcel en bestemd is voor een geabonneerde, is de taks verschuldigd van het oogenblik af waarop, nadat de geabonneerde geantwoord heeft, de aanvrager met hem in gemeenschap is gebracht.

§ 4. Indien het gesprek is bestemd voor een openbare spreekcel, is de taks verschuldigd van af het oogenblik, waarop, nadat van de beide zijden antwoord is ontvangen, hetzij de aanvrager in een openbare spreekcel, hetzij de aanvragende geabonneerde verbonden is met de (n) aangevraagde (n) persoon.

§ 5. In alle gevallen waarin, nadat de verbinding behoor-

lijk is tot stand gebracht, de oproep (uit het perceel van den geabonneerde) is beantwoord, is de taks verschuldigd onverschillig welke persoon den oproep beantwoordt.

§ 6. Een gespreksaanvraag kan worden ingetrokken zonder heffing van de voor het gesprek verschuldigde taks tot het oogenblik waarop de aanvrager door zijn kantoor wordt opgeroepen. De Administratie van den aanvrager kan van dezen een bijzondere taks heffen als vergoeding voor den arbeid, verricht voor inschrijving, intrekking, enz. van de gespreksaanvraag. Dit bedrag komt geheel ten goede van deze Administratie.

§ 7. (1) Wanneer de aanvrager of de opgeroepene het gesprek weigert, wordt de taks geheven, die voor een gesprek van drie minuten van den rang van het aangevraagde gesprek verschuldigd is.

(2) Ingeval de aangevraagde weigert, wordt zulks den aanvrager medegedeeld.

§ 8. (1) Op het oogenblik waarop hij zijn aanvraag doet, heeft de aanvrager de bevoegdheid op te geven, dat de verbinding na een bepaalden tijd, welken hij aangeeft, niet meer wordt tot stand gebracht.

(2) De Administratiën kunnen met elkaar overeenkomen om ingeval van geen gehoor van den aanvrager of van den aangevraagde, van den aanvrager een bijzondere taks te heffen, welke in de internationale rekeningen wordt opgenomen.

(3) De betrokken Administratiën bepalen in gemeen overleg het bedrag van deze taks en de uren, waarin zij wordt geheven.

§ 9. (1) De tijd om een geabonneerde op te roepen evenals die, noodig om een in een openbare spreekcel wachtende (n) persoon op te roepen, is beperkt tot één minuut gedurende de uren van 7 tot 21 *) en tot drie minuten gedurende de overige uren (wettelijke tijd van het land van bestemming).

(2) Indien na het verstrijken van dezen oproeptijd, geen antwoord wordt ontvangen, hetzij van den aanvrager en den

*) Van 7 uur 's morgens tot 9 uur 's avonds voor de landen, welke niet den tijd van 24 uur hebben aangenomen.

opgeroepene, hetzij van een van beiden, wordt de gespreksaanvraag ambthalve geanuleerd.

§ 10. De betrokken Administratiën kunnen in gemeen overleg wijzigingen brengen in de bepalingen, genoemd in de §§ 4 en 9 hierboven voor zoover betreft gesprekken afkomstig van of bestemd voor handels-, geld- of andere beurzen.

§ 11. Behalve voor Regeering- en abonnementsgesprekken hebben de aanvrager en opgeroepene niet het recht het gesprek nà zes minuten voort te zetten, indien een gespreksaanvraag voorhanden is op den gebruikten verkeersweg of de gebruikte verkeerswegen.

AFDEELING M.

Gespreksaanvragen.

§ 1. In de gespreksaanvraag wordt de aangevraagde geabonneerde aangeduid door den naam van het kantoor van bestemming en zoo mogelijk door zijn telefoonnummer of -letter, eventueel voorafgegaan door den naam van zijn centraalbureel. De aangevraagde openbare spreekcellen moeten worden aangeduid door den naam van het centraalbureel en haar nummer of haar benaming.

§ 2. De geldigheid van gespreksaanvragen, welke gedurende den dag harer inschrijving niet tot stand zijn gebracht, eindigt op het oogenblik van sluiting van den dagdienst op de kantoren welke niet onafgebroken zijn geopend.

§ 3. Het aantal gespreksaanvragen, afkomstig van denzelfden aanvrager en bestemd voor hetzelfde net kan in gemeen overleg tusschen de betrokken Administatiën worden beperkt.

AFDEELING N.

Telefoonoproepberichten en- voorberichten.

§ 1. (1) Tegelijk met aanvragen van een gesprek kan een oproepbericht of een voorbericht worden opgegeven..

(2) Een oproepbericht heeft ten doel iemand uit te noodigen zich naar een openbare spreekcel te begeven voor het voeren van een gesprek.

(3) Een voorbericht heeft ten doel een geabonneerde te waarschuwen, dat de aanvrager zijn gesprek wenscht te voeren hetzij met een aangewezen persoon, hetzij met een bepaalde nevenaansluiting.

(4) Oproepberichten en voorberichten kunnen bij afzonderlijke tusschen de betrokken Administratiën getroffen regeling worden toegelaten.

§ 2. Voor oproepberichten en voorberichten geldt een taks, die is vastgesteld op het derde deel ($^1/_3$) van de takseenheid, met een minimum-bedrag van vijftig centiemen (0 fr. 50). Deze taks wordt verdeeld tusschen de betrokken Administratiën in dezelfde verhouding als de taksen der gesprekken.

§ 3. (1) Oproepberichten en voorberichten bevatten alleen de volgende aanduidingen :

1⁰. naam van den aanvrager en, eventueel zijn telefoonnummer of -letter ;

2⁰. naam en volledig adres van den aangevraagde (ingeval van een oproepbericht) of de voldoende aanduiding van den persoon of van de gevraagde nevenaansluiting (ingeval van een voorbericht) ;

3⁰. bij toepassing van het bepaalde onder L, § 8, het uur waarop de aanvraag zal worden geannuleerd.

(2) Geene andere aanduiding wordt overgebracht van het kantoor van aanvraag naar het kantoor van bestemming.

(3) Oproepberichten en voorberichten worden zoo spoedig mogelijk overgebracht van kantoor tot kantoor.

(4) Zij worden aangekondigd onderscheidenlijk door de woorden „avis d'appel" en door het woord „préavis".

(5) De bestelling van de oproepberichten heeft plaats op de voorwaarden door de Administratie van bestemming vastgesteld. De aanvrager heeft vooraf na te gaan of, rekening houdende met deze voorwaarden, het oproepbericht aan den geadresseerde zal kunnen worden uitgereikt.

(6) Voorberichten worden per telefoon medegedeeld aan den geabonneerde voor wien zij bestemd zijn.

(7) Indien om een of andere reden de bestelling van het oproepbericht niet heeft kunnen plaats vinden, wordt het kantoor van afzending daarmede in kennis gesteld. De aan-

vrager wordt op zijn beurt ingelicht door het kantoor van afzending. Bij een voorbericht wordt op dezelfde wijze gehandeld, zoodra het kantoor van bestemming is inglicht, dat de aangeduide persoon afwezig is, of dat de verbinding met de gevraagde nevenaansluiting niet kan worden tot stand gebracht. In beide gevallen worden de kosten van het oproepbericht of het voorbericht niet terugbetaald. De gespreksaanvraag wordt ambtshalve geannuleerd.

§ 4. Op gesprekken, welke een gevolg zijn van oproepberichten en voorberichten, zijn van toepassing alle voorschriften voor het internationale telefoonverkeer.

Afdeeling O.

Totstandbrenging en verbreking van verbindingen.

§ 1. Gesprekken voor welke kosten verschuldigd zijn, worden gevoerd in de onderstaande volgorde :

a) Dringende Regeeringsgesprekken,
b) „Bliksem" gesprekken,
c) Dringende particuliere gesprekken,
d) Gewone Regeeringsgesprekken,
e) Gewone particuliere gesprekken.

§ 2. (1) De gespreksaanvragen (eventueel met oproepbericht of voorbericht) en de berichten, dat een gesprek kan worden geannuleerd, welke niet afkomstig zijn van het eindkantoor van den internationalen verkeersweg, worden zoo spoedig mogelijk overgebracht naar het eindkantoor — aanvraagzijde — van den internationalen verkeersweg.

Dit laatste kantoor rangschikt ze met die afkomstig van het net ter plaatse, rekening houdende met de klasse, waartoe zij behooren en met het tijdstip van ontvangst.

(2) Het eindkantoor — aanvraagzijde — van den internationalen verkeersweg brengt onmiddellijk aan het buitenlandsche kantoor, waarmede het in verbinding staat, de oproepberichten, de voorberichten en de berichten van annuleering over.

(3) De eindkantoren treden met elkander in overleg, opdat de gesprekken in de voorgeschreven volgorde worden gewisseld.

(4) De gespreksaanvragen, welke de namen der kantoren van aanvraag en bestemming en de aanduiding van den opgeroepene bevatten, moeten evenals de oproepberichten, de voorberichten en de berichten van annuleering door de kantoren worden gecollationneerd.

§ 3. De gesprekken van dezelfde klasse worden in beurtorde tot stand gebracht. Evenwel kunnen de eindkantoren, welke onderling door verscheidene internationale verkeerswegen zijn verbonden, in gemeen overleg, eenige van deze wegen aanwijzen voor de totstandbrenging van transit-gesprekken of voor de afwikkeling van het verkeer in éénerichting.

§ 4. (1) Tenminste één gesprek moet worden voorbereid vóór het einde van het loopende gesprek.

(2) De voorbereiding bestaat in de uitvoering van alle handelingen, welke noodig zijn, om de beide correspondenten (aanvrager en aangevraagde) zonder eenig tijdverlies met elkander in verbinding te brengen.

(3) Wanneer de technische voorwaarden het veroorloven, worden aan den gang zijnde locale gesprekken ambtshalve verbroken ten behoeve van internationale gesprekken.

(4) Reeds voorbereide gesprekken mogen niet worden vertraagd ten voordeele van gesprekken van een hoogeren rang.

(5) De afwikkeling van het verkeer op de internationale verkeerwegen moet op de correspondeerende kantoren zoodanig verzekerd zijn, dat zij niet kan worden vertraagd in het bijzonder door den arbeid, welken de telefonisten hebben te verrichten.

(6) De aanduiding van een gesprek tusschen telefonisten geschiedt door middel van een aan dat gesprek toegekend volgnummer.

§ 5. De telefoongesprekken worden langs den overeengekomen weg tot stand gebracht. In geval van storing of ophooping kunnen zij, volgens te dezer zake getroffen relingen, langs een anderen weg worden tot stand gebracht, tegen betaling van de in die regelingen genoemde taksen.

§ 6. Op de internationale verkeerswegen moeten de oproepen onmiddellijk worden beantwoord. Indien het op-

geroepen kantoor na een behoorlijken wachttijd geen antwoord geeft, wordt het langs een anderen telefonischen weg of, indien deze niet aanwezig is, per telegraaf uitgenoodigd den dienst op den betrokken weg te hervatten.

§ 7. (1) De eindkantoren gaan na of de geluidsoverkomst tusschen de correspondenten voldoende is; zij noteeren het uur, waarop de verbinding is tot stand gebracht en dat waarop het gesprek is geëindigd en c. q. den tijd, gedurende welken de geluidoverkomst onvoldoende is geweest.

(2) Het signaal, aanduidende het einde van het gesprek, moet door de correspondenten worden gegeven. Elk der kantoren van aanvraag en bestemming stelt er onmiddellijk zijn eindkantoor mede in kennis. Het eerst ingelichte eindkantoor doet de verbinding verbreken.

§ 8. De kantoren hebben het recht een particulier gesprek ambtshalve te verbreken zoodra de duur ervan 6 minuten heeft bereikt en een andere aanvraag in voorbereiding is. De correspondenten worden gewaarschuwd.

§ 9. (1) De eindkantoren van den internationalen verkeersweg houden aanteekening van alle gegevens, welke noodig zijn voor het opmaken van de internationale rekeningen alsmede van hetgeen in den dienst voorvalt.

(2) De eindkantoren bepalen in gemeen overleg den duur van elk gesprek van meer dan 3 minuten. Zij treden met elkaar in overleg omtrent den in rekening te brengen duur wanneer het gesprek met moeilijkheden gepaard is gegaan.

(3) Ingeval van verschil van meening tusschen de eindkantoren geldt de meening van het eindkantoor van aanvraag.

(4) De eindkantoren bepalen dagelijks, per telefoon, in de uren van zwak verkeer, het aantal minuten waarvan de taks moet worden opgenomen in de internationale rekeningen.

(5) Om dit aantal te bepalen, wordt rekening gehouden met de coëfficienten, behoorende bij elke soort van gesprekken of berichten (bliksem, dringende, oproepberichten, voorberichten, enz.). De minuten worden voor elke periode met gelijk tarief samengevoegd naar de zonen van bestemming.

§ 10. Voor de voorbereiding, de totstandbrenging en de verbreking der verbindingen wordt gebruik gemaakt van de Fransche taal tusschen Administratiën van verschillende talen, tenzij zij bijzondere schikkingen hebben getroffen voor het gebruik van andere talen.

Afdeeling P.

Ontheffing van taksen en terugbetalingen.

§ 1. Wanneer uit hoofde van den telefoondienst een gespreksaanvraag niet is gevolgd door het tot stand brengen van de verbinding met de aangevraagde, wordt geen taks geheven. Indien het bedrag van de taks gestort is, wordt het terugbetaald.

§ 2. (1) Wanneer van af het begin van een gesprek de geluidoverkomst niet voldoende is, wordt geen taks geheven.

(2) Wanneer in den loop van een gesprek de correspondenten uit hoofde van den telefoondienst moeielijkheden ondervinden, wordt, zoo mogelijk, onmiddellijk eene vergoeding toegestaan.

(3) Wanneer de vergoeding niet gegeven is kunnen worden, mag geen taks worden geheven, indien de duur van voldoende geluidoverkomst geen drie minuten heeft bereikt; de taks kan worden teruggebracht tot die, overeenstemmende met den duur van voldoende geluidoverkomst indien deze tenminste drie minuten is geweest.

(4) De aanvrager van een gesprek kan toepassing van het bepaalde in het 2de en 3de lid hierboven slechts dan vorderen, wanneer de kantoren, c. q. de betrokken zelfstandige stations, zijn uitgenoodigd de onvoldoende geluidoverkomst of de moeilijkheden, welke zich tijdens het gesprek hebben voorgedaan, vast te stellen. Van een en ander wordt aanteekening gehouden.

(5) Wanneer van af den aanvang van een gesprek, de kantoren vaststellen, dat de geluidoverkomst niet voldoende zal kunnen zijn, wordt de verbinding verbroken, zulks ten einde alle vertraging te vermijden bij het totstand brengen van andere verbindingen.

§ 3. Elke klacht, welke na het verbreken van de verbinding is ingediend, wordt door het kantoor van aanvraag onderzocht.

De eindkantoren houden rechtstreeks briefwisseling met elkander ten einde de inlichtingen te verzamelen, welke voor het onderzoek noodig kunnen zijn. De ontheffingen worden verleend door de Administratie van aanvraag en zijn te haren laste.

AFDEELING Q.

Afrekening.

(1) Van de telefoontaksen wordt door elke Administratie een afzonderlijke rekening opgemaakt onafhankelijk van de telegraafrekening.

(2) De vaststelling van de telefoonrekeningen geschiedt volgens de bepalingen, welke van toepassing zijn op de telegraafrekeningen (zie Hoofdstuk XXVII).

AFDEELING R.

Bewaring van bescheiden.

De bescheiden, welke gediend hebben voor de vaststelling van de internationale telefoonrekeningen, worden gedurende twaalf maanden bewaard.

AFDEELING S.

Comité Consultatif International voor telefoonverbindingen op grooten afstand.

(1) Er is opgericht een „Comité Consultatif International" voor telefoonverbindingen op grooten afstand, belast met de bestudeering van de typen-bepalingen, regelende de technische en exploitatie-vraagstukken van de internationale telefonie op grooten afstand. Dit Comité wordt samengesteld uit deskundigen van de Telefoonadministratiën, welke verklaren er aan te willen deelnemen. Deze verklaring wordt gericht aan de Administratie van het land, waar de laatste internationale telegraafconferentie is gehouden.

(2) Het Comité verzamelt alle inlichtingen, welke het noodig heeft voor de bestudeering van de telefonie op grooten afstand en geeft adviezen over de vraagstukken betreffende de internationale telefonie.

(3) Het „Comité Consultatif International" voor telefoonverbindingen op grooten afstand kiest zijn bestuur, stelt zelf zijn huishoudelijk reglement en zijn werkwijze vast.

(4) De kosten van het „Comité Consultatif International" worden gedragen door de deelhebbende Administratiën, volgens de wijze van verdeeling, vastgelegd in het huishoudelijk reglement van genoemd Comité.

(5) Het „Comité Consultatif International" voert rechtstreeks briefwisseling met alle Administratiën, welke aan zijne werkzaamheden deelnemen.

(6) Het geeft van alle adviezen, welke het uitbrengt, kennis aan het „Internationaal Bureel", dat ze bekend maakt in het „Journal télégraphique".

AFDEELING T.

Algemeene bepalingen.

De bepalingen van het Reglement, welke niet strijden met de bepalingen van dit Hoofdstuk en welke op dezelfde onderwerpen als dit betrekking hebben, zijn ook van toepassing op den telefoondienst.

HOOFDSTUK XXV.

Bewaring van bescheiden.

Artikel 72.

Termijnen voor bewaring van bescheiden.

De minuten der telegrammen en de daarop betrekking hebbende bescheiden, welke bij de Administratiën aanwezig zijn, worden, totdat de vereffening van de daarop betrekking hebbende rekeningen heeft plaats gehad en in elk geval, ten minste tien maanden, te rekenen van de maand, welke volgt op die, waarin het telegram is aangeboden, met alle noodige

voorzorgen ter verzekering van de geheimhouding, bewaard. Voor radiotelegrammen wordt deze minimum-termijn op 15 maanden gesteld.

Artikel 73.

Inzage verleening van minuten van telegrammen. Uitreiking van afschriften van telegrammen.

§ 1. (1) Alleen aan den afzender of aan den geadresseerde, die hunne identiteit aantoonen, of wel aan den gemachtigde van een van beiden, kan inzage worden gegeven van de minuten of de afschriften van telegrammen.

(2) Een maximum-bedrag van een frank (1 fr.) kan voor deze inzageverleening worden geheven.

§ 2. Gedurende den minimumtermijn voor de bewaring van bescheiden vastgesteld, hebben de afzender en de geadresseerde van een telegram, of hunne gemachtigden, het recht zich deugdelijk verklaarde afschriften of fotografieën te doen verstrekken :

a) van het aangeboden telegram ;

b) van het afgeleverde telegram, indien dat, of een afschrift daarvan, door de Administratie van bestemming bewaard is.

§ 3. (1) Voor elk overeenkomstig dit artikel verstrekt afschrift wordt een vast recht van vijftig centiemen (0 fr. 50) per telegram van niet meer dan 50 woorden geheven. Boven 50 woorden wordt dit recht met vijftig centiemen (0 fr. 50) verhoogd voor elke reeks of gedeelte eener reeks van 50 woorden. Het minimum-bedrag, dat geheven wordt, bedraagt een frank vijftig centiemen (1 fr. 50).

(2) De prijs van de fotografieën der minuten, of van de afschriften, wordt bepaald door de Administratie, welke deze fotografieën verstrekt.

§ 4. De Telegraafadministratiën zijn slechts gehouden inzage te verleenen, afschriften of fotografieën te verstrekken van de hierboven bedoelde bescheiden, indien de afzenders, geadresseerden of hunne gemachtigden de noodige aanwijzingen verstrekken om de telegrammen, waarop hunne verzoeken betrekking hebben, te vinden.

HOOFDSTUK XXVI.

Ontheffing van kosten en terugbetalingen.

Artikel 74.

Vaststelling der gevallen, waarin terugbetaling van kosten geschiedt.

§ 1. Op verzoek om terugbetaling, of naar aanleiding van een klacht, betreffende de uitvoering van den dienst worden terugbetaald aan hen, die ze gestort hebben :

a) de volle kosten van elk telegram, dat door toedoen van den telegraafdienst niet ter bestemming is gekomen ;

b) de volle kosten van elk telegram, dat door storing in zijn loop is gestuit en waarvan de afzender op grond daarvan, intrekking heeft gevraagd ;

c) (1) de volle kosten van elk telegram, dat door de schuld van den telegraafdienst later is aangekomen dan bij verzending per post mogelijk zou zijn geweest en in alle gevallen, dat het eerst bij den geadresseerde is besteld na verloop van :

1⁰. 12 uren, indien het een telegram betreft, dat tusschen twee aangrenzende, of tusschen twee door een rechtstreekschen verkeersweg met elkaar verbonden landen binnen Europa is gewisseld ;

2⁰. 24 uren, indien het een telegram betreft, dat tusschen twee andere landen binnen Europa is gewisseld, hieronder begrepen Algerië en de landstreken, welke onder het Europeesch verkeer worden gerangschikt ;

3⁰. 24 uren, indien het een tegen vol tarief aangenomen telegram betreft, dat tusschen twee aangrenzende, of tusschen twee door een rechtstreekschen verkeersweg met elkaar verbonden landen buiten Europa, is gewisseld ;

4⁰. vier maal 24 uren, indien het een uitgesteld telegram betreft ;

5⁰. twee maal 24 uren in alle andere gevallen.

(2) In de hierboven vermelde termijnen worden niet medegeteld de sluitingsduur van de kantoren, indien deze de oorzaak van de vertraging is, de tijd, benoodigd voor de bezorging per bode en die, besteed voor de overbrenging

over zee van telegrammen naar en van schepen op zee, alsmede de tijd, gedurende welke deze telegrammen op een kustseinpost, op een kuststation of aan boord van een schip hebben berust.

(3) De hierboven sub 2, 3 en 5 vermelde termijnen worden voor regeeringstelegrammen, waarvoor niet is afgezien van het voorrecht der bepalingen van artikel 5 van de Overeenkomst, alsmede voor dringende telegrammen en betaalde nota's tot de helft teruggebracht;

d) de kosten van elk gedeelte van den inhoud van een telegram in geheim schrift met collationneering, of van een telegram in verstaanbare taal, dat tengevolge van onjuiste overbrenging blijkbaar zijn doel niet heeft bereikt, tenzij de vergissingen per betaalde nota hersteld zijn;

e) de nevenkosten van een niet uitgevoerde bijzondere behandeling, alsmede de kosten voor de overbrenging van de betrekkelijke betaalde dienstaanwijzing;

f) (1) de bedragen gestort voor betaalde nota's, welke herhaling vragen van een vermoedelijk onjuist overgekomen gedeelte van een telegram, wanneer de herhaling niet gelijkluidend is met de eerste overseining, maar onder voorbehoud, dat, indien in het oorspronkelijke telegram enkele woorden juist en andere onjuist waren overgebracht, de kosten van de woorden, welke de eerste maal juist zijn overgekomen, niet terugbetaald worden.

(2) Echter moeten, onverschillig in welke taal het telegram gesteld is, de kosten van de juist overgeseinde woorden worden terugbetaald, wanneer de betrokken Administratie erkent, dat de gemaakte verminkingen verhinderden, om de beteekenis van de niet verminkte woorden te vatten;

g) de volle kosten van elke andere betaalde nota, per telegraaf of per post verzonden, waarvan de verzending noodig was tengevolge van een begane dienstfeil;

h) de volle kosten van elk vooruit betaald antwoord, indien de geadresseerde geen gebruik heeft kunnen maken van het antwoordbewijs, of dit geweigerd heeft en het bewijs zich in handen bevindt van den dienst, die het heeft afgeleverd,

of dat binnen een termijn van zes maanden, na de afgifte, weder bij genoemde dienst is ingeleverd ;

i) de kosten van den niet per telegraaf doorloopen afstand, wanneer het telegram wegens storing van een telegrafischen weg, per post of op andere wijze naar zijne bestemming is doorgezonden. De kosten, welke zijn uitgegeven voor de vervanging van den oorspronkelijken telegraafweg door eenig ander middel van vervoer, worden echter in mindering gebracht van het bedrag, dat terugbetaald moet worden ;

j) de volle kosten van elk telegram met antwoord betaald, dat tengevolge van een dienstfeil, welke de terugbetaling van de gestorte antwoordkosten wettigt, klaarblijkelijk zijn doel niet heeft bereikt, evenals de volle kosten van elk vooruitbetaald antwoord, dat tengevolge van een dienstfeil, welke de terugbetaling van de kosten van het vraag-telegram wettigt, klaarblijkelijk zijn doel niet heeft bereikt ;

k) de kosten van een of meer onovergeseinde woorden in een telegram, wanneer deze twee franken (2 fr.) of meer bedragen, tenzij de feil door middel van een betaalde nota is hersteld ;

l) het verschil tusschen de waarde van een antwoord-bewijs en het bedrag der kosten van het telegram, dat met dit bewijs gefrankeerd is, indien dit verschil ten minste twee franken (2 fr.) bedraagt (art. 52, § 2) ;

m) de volle kosten van elk telegram, dat op grond van de bepalingen van de artikelen 7 en 8 van de Overeenkomst in zijn loop is gestuit ;

n) het gedeelte der telegramkosten voor elk ingetrokken telegram (art. 45, §§ 2 en 3).

§ 2. (1) Wanneer een kuststation aan het kantoor van afzending kennis geeft, dat een radiotelegram niet naar het schip, waarvoor het bestemd is, kan worden overgebracht, bewerkstelligt de Administratie van het land van afzending terstond de terugbetaling aan den afzender van de kust- en scheepstaksen betreffende dit radiotelegram.

In dit geval worden de terugbetaalde kosten niet in de radiotelegrafische rekeningen (art. 64, §§ 15 en 16) opge-

nomen, doch het radiotelegram wordt er pro memorie in vermeld.

(2) Indien het reçu van een radiotelegram niet is ontvangen door het station, dat het radiotelegram heeft overgebracht, worden de kosten niet terugbetaald vóór is vastgesteld, dat het radiotelegram aanleiding tot terugbetaling geeft.

§ 3. Bij gedeeltelijke terugbetaling der kosten van een meervoudig telegram, wordt het bedrag, dat voor elk afschift moet worden terugbetaald, bepaald door het volle bedrag der kosten te deelen door het aantal adressen.

§ 4. In de onder *a*), *b*), *c*), *d*), *i*) en *k*) van § 1 van dit artikel bedoelde gevallen, bepaalt de terugbetaling zich alleen tot de telegrammen zelf, welke niet ter bestemming zijn gekomen, of welke ingetrokken, vertraagd of verminkt zijn, met inbegrip van de nevenkosten der niet uitgevoerde bijzondere behandelingen, doch niet tot de telegrammen, waarvan de verzending door de niet-aflevering, de vertraging of verminking noodig is geworden, of daardoor nutteloos is geworden.

§ 5. Indien feilen, welke ten laste van den telegraafdienst komen, per betaalde nota zijn verbeterd, binnen de termijnen, welke voortvloeien uit de toepassing van § 1, letter *c*) en gerekend van den tijd van aanbieding van het oorspronkelijke telegram af, bepaalt de terugbetaling zich slechts tot de kosten van deze nota's. Voor de telegrammen, waarop deze nota's betrekking hebben, is geen terugbetaling verschuldigd.

§ 6. Geen terugbetaling wordt toegestaan voor telegrammen ter verbetering, welke rechtstreeks tusschen den afzender en den geadresseerde zijn gewisseld, in plaats van als betaalde nota's van kantoor tot kantoor (art. 19) te zijn verzonden.

§ 7. (1) De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op telegrammen, welke over de lijnen van een niet-toegetreden Administratie worden gewisseld, voorzoover deze zou weigeren zich aan de verplichting tot terugbetaling te onderwerpen.

(2) De toegetreden Administratiën, welke aan de overseining hebben deelgenomen, laten echter hun taksaandeel vallen, wanneer het recht tot terugbetaling vaststaat, behalve in de gevallen voorzien in artikel 76, § 1 (1).

Artikel 75.

Behandeling van terugbetalingen.

§ 1. Elke aanvraag om terugbetaling van kosten moet, om in behandeling te worden genomen, zijn ingediend binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van den dag van aanbieding van het telegram.

§ 2. (1) Elke aanvraag moet bij de Administratie van afzending worden ingediend en moet belegd zijn met bewijsstukken, namelijk : een schriftelijke verklaring van het kantoor van bestemming, of van den geadresseerde, indien het telegram is vertraagd, of niet ter bestemming is gekomen ; het aan den geadresseerde afgeleverd telegram, indien het verminking of weglating betreft.

(2) De aanvraag kan echter door den geadresseerde bij de Administratie van bestemming worden ingediend, welke beoordeelt, of zij er aan moet voldoen, dan wel, of de aanvraag bij de Administratie van afzending zal worden overgebracht.

§ 3. Bij de indiening van een aanvraag om terugbetaling, kan van den klager een eenvormig recht voor indiening van klachten, van ten hoogste een frank (1 fr.) worden geheven.

§ 4. Wanneer een klacht door de betrokken Administratiën gegrond is bevonden, worden de kosten van het telegram door de Administratie van afzending terugbetaald, terwijl het recht voor indiening van klachten, indien dit geheven is, aan den klager wordt teruggegeven.

§ 5. Het recht op terugbetaling vervalt na zes maanden, te rekenen van de dagteekening van het schrijven, waarbij den afzender wordt bericht, dat de terugbetaling toegestaan is.

§ 6. Indien de afzender niet woont in het land, waar hij zijn telegram heeft aangeboden, kan hij zijn klacht doen indienen bij de Administratie van afzending, door tusschen-

komst van een andere Administratie. In dit geval is de Administratie, welke de klacht in ontvangst nam, eventueel belast met de uitvoering der terugbetaling.

§ 7. De klachten worden van Administratie tot Administratie overgebracht, vergezeld van een volledig stel bewijzen, dat wil zeggen, zij moeten (in originali, in uittreksel of in afschrift) alle daarop betrekking hebbende bescheiden of brieven bevatten. Deze stukken moeten vertaald worden in het Fransch, indien zij niet gesteld zijn in deze taal, of in een taal, welke door alle betrokken Administratiën wordt verstaan.

§ 8. De Administratie, welke een verzoek om terugbetaling van vooruitbetaalde antwoordkosten ontvangt, kan dit verzoek rechtstreeks overbrengen bij de Administratie, welke het antwoordbewijs heeft afgegeven. Deze laatste bewerkstelligt de terugbetaling van die kosten, door òf machtiging te geven, het bedrag te haren laste te brengen door middel van verschillende Administratiën, welke het telegram hebben overgenomen, òf door het bedrag, dat terugbetaald moet worden, rechtstreeks per postwissel te doen toekomen aan de Administratie van afzending.

Artikel 76.

Vaststelling van de Administratie, welke in verschillende gevallen de terugbetaling moet dragen.

§ 1. (1) Terugbetaling van kosten, welke een gevolg is van een feil van den telegraafdienst, komt steeds ten laste van de Administratie van afzending, wanneer het bedrag, dat terugbetaald moet worden, voor telegrammen tegen vol tarief, vijf franken (5 fr.) en voor telegrammen tegen verlaagd tarief, twee franken (2 fr.) niet te boven gaat.

(2) In alle gevallen, dat het bedrag, dat terugbetaald moet worden, naar omstandigheden, vijf franken (5 fr.) of twee franken (2 fr.) te boven gaat, geschiedt de terugbetaling ten laste van de verschillende Administratiën, welke aan de verzending van het telegram hebben deelgenomen, waarbij elke

Administratie afstand doet van de kosten, of een gedeelte van de kosten, welke haar waren toegekend.

§ 2. (1) De Administratie van afzending betaalt zonder voorafgaand onderzoek de kosten terug, indien:

a) de afzender, bij niet-aflevering, een verklaring van het kantoor van bestemming overlegt, waarin bevestigd wordt, dat het telegram niet is aangekomen;

b) de afzender, in geval van vertraging of verminking, deze vertraging of verminking onwederlegbaar bewijst door het afgeleverde telegram over te leggen;

c) de afzender, wanneer van het antwoordbewijs geen gebruik is gemaakt, dit bewijs overlegt.

(2) De beslissing van de Administratie, welke terugbetaalt, is bindend, wanneer de terugbetaling overeenkomstig het Reglement heeft plaats gehad.

§ 3. Indien terugbetaling moet geschieden ten laste van de verschillende Administratiën, welke bij de overseining hebben medegewerkt, brengt de Administratie van afzending de klacht bij de daarbij betrokken Administratiën over, met het oog op toepassing van het bepaalde in § 1 (2). Overigens heeft de Administratie van afzending de bevoegdheid, elke klacht door te zenden, wanneer zij, in het belang van den dienst, een onderzoek noodig oordeelt.

§ 4. Terugbetaling van nevenkosten voor een niet uitgevoerde bijzondere behandeling komt ten laste van de Administratie, aan welke deze nevenkosten zijn ten deel gevallen, behalve in het geval, bedoeld in § 1 (1).

§ 5. Indien in de in 1 § (2) bedoelde gevallen een klacht is ingediend en doorgezonden, binnen de in artikel 75, § 1, vastgestelde termijnen, en de afdoening niet heeft plaats gehad binnen den minimum-termijn, welke voor de bewaring der bescheiden is vastgesteld, betaald de Administratie, bij welke de klacht is ingediend, het gevraagde bedrag terug; het terugbetaalde bedrag wordt ten laste gebracht van de Administratie, welke het onderzoek heeft vertraagd.

§ 6. Terugbetaling van kosten van betaalde nota's komt ten laste van de Administratie, welke deze kosten heeft geheven.

Artikel 77.

Vaststelling van de Administratie, welke de terugbetaling moet dragen bij stuiting van telegrammen.

§ 1. (1) Terugbetaling der kosten van elk telegram, dat op grond van de artikelen 7 en 8 van de Overeenkomst in zijn loop is gestuit, komt ten laste van de Administratie, welke het telegram heeft gestuit.

(2) Wanneer deze Administratie echter, overeenkomstig artikel 8 van de Overeenkomst, de schorsing van sommige soorten telegrammen heeft ter kennis gebracht, wordt de terugbetaling der kosten van telegrammen van deze soort door de Administratie van afzending gedragen, te rekenen van den dag volgende op dien, waarop de mededeeling door haar is ontvangen.

HOOFDSTUK XXVII.

Afrekening.

(Artikel 12 van de Overeenkomst).

Artikel 78.

Aanwijzing van de Administratiën, welke de rekeningen samenstellen.

§ 1. Bij de samenstelling der internationale rekeningen dient de frank, zooals deze bij artikel 24 is omschreven, als munteenheid.

§ 2. (1) Tenzij anders is overeengekomen, brengt elke Administratie voor alle telegrammen, welke zij heeft ontvangen van de Administratie, waarmede zij rechtstreeksch verkeer onderhoudt, het haar toekomende aandeel in de taksen en eventueel het aandeel in de taksen betreffende den voorbij haar grondgebied af te leggen weg, ten laste van deze Administratie, zonder rekening te houden met de voor regeeringstelegrammen op sommige lijnen toegestane kortingen; deze kortingen maken het onderwerp uit van een bijzondere regeling tusschen de betrokken Administratiën.

(2) Wat de verbindingen langs rechtstreeksche draden

tusschen twee niet-aangrenzende landen betreft, maakt de Administratie, welke de telegrammen heeft ontvangen, de rekening der verschuldigde taksen op, voor den geheelen weg tot aan de bestemming toe, waarbij afzonderlijk wordt aangegeven, welk aandeel aan elke betrokken Administratie toekomt. Nadat de Administratie, welke de telegrammen heeft overgeseind, hare rekening accoord heeft bevonden, zendt de Administratie, welke deze rekening heeft opgemaakt, er een afschrift van toe aan elk van de tusschenliggende Administratiën.

(3) Elke Administratie brengt het aan haar zelf toekomende aandeel en het aandeel der taksen, dat betrekking heeft op den voorbij haar grondgebied afgelegden weg ten laste van de voorafgaande Administratie.

§ 3. De eindtaksen kunnen, na overeenkomst tusschen de eind- en tusschenliggende Administratiën, rechtstreeks tusschen de eind-Administratiën worden afgerekend.

§ 4. Voor het geval artikel 92 toepassing vindt, is de contracteerende Administratie, welke in rechtstreeksch verkeer met de niet-toegetreden Administratie is, belast met de afwikkeling der rekeningen tusschen laatstgenoemde en de andere contracteerende Administratiën, voor welke zij bij de overseining hare tusschenkomst heeft verleend.

Artikel 79.

Samenstelling van rekeningen.

§ 1. De rekeningen worden samengesteld naar het aantal woorden, dat gedurende een maand is overgeseind, waarbij onderscheid wordt gemaakt tusschen de verschillende soorten telegrammen en eventueel rekening wordt gehouden met sommige nevenkosten.

§ 2. Met uitzondering van die, welke in het volgende lid zijn genoemd, worden nevenkosten, alsmede de kosten, welke niet door het kantoor van bestemming, doch door een ander kantoor zijn geïnd, niet in de rekeningen opgenomen.
Evenmin worden in de rekeningen opgenomen de kosten betreffende betaalde nota's en die betreffende telegrammen, waarvan de kosten, overeenkomstig de bepalingen van het

Reglement, niet door het kantoor van afzending, of dat van nazending zijn geïnd. Op dezen regel bestaan in het Europeesch en buiten-Europeesch verkeer de volgende uitzonderingen:

a) de bijzondere kosten wegens collationneering van telegrammen worden in de rekeningen opgenomen en tusschen de betrokken Administratiën naar verhouding van ieders normale aandeel verdeeld;

b) de vooruitbetaalde kosten voor een antwoord worden in de rekeningen opgenomen en komen geheel ten goede aan de Administratie van bestemming van het telegram met betaald antwoord, behoudens toepassing van de bepalingen van de artikelen 74, § 1 en 75, § 8, waarbij in eventueele terugbetaling van dit geheele bedrag, of een gedeelte daarvan wordt voorzien; de kosten van een telegram, welke geheel of gedeeltelijk door middel van een antwoord-bewijs betaald zijn, worden in de rekeningen opgenomen en tusschen de betrokken Administratie, verdeeld, alsof deze kosten in gereed geld waren betaald;

c) de kosten wegens bezorging per bode en per luchtpost worden in de rekeningen opgenomen en komen geheel ten goede aan de Administratie, waartoe het telegraafkantoor van bestemming behoort.

§ 3. de kosten, welke niet in de rekeningen worden opgenomen, worden behouden door de Administratie, welke ze geïnd heeft.

§ 4. (1) In het verkeer tusschen Europeesche landen (daaronder begrepen Algerië en de landstreken buiten Europa, welke onder het Europeesch verkeer zullen worden gerangschikt) wordt, wanneer de overseining plaats heeft langs een anderen weg dan dien, welke tot grondslag heeft gediend voor de vaststelling van het tarief, de overblijvende taks, te rekenen van het punt, waar deze laatste weg is verlaten, verdeeld tusschen de Administratën, welke aan de overseining van het telegram hebben medegewerkt, zulks met inbegrip van de Administratie, welke de afwijking in de verzending heeft uitgevoerd en van de betrokken onderzeesche kabelmaatschappijen en maatschappijen voor draad-

looze telegrafie. Deze verdeeling geschiedt naar rato van den normale grondtaksen.

(2) De voorgaande bepalingen zijn eveneens van toepassing op telegrammen, welke langs een duurderen weg worden verzonden, overeenkomstig het bepaalde in artikel 43, § 2.

(3) In dit laatste geval kan geen enkele Administratie, op grond van de verzending langs een omweg, een hoogere taks ontvangen, dan die, welke zij ontvangen zou hebben, indien het telegram langs den gestoorden weg was overgeseind. Indien de taks voor den werkelijk gevolgden weg hooger is, moet de taks welke normaal geheven zou zijn, opgenomen worden in het totaal der taksen, welke evenredig moeten worden verdeeld, zooals hierboven is aangegeven.

§ 5. Wanneer telegrammen, welke tusschen aangrenzende landen worden gewisseld, langs een omweg verzonden worden, brengt de Administratie, welke de telegrammen ontvangt, behoudens bijzondere overeenkomsten, het bedrag van de normale taksen, overeenkomstig het bepaalde in artikel 78, ten laste van de Administratie, welke deze telegrammen aan haar heeft overgebracht.

§ 6. Wanneer in het verkeer, afkomstig van of bestemd voor landen buiten Europa (met uitzondering van Algerië en de landstreken buiten Europa, welke onder het Europeesch verkeer zullen worden gerangschikt), eenig telegram langs een duurderen weg is verzonden dan dien, welke tot grondslag voor de prijsberekening heeft gediend, komt, behalve in het geval, voorzien in § 4 (2), het verschil in prijs ten laste van de Administratie, welke het telegram langs een omweg heeft verzonden, behoudens verhaal op de Administratie, door welks toedoen, de verzending langs een omweg noodig was.

§ 7. De kosten, welke tot grondslag dienen voor de verdeeling tusschen de Administratiën, zijn die, welke verkregen worden door de regelmatige toepassing van de tusschen de betrokken Administratiën vastgestelde tarieven, zonder dat rekening wordt gehouden met onjuiste tariefsberekeningen, welke zich hebben kunnen voordoen.

§ 8. Het aantal woorden door het kantoor van afzending opgegeven, dient echter tot grondslag voor de berekening der kosten, behoudens in het geval, dat het, tengevolge van een onjuiste overseining, in gemeen overleg tusschen het kantoor van afzending en het daarmede in verbinding staand kantoor zou zijn verbeterd.

Artikel 80.

In het Europeesch verkeer kunnen de rekeningen naar gemidelden worden samengesteld.

§ 1. In het Europeesch verkeer kunnen de Administratiën in gemeen overleg, afrekenen volgens het aantal telegrammen, dat over de grenzen is verzonden, waarbij elk telegram geacht wordt een aantal woorden te bevatten, dat overeenkomt met een uit wederzijds opgemaakte statistieken volgend gemiddelde.

§ 2. In het in de vorige paragraaf bedoelde geval wordt alleen rekening gehouden met gewone en dringende telegrammen (waarbij elk dringend telegram voor drie telegrammen wordt geteld), benevens met betaalde antwoorden.

§ 3. De statistieken, welke bestemd zijn, om het gemiddeld aantal woorden per telegram vast te stellen, hebben betrekking op een tijdvak van tweemaal achtentwintig dagen, te weten : de eerste achtentwintig dagen van de maand Februari en de eerste achtentwintig dagen van de maand Augustus. Wanneer zich in een der beide bovengenoemde tijdvakken een buitengewone gebeurtenis voordoet, kunnen de betrokken Administratiën met elkaar in overleg treden omtrent het ouden van een nieuwe telling op een ander tijdstip.

§ 4. (1) Ten einde het gemiddeld aantal woorden per telegram vast te stellen, wordt het totaal aantal woorden, dat in iedere verbinding gewisseld is, gedeeld door het aantal telegrammen, dat gedurende bovengenoemd tijdvak in dezelfde verbinding gewisseld is. Op dezelfde wijze wordt te werk gegaan, om de gemiddelde waarde van de betaalde antwoorden vast te stellen.

(2) Deze gemiddelden worden tot in twee decimalen afgerond. Zij kunnen voor de in beide richtingen gewisselde telegrammen, of voor de in elke richting afzonderlijk, worden vastgesteld.

§ 5. De aldus verkregen gemiddelden dienen, totdat herziening plaats heeft, voor de samenstelling der rekeningen; deze herziening moet niet eerder dan na een tijdsverloop van tenminste twee jaar geschieden.

§ 6. De kantoren, welke in rechtstreeksche verbinding met elkander staan, brengen elken dag het aantal gewisselde telegrammen in rekening, waarbij het verkeer volgens de verschillende landen gesplitst wordt.

§ 7. Men verkrijgt het totaal aantal woorden voor een bepaalde maand, door het aantal telegrammen te vermenigvuldigen met het cijfer voor het gemiddeld woordental; dit totaal moet worden vermenigvuldigd met het cijfer van de betrekkelijke eind- of transittaks. Insgelijks wordt gehandeld voor de vaststelling van het bedrag, dat wegens vooruitbetaalde antwoordkosten moet worden tegoed geschreven.

§ 8. De kantoren, welke met elkaar telegrammen wisselen, doen elkaar eventueel elken dag opgaaf van het aantal telegrammen, soort bij soort, dat den vorigen dag is verzonden, terwijl eveneens het aantal telegrammen, dat de aanwijzing = RPx = draagt, wordt opgegeven.

§ 9. Alleen verschillen, boven een tusschen de beide betrokken Administratiën vastgesteld maximum, worden onderzocht. Dit maximum wordt bepaald, naar het aantal telegrammen, dat gewoonlijk gedurende een maand wordt gewisseld.

Artikel 81.

Uitwisseling van rekeningen, onderzoek van rekeningen, betaling van saldi.

§ 1. De wederzijdsche rekeningen worden maandelijks opgemaakt en de maandrekeningen moeten worden uitgewisseld vóór het verstrijken van de derde maand, volgende op die, waarop deze rekeningen betrekking hebben.

§ 2. Het onderzoek der maandrekeningen, alsmede de mededeeling van de accoord-bevinding en de daarmede verband houdende opmerkingen, moet binnen een termijn van ten hoogste zes maanden, na dagteekening van verzending dezer rekeningen, plaats hebben. De Administratie, welke in dit tijdsverloop geen enkele opmerking omtrent verbeteringen heeft ontvangen, beschouwt de maandrekening als rechtens goedgekeurd. Deze bepaling is eveneens van toepassing op de opmerkingen, welke door een Administratie op de door een andere Administratie samengestelde rekening worden gemaakt.

§ 3. (1) De maandrekeningen worden zonder herziening goedgekeurd, wanneer het verschil tusschen de door de beide betrokken Administratiën opgemaakte rekeningen niet meer dan 1 ten 100 bedraagt van de rekening, welke is opgemaakt door de Administratie, welke te vorderen heeft, mits het bedrag dezer rekening niet hooger is dan honderdduizend franken (100 000 fr.); wanneer het bedrag van de rekening, welke is opgemaakt door de Administratie, welke te vorderen heeft, hooger dan honderdduizend franken (100 000 fr.) is, mag het verschil een totaalbedrag van :

1°. 1 ten 100 voor de eerste honderdduizend franken (100 000 fr.);

2°. 0.5 ten 100 van het overschietende bedrag der rekening niet te boven gaan.

(2) Een aangevangen herziening wordt gestaakt, zoodra tengevolge van de tusschen beide betrokken Administratiën gewisselde opmerkingen, het verschil is teruggebracht tot het in het eerste lid van deze paragraaf vastgesteld maximum.

§ 4. (1) Onmiddellijk na accoordbevinding van de rekeningen betrekking hebbend op de laatste maand van een kwartaal wordt, tenzij tusschen de beide betrokken Administratiën anders is overeengekomen, door de Administratie, welke te vorderen heeft, een driemaandelijksche rekening opgemaakt, waarin het saldo voor de gezamenlijke drie maanden van het kwartaal tot uiting komt; deze rekening

wordt in twee exemplaren toegezonden aan de Administratie, welke te betalen heeft en welke na onderzoek, een dezer exemplaren, voorzien van hare accoordbevinding terugzendt.

(2) Wanneer de accoordbevinding van een of andere maandrekening van eenzelfde kwartaal vóór het verstrijken van het volgende kwartaal niet is ontvangen, kan de driemaandelijksche rekening niettemin door de Administratie, welke te vorderen heeft, worden opgemaakt ten behoeve van een voorloopige afrekening, welke op de voorwaarden, vastgesteld in de hierachter volgende § 5, voor de Administratie, welke te betalen heeft, verplicht wordt. Verbeteringen, welke later noodzakelijk zijn gebleken, worden in een volgende driemaandelijksche afrekening opgenomen.

§ 5. De driemaandelijksche rekening moet binnen een termijn van zes weken te rekenen van den dag, waarop de Administratie, welke te betalen heeft, haar heeft ontvangen, zijn onderzocht, terwijl het bedrag ervan binnen dien termijn moet zijn betaald. Na het verstrijken van dien termijn is, wegens de door de eene Administratie aan de andere te betalen sommen eene rente verschuldigd van 7 ten 100 per jaar, te rekenen van den dag, volgende op dien, waarop bovengenoemde termijn verstreken is.

§ 6. (1) Tenzij anders is overeengekomen, wordt het saldo der driemaandelijksche rekening door de Administratie, welke te betalen heeft, aan de Administratie, welke te vorderen heeft, in goud of door middel van wissels, opgemaakt tot een bedrag, dat gelijk is aan de waarde van het in franken uitgedrukte saldo, voldaan.

(2) In geval betaling door middel van wissels plaats heeft, worden deze uitgedrukt in de munt van een land, waar de bankbiljetten op zicht tegen goud inwisselbaar zijn en waar in- en uitvoer van goud vrij zijn; zij worden op een bank van dat land getrokken. Indien de munten van verschillende landen aan deze voorwaarden beantwoorden, komt aan de Administratie, welke te vorderen heeft, het recht toe, de munt aan te wijzen, welke zij geschikt acht. De herleiding geschiedt volgens de pariteit der gouden munten.

(3) De wissels kunnen ook worden uitgedrukt in de munt van het land, dat te vorderen heeft, indien beide landen zulks zijn overeengekomen. In dit geval wordt het saldo, volgens de pariteit der gouden munten, herleid in de munt van een land, waar de bankbiljetten op zicht tegen goud inwisselbaar zijn en waar in- en uitvoer van goud vrij zijn.

Het verkregen bedrag wordt vervolgens herleid in de munt van het land, dat te betalen heeft en van deze munt in die van het land, dat te vorderen heeft, naar den beurkoers van de hoofdstad of van een handelsstad van het land, dat te betalen heeft, op den dag van afgifte van de order tot aankoop van den wissel.

§ 7. De op de betaling vallende kosten worden gedragen door de Administratie, welke te betalen heeft.

HOOFDSTUK XXVIII.

Voorbehoud.

(Artikel 17 der Overeenkomst.)

Artikel 82.

Opsomming van onderwerpen, waarop het voorbehoud kan betrekking hebben,

De onderwerpen van dienst, waarop het voorbehoud, bedoeld in artikel 17 van de Overeenkomst, betrekking heeft, zijn in het bijzonder;

de vaststelling der tarieven van Administratie tot Administratie;

de afwikkeling der rekeningen;

de invoering van toestellen, of bijzondere woordenlijsten in een bepaald verkeer en in bepaalde gevallen;

de invoering van telegramzegels;

de overbrenging van telegrafische postwissels;

de inning van kosten bij aankomst;

de besteldienst ter plaatse van bestemming;

de bevoegdheid, om perstelegrammen tegen verminderden prijs over te brengen, of bepaalde draden tegen abonnement te verhuren;

de uitbreiding van het recht tot kostelooze overbrenging, met dienstelegrammen, welke de weerkunde en alle andere onderwerpen van openbaar belang betreffen.

HOOFDSTUK XXIX.

Internationaal bureel. Wederkeerige inlichtingen.

(Artikel 14 van de Overeenkomst.)

Artikel 83.

Algemeene bepalingen.

§ 1. Het centraal-orgaan, bedoeld in artikel 14 van de Overeenkomst, heeft den titel van: „Bureau international de l'Union télégraphique" (Internationaal bureel van de Telegraafvereeniging).

§ 2. Het Internationaal bureel is het centraal orgaan voor de internationale telegraaf- en telefoondiensten; het is eveneens gemachtigd, om als centraal orgaan voor den internationalen radiotelegraafdienst te dienen. De kosten, voortvloeiende uit de bemoeiingen van het Internationaal bureel, voor zooveel de radiotelegrafie betreft, worden gedragen door alle tot het internationaal Radiotelegraafverdrag toegetreden Staten.

§ 3. De Hoofdadministratie van de Zwitsersche Confederatie wordt aangewezen om het Internationaal bureel in te richten op den voet van het bepaalde in de hierna volgende artikelen 84 tot en met 86.

Artikel 84.

Vaststelling van de begrooting van het Internationaal bureel en verdeeling der uitgaven.

§ 1. (1) De gemeenschappelijke kosten van het Internationaal bureel der Tefegraafvereeniging mogen per jaar het bedrag van tweehonderdduizend franken (200 000 fr.) niet te boven gaan, waarbij buiten rekening blijven:

a) de kosten betreffende werkzaamheden der conferen-

ties; b) de kosten betreffende werkzaamheden van commissies, wanneer deze kosten volgens een besluit eener conferentie door alle Administratiën van de Vereeniging moeten worden gedragen.

(2) Het bedrag van tweehonderdduizend franken (200 000 fr.) kan nader met toestemming van alle contracteerende Partijen gewijzigd worden.

§ 2. De krachtens artikel 14 van de Overeenkomst voor het opperbeheer van het Internationaal bureel aangewezen Administratie, houdt toezicht op de uitgaven, doet de noodige voorschotten en maakt de jaarrekening op, welke aan alle andere betrokken Administratiën wordt medegedeeld.

§ 3. Ten aanzien van de verdeeling der kosten worden de Staten der Vereeniging in zes klassen verdeeld, welke elk in verhouding van een zeker aantal eenheden bijdragen, nl.:

eerste klasse	25 eenheden
tweede „	20 „
derde „	15 „
vierde „	10 „
vijfde „	5 „
zesde „	3 „

§ 4. Deze coëfficienten worden vermenigvuldigd met het aantal Staten van elke klasse en de som der aldus verkregen producten vormt het aantal eenheden, waardoor de geheele uitgaaf moet worden gedeeld. Het quotient stelt het bedrag der eenheid van uitgaaf voor.

§ 5. De Administratiën van de Staten der Vereeniging worden voor de bijdrage in de kosten als volgt verdeeld in de bij de vorige paragraaf bedoelde zes klassen:

1e klasse Zuid-Afrikaansche Unie, Duitschland, Argentijnsche Republiek, Australische Statenbond, Brazilië, Chili, China, Frankrijk, Groot-Britannië, Britsch-Indië, Italië, Japan, Turkije, Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets.

2e klasse: Spanje, Polen.

3e klasse: België, Finland, Griekenland, Nederlandsch-Indië, Vrijstaat Ierland, Noorwegen, Nederland, Rumenië, Konink-

rijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Zweden, Tsjecho-Slowakije.

4e klasse : Oostenrijk, Bolivia, Denemarken, Egypte, Hongarije, Fransch Indo-China, Marokko, Nieuw-Zeeland, Zwitserland, Uruguay.

5de klasse : Albanië, Bulgarije, Estland, Letland, Litauen, Madagascar, Portugal, Senegal, Siam, tunis, Venezuela.

6e klasse : Angola, Ceylon, Portugeesche koloniën in Afrika, (met uitzondering van Angola en Mozambique), Portugeesche koloniën in Azië en de Stille Zuidzee, Belgisch-Congo, Fransche Somalikust, Cyrenaïca, Danzig (vrye stad), Erythrea, IJsland, Groot-Libanon, Luxemburg, Mozambique, Nieuw-Caledonië, Perzië, Saargebied, Italiaansch Somaliland, Syrische Statenbond, Tripoli. *)

Artikel 85.

Betrekkingen tusschen de Administratiën en het Internationaal bureel.

§ 1. De Administratiën van de Staten der Vereeniging verstrekken elkander wederkeerig alle bescheiden omtrent haar binnenlandschen dienst en houden elkaar op de hoogte van elke ingevoerde verbetering.

§ 2. In het algemeen, verleent het Internationaal bureel daarbij zijn tusschenkomst.

§ 3. De genoemde Administratiën doen, per post, als gefrankeerden brief, aan het Internationaal bureel mededeeling van alle maatregelen, betreffende de samenstelling en verandering in de binnen- en buitenlandsche tarieven, de instelling van nieuwe en het vervallen van bestaande verkeerswegen, voor zooveel de internationale dienst daarbij betrokken is, alsmede betreffende opening, sluiting en dienstwijziging der kantoren. De te dezer zake door de Administratiën gedrukte of geautografeerde bescheiden worden aan het Internationaal Bureel gezonden op den dag hunner

---

*) Noot van het Internationaal bureel : Zuid-Rhodesië lid der Vereeniging, heeft zich na de Conferentie van Parijs in de 6de klasse gerangschikt.

verschijning, of uiterlijk, op den eersten dag der maand, volgende op dezen datum.

§ 4. De genoemde Administratiën geven bovendien per telegraaf kennis aan het Internationaal bureel van alle storingen of herstel van verbindingen, waarbij het internationaal verkeer betrokken is.

§ 5. Bij het begin van elk jaar doen zij aan het Internationaal bureel toekomen een zoo volledig mogelijk statistisch overzicht van den loop van het verkeer, den toestand der verkeerswegen, het aantal toestellen, kantoren enz. Deze overzichten worden volgens de aanwijzingen van het Internationaal bureel opgemaakt, dat hiertoe geheel gereed gemaakte staten verstrekt.

§ 6. Zij doen aan dat Bureel eveneens twee exemplaren toekomen van de verschillende uitgaven, welke zij laten verschijnen.

§ 7. Het Internationaal bureel ontvangt bovendien mededeeling van alle inlichtingen omtrent proefnemingen, welke elke Administratie, ten aanzien van verschillende dienstonderdeelen mocht hebben gehouden en welke zij voor de andere Administratiën van de Vereeniging van genoegzaam belang acht.

Artikel 86.

Werkzaamheden van het Bureel.

§ 1. Het Internationaal bureel ordent de tariefsopgaven en brengt deze ter algemeene kennis. Het deelt aan de Administratiën tijdig alle daarop betrekking hebbende inlichtingen mede, in het bijzonder die, welke in artikel 85, § 3, genoemd zijn. In spoedeischende gevallen en in het bijzonder in die voorzien in § 4 van het vorige artikel, worden deze mededeelingen per telegraaf overgebracht. De mededeelingen betreffende tariefswijzigingen, worden zoodanig ingericht, dat deze wijzigingen terstond kunnen worden opgenomen in de bij de Overeenkomst behoorende tariefstabellen.

§ 2. Het Internationaal bureel stelt een algemeene statistiek samen.

§ 3. Het geeft, met behulp van de te zijner beschikking

staande bescheiden, een telegraaftijdschrift in de Fransche taal uit. (Journal télégraphique.)

§ 4. Het maakt op geregelde tijdstippen een officieele kaart van de telegrafische en radiotelegrafische verkeerswegen en zorgt voor de uitgaaf en de herziening.

§ 5. (1) Het stelt een Naamlijst der voor den internationalen dienst opengestelde telegraafkantoren, daaronder begrepen de radiotelegrafische kuststations, samen en zorgt voor de uitgaaf daarvan, evenals voor de geregeld verschijnende aanvullingsbladen op dit boekwerk, waarin de daarin aan te brengen aanvullingen en wijzigingen worden medegedeeld.

(2) Het stelt een Naamlijst van radiotelegrafische stations samen en geeft deze uit.

§ 6. Het moet zich overigens te allen tijde ter beschikking stellen van de contracteerende Administratiën, tot het geven van bijzondere inlichtingen van allerlei aard, welke deze Administratiën noodig mochten hebben, omtrent vraagstukken welke den internationalen telegraaf- en telefoondienst betreffen.

§ 7. De gedrukte bescheiden van het Internationaal bureel worden aan de Administratiën van de Staten der Vereeniging verstrekt in verhouding van het in artikel 84 bepaalde aantal eenheden. De bescheiden, welke de Administratiën daarboven verlangen, worden afzonderlijk betaald tegen den kostenden prijs. Op dezelfde wijze wordt gehandeld met de bescheiden welke door de Administratiën van Staten, welke geen deel uitmaken van de Vereeniging, alsmede door bijzondere ondernemingen worden verlangd.

§ 8. De vorenbedoelde aanvragen blijven geldig, tot het tegendeel bericht wordt; zij moeten zóó tijdig worden ingediend, dat het Internationaal bureel de gelegenheid heeft, de oplaag dienovereenkomstig te regelen.

§ 9. (1) De Administratiën van de Staten der Vereeniging kunnen door tusschenkomst van het Internationaal bureel, wijzigingen voorstellen in het tarief en in het Reglement, bedoeld in de artikelen 10 en 13 van de Overeenkomst.

(2) Het Internationaal bureel onderwerpt de voorstellen

aan het onderzoek der Administratiën van de Staten der Vereeniging, welke binnen vier maanden hare opmerkingen, wijzigingsvoorstellen of tegenvoorstellen, welke echter geen beslissend karakter hebben, aan het Internationaal bureel moeten toezenden. Door de zorgen van het Internationaal bureel worden de antwoorden verzameld en aan de Administratiën van de Staten der Vereeniging medegedeeld, met uitnoodiging om zich voor of tegen de voorstellen en de eventueel ingediende tegenvoorstellen uit te spreken. De Administratiën, welke binnen vier maanden, nà den datum van de tweede circulaire van het Internationaal bureel, waarbij de ingekomen opmerkingen te harer kennis worden gebracht, geen antwoord hebben gegeven, worden beschouwd, als zich te onthouden.

(3) Om aangenomen te worden moeten de voorstellen :

1°. de algemeene instemming verkrijgen van de Administratiën van de Staten der Vereeniging, welke een stem hebben uitgebracht, wanneer het veranderingen betreft, welke in de bepalingen van het Reglement moeten worden aangebracht ;

2°. de instemming verwerven der betrokken Administratiën, wanneer het wijzigingen van tarieven betreft ;

3°. de instemming verkrijgen van de meerderheid der Administratiën van de Staten der Vereeniging, welke een stem hebben uitgebracht, wanneer het uitlegging van de bepalingen van het Reglement betreft.

§ 10. Het Internationaal bureel is belast met de tijdige mededeeling aan de Administratiën van alle volgens de voorafgaande paragraaf aangenomen wijzigingen of besluiten en van den dag, waarop deze in werking treden. Voor wijzigingen of besluiten het Reglement betreffende, is deze bekendmaking eerst van kracht na een termijn van tenminste twee maanden, en voor wijzigingen in de tarieven eerst na ten minste twintig dagen.

§ 11. Het Internationaal bureel is belast met de voorbereidende werkzaamheden voor de Telegraafconferenties.

Het zorgt voor de noodige afschriften en drukwerken, voor de samenstelling en rondzending van wijzigingsvoorstellen, processen-verbaal en andere inlichtingen.

§ 12. De directeur van dit bureel woont de zittingen van de Conferentie bij en neemt aan de besprekingen deel, doch niet aan de stemmingen.

§ 13. Het Internationaal bureel brengt omtrent zijn beheer een jaarverslag uit, dat aan alle Administratiën van de Staten der Vereeniging wordt medegedeeld.

§ 14. Het vorenbedoelde beheer is eveneens onderworpen aan het onderzoek en de beoordeeling der Conferenties, bedoeld bij artikel 15 van de Overeenkomst.

Artikel 87.

„Comité consultatif international" voor telegraafverbindingen.

(1) Een „Comité consultatif internationaal" voor telegraafverbindingen is belast met de bestudeering van de vraagstukken van technischen en exploitatieven aard, welke den internationalen telegraafdienst betreffen, in het bijzonder voor zooveel betreft de telegrafie op grooten afstand en de maatregelen, welke in staat stellen, om het beste rendement van de inrichtingen te verzekeren.

(2) Het „Comité consultatif international" voor telegraafverbindingen wordt voor elke bijeenkomst samengesteld uit deskundigen van de Administratiën, welke aan hare werkzaamheden willen deelnemen en zich er toe verbinden in de gemeenschappelijke kosten van deze bijeenkomsten van het „Comité", elk voor een gelijk deel, bij te dragen. De persoonlijke uitgaven der deskundigen van elke Administratie worden door deze Administratie betaald.

(3) De Conferentie wijst de Administratie aan, welke belast is met de regeling van de eerste bijeenkomst van het „Comité" en met de vaststelling van het programma van werkzaamheden van deze bijeenkomst.

(4) De Administratiën, welke zich op een bijeenkomst van het „Comité" laten vertegenwoordigen, komen met elkander overeen omtrent de aanwijzing van de Administratie, welke de volgende bijeenkomst zal bijeenroepen.

(5) De vraagstukken, welke door het „Comité consultatif" moeten worden onderzocht, worden aan de aldus aangewezen Administratie toegezonden, terwijl deze Administra-

tie ook den datum en het programma van de bijeenkomst van het „Comité” vaststelt.

(6) Het „Comité consultatif international” voor telegraafverbindingen brengt de door hem uitgebrachte adviezen over bij het Internationaal bureel, met het oog op de mededeeling daarvan aan de Administratiën van de Vereeniging.

HOOFDSTUK XXX.

Conferenties.

(*Artikelen 15 en 16 van de Overeenkomst.*)

Artikel 88.

Bijeenkomst der Conferenties.

Het tijdstip, waarop de bij artikel 15, § 3, der Overeenkomst bedoelde Conferenties zullen bijeenkomen, kan op verzoek van tenminste tien der contracteerende Staten, vervroegd worden.

Artikel 89.

Kosten aan de Conferenties verbonden.

De kosten aan de werkzaamheden der Conferenties verbonden, komen ten laste van de Telegraafvereeniging.

HOOFDSTUK XXXI.

Toetreding. Verkeer met niet toegetreden Administratiën.

(*Artikelen 18 en 19 van de Overeenkomst.*)

Artikel 90.

Weigering om de overeengekomen tarieven toe te passen. Keuze van het Europeesch of buiten-Europeesch verkeer.

§ 1. Bij de toetreding, als bedoeld in artikel 18 der Overeenkomst, kan door de Administratiën der contracteerende Staten het voordeel der door deze Administratiën overeengekomen tarieven geweigerd worden aan de Administratiën, welke zouden willen toetreden, zonder zelf hare tarieven in overeenstemming te brengen met die der betrokken Staten.

§ 2. De Administratiën, welke buiten Europa verkeerswegen bezitten, waarvoor zij tot de Overeenkomst zijn toegetreden, verklaren of zij deze tot het Europeesch of wel tot het buiten-Europeesch verkeer rekenen. Deze verklaring blijkt uit de opneming in de tariefstabellen, of wordt later door tusschenkomst van het Internationaal bureel der Telegraafvereeniging bekend gemaakt.

Artikel 91.

Bepalingen betreffende bijzondere ondernemingen.

§ 1. De bijzondere telegraafondernemingen, welke binnen de grenzen van één of meer der contracteerende Staten deelnemen aan den internationalen telegraafdienst, worden uit het oogpunt van dezen dienst beschouwd als wezenlijk deel uit te maken van het telegraafnet dezer Staten.

§ 2. Na kennisgeving door den Staat, welke de vergunning verleend heeft, of machtiging tot de exploitatie gegeven heeft, worden de overige bijzondere telegraafondernemingen toegelaten tot de in de Overeenkomst en in dit Reglement aangegeven voordeelen, indien zij zich onderwerpen aan alle daarin vervatte verplichte bepalingen. Deze kennisgeving geschiedt op de wijze als bepaald in artikel 18, § 2, der Overeenkomst.

§ 3. Het aanvaarden der verplichte bepalingen moet worden opgelegd aan de ondernemingen, welke twee of meer contracteerende Staten met elkander verbinden, voor zooveel die ondernemingen volgens hare verbintenis, waarbij de vergunning is verleend, verplicht zijn, zich in dit opzicht te onderwerpen aan de voorschriften, uitgevaardigd door den Staat, die de vergunning verleend heeft.

§ 4. Bijzondere telegraafondernemingen, welke aan een of anderen contracteerenden Staat machtiging verzoeken, hare kabels aan het net van dien Staat te mogen aansluiten, ontvangen deze machtiging slechts, op de stellige verbintenis, dat zij hare tarieven zullen onderwerpen aan de goedkeuring van den Staat, welke de vergunning verleent en dat zij geen wijziging in het tarief, of in de reglementaire bepalingen zullen invoeren, dan ingevolge een kennisgeving van het Interna-

tionaal bureel van de Telegraafvereeniging, welke eerst in werking treedt na het verstrijken van den in Artikel 86, § 10, bepaalden termijn. Van deze bepaling kan worden afgeweken ten gunste van ondernemingen, welke met andere ondernemingen, welke niet aan de genoemde formaliteiten zijn onderworpen, moeten concurreeren.

§ 5. Het voorbehoud van artikel 90, § 1, is ook van toepassing op bovengenoemde ondernemingen.

Artikel 92.

Verkeer met niet toegetreden Staten.

§ 1. In het telegrafisch verkeer met niet toegetreden Staten of met bijzondere ondernemingen, welke de verplichte bepalingen van dit Reglement niet hebben aanvaardt, worden die bepalingen toch onveranderd toegepast op telegrammen voor dat gedeelte van hun af te leggen weg, dat over het grondgebied van de contracteerende of toegetreden Staten loopt.

§ 2. De betrokken Administratiën stellen de taks vast, welke voor dit gedeelte van den weg verschuldigd is. Deze taks, welke binnen de grenzen van artikel 27 wordt vastgesteld, wordt bij die van de niet toegetreden Administratiën gevoegd.

Aldus te *Parijs* vastgesteld op 29 October 1925 door de ondergeteekenden, afgevaardigden, overeenkomstig de artikelen 15 en 16 van de Overeenkomst van *Sint-Petersburg*, om in werking te treden op 1 November 1926 onder voorbehoud van de bepalingen der artikelen 26, § 7 en 27, § 4, van dit Reglement.

(Volgen de onderteekeningen.)

[illegible] van de Telegraafovereenkomst, welke eerst in werking [illegible]

§ 3. Het voorbehoud van artikel 90, [illegible] toepassing op bovengenoemde mededelingen.

Artikel 92.

Verkeer met niet toegetreden Staten.

§ 1. [illegible] Staten [illegible]

§ 2. [illegible] Administraties [illegible]

[illegible] 29 October 1925 [illegible] Reglement.

[illegible]

KLAPPER.

(De letter **O** duidt de artikelen der Overeenkomst aan).

ONDERWERP	Artikelen	Paragrafen
Afrekening		
telefonie	71	Q
telegrafie	12 O	
	78—81	
radiotelegafie	64	18
Afronding	29	1, 2
Ambtelijke inleiding	20	2
	37	1, 2, 3
	55	1
	56	6
	58	4
	63	5, 6
	64	2, 8
Ampliation	41	5
	43	—
	44	6—8
	61	5
Anten	42	6
Antwoord betaald	11	2
	49	2
	51, 52	—
	63	11
afrekening	79	2
	80	2, 4, 8
naseining	56	2
	57	5
Antwoordbewijzen	52	
nageseinde telegrammen	57	5
radiotelegrammen	64	14
terugbetaling	74	1 *h*, *l*
	75	8
	76	2
Antwoord op regeeringstelegrammen	16	2
Bekrachtiging van de overeenkomst	21 O	—
Bericht van ontvangst bij storing	44	2

AANHANGSEL.

Voorbeelden van telegrammen betreffende de beveiliging van menschenlevens bij de luchtvaart, waarvoor de volstrekte voorrang bij de overseining gerechtvaardigd is.

a) *Londres à Bâle = Envoyez d'urgence sondage saverne pour départ avion G E A B C = signature.*

(Londen aan Basel = Zendt met spoed aerologische waarneming Zabern voor vertrek vliegtuig G E A B C = onderteekening).

De bij dit telegram gevraagde weerkundige inlichtingen zijn onontbeerlijk voor de veiligheid van het vliegtuig, in verband met de omstandigheid, dat het op zijn weg mist, of wolken, welke een hindernis verbergen, zou kunnen ontmoeten, waardoor een ongeval zou kunnen worden teweeggebracht.

b) *Zurich à Cologne = Allumez projecteurs et feux de balisage pour atterrissage avion H C K L M.*

(Zurich aan Keulen = Ontsteek landings- en verkenningslichten voor landing vliegtuig H C K L M.)

Het doel van dit telegram is : met het oog op de landing van een vliegtuig des nachts, een terrein te doen verlichten, teneinde een ongeval op het oogenblik der landing te voorkomen.

c) *Naples à Marseille = Hydroavion F A G C K amerri 50 milles Tunis attends secours.*

(Napels aan Marseille = watervliegtuig F A G C K op 50 mijlen van Tunis gedaald wacht op hulp).

Dit telegram is het gevolg van een noodsein, dat door een watervliegtuig, genoodzaakt om te dalen, is verzonden ; door een kuststation ontvangen, wordt het vervolgens naar de door het watervliegtuig aangegeven bestemming verder geseind.

d) *Prague à Bruxelles = Informez avion F A B D Q qu'il a perdu roue droite au départ et qu'il atterrisse avec précaution.*

(Praag aan Brussel = Licht vliegtuig F A B D Q in, dat het het rechterwiel verloren heeft bij het vertrek en dat het voorzichtig landt.)

Dit telegram is bestemd, om aan het vliegtuig door het station Brussel te worden medegedeeld, teneinde het te waarschuwen voor het gevaar, dat aan de landing is verbonden, opdat het zijn bewegingen dusdanig zal maken, dat een ongeval wordt vermeden.

e) *Londres à Amsterdam = Avion H B E F K pilote Bernard parti 13 h 45, 12 passagers, 90 kg. messageries.*

(Londen aan Amsterdam = Vliegtuig H B E F K bestuurder Bernard vertrokken 1.45, 12 passagiers, 90 KG. vrachtgoederen.)

Dit telegram, dat het vertrek van een vliegtuig aankondigt, staat in zeer nauw verband met de beveiliging van menschenlevens, in verband met de omstandigheid, dat hulp ambtshalve kan worden gezonden, wanneer het niet op het vastgestelde tijdstip ter bestemming is aangekomen.
